

8921+

Compt. nr. nr. 926/96

ACADEMIE ROUMAINE

R  
evue

**ROUMAINE  
D'HISTOIRE**

BCU Cluj / Central University Library Cluj

1995

Juillet-Décembre

**3-4**



**EDITURA ACADEMIEI ROMÂNE**

# ACADEMIE ROUMAINE

## Section des Sciences Historiques et d'Archéologie

Revue fondée par Andrei Oțetea

### Comité de rédaction

Dan BERINDEI, membre de l'Académie Roumaine – *rédacteur en chef*;  
Virgil CÂNDEA, membre de l'Académie Roumaine, Pompiliu TEODOR,  
et Alexandru ZÜB, membres correspondants de l'Académie Roumaine  
– membres; Mihai Sorin RĂDULESCU – *secrétaire de rédaction*

### Comité consultatif

Karl Oimar Freiherr von ARETIN (München), Pierre du BOIS (Genève),  
Aleksander GIEYSZTOR (Varsovie), Keith HITCHINS (Illinois),  
Jacques LE GOFF (Paris), Geo PISTARINO (Genova)

Traduction ou révision des textes en français ou anglais:  
Nicoleta DASCĂLU

BCU Cluj / Central University Library Cluj

LA REVUE ROUMAINE D'HISTOIRE paraît 4 fois par an. Toute commande de l'étranger sera adressée à RODIPET SA ou à ORION PRESS INTERNATIONAL SRL et toute commande de Roumanie sera adressée à RODIPET SA, ORION PRESS INTERNATIONAL SRL ou AMCO PRESS SRL: RODIPET SA, Piața Presei Libere nr. 1, Sector 1, P.O. Box 33-57, București, România, Fax 401-222 6407, Tél. 401-618 5103; 401-222 4126. ORION PRESS INTERNATIONAL SRL, Șos. Oltenitei 35-37, Sector 4, P.O. Box 61-170, București, România, Fax 401-312 2425; 401-634 7145, Tél. 401-634 6345. AMCO PRESS SRL, Bd. N. Grigorescu 29A, Ap. 66, Sector 3, P.O. Box 57-88, București, România, Fax 401-312 5109, Tél. 401-643 9390; 401-312 5109.

Les manuscrits, les livres et les revues proposés en échange, ainsi que toute correspondance, seront envoyés à la rédaction: București, Calea Victoriei 125, tél. 650 22 25.

EDITURA ACADEMIEI ROMÂNE

Calea 13 Septembrie nr. 13, București, România, tél. 410 32 00

ISSN 0556-8072

## S O M M A I R E

### LA ROUMANIE EN 1940

IOAN SCURTU, Les mutations politiques en Roumanie dans la première moitié de l'an 1940 .....	239
CRISTIAN POPIȘTEANU, The End of the Balkan Entente .....	247
GHEORGHE BUZATU, La Roumanie face à l'écroulement de ses frontières en 1940: isolement et auto-isolement .....	253
VALERIU FLORIN DOBRINESCU, Romania in the Summer of 1940. The Evacuation of Bessarabia and Northern Bucovina (June 1940) .....	271
ION AGRIGOROAIEI, Le diktat de Vienne .....	315
FLORIN CONSTANTINIU, L'Allemagne, l'Union Soviétique et l'amputation territoriale de la Roumanie (1940) .....	331

### LES PRINCIPAUTÉS ROUMAINES ET LA ROUMANIE DANS LE CONTEXTE INTERNATIONAL

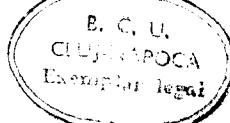
VLADIMIR MISCHEVCA (Chișinău), Considérations sur la genèse de la «question bessarabienne» (1812) .....	337
BEATRICE MARINESCU, VALERIU STAN, England and the Romanian Political Crisis of 1866 (II) .....	351
TRAIAN SANDU (Paris), La coopération franco-roumaine face à la Russie lors du passage de Take Ionescu au Ministère des Affaires Étrangères (juin 1920-décembre 1921) ....	367
JOSEPH F. HARRINGTON (Framingham State College, U.S.A.), MFN regained: Bucharest and Washington, 1989-1994 .....	383

### Notes

MIHAI SORIN RÂDULESCU, La parenté roumaine de Victor Hugo .....	399
---	-----

### La vie scientifique

Le XVIII <sup>e</sup> Congrès International des Sciences Historiques et la participation des historiens roumains ( <i>Dan Berindei</i> ) .....	409
--	-----



## **Comptes rendus**

Princesse JEANNE BIBESCO, Lettres à Emile Combes. Avec une préface de Gabriel Merle et une postface de Michel Mohrt de l'Académie française, Paris, Gallimard, 1994, 285 p. ( <i>Mihai Sorin Rădulescu</i> ) . . . . .	413
JEAN-YVES MOLLIER et JOCELYNE GEORGE, La plus longue des Républiques. 1870-1940, Paris, Fayard, 1994, 872 p. ( <i>Dan Berindei</i> ) . . . . .	414
PIERRE PÉAN, Une jeunesse française. François Mitterrand. 1934-1947, Paris, Fayard, 1994, 616 p. ( <i>Andrei Pippidi</i> ) . . . . .	416
<b>Index alphabétique</b> . . . . .	<b>419</b>

BCU Cluj / Central University Library Cluj

## LES MUTATIONS POLITIQUES EN ROUMANIE DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DE L'AN 1940

IOAN SCURTU

L'an 1940 débutait sous de difficiles auspices pour la Roumanie. Au niveau international, l'année précédente avait apporté des mutations essentielles: en mars 1939, la Tchécoslovaquie – l'un des alliés traditionnels de la Roumanie – avait été occupée par l'Allemagne, fait qui a marqué la disparition de la Petite-Entente, système d'alliance dans lequel les gouvernants de Bucarest avaient mis de grands espoirs. En août 1939, par le pacte Molotov-Ribbentrop, l'Union Soviétique et l'Allemagne avaient délimité leurs zones de domination dans l'est de l'Europe, le gouvernement soviétique obtenant les Pays Baltes, une partie de la Pologne, ainsi que la Bessarabie. Le 1<sup>er</sup> septembre, la seconde guerre mondiale s'était déclenchée par l'attaque de la Pologne par l'Allemagne, suivie par l'invasion soviétique au 17 septembre et la liquidation de l'Etat polonais. Ainsi un autre allié de la Roumanie disparaissait de la carte de l'Europe. À part la Yougoslavie – qui promouvait elle aussi une politique oscillante – la Roumanie était entourée seulement par des Etats ennemis, qui poursuivaient de lui occuper des territoires: la Hongrie visait la Transylvanie, l'Union Soviétique poursuivait d'annexer la Bessarabie et la Bucovine, et la Bulgarie prétendait la Dobroudja.

La situation politique intérieure n'était elle non plus rassurante. Dès son installation sur le trône, le 8 juin 1930, Carol II a promu une politique d'usure des partis démocratiques et d'accroissement du rôle de la monarchie dans la vie d'Etat. En profitant du résultat indécis des élections parlementaires de décembre 1937, le roi a confié le mandat de former le nouveau gouvernement à Octavian Goga, président du Parti National-Chrétien, qui avait à peine obtenu 9,15% du total des voix. Un véritable succès a enregistré le parti «Tout pour la Patrie», organisation légale représentant le Mouvement Légionnaire (la Garde de Fer), dissoute en 1933; dans les élections parlementaires de décembre 1937, celui-ci avait obtenu 15,58% du total des voix pour le pays<sup>1</sup>. En craignant une victoire légionnaire dans la perspective des nouvelles élections, prévues pour le mois de mars 1938, les leaders des principaux partis politiques – Iuliu Maniu et Constantin I. C. Brătianu – ont accepté le coup d'Etat du 10 février 1938, par lequel le roi Carol II a mis fin au

<sup>1</sup> «Monitorul Oficial» n° 301 du 30 décembre 1937.

régime démocratique, fondé sur les partis politiques<sup>2</sup>. Le 27 février 1938, une nouvelle Constitution a été promulguée, par laquelle le roi devenait un facteur actif du gouvernement<sup>3</sup>; le 30 mars les partis politiques ont été supprimés<sup>4</sup> et en décembre a été créé le Front de la Renaissance Nationale – unique organisation politique dans l'Etat<sup>5</sup>.

Au début, le régime de la monarchie autoritaire a été orienté contre le Mouvement Légionnaire. Dès avril 1938, il a procédé à l'arrestation et à l'internement dans les camps d'un grand nombre de membres de cette organisation, dirigés par Corneliu Zelea Codreanu – qui allait être assassiné pendant la nuit du 29/30 novembre 1938<sup>6</sup>. La réplique en est venue un an plus tard, le 21 septembre 1939, quand les légionnaires ont assassiné Armand Călinescu, le président du Conseil des Ministres<sup>7</sup>. Le régime y a répondu en liquidant plus de 250 légionnaires, la plupart d'entre eux s'étant trouvés en détention<sup>8</sup>.

Par la politique promue, le régime de Carol II a contribué à la tension de la vie politique interne dans une période où la situation internationale de la Roumanie se détériorait de plus en plus<sup>9</sup>.

Conscient de cette réalité, le roi a confié, le 24 novembre 1939, le mandat de former un nouveau gouvernement à Gheorghe Tătărescu, homme politique avec une riche expérience, ayant la mission de calmer les esprits et de réaliser une «réconciliation nationale»<sup>10</sup>. Cette orientation politique a été confirmée par Carol II lui-même, dans le discours prononcé à l'occasion du Nouvel An 1940: «Nous traversons, nous le savons tous, une période inquiétante – une période, donc, où

<sup>2</sup> Ioan Scurtu et Ion Bulei, *Democrația la români. 1866-1938* (La démocratie chez les Roumains. 1866-1938), Ed. Humanitas, 1990, pp. 181-182.

<sup>3</sup> «Monitorul Oficial» n° 48 du 27 février 1938.

<sup>4</sup> Archives Nationales Historiques Centrales, Fonds de la Présidence du Conseil des Ministres, dossier 4/1938, f. 2; «Monitorul Oficial» n° 75 du 31 mars 1938.

<sup>5</sup> Ioan Scurtu (coord.), *Documente privind istoria României între anii 1918-1944* (Documents concernant l'histoire de la Roumanie de 1918 à 1944), București, Ed. Didactică și Pedagogică, 1995, p. 466.

<sup>6</sup> Voir, plus largement, Kurt W. Treptow et Gheorghe Buzatu, "Procesul" lui Corneliu Zelea Codreanu (mai 1938) [«Le procès» de Corneliu Zelea Codreanu (mai 1938)], Iași 1994; *Istoria Mișcării Legionare scrisă de un legionar*: Ștefan Palaghiță (Histoire du Mouvement Légionnaire écrite par un légionnaire), *Garda de fier spre reînvierea României* (La Garde de Fer vers la résurrection de la Roumanie), București, Ed. Roza Vânturilor, 1933, p. 110.

<sup>7</sup> *Comunicatul Președintelui Consiliului de Miniștri* (Le Communiqué de la Présidence du Conseil des Ministres), dans «Universul» du 23 septembre 1939; N. Iorga, *După saptă de ieri* (Après l'histoire d'hier), dans «Neamul românesc» du 23 septembre 1939.

<sup>8</sup> Francesco Veiga, *Istoria Gărzii de Fier. 1919-1941. Mistica ultranationalismului* (Histoire de la Garde de Fer. 1919-1941. La mystique de l'ultra-nationalisme), București, Ed. Humanitas, 1993, p. 261.

<sup>9</sup> Voir, plus largement, Al. Gh. Savu, *Dictatura regală. 1938-1940* (La dictature royale. 1938-1940), București, Ed. Politică, 1970 (chap. XIII).

<sup>10</sup> Ioan Scurtu, *Contribuții privind istoria politică din România. Evoluția formei de guvernământ în istoria modernă și contemporană* (Contributions concernant l'histoire politique de Roumanie. L'évolution de la forme de gouvernement dans son histoire moderne et contemporaine), București, Ed. Științifică și Encyclopedică, 1988, p. 469.

le sentiment de solidarité nationale et d'union autour d'un unique idéal et d'une unique foi doit être plus fort que jamais. Moi, qui reste ferme à veiller pour que la Roumanie s'engage inébranlablement sur la voie de son développement pacifique, je ressens plus que tous ce besoin, comme quoi tous les pouvoirs conscients du pays s'allient pour que ces besoins s'accomplissent»<sup>11</sup>. Au fait, le roi poursuivait d'englober les représentants des groupements politiques de l'opposition dans le Front de la Renaissance, dans le gouvernement et dans les autres organes d'Etat.

Pour prouver ses «bonnes intentions», Carol II a décidé, le 20 janvier, de réorganiser le Front de la Renaissance Nationale, en établissant l'éligibilité des organes de direction de celui-ci jusqu'au niveau des régions. Le 23 janvier il a nommé à la direction du Front de la Renaissance Nationale: Alexandru Vaida-Voevod (président), Gheorghe Tătărescu (vice-président), Constantin C. Giurescu (secrétaire général) – personnes provenant de trois groupements politiques différents et pouvant contribuer – dans la vision du roi – à la mise en place d'accords de collaboration avec les partis politiques de l'opposition<sup>12</sup>.

L'offre de réconciliation faite au Parti National-Paysan et au Parti National-Libéral a été repoussée par Iuliu Maniu et Constantin I. C. Brătianu, qui ont communiqué toutefois au roi qu'ils n'allait pas lui faire de problèmes, en le laissant conduire le pays comme il le considérait nécessaire et en portant, évidemment, la responsabilité pour les résultats obtenus. Le seul succès notable du régime a été l'acceptation par Ion Mihalache (vice-président du Parti National-Paysan) de la dignité de conseiller royal, le 17 avril<sup>13</sup>.

Le Mouvement Légionnaire s'est montré réceptif aux propositions de réconciliation. Suite aux pourparlers portés par les personnes habilitées du gouvernement et par les représentants du Palais avec quelques-uns des dirigeants légionnaires on est arrivé à un accord: les légionnaires feront des déclarations de renonciation à leurs convictions et de loyauté envers le régime, après quoi ils seront délivrés des prisons. Sur cette base, par les décisions du Ministère de l'Intérieur des 15, 23, 26 et 27 mars et du 30 avril, on est passé à la libération massive des légionnaires. En même temps, une partie importante des légionnaires ayant fui en Allemagne sont rentrés au pays, suite aux assurances reçues de la part du gouvernement, selon lesquelles ils allaient jouir d'une liberté entière. Le 18 avril, Carol II a accueilli une délégation de légionnaires, en rendant officielle la réconciliation réalisée<sup>14</sup>.

Le roi se sentait de plus en plus incommodé par le maintien des anciennes mentalités démocratiques dans les structures étatiques. Par exemple, le 23 mars 1940, une discussion enflammée a eu lieu dans l'Assemblée des Députés par rapport à la demande du gouvernement de ratification de 163 décrets-lois.

<sup>11</sup> *Serbarea Anului Nou* (La fête du Nouvel An) dans «Universul» du 3 janvier 1940.

<sup>12</sup> Al. Gh. Savu, *op. cit.*, p. 345.

<sup>13</sup> *O scrisoare a d-lui Ion Mihalache către dl. Iuliu Maniu* (Une lettre de M. Ion Mihalache vers M. Iuliu Maniu), dans «Universul» du 20 avril 1940; «Monitorul oficial» n° 93 du 18 avril 1940.

<sup>14</sup> «Monitorul oficial» n° 94 du 19 avril 1940.

Un député, Ion Guriță, a mis en évidence les «minus» de ce système et a exigé «la préservation du prestige du parlement»<sup>15</sup>. Un autre intervenant, Ion Marinescu, tenait à préciser: «cette ratification n'est pas une simple formalité; par la ratification on demande notre accord par rapport à ce qui a été commis, on demande que nous donnions un caractère définitif, permanent à ces décrets-lois. Par conséquent, il faut savoir ce que l'on nous donne à ratifier. Or, Messieurs, au lieu de nous faire connaître ces lois, comme il était naturel, selon mon humble opinion, on nous a donné une liste contenant leurs titres. De sorte que nous ne sommes pas en mesure d'apprécier dans l'exercice de notre attribution législative, quels décrets-lois nous devrions ratifier». Finalement, le point de vue officiel a prévalu, mais le vote obtenu (86 pour et 18 contre) n'était pas encourageant pour Carol II, qui constatait qu'il y avait une réelle opposition au Parlement, bien que tous les députés aient été élus sur les listes d'un seul parti – le Front de la Renaissance Nationale. Le roi a d'ailleurs décidé la fermeture de la session parlementaire pour le 19 avril, bien que celle-ci n'eût commencé que le 7 mars.

Au fond, le régime de Carol II avait un caractère hybride, dépourvu de consistance; il s'appuyait sur la mobilisation de tous les moyens de propagande pour la glorification du souverain. L'un des meilleurs connaisseurs du mécanisme de fonctionnement de ce régime, Valer Pop, allait écrire: «Apparemment, la Roumanie était organisée comme un Etat totalitaire, avec une Constitution autoritaire, avec un parti unique, ayant le roi pour chef de parti, avec tout le monde en uniforme, avec la salutation romaine, etc. Tout cela n'était que le fard qui ne pouvait cacher la réalité à un observateur perspicace; la Roumanie pratiquait un antisémitisme de circonstance, un régime totalitaire par des maçons et par des démocrates reconnus et essayait un rapprochement de l'Allemagne par les anglophiles et les francophiles et ainsi de suite. Le roi était entouré de gens ayant les mêmes convictions que lui et la position d'Elena Lupescu était plus forte que jamais». Et le bien connu homme politique concluait: «Le régime totalitaire de Roumanie est une forme sans contenu, plutôt une parodie qu'une réalité»<sup>16</sup>.

La première moitié de l'an 1940 allait enregistrer une réorientation du régime, suite à l'évolution des opérations militaires sur le front Ouest. Le 9 avril, les troupes allemandes ont débarqué au Danemark et en Norvège, le 10 mai elles ont envahi la Hollande, la Belgique et le Luxembourg, en démarrant la campagne contre la France. Les succès militaires obtenus par l'Allemagne ont été reçus avec une forte inquiétude par le régime de Carol II, qui a commencé une politique d'«adaptation aux réalités»<sup>17</sup>.

Le 28 mai a eu lieu un Conseil de Couronne qui a décidé la renonciation

<sup>15</sup> «Dezbaterile Adunării Deputaților» (Les débats de l'Assemblée des Députés) no 12, séance du 23 mars 1940, pp. 539 et 579.

<sup>16</sup> Valer Pop, *Bătălia pentru Ardeal* (La bataille pour la Transylvanie), București, Ed. Colosseum, 1991, pp. 30 et 56.

<sup>17</sup> Gh. Buzatu, *România și războiul mondial din 1939-1945* (La Roumanie et la guerre mondiale de 1939-1945), Iași, Centre d'Histoire et de Civilisation Européenne, 1995, p. 10.

de la Roumanie à sa politique de neutralité (déclarée le 6 septembre 1939) et son orientation vers l'Allemagne. Deux jours après, Grigore Gafencu a été remplacé dans sa fonction de ministre des Affaires Etrangères par Ion Gigurtu, connu pour ses vues philo-allemandes. Dans un très court intervalle de temps tous ceux connus pour leur attitudes pro-anglaise et pro-française ont été éloignés de l'appareil d'Etat.

Le 18 juin, le roi Carol II a accueilli au Palais Horia Sima, le nouveau dirigeant du Mouvement Légionnaire. Cet acte marquait, dans la conception du souverain, «la conciliation totale et définitive» entre les deux forces politiques et «l'ouverture d'une nouvelle ère, de collaboration entre le roi et les légionnaires»<sup>18</sup>.

La capitulation de la France le 22 juin 1940 a été reçue avec consternation par Carol II et par son régime, puisque le principal pilon d'appui de la politique extérieure roumaine des dernières décennies venait ainsi de s'écrouler.

Le roi a décidé de passer immédiatement à des mesures d'alignement à l'orientation politique dominante dans l'Europe de l'époque. Le jour-même de la capitulation de la France, Carol II a décidé la transformation du Front de la Renaissance Nationale en Parti de la Nation, qui a été déclaré «parti unique et totalitaire», se trouvant sous la direction suprême du roi<sup>19</sup>. On avait institué l'obligation de s'y inscrire pour tous les fonctionnaires publiques, les membres des organismes de direction des associations professionnelles, les membres des conseils d'administration des entreprises publiques et privées, etc. Ceux qui refusaient de s'y inscrire étaient automatiquement révoqués de leur fonction. Le 23 juin, Horia Sima, en vertu de l'entente réalisée avec Carol II, a lancé aux légionnaires l'appel de s'inscrire dans le Parti de la Nation<sup>20</sup>.

Toujours le 22 juin, le roi a promulgué le décret concernant «la défense de l'ordre politique unique et totalitaire de l'Etat roumain», qui prévoyait des peines graves pour ceux qui faisaient de la propagande en vue de changer l'organisation politique du pays, pour ceux qui auraient constitué des associations secrètes ou qui auraient reconstitué des associations dissolues, ainsi que tous faits qui auraient visé à discréditer le Parti de la Nation, l'unique organisation politique reconnue par la loi<sup>21</sup>.

L'accord avec les légionnaires et les mesures adoptées ont écarté de Carol II les leaders politiques animés par des sentiments pro-anglais et pro-français. En désaccord avec la nouvelle orientation politique du régime, le 26 juin Ion Mihalache a démissionné de sa qualité de membre du Conseil de Couronne<sup>22</sup>.

La situation internationale de la Roumanie s'est rapidement détériorée. Le

<sup>18</sup> Horia Sima, *Sfârșitul unei domnii săngeroase. Pagini din istoria Gărzii de Fier* (La fin d'un règne sanglant. Pages de l'histoire de la Garde de Fer), Timișoara, Ed. Gordian, 1995, p. 127.

<sup>19</sup> «Monitorul oficial» n° 142 du 22 juin 1940.

<sup>20</sup> Horia Sima, *op. cit.*, p. 134.

<sup>21</sup> «Monitorul oficial» n° 142 du 22 juin 1940.

<sup>22</sup> Ioan Scurtu, *Istoria Partidului Național-Tărănesc* (Histoire du Parti National-Paysan), II<sup>e</sup> édition, révisée et enrichie, București, Ed. Enciclopedică 1994, p. 80.

23 juin, un jour après la capitulation de la France, le ministre soviétique de l'extérieur a communiqué à l'Ambassadeur allemand à Moscou, Friederich Werner von Schulenburg, que «la résolution du problème de la Bessarabie ne permet plus un autre délai». Après avoir eu le 25 juin la réponse de Ribbentrop, selon lequel «l'Allemagne reste fidèle aux accords conclus à Moscou»<sup>23</sup>, le lendemain (environ vers 22h) Molotov a remis au ministre roumain à Moscou l'ultimatum par lequel il exigeait au gouvernement roumain de «rendre à tout prix la Bessarabie à l'Union Soviétique» et de «transmettre la partie du nord de la Bucovine à l'Union Soviétique»<sup>24</sup>.

En réceptionnant le contenu intégral de l'ultimatum, le matin du 27 juin, Carol II a décidé de convoquer le Conseil de Couronne. Après les discussions, 11 participants (Gh. Gh. Mironescu, N. Iorga, Dr. C. Angelescu, Victor Iamandi, Victor Antonescu, Ștefan Ciobanu, Silviu Dragomir, Traian Pop, Nicolae Hortolomei, Petre Andrei, Ernest Urdăreanu) se sont déclarés contre l'acceptation de l'ultimatum, 10 ont été pour son acceptation (Constantin Argetoianu, gén. Ernest Baliff, Ioan Chistu, Mircea Cancicov, gén. Ion Ilcuș, Aurelian Bentoiu, Mihail Ghelmegeanu, Mitită Constantinescu, Ion Macovei, gén. Florea Țenescu) et 5 se sont prononcés pour des pourparlers avec les Soviétiques (Ion Gigurtu, Victor Slăvescu, Constantin C. Giurescu, Radu Portocală, Mihai Ralea); un participant, Gheorghe Tătărescu, président du Conseil des Ministres, n'a exprimé aucune décision, bien que dans son intervention il eût incliné vers des pourparlers<sup>25</sup>.

Après les démarches diplomatiques entreprises par le gouvernement le 27 juin, on a constaté que celui-ci ne pouvait compter sur aucun soutien extérieur; plus encore, l'Allemagne et l'Italie ont insisté pour que la Roumanie satisfasse immédiatement les exigences soviétiques. Dans ces conditions-ci, un nouveau Conseil de Couronne a été convoqué. Cette fois-ci, seulement 6 participants (Nicolae Iorga, Victor Iamandi, Silviu Dragomir, Traian Pop, Ștefan Ciobanu, Ernest Urdăreanu) se sont prononcés contre l'acceptation de l'ultimatum, les autres optant pour la cession, sauf Victor Antonescu qui s'en est abstenu<sup>26</sup>.

A tout cela se sont ajoutés: le deuxième ultimatum soviétique la nuit de 27/28 juin, l'entrée de l'Armée Rouge en Bessarabie et au nord de la Bucovine le 28 juin, territoires qui ont été occupés avant le 3 juillet 1940<sup>27</sup>.

<sup>23</sup> «Universul» du 4 juillet 1940.

<sup>24</sup> Ibidem.

<sup>25</sup> Le Roi Carol II, *Însemnări zilnice* (Notes quotidiennes) (la note du 27 juin 1940); Ioan Scurtu et Constantin Hlihor, *Anul 1940. Drama românilor dintre Prut și Nistru* (L'an 1940. Le drame des Roumains d'entre le Prut et le Dniestr), București, Ed. Academiei de Înalte Studii Militare, 1992, pp. 26-27.

<sup>26</sup> Ioan Scurtu, *Sfârșirea granițelor României în 1940. Hotărârile Consiliilor de Coroană din iunie și august 1940* (Le déchirement des frontières de la Roumanie en 1940. Les décisions des Conseils de Couronne de juin et d'août 1940), dans *România în situații limită* (La Roumanie dans des situations-limite). Editeur coord. Lucian Culda, București, Ed. Licorna, 1995, pp. 107-111.

<sup>27</sup> *Istoria Basarabiei. De la începuturi până în 1994* (Histoire de la Bessarabie. Depuis les débuts jusqu'en 1994). Coord. Ioan Scurtu, București, Ed. Nova et Tempus, 1994, p. 290.

En pleine crise, générée par les ultimatums soviétiques, Carol II a décidé le 28 juin, un remaniement gouvernemental à la suite duquel Constantin Argetoianu est devenu ministre des Affaires Etrangères, Ion Nistor et Ion Inculeț – secrétaires d'Etat; mais la plus significative nomination a été celle de Horia Sima en tant que sous-secrétaire d'Etat auprès le Ministère de l'Education Nationale<sup>28</sup>. Ainsi, pour la première fois dans son histoire, le Mouvement Légionnaire devenait une force politique de gouvernement. Cet acte envisageait de gagner la bienveillance de Hitler, fait souligné par le roi dans son entretien du 30 juin avec le ministre allemand à Bucarest. C'est l'occasion où Carol II a communiqué à Fabricius la décision de la Roumanie de renoncer aux garanties anglo-françaises d'avril 1939 et son désir de réaliser un accord général avec l'Allemagne. Le 1<sup>er</sup> juillet, le roi a sollicité à Hitler de garantir les frontières du pays et d'envoyer une mission militaire allemande en Roumanie<sup>29</sup>.

Le 4 juillet, une délégation constituée de 12 anciens ministres, dirigés par Iuliu Maniu et par Constantin I. C. Brătianu, s'est présentée au Palais dans une audience collective, en demandant au roi de revenir au régime démocratique et d'initier un gouvernement de concentration nationale<sup>30</sup>. En ce qui concerne cette audience, le roi allait noter: «J'ai répondu très fermement et à haute voix, en profitant de ce qu'il a été dit sur l'armée, que je ne permets à personne de douter de l'âme et de l'esprit de notre armée, que je regrette que c'est seulement aujourd'hui que ces Messieurs viennent se mettre à ma disposition, quand depuis des années je fais appel à l'union de tous. Que s'ils veulent travailler, ils n'ont qu'à venir dans l'organisation qui ouvre largement ses portes pour tous [...]. Maniu a dit que les jeunes sont avec lui, et là je lui ai dit que ce n'est pas le moment de polémiquer. A la fin j'ai ajouté que je les ai reçus puisque, comme je l'ai souvent répété, j'accepte toujours toute opinion honnêtement et consciemment exprimé»<sup>31</sup>. Au fait, le roi invitait les leaders politiques présents à s'inscrire dans le Parti de la Nation.

La politique d'«adaptation aux réalités» s'est accentuée. Le même jour, Carol II a décidé la formation d'un nouveau gouvernement présidé par Ion Gigurtu, acte qui a marqué le changement total de la base politique de son régime. La place des groupements détachés du Parti National-Paysan et du Parti National-Libéral, qui dans la politique extérieure s'étaient fermement prononcés pour l'alliance avec la Grande-Bretagne et avec la France et, au niveau de la politique intérieure, pour des mesures dures contre les légionnaires, a été prise par des gens ayant des vues

<sup>28</sup> Ion Alexandrescu, Ion Bulei, Ion Mamina, Ioan Scurtu, *Enciclopedia partidelor politice din România (1862-1994)* [Encyclopédie des partis politiques de Roumanie (1862-1994)], București, Ed. Mediaprint, 1995, pp. 268-269.

<sup>29</sup> Andreas Hillgruber, *Hitler, Regele Carol și Mareșalul Antonescu. Relațiile româno-germane. 1938-1944* (Hitler, le Roi Carol II et le Maréchal Antonescu. Les relations roumano-allemandes. 1938-1944), București, Ed. Humanitas, 1994, p. 109.

<sup>30</sup> Ioan Scurtu, *Iuliu Maniu. Activitatea politică* (Iuliu Maniu. L'activité politique), București, Ed. Enciclopedică, 1995, pp. 96-97.

<sup>31</sup> Regele Carol II, *Însemnări zilnice* (Notes quotidiennes) (les notes du 4 juillet 1940).

de droite et d'extrême droite, avec une orientation philo-italienne et philo-allemande. Dans le gouvernement présidé par Ion Gigurtu on a inclu trois légionnaires: Horia Sima (ministre des cultes et des arts), Vasile Noveanu (ministre de l'inventaire de la fortune nationale) et Augustin Bideanu (sous-scrétaire d'Etat au Ministère des Finances<sup>32</sup>). L'un des bénéficiaires de ce changement, Mihail Manoilescu – devenu ministre de l'extérieur – allait écrire: «Nous étions le gouvernement du désespoir royal, par lequel Carol II essayait de diminuer un peu la haine des hitlériens et des fascistes contre lui. Nous étions le gouvernement qui devait remplir la suprême épreuve de préserver les frontières – autant qu'il était resté d'elles – et dans la tête de Carol – celle de défendre son trône contre les menaces qui l'entouraient du dedans et du dehors»<sup>33</sup>.

Le président du Conseil des Ministres a déclaré, lors de la constitution du nouveau gouvernement, qu'«il comprend de faire une politique d'intégration sincère dans le système créé par l'Axe Berlin-Rome et cela non seulement comme une expression du réalisme politique, mais aussi comme une conséquence logique des conceptions politiques et idéologiques de ses membres, interprètes fidèles des sentiments de la nation»<sup>34</sup>.

Comme une expression de cette nouvelle orientation, le 5 juillet le roi a décidé la dissolution de l'Assemblée des Députés et du Sénat, bien que les corps législatifs eussent été élus – selon la Constitution de février 1938 – pour une période de 6 ans. Au fait, Carol II était passé à la modification essentielle de la structure du régime instauré le 10 février 1938, en se dirigeant vers une dictature. Dans le vocabulaire politique les mots «totalitarisme», «nationalisme», «réalisme européen» ont commencé à prendre un poids de plus en plus important<sup>35</sup>.

En conclusion, on peut estimer que les mutations politiques de Roumanie pendant la première moitié de l'an 1940 se sont caractérisées par le passage de la confrontation avec le Mouvement Légionnaire à l'attraction de celui-ci dans le gouvernement, par l'abandon de certaines structures à apparence démocratique et par le passage d'un régime de monarchie autoritaire au régime totalitaire de dictature royale<sup>36</sup>. En même temps, une modification de la politique extérieure s'est produite – de l'alliance avec la France et la Grande-Bretagne, à l'orientation vers l'Allemagne et l'Italie. Cette politique d'«adaptation aux réalités» n'a pas pu sauver l'intégrité territoriale de la Roumanie, ni le trône du roi Carol II.

<sup>32</sup> *Enciclopedia partidelor politice*, pp. 269-270.

<sup>33</sup> Mihail Manoilescu, *Dictatul de la Viena. Memorii. Iulie-august 1940* (Le Diktat de Vienne. Mémoires. Juillet-août 1940), Bucureşti, Ed. Enciclopedică, 1991, p. 19.

<sup>34</sup> «Universul» du 6 juillet 1940.

<sup>35</sup> Ioan Scurtu, *Istoria României în anii 1918-1940. Evoluția regimului politic de la democrație la dictatură* (Histoire de la Roumanie pendant 1918-1940. L'évolution du régime politique de la démocratie à la dictature), Bucureşti, Ed. Didactică și Pedagogică, 1996, pp. 176-177.

<sup>36</sup> Ioan Scurtu, *Monarhia în România. 1866-1947* (La monarchie en Roumanie. 1866-1947), Bucureşti, Ed. Danubius, 1991, pp. 118-124.

# THE END OF THE BALKAN ENTENTE

CRISTIAN POPIȘTEANU

The Athens Pact (February 1934) claims to have been a real instrument of multilateral collaboration among Greece, Yugoslavia, Romania and Turkey, alongside the treaties and the bilateral agreements concluded among these countries in the period between the two World Wars. Conceived in the form of a political, military and economic alliance the Balkan Agreement – even if it did not comprise all the states of the peninsula – concretized the natural and traditional aspirations of friendship and cooperation among the Balkan peoples, in several domains, and promoted the aims of bringing closer and strengthening the understanding among its signatories and non-signatories. Being the expression of the national interests of the four states to maintain the territorial regime established by the treaties concluded after the first WW, the Balkan Agreement appeared amid the international conditions created by the aggressive policy of the totalitarian powers, especially of nazi Germany, as an antirevisionist reaction of the countries aimed at, by the danger of this policy. In a larger sense than the initial intention of the action against the forceful revision of the framework created by the Versailles treaties, the Balkan Agreement got the significance of a regional defensive instrument for the security in the south-eastern part of Europe and could have become one of the main links of a system of collective security.

Since 1937 the Balkan Entente found itself under the pressure of the expansionist policy of the totalitarian powers which, in 1940, were attempting to destroy this defensive alliance, of cooperation and security.

Here is how the unhappy ending took its course.

At the beginning of February 1940 almost 300 journalists arrived in Belgrade, to attend the sessions of the permanent Council of the Balkan Agreement, which took place under the presidency of Grigore Gafencu, the Romanian minister of Foreign Affairs. The participants restated the intention of their states to tighten their multilateral links on the basis of strict neutrality<sup>1</sup>; they also decided to renew the Pact of the Balkan Entente for a period of seven years<sup>2</sup> and made declarations concerning the improvement of their relations with Bulgaria and Hungary. In the

<sup>1</sup> A.M.A.E. (Archives of the Ministry of Foreign Affairs of Romania) fund, *Înțelegerea Balcanică* (the Balkan Agreement), vol. 20, p. 162. Comunicatul sesiunii Consiliului permanent al Înțelegерii Balcanice (Communiqué of the session of the Permanent Council of the Balkan Agreement) Belgrade, 2-4 Febr.

<sup>2</sup> A.M.A.E. fund id., vol. 20, pp. 146-152.

same time the four ministers for foreign affairs appraised the international situation, especially its evolution concerning the south-eastern European region, as being reassuring.<sup>3</sup> We are inclined to believe that these appreciations were rather an expression of the intention to appear calm and confident in front of the imminent dangers and of the wish not to anger the leaders of the totalitarian states, who showed themselves to be ever more disdainful towards the Balkan Entente, the only vestige of the system of alliances created in order to defend the *status quo* stability achieved after the first World War. However it was evident that in 1940 the souvenirs of Versailles awakened in Berlin and in Rome but a negative image, submerged by the lightening victories of the Wehrmacht and made useless in the east due to the German-Soviet non-aggression pact of 23 August 1939, whose secret annex had been reshaped expressly after the territorial modifications suffered by the Baltic countries, Romania and Poland.

However, at the Belgrade session a special attention was paid to the problems of reinforcing the Pact of the Balkan Entente, to the domain of military measures, as well as to the development of economic collaboration. It was confirmed that the General Staffs of the four armies had decided to start at once studies meant to foresee the variants of all possible aggressions in the Balkans.<sup>4</sup>

Many approvals of the activity of the Belgrade Conference were heard throughout Europe. It is quite symptomatic that favourable echoes came, as paradoxical as it may seem, from the most opposite quarters. "After all – wrote the French newspaper "Le Temps" – from the speeches held in Belgrade and from the information we got till now concerning the works of the conference, it results that an agreement has been reached, concerning the following essential points, which will have to serve as a basis for a regional understanding: the maintaining and strengthening of the independence and neutrality policy; the defence of the economic interests of each party; the wish to develop the relations of the member states of the Balkan Agreement with the Danube states, but only on condition of ensuring the territorial integrity of the four countries which are today closely associated.

Considering the importance and complexity of the problems existing at present in the south-eastern part of Europe, one might believe that for the moment the conference will not offer any other positive results than these which are of course, most important for the creation of a favourable atmosphere in view of a policy of solidarity and of common resistance against any pressure from the outside".<sup>5</sup>

In the House of Commons, the Prime-minister Neville Chamberlain mentioning the decision of the Balkan Agreement to renew the seven year pact, said: "This news proves the decision of the governments of the member states to do all they can in order to maintain the stability and security in the south-east of Europe.

<sup>3</sup> Id., vol. 37, p. 263, Proces-Verbal al sesiunii Consiliului Permanent al Întelegerii Balcanice de la Belgrad, 2-4 Febr. 1940 (Report of the session of the Permanent Council of the Balkan Agreement, Belgrade, 2-4 Febr.).

<sup>4</sup> Grigore Gafencu, "Préliminaires de la guerre à l'Est". p. 323.

<sup>5</sup> A.M.A.E. fund, *Întelegerea Balcanică*, vol. 20, p. 234.

The declaration is the more welcome if, as far as I know, other states in the south-east of Europe carry in their soul the same important aim. The British Government sympathizes most warmly with these efforts and sincerely hopes that they will prove successful".<sup>6</sup>

Finally, according to the TASS reports which have significantly retransmitted the news spread by the German Bureau of Information, during the days of the Belgrade Conference, when it was believed that the Balkan Agreement would take clear pro-occidental decisions, "Izvestia" published a commentary specifying that the Balkan Entente had not let itself be dragged into dangerous actions.<sup>7</sup>

The Belgrade Session was to be the last reunion of the short lived Athens Pact. Soon the Balkan states with the exception of Turkey were to enter into the area of direct action of the fascist powers.

Also after the Belgrade Conference the Romanian diplomacy took great pains to elaborate some common defense plans for the Balkans. The collaboration of the General Staffs of the four states also required by the British and French (General Weygand underlined its necessity during his visit in Ankara, in January 1940)<sup>8</sup> found itself at a deadlock due to the reserved attitude of Yugoslavia.

The repeated requests of the Romanian government and of the two other governments met with no response from the Yugoslavian officials. After the outbreak of the last Hitlerite offensive on the French front the Romanian Ambassador in Ankara solicited the Turkish government to intervene anew in Belgrade: "Examining together with Mr. Saracioglu the repercussions of the tragic events in the west, on the countries of the Danube valley and in the Balkans, I found it necessary to put into application – without any delay – the military decisions taken in Belgrade, concerning the study of the ways and means of a common defence of the members of the Balkan Agreement and, therefore, to hold a military conference in Athens. Mr. Saracioglu considers that the postponement asked for by the Yugoslavian government is counter productive and that we should not let the events take us by surprise and force us to adopt improvised measures when we have the possibility to apply well devised, efficient ones. Greece insisted that the conference should be convened. Mr. Saracioglu will intermediate again in Belgrade. As the Romanian position enjoys a greater weight with the Yugoslavian government, Mr. Saracioglu begs your Excellency to intercede in a friendly way near Mr. Marković so that Yugoslavia should agree that the conference be held as soon as possible".<sup>9</sup>

For the moment there was no favourable answer from the Yugoslavian government.

In the meantime a document dated 18 May 1940, issued by the General Headquarters of the Romanian army mentioned the drafting of a common defence plan, by the member states of the Balkan Agreement, against the

<sup>6</sup> "Universul", 10 Febr. 1940.

<sup>7</sup> A.M.A.E. fund, *Înțelegerea Balcanică*, vol. 20, p. 377, Telegr. (cipher) nr. 412 – 9 Febr. 1940 – from the Romanian Legation in Moscow.

<sup>8</sup> Id., vol. 37, p. 249, Telegr. (cipher) – 30 Jan. 1940 – from the Romanian Embassy in Ankara.

<sup>9</sup> Id., vol. 37, p. 303, Telegr. (cipher) nr. 691 – 13 May 1940 – from the Romanian Embassy in Ankara.

aggression of Hitlerite Germany. The project started with the appreciation that „taking into consideration the force ratio between the great aggressive powers, on one side, and the Balkan Agreement on the other side, it is evident that the latter could not resist all by itself to a German aggression... The resistance of the united forces of the Balkan Agreement is however possible and logical for a period as long as it would be necessary for the Anglo-French forces to step in (as guarantors or as allies)”.<sup>10</sup>

Then, suddenly, on the 16 May and on the following days, several alarming signals were issued by Belgrade. The Yugoslavian ambassador in Bucharest, Mr. Ducić, had an urgent meeting with Al. Cretzianu, general secretary of the Foreign Affairs, to whom he made a long and alarming communication: “The Yugoslavian government is informed that Germany and Italy intend to launch very soon a combined attack in the Mediterranean area. Such an attack cannot fail to involve the interests of the Balkan states.

Taking into consideration that in spite of all the soothing assurances given by Italy, the combined attack of the powers of the Axis seems imminent, the Yugoslav Government considers that the moment has come to call a consultation of the representatives of the Headquarters of the different Balkan countries in order to examine the various possibilities of defense.”<sup>11</sup>

Further on the Yugoslavian ambassador read a telegram received from Belgrade which brought to his attention that, according to the information received by the Yugoslav Government, Italy was to enter the war on Monday the 20th May or on Tuesday the 21st. If in the meantime the German armies were to score a great victory on the French front Italy was to attack the British positions in the Mediterranean area (Malta, Gibraltar, etc.). In case the battle on the French front would not bring decisive results, Italy was to attack Yugoslavia through Albania.

Answering to Ducić that the Romanian Government would examine what had been communicated, Cretzianu reminded him: “We were informed on the 18th of April, by the ambassador Cădere, that in spite of all the insistences of the Turkish Government for an exchange of views among the military attachés of the Balkan Agreement states, accredited in Athens, to take place as soon as possible in the spirit of the decision of the last Council of the Balkan Agreement, held in Belgrade, the Yugoslavian government declared that such talk were not necessary.

Considering the new attitude of the Yugoslavian government, Romania will examine the problem and give an answer.”<sup>12</sup>

Of course one should not overrate the operational capacity of the forces of the Balkan Agreement states in front of the Hitlerite war machine,

<sup>10</sup> Cf. Cristian Popișteanu – România și Antanta Balcanică (Romania and the Balkan Entente), București, 1971, p. 297.

<sup>11</sup> Count Ciano declared to the ambassador of the USA: “Mussolini has decided to participate in the war alongside Germany.”

<sup>12</sup> A.M.A.E. fund, *Înțelegerea Balcanică*, vol. 37, pp. 313, 314, 315, Note about the talks between the Minister of Foreign Affairs, Al. Cretzianu and Ducić, ambassador of Yugoslavia in Bucharest.

especially in the situation in which a contemplated front of resistance in the region, with a bridgehead in Salonic (with an eventual juncture, in the East, with the French expeditionary corps under general Weygand's command) deprived of any support from a massive Anglo-French concentration, seemed utopic.

With all the diplomatic consultations which took place, the impressive sequence of events – Italy entering the war, the surrender of the Pétain government – placed the states of the Balkan Agreement in the center of the fascist aggression, having to endure the pressure of the totalitarian states and of the ultra-reactionary groups having reached their pinnacle.

Due to the intervention of the Romanian ambassador in London, V.V. Tilea, the British government instructed its minister in Moscow, on the 18th March 1939, to ask what the Soviet government would undertake in case Hitler would attack Romania. The Soviet government proposed in the evening of the same day to convene at once a conference to which the representatives of the USSR, Great Britain, France, Turkey, Poland were to participate in order to establish common measures of defence against the Hitlerite attack. The Soviet government declared that it was ready to accept any place for the conference to take place but that it considered more suitable the Romanian capital, Bucharest, underlining thus the intention of the participants to oppose an attack of the German fascists against Romania.

The Soviet proposal was not accepted.

Although the Romanian government maintained itself on the line of avoiding any gesture which could deteriorate its relations or could lead to any tension with the USSR, the Romanian government announced on the 19th of March that it was not in favour of any system of collective security based on a mutual assistance pact with the Soviet Union and that it continued to count on the Anglo-French military assistance against the Hitlerite aggression.

A last diplomatic moment, in which the Balkan Agreement was mentioned, took place in the circumstances created on the 27th June 1940, as a consequence of an ultimative note sent by the Soviet government, and accepted by the Romanian Government, according to which Bessarabia and Northern Bucovina were incorporated in the USSR. The very day it received the notification sent by Moscow, the Romanian Government asked the governments from Ankara, Athens, Belgrade directly, as well as by communications sent to the ambassadors of the same countries in Bucharest, if "in case of an action undertaken by a Balkan state against the Balkan borders of Romania, its partners would adopt the attitude foreseen in the Treaty of 9th February 1934 and in the following conventions concluded by the four countries".<sup>13</sup>

To the questions asked by the Romanian Government the Turkish Government replied that in the case clearly foreseen by the treaties and conventions of the Balkan Entente, concerning exclusively the Balkan frontiers, it would scrupulously fulfill its obligations in the capacity of an ally. "Turkey – declared the Turkish ambassador in Bucharest, at 7,30 in the morning of the 28th June, to the prime Minister Argentoianu, who had taken over the Ministry

<sup>13</sup> A.M.A.E. fund id., vol. 38, p. 527, Telegr. (cipher) nr. 38918 from Bucharest to Athens, Belgrade, Ankara.

of Foreign Affairs a few hours before – will immediately step in, alongside Romania, with all its forces, notwithstanding the opinion of the other members of the Balkan Agreement".<sup>14</sup>

On the following days, several communications were received from the Yugoslavian Government, which avoided giving an answer<sup>15</sup>; the Government from Athens conditioned its answer by consultations with Ankara and Belgrade.<sup>16</sup>

In this situation of an ever more brutal interference of the totalitarian powers, in the domestic affairs of our country, domestic pro-Hitlerite groups – the Iron Guard – were pushed on the fore front of the Romanian political life, and thus the road to the instauration of a military dictatorship was open. On the 2nd July 1940 Romania renounced the Anglo-French guarantees of our frontiers and two days later a new government, headed by I. Gigurtu was formed. It was a decision by which the consent to move towards Hitlerite Germany was made clear. Thus the official policy of the country led to an international isolation.

In these conditions almost nobody thought about the Balkan Agreement any longer.

The bulletin of the German Ministry of Foreign Affairs commented the political situation of the organization as follows: "The Balkan Agreement will soon be considered a thing of the past. The Balkan Entente is regarded as being so outdated that it could but compromise its members in the eyes of the Axis".<sup>17</sup>

General Ion Antonescu, the new leader of Romania, in his declaration of the 28th September 1940 and in his interview on the 13th October 1940 published by the Berliner "Völkischer Beobachter", considered the Pact of the Balkan Agreement, together with other agreements and treaties, to be obsolete.<sup>18</sup>

Then followed the entrance of the hitlerite troops in Bulgaria, in October – November 1940, while Italy attacked Greece, on the 28th October 1940.

Attacked one by one, either by means of a military aggression or by the imposition of an economic and political oppression by Hitlerite Germany and fascist Italy – alongside with the territorial dismemberment of Romania by the USSR, Hungary and Bulgaria – Albania, Bulgaria, Greece, Yugoslavia and Romania got under the domination of the Axis. The Hitlerite swastika floated over the Balkans during the years of the WW II but it was not the only image of this region during the conflagration. The red star took its place in the years 1944-1945 in four of the five mentioned countries.

The multiple experiences of the Balkan Entente, including its sad ending, remains a valuable asset of the historical past of the south-eastern European countries, perhaps even of the entire European trend to a system of security and cooperation, with reverberation on the times to come.

<sup>14</sup> Id., vol. 38, p. 546, Note concerning the talks between C. Argetoianu, Minister of Foreign Affairs of Romania and Suphy Tanriover, ambassador of Turkey in Romania – 28 June.

<sup>15</sup> Id., vol. 38, p. 530.

<sup>16</sup> Id., p. 529.

<sup>17</sup> "Berliner Boersen Zeitung" – 3 March 1940.

<sup>18</sup> A.M.A.E. fund, *Înțelegerea Balcanică*, vol. 38, p. 579, the interview of General Antonescu in the "Völkischer Beobachter", 13 October 1940.

# LA ROUMANIE FACE À L'ÉCROULEMENT DE SES FRONTIÈRES EN 1940: ISOLEMENT ET AUTO-ISOLEMENT

GHEORGHE BUZATU

*Par calcul ou par erreur?* C'est la question qui, depuis plusieurs décennies – de toute manière, depuis septembre 1939 – revient obsessivement. C'est aussi le cas de la guerre mondiale de 1914-1918 – à l'attention des politiciens et des diplomates, des militaires et des journalistes, du public en général et non en dernier lieu à l'attention des historiens: *les origines de la seconde conflagration mondiale*, concrètement, les circonstances où celle-ci a éclaté. Toute une littérature historique, extrêmement vaste et variée, solide, a déjà donné des réponses complexes, argumentées et profondes<sup>1</sup>, ce qui n'a pas cependant mené aussi à la fin du débat. Au contraire, pas plus tard que 1989, le demi-siècle écoulé depuis le siège de la Pologne par l'Allemagne d'Adolf Hitler, qui a «inauguré» l'ère de la guerre mondiale, a rouvert la discussion – au niveau de l'historiographie contemporaine

<sup>1</sup> Voir Arnold J. Toynbee, Veronica M. Toynbee (eds), *Survey of International Affairs, 1939-1946: The World in March 1939*, London, Oxford University Press, 1958; Arnold J. Toynbee, F. Ashton-Gwatkin (eds), *Survey of International Affairs, 1939-1946: The Eve of War*, London, Oxford University Press, 1958; A. J. P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, London, H. Hamilton, 1961; William L. Shirer, *Le III<sup>e</sup> Reich. Des origines à la chute*, Paris, Stock, 1967; Keith Eubank, *The Origins of World War II*, New York, Crowell, 1965; Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*. 5<sup>e</sup> éd., Paris, Dalloz, 1971; Maurice Baumont, *La faillite de la paix (1918-1939). II. 1936-1939*, Paris, Presses Universitaire de France, 1968; idem, *Les origines de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Payot, 1969; Henri Michel, *La Seconde Guerre mondiale*, I, Paris, PUF, 1968; Sebastian Haffner, *Le pacte avec le diable*, Paris, Laffont, 1969; E. M. Robertson (ed.), *The Origins of the Second World War. Historical Interpretations*, London – Basingstoke, Macmillan/St. Martin's Press, 1973; Christopher Thorne, *The Approach of War, 1938-1939*, London, Macmillan, 1973; Sidney Aster, *1939. The Making of the Second World War*, London, André Deutsch, 1973; Anthony P. Adamthwaite, *The Making of the Second World War*, London – Boston – Sydney, G. Allen & Unwin, 1977; Peter Calvocoressi, Guy Wint, *Total War. Causes and Courses of the Second World War*, Harmondsworth, Penguin Books, 1979; Telford Taylor, *Munich. The Price of Peace*, New York, Vintage Book, 1980; William Carr, *Poland to Pearl Harbor. The Making of the Second World War*, London, Edward Arnold, 1985; P. M. H. Bell, *The Origins of the Second World War in Europe*, London – New York, Longman, 1987; Gh. Buzatu, *Din istoria secretă a celui de-al doilea război mondial* (Pages de l'histoire secrète de la Deuxième Guerre mondiale), I, Bucureşti, Editura Ştiinţifică şi Enciclopedică, 1988.

universelle<sup>2</sup> – de la même manière que l'écroulement du communisme dans l'Europe est-centrale, l'installation des régimes démocratiques et la suppression de la censure ou la liquidation du contrôle idéologique exercé par le «Centre» moscovite ont remis en question de nombreux éléments ou chapitres considérés comme «fermés» de l'histoire contemporaine de chaque ancien pays situé après 1944-1945 dans la sphère d'influence du Kremlin, la Roumanie y compris. On n'a pas ignoré dans le contexte, *le rôle et la place* des pays respectifs dans le déroulement des événements qui ont mené à l'éclatement du conflit en 1939, notamment les *effets désastreux* pour la Roumanie (et pas seulement pour elle) du fameux pacte de non-agression Hitler-Stalin du 23 août 1939<sup>3</sup>.

Dans le stade actuel des études historiques, la réalité selon laquelle, dans le passé il y aurait eu peu de conflits qui se soient rapprochés des proportions de celui de 1939-1945 et qui auraient pu aussi facilement être évités, est justifiée. Le conflit de 1939-1945 a été – pour ainsi dire – «inévitable» uniquement dans la mesure où, d'une part, les tendances annexionnistes de l'Allemagne, de l'Union Soviétique, de l'Italie et du Japon – pour citer seulement quelques-unes des grandes puissances – se sont manifestées et en ont été encouragées, et d'autre part, la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis se sont complus dans une situation de «splendide isolement», initialement, pour qu'ensuite, vers la fin des années '30, au fur et à mesure que l'agressivité des Etats concurrents s'accentuait, elles arrivent à promouvoir envers ceux-ci une politique de conciliation, non pas fondée sur des préparations militaires appropriées, mais en comptant particulièrement sur le radoucissement des agresseurs, de Hitler en premier lieu, ainsi que sur l'espoir de voir surgir ou de pouvoir provoquer des divergences entre ceux-ci. Surprises outre mesure par la conclusion du pacte Hitler-Stalin, le 23 août 1939, les puissances démocratiques, la Grande-Bretagne et la France, acceptent finalement le risque d'une guerre avec l'Allemagne, mais, non préparées au niveau militaire, elles l'ont portée comme elles l'ont pu et non pas comme elles l'auraient voulu et encore moins comme il aurait fallu la porter<sup>4</sup>. A son tour, Adolf Hitler, le Führer de

<sup>2</sup> Voir surtout Donald Cameron Watt, *How War Came: The Immediate Origins of the Second World War, 1938-1939*, London, Heinemann, 1989; W. Leonhard, *The Hitler-Stalin Pact of 1939*, New York, St. Martin's Press, 1989; Richard Overy, Andrea Wheatcroft, *The Road to War*, London, Macmillan, 1989; O. A. Rjesevskii (éd.), *1939 god. Uroki istorii*; Moscou, Mifl, 1989; D. Volkogonov, *Drama reşenii 1939 goda*, dans „Noveaia i noveišaia istorija”, Moscou, n° 4/1989; N. Lupan (éd.) *Pactul germano-sovietic din 1939/Le pacte germano-soviétique de 1939*, Bruxelles, Editions Nistru, 1989; Paul Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers. Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000*, London, Fontana Press, 1989; C. J. Bartlett, *The Global Conflict. The International Rivalry of the Great Powers, 1880-1990*, seconde édition, London, Macmillan, 1994; Gh. Buzatu, *Din istoria secretă a celui de-al doilea război mondial* (Pages de l'histoire secrète de la Deuxième Guerre mondiale), II, Editura Enciclopedică, 1995.

<sup>3</sup> *Ibidem*, p. 225 et suiv.; idem, *Secretele protocolului secret von Ribbentrop-Molotov* (Les secrets du protocole secret von Ribbentrop-Molotov), Iași, Editura Moldova, 1991.

<sup>4</sup> Voir Henri Michel, *La drôle de guerre*, Paris, Hachette, 1971, p. 314 («... En somme, la France s'était trouvée devant un terrible dilemme: son passé, ses engagements, ses intérêts, lui commandaient de se battre; elle n'en avait ni les moyens, ni la volonté. La guerre avait mal commencé»).

l'Allemagne, en accédant au rôle de leader européen depuis 1938-1939, conséquence de l'indécision de Londres et de Paris, après avoir occupé «pacifiquement» l'Autriche et la Tchécoslovaquie, avait décidé de liquider la Pologne. Au printemps et l'été de 1939, le danger allemand a forcé l'Angleterre, la France et l'URSS à initier et à accomplir – dans l'esprit de la politique de sécurité européenne adoptée dans ces années-là – des négociations pour la mise en place d'une alliance politique et militaire. Malheureusement, des deux côtés, de Londres et de Paris, mais de Moscou également, les négociations ont été insincères, parsemées de suspicions, de sondages secrets qui prenaient fin d'habitude à Berlin<sup>5</sup>. Hitler, décidé d'éviter une guerre sur deux fronts, a profité de la situation et, le mieux préparé pour la guerre planifiée, a opté pour l'allié le moins prévu, le plus inattendu pour l'intérieur et pour l'extérieur de l'Allemagne, mais non pas pour les leaders du Reich: l'URSS. Tout avait été entrevu dans les cabinets diplomatiques, mais pas du tout une alliance entre les puissances représentant les extrémismes politiques du temps – le fascisme et le communisme<sup>6</sup>. Afin d'arriver au pacte du 23 août 1939, notamment à son fameux protocole secret, le Führer de Kremlin a prétendu de Hitler d'importantes concessions, surtout territoriales, et celles-ci ont été acceptées sur le compte des États indépendants de l'est de l'Europe, la Roumanie y compris, cédées intégralement ou fragmentairement et sans hésitation, à la zone d'influence du Moscou<sup>7</sup>. Sur le moment, Hitler a gagné: il a voulu la guerre et il a pu attaquer la Pologne en bénéficiant de la non-implication de l'URSS en tant qu'ennemi, mais, en perspective, il a fait une erreur de stratégie politique et militaire de proportions inimaginables.

Le pacte du 23 août 1939, qui a scellé la plus sinistre alliance diplomatique du XX<sup>e</sup> siècle, a propulsé l'URSS au titre de puissance continentale et, en perspective, mondiale, satisfaite par Hitler, mais courtisée par ses adversaires – la France et la Grande-Bretagne, particulièrement. Le résultat? L'Europe a été jetée sous la domination nazie en premier lieu, suite au fait que les démocraties occidentales – la Grande-Bretagne et les Etats-Unis en première ligne – devront s'aligner à l'URSS entre 1941 et 1945 pour éliminer Hitler et ses complices continentaux et extra-continentaux; cette domination sera substituée par la direction communiste pour

<sup>5</sup> William L. Shirer, op. cit., p. 492 et suiv.; Gh. Buzatu, *Din istoria secretă...*, II, p. 225 et suiv.; Ingeborg Fleischhamer, *Pakt Hitler-Stalin i iniativa ghermanskoj diplomati*, 1938-1939, Moscou, Progress, 1991; G. L. Rozanov, *Stalin-Hitler. Dokumentalnyi očerk sovestsko-ghermanskikh diplomaticeskikh otnošenii, 1939-1941 g.g.*, Moscou, IMO, 1991; M. I. Semireaga, *Taini stalinskoi diplomati*, 1939-1941, Moscou, 1992; D. Volkogonov, *Triumf i tragediia. Politiceskii portret I. V. Stalina*, II, seconde édition, Moscou, Novosti, 1990, p. 7 et suiv.; Florin Constantiniu, *Între Hitler și Stalin. România și pactul Ribbentrop-Molotov* (Entre Hitler et Staline. La Roumanie et le pacte Ribbentrop-Molotov), Bucureşti, Danubius, 1991; D. C. Watt, *How War Came...*, p. 361 et suiv.; *Nazi-Soviet Relations, 1939-1941*, Washington, GPO, 1948, passim; Yuri Zoria, Natalia Lebedeva, *L'an 1939 dans les dossiers de Nuremberg*, dans „La vie internationale”, Moscou, n° 10/1989.

<sup>6</sup> Gh. Buzatu, *România și războiul mondial din 1939-1945* (La Roumanie et la guerre mondiale de 1939 à 1945), Iași, Centrul de Istorie și Civilizație Europeană, 1995, p. 4.

<sup>7</sup> *Ibidem*.

une durée de plus de quatre décennies. Il est vrai que, pratiquement, il était question de l'Europe est-centrale<sup>8</sup>, mais la menace de l'URSS, victorieuse dans la seconde guerre mondiale, à côté et avec l'aide des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, est devenue après 1945 et s'est maintenue réelle jusqu'en 1989 au niveau de tout l'ancien continent et même au niveau planétaire. Ainsi, tour à tour et pour des raisons diverses, voire opposées, l'Allemagne et les grandes démocraties occidentales, – consciemment ou non – ont encouragé et entretenu durant les années de la seconde guerre mondiale l'adversaire de lendemain. Si, en ce qui concerne le Reich nazi, personne ne conçoit à le juger pour l'erreur commise, il s'impose, en revanche – surtout maintenant, après l'écroulement du système communiste dans l'Europe de l'Est – à élucider les raisons pour lesquelles les démocraties occidentales ont joué exclusivement sur la carte russe afin de forcer la victoire de 1945, en établissant en même temps les responsabilités des leaders de Washington et de Londres, qui devaient connaître non seulement leur adversaire, mais aussi leur allié.

Dans la période qui a précédé directement l'éclatement de la seconde guerre mondiale, la Roumanie, restée fidèle, malgré tous les risques, aux alliances dirigées par les Anglo-Français, a initié de multiples actions destinées à contrecarrer – en plan général, et surtout local – l'extension de l'agression. De ce point de vue, les tentatives entreprises pour fortifier la Petite-Entente et l'Entente Balkanique et pour soutenir les efforts franco-britanniques de mars-août 1939 sont bien connues<sup>9</sup>. Nous n'insistons plus sur la fameuse démarche de Viorel Virgil Tilea, en mars 1939, à Londres<sup>10</sup>, qui a ouvert le chemin des négociations anglo-franco-soviétiques et qui, si elles n'avaient pas échoué en août 1939, auraient décidément arrêté l'attaque

<sup>8</sup> Cf. John Lewis Gaddis, *The United States and the Origins of the Cold War, 1941-1947*, New York – London, Columbia University Press, 1972; Vojtech Mastny, *Russia's Road to the Cold War. Diplomacy, Warfare, and the Politics of Communism, 1941-1945*, New York, Columbia University Press, 1979; Marfin Kitchen, *British Policy towards the Soviet Union during the Second World War*, New York, St. Martin's Press, 1986; R. J. Crampton, *Eastern Europe in the Twentieth Century*, London – New York, Routledge, 1994.

<sup>9</sup> Voir à ce propos Eliza Campus, *Mica Înțelegere* (La Petite Entente), București, Editura Științifică, 1968; idem, *Înțelegerea Balcanică* (L'Entente Balkanique), București, Editura Academiei, 1972; Viorica Moisuc, *Diplomaticia României și problema apărării suveranității și independenței naționale în perioada martie 1938-mai 1940* (La diplomatie de la Roumanie et le problème de la défense de la souveraineté et de l'indépendance nationale pendant la période mars 1938-mai 1940), București, Editura Academiei, 1971; idem, *Premisele izolării politice a României, 1919-1940* (Les prémisses de l'isolation politique de la Roumanie), București, Editura Humanitas, 1991; Ioan Talpeș, *Diplomaticie și apărare. Coordonate ale politiciei externe românești, 1933-1939* (Diplomatie et défense. Les coordonnées de la politique extérieure roumaine entre 1933 et 1939), București, Editura Științifică și Enciclopedică, 1988; Dov B. Lungu, *Romania and the Great Powers, 1933-1940*, Durham – London, Duke University Press, 1989; Gh. Buzatu, *Dosare ale războiului mondial, 1939-1945* (Les dossiers de la guerre mondiale, 1939-1945), Iași, Editura Junimea, 1978.

<sup>10</sup> Ibidem, p. 11 et suiv. (chap. I – Mars 1939: *Le Cas Tilea*); idem, *Din istoria secretă..., I*, p. 10 et suiv. (chap. I – *La démarche de Viorel Virgil Tilea*); Paul D. Quinlan, *Clash over Romania. British and American Policy towards Romania: 1938-1947*, Los Angeles, ARA, 1977, p. 39 et suiv.; Sidney Aster, op. cit., pp. 61-78; David Britton Funderburk, *Politica Marii Britanii față de România, 1938-1940* (La politique de la Grande-Bretagne à l'égard de la Roumanie, 1938-1940), București, Editura Științifică și Enciclopedică, 1983, p. 93 et suiv.; D. C. Watt, op. cit., pp. 170-177.

de l'Allemagne hitlérienne contre la Pologne du 1<sup>er</sup> septembre 1939 et auraient implicitement arrêté le déclenchement de la grande conflagration. Malheureusement, après l'échec des pourparlers tripartites de Moscou et après la signature du pacte de non-agression soviéto-allemand du 23 août 1939, les possibilités d'action de la Roumanie ont été brusquement et considérablement réduites. Le processus d'isolement international complet est entré dans sa phase finale, décisive. Le premier-ministre roumain, Armand Călinescu, en saisissant les dangers qui s'esquissaient, consignait le 22 août 1939 dans son *Journal*: «la situation est très grave»<sup>11</sup>. Presque simultanément, dans le camp adverse, les choses étaient estimées de manière identique: le 25 août 1939, Adolf Hitler-même partageait à Benito Mussolini sa conviction comme quoi: «La Roumanie ne se trouve plus dans la posture de pouvoir prendre part à quelque conflit contre l'Axe»<sup>12</sup>. Les faits survenus les mois suivants allaient confirmer, malheureusement, la précision du Führer: la participation de la Roumanie, selon ses alliances traditionnelles et selon les sentiments de l'immense majorité du peuple, à la guerre contre l'Allemagne nazie, non seulement s'avèrera impossible, mais, entre 1941 et 1944, forcée notamment par les circonstances générales, la Roumanie se verra dans la posture de lutter *du côté de l'Axe et contre les Grands Alliés*<sup>13</sup>.

Contrairement à ce que certains historiens – notamment ceux soviétiques – se sont efforcés à démontrer, la Roumanie n'a été nullement impliquée dans l'évolution des événements de l'été de 1939, quand les hostilités allaient éclater. Au contraire, en entrevoyant les futurs dangers, le gouvernement d'Armand Călinescu (7 mars-21 septembre 1939) a opté pour une conduite qui prévienne les éventuelles complications. Ainsi, dès autour du 1<sup>er</sup> septembre 1939, Bucarest a proposé à la Hongrie la signature d'un pacte de non-agression et le 27 août le ministre roumain des affaires étrangères, Grigore Gafencu, a informé le ministre allemand en Roumanie, Wilhelm Fabricius, que dans le conflit imminent entre l'Allemagne et la Pologne, son pays allait préserver sa neutralité. Une telle orientation convenait parfaitement à l'Allemagne et aux démocraties occidentales, mais dès le début, le III<sup>e</sup> Reich a essayé de déterminer avec anticipation le contenu de la neutralité de la Roumanie, en prétendant par Fabricius, le 31 août 1939, la défense du transit d'armes vers la Pologne, ce qui n'a été obtenu ni alors, ni pendant l'héroïque résistance polonaise. Après l'attaque sur la Pologne et l'intervention de l'état de siège entre le Reich nazi et les puissances occidentales, survenues le 3 septembre 1939, le lendemain le gouvernement de Bucarest avait décidé – ce qui a été d'ailleurs immédiatement communiqué à la presse – d'adopter une «attitude pacifique» envers tous les Etats<sup>14</sup>. Le 6 septembre 1940, un Conseil de Couronne

<sup>11</sup> Armand Călinescu, *Însemnări politice, 1916-1939* (Journal politique, 1916-1939), Bucureşti, Editura Humanitas, 1990, p. 425.

<sup>12</sup> *Akten zur deutschen auswärtigen Politik*, Serie D, Band VII, 9. August bis 3. September 1939, Baden-Baden, Imprimerie Nationale, 1956, p. 236.

<sup>13</sup> Gh. Buzatu, *România și războiul mondial din 1939-1945*, p. 6.

<sup>14</sup> *Ibidem*, p. 7; idem, *România cu și fără Antonescu* (La Roumanie – avec ou sans Antonesco), Iași, Editura Moldova, 1991, pp. 39-40 (notes de Charles II, 6.9.1939).

présidé par le Roi Carol II a décidé unanimement «l'observation stricte des règles de la neutralité établie par les conventions internationales par rapport aux belligérants de l'actuel conflit». Certains des hommes politiques ont insisté à ce moment-là sur une *neutralité absolue*, mais la plupart ont opiné pour une abstention de l'hostilité, en pensant qu'au moment adéquat, la Roumanie sera de toute manière impliquée dans le conflit, mais obligatoirement dans le *camp allié et contre* les Etats fascistes. Le grand historien Nicolae Iorga a exprimé le mieux ce point de vue dans le cadre du Conseil de Couronne: «*Nous faisons aujourd'hui* (en proclamant la neutralité – n. n.) – a-t-il précisé, – *une autre politique que celle que nous portons au cœur* (l'affiliation à la cause des Alliés – n.n.)».<sup>15</sup>

La période du 6 septembre 1939 au 28 mai 1940 a été extrêmement riche en événements internes et externes se conditionnant réciproquement. En ce qui concerne la politique générale de la Roumanie, il faut retenir que les investigations récentes des historiens roumains ont mis en évidence le fait qu'après le 6 septembre 1939, la diplomatie officielle de Bucarest a été essentiellement favorable aux alliés anglo-français et aux victimes de l'agression fasciste<sup>16</sup> et loin de se caractériser par passivité, elle s'est avérée *active, conditionnée et, dans la mesure du possible, prudente*. Il a été ainsi confirmé que le sens réel de la position roumaine en 1939/1940 a été celui surpris par le correspondant de l'Agence «Havas» à Bucarest dès le 7 septembre 1939, comme quoi «*dans l'actuelle situation internationale, la Roumanie comprend rester neutre, ce qui ne signifie pas qu'elle restera neutre dans n'importe quelle circonstance ou pour toujours. La Roumanie n'a pas lié ses mains pour toute la vie*»<sup>17</sup>. Exactement comme dans la période de neutralité (1914-1916) de la précédente guerre mondiale, la Roumanie a mené une politique active et a initié des actions pour maintenir le *statu quo* territorial et pour éviter l'extension de l'agression dans le sud-est de l'Europe. Dans ce contexte, les gouvernements de Bucarest ont aspiré en 1939/1940 à une amélioration des rapports avec les pays voisins, soit sur la voie de la conclusion de pactes de non-agression (avec l'URSS, la Hongrie)<sup>18</sup>, soit dans le cadre d'une alliance défensive plus large tel que le *Bloc des neutres*<sup>19</sup>. Conçu les premiers jours après l'éclatement de la guerre mondiale comme une super-consolidation de l'Entente Balkanique, le projet d'un tel Bloc, rédigé par Gafencu et ses collaborateurs et diffusé aux pays membres de l'Entente à la fin octobre 1939, visait, dans une première phase, de préciser une

<sup>15</sup> Idem, *România și războiul mondial din 1939-1945*, p. 7.

<sup>16</sup> Viorica Moisuc, *Premisele izolării politice a României*, p. 370; Al. Gh. Savu, *Dictatura regală, 1938-1940* (La dictature royale, 1938-1940), Bucureşti, Editura Ştiinţifică, 1970, pp. 333-334; Eliza Campus, *Din politica externă a României, 1913-1947* (Pages de l'histoire de la politique extérieure de la Roumanie, 1913-1947), Bucureşti, Editura Politică, 1980, pp. 402-403; Ion řu , *România la cumpăna istoriei. August '44* (La Roumanie au carrefour de l'histoire. Août '44), Bucureşti, Editura řtiin ifică, 1991, p. 73 et suiv.

<sup>17</sup> Gh. Buzatu, *op. cit.*, p. 7.

<sup>18</sup> *Ibidem*.

<sup>19</sup> Idem, *Din istoria secretă..., I*, p. 45 et suiv.; Ion Calafeteanu, *Diplomatica românească în sud-estul Europei, martie 1938 – martie 1940* (La diplomatie roumaine au sud-est de l'Europe, mars 1938 – mars 1940), Bucureşti, Editura Politică, 1980, p. 163 et suiv.

attitude commune de la Roumanie, de la Yougoslavie, de la Grèce et de la Turquie, succédée par une possible coopération avec la Hongrie, la Bulgarie et l'Italie, à laquelle on reconnaissait la position de leader du groupe. Au début accepté ou accueilli avec suspicion par ceux concernés, par les grandes capitales y compris, le plan de constitution du Bloc des neutres finira par échouer à cause du désintérêt et surtout par l'opposition de toutes les puissances<sup>20</sup>. Dans ces conditions, il paraissait que la réunion extraordinaire de Belgrade des représentants de l'Entente Balkanique des 2-4 février 1940 avait réussi à sauver, en quelque sorte, l'idée du Bloc par la décision prise: de défendre en commun «les biens suprêmes» des Etats signataires – «*le droit ... à la liberté, à l'unité et au territoire national*» – mais l'évolution ultérieure des événements n'a pas confirmé ces excellentes intentions. Au cours de l'été 1940, la Roumanie ne bénéficiera de l'assistance d'aucun pays de l'Entente Balkanique.

Dès les premiers jours de la conflagration mondiale, la politique de la Roumanie s'est fait remarquer par son attitude adoptée par rapport à la Pologne. Ainsi, préoccupé par une possible transgression de la frontière polono-roumaine par la Wehrmacht nazie, le 11 septembre 1939 l'Etat Major roumain a mobilisé dans la partie du nord du pays «le Groupe d'armées Est» du général C. Motaş. Vu que le traité en vigueur roumain-polonais ne prévoyait pas la situation d'une attaque de la part de l'Allemagne ou l'offre d'une assistance *erga omnes*, pour lesquelles Bucarest avait insisté au moment de la signature, le gouvernement roumain a fait tout le possible au mois de septembre 1939 pour faciliter les opérations de résistance de l'Etat allié et voisin du nord. Tant après le 1<sup>er</sup> septembre 1939, qu'après le 17 septembre 1939, suite aux actions agressives du Reich nazi et, respectivement, de l'URSS contre la Pologne, la Roumanie, malgré les protestations véhémentes des parties concernées, est intervenue pour assurer le libre passage dans les défilés de la Mer Noire des vaisseaux chargés de matériel de guerre destiné aux victimes de l'agression et ensuite, en sens inverse, pour évacuer le trésor polonais par Constanța ou pour en garder une partie à Bucarest, afin de la rendre en 1947; elle a ouvert la frontière pour les réfugiés polonais civils et militaires, pour les autorités gouvernementales et militaires évacuées de Varsovie et qui, en majorité, se sont retirées à l'Ouest pour continuer la lutte contre l'Allemagne<sup>21</sup>.

Berlin et Moscou ont exprimé, plus d'une fois, en septembre 1939, leur mécontentement par rapport à l'attitude des officialités roumaines, de soutien de la cause de la Pologne combattante. Des mécontentements se sont manifestés aussi sur le plan de l'intérieur. Les légionnaires, se trouvant maintenant sous la direction de Horia Sima, devenu le successeur de Corneliu Z. Codreanu dans des conditions douteuses, ont été encouragés par les succès du Reich en Pologne. De plus, leur condition de persécutés par les gouvernements désignés par Carol II au long de son régime de domination autoritaire (février 1938–septembre 1940), s'est transformée dans l'une d'opresseurs, situation où leurs adversaires politiques et, particuliè-

<sup>20</sup> *Ibidem*, pp. 191-239.

<sup>21</sup> Gh. Buzatu, *op. cit.*, p. 8.

ment les leaders reconnus, sont devenus cibles de leur vengeance, à travers l'assassinat y compris. Le 21 septembre 1939, en plein jour et au centre même de Bucarest, est assassiné Armand Călinescu, impliqué, en tant que ministre de l'intérieur ou en tant que premier-ministre, dans toutes les actions de 1938-1939 décidées contre la *Garde de Fer* par Carol II et par ses conseillers: le jugement et la condamnation de Codreanu, l'assassinat de celui-ci et de ses principaux collaborateurs, etc. L'assassinat d'Armand Călinescu, le deuxième des premiers-ministres de la Roumanie qui tombait terrassé par les balles des légionnaires, après I. G. Duca, mais qui allait précéder Nicolae Iorga et le général Gh. Argeșanu, a eu l'effet d'un choc sur le régime de dictature autoritaire de Carol II. Adepte inconditionné de l'alignement du pays au camp anglo-français, politicien de grande énergie et de la décisions ferme, par sa disparition, Călinescu déterminait le régime-même à entrer en bascule et le pays, faute d'un successeur de la même taille, à affronter les hostilités qui seulement pour l'instant hantaient des zones plus ou moins proches, et cela sans avoir au gouvernail son brave timonier. On peut affirmer, sans crainte d'avoir tort, que d'une certaine manière, la disparition tragique d'Armand Călinescu a propulsé sur l'avant-scène de la politique roumaine, environ un an après, le général Ion Antonescu, toujours par Carol II, toujours pour son salut à lui, mais au fond à son propre préjudice! Pour le moment, le souverain, en panique, a désigné le général Gh. Argeșeanu (21-27 septembre 1939), succédé bientôt par Constantin Argetoianu (28 septembre-23 novembre 1939) et Gheorghe Tătărescu (24 novembre 1939-10 mai 1940). Cependant la situation interne a enregistré, en même temps que l'offensive incessante des légionnaires, les tentatives de la dictature royale de consolider sa base de masse et qui se sont essentiellement soldées rien qu'avec des compromis avec les forces de droite et, sur le plan extérieur, avec l'accentuation du processus d'isolement politique international. Les pressions de l'Allemagne nazie, qui, pour pouvoir mener la guerre avait tout de suite besoin du pétrole et des céréales de la Roumanie qu'elle devait s'approprier d'une manière pacifique, se sont intensifiées, au fur et à mesure que Bucarest eut la surprise de constater que les garanties anglo-françaises d'avril 1939 n'étaient pas valables par rapport à tous les éventuels ennemis<sup>22</sup>. En même temps, le sort de la Finlande pouvait inquiéter de la manière la plus sérieuse, mais autant que la guerre d'Ouest ne s'était pas déclenchée, les espoirs de la Roumanie s'appelaient encore la France et la Grande-Bretagne. Ils se dissipèrent rapidement, plus précisément après le 10 mai 1940, date du déclenchement de l'agression hitlérienne victorieuse à l'Ouest, en même temps que les bouleversements militaires et politiques spectaculaires et inattendus survenus là-bas. La réorientation de la Roumanie, produite à ce moment-ci, succédait et provenait des grands échecs des Alliés sur le front de l'ouest de l'Europe, des pressions des cercles internes de droite, encouragés par les succès de l'Allemagne, ainsi que du désir du Roi Carol II de sauver son trône, même si c'en était par un compromis. Dans le domaine économique, par exemple, après

<sup>22</sup> Voir Paul D. Quinlan, *op. cit.*, pp. 52-57; Viorica Moisuc, *Diplomacia României...*, pp. 167-223.

l'accord pétrolier provisoire conclu le 7 mars 1940 avec l'Allemagne, le 27 mai 1940 on a signé à Bucarest un accord définitif – le célèbre Olpakt – par lequel les exportations roumaines de pétrole étaient prioritairement destinées au III<sup>e</sup> Reich en échange d'armement et d'équipement de guerre<sup>23</sup>. Le lendemain, le premier-ministre Gh. Tătărescu allait communiquer à Fabricius, en présence de Gafencu et d'Ernest Urdăreanu, le maréchal de la Cour Royale, que la Roumanie se proposait d'élargir à l'avenir la collaboration «amicale» avec le Reich nazi<sup>24</sup>. Finalement, le 28 mai 1940, dans le cadre d'une audience élargie accordée par Carol II aux principaux membres du Conseil de Ministres on a discuté et recommandé d'abandonner l'orientation externe de jusque-là de la Roumanie et de continuer à promouvoir une politique d'*«adaptation aux réalités»*, c'est-à-dire d'orientation vers l'Allemagne en premier lieu<sup>25</sup>. Comme une conséquence directe, le cabinet roumain a subi un remaniement qui a fait une «excellente impression» en Allemagne: Gafencu, le titulaire du Ministère des Affaires Etrangères et bien connu pour ses sympathies occidentales, démissionne, à sa place étant nommé I. Gigurtu, agréé par Berlin. C'est ainsi que la période de neutralité de la Roumanie dans la seconde guerre mondiale prend fin, sans s'être soldée, comme dans le cas du conflit mondial d'entre 1914-1918, avec le passage du pays dans la camp des Alliés, comme les intérêts et le désir exprès du peuple roumain l'auraient imposé. Les conditions générales se sont avérées en 1940 plus fortes que la volonté de la Roumanie, compte tenu que pendant les mois qui suivirent allait se produire l'entrée du pays dans l'orbite des puissances de l'Axe, de l'Allemagne en premier lieu.

Ce qui a été convenu le 28 mai 1940 dans les conditions ci-dessus précisées a marqué pratiquement *l'abandon de la neutralité de la Roumanie*, proclamée lors de l'éclatement des hostilités. La décision ne survenait qu'apparemment comme un acte volontairement assumé, car, en réalité, tous ceux impliqués ont agi sous l'empire des derniers succès, foudroyants, obtenus par Hitler sur le Front d'Ouest. Le Roi Carol II s'est tout de suite confessé à son *Journal*, en observant que toutes les personnes présentes ont vu comme «imminente et urgente la nécessité de changer la ligne de notre politique extérieure». Quant au souverain, celui-ci a retenu: «... Le danger de rattacher la Roumanie à l'Allemagne est grand, mais, si la fatalité nous pousse en cette direction, il est mieux de le faire en dernier lieu». Le comble est que le mémorialiste ait même trouvé un *coupable* pour les choses survenues – l'Angleterre. «Toute une politique – consignait le Roi – que j'ai voulu mener depuis 10 ans, de rapprochement de l'Angleterre, mais dans laquelle celle-ci ne m'a donné aucun coup de main, vient de s'écrouler, mais cet écroulement arrive en même temps que le premier coup important donné au prestige britannique par l'Allemagne»<sup>26</sup>.

<sup>23</sup> Philippe Marguerat, *Le III<sup>e</sup> Reich et le pétrole roumain, 1938-1940*, Genève, 1977, p. 192; Andreas Hillgruber, *Hitler, Regele Carol și Mareșalul Antonescu. Relațiile româno-germane, 1938-1944* (Hitler, le Roi Charles et le Maréchal Antonesco. Les relations roumano-allemandes de 1938 à 1944), București, Editura Humanitas, 1994, p. 114 et suiv.; *Akten zur deutschen auswärtigen Politik*, Serie D, Band IX, 18. März bis 22. Juni 1940, Frankfurt/Main, 1962, pp. 375-377.

<sup>24</sup> *Ibidem*, p. 382-383; Andreas Hillgruber, *op. cit.*, p. 104.

<sup>25</sup> Charles II, *Journal, II, 1939-1940*, pp. 641-644 (notes de 28.5.1940).

<sup>26</sup> *Ibidem*, p. 642.

Après la renonciation bénévole à son neutralité, la Roumanie a promu une politique de rapprochement envers l'Allemagne et qui, par rapport aux hostilités en pleine évolution sur le continent européen, s'est traduite *de jure* et *de facto* dans un *statut de non-belligérance*, inauguré le 28 mai 1940 et prolongé pratiquement jusqu'au 22 juin 1941.

Il reste à établir en quelle mesure la neutralité ou la non-belligérance ont été convenables ou non à la Roumanie, mais ce qui est certain est que tandis que la neutralité a été essentiellement *pro-alliée*, la non-belligérance s'est graduellement, mais sûrement accentuée par ses nuances *pro-axis*, en *se consommant le 22 juin 1941 par l'entrée de la Roumanie dans la seconde guerre mondiale du côté des Etats de l'Axe*<sup>27</sup>.

C'est avec grande difficulté que l'on puisse trouver dans les annales du passé roumain des périodes plus douloureuses, plus graves et plus dangereuses, pleines de conséquences incalculables que celle de *l'été et de l'automne de l'an 1940*. Arrivée en plein processus d'isolement politique et diplomatique au niveau international, et, par conséquent, dépourvue de tout soutien prompt et efficace du dehors, agitée par de fortes contradictions internes et, par dessus guettée de tous les coins par d'immenses dangers, disputée et convoitée par quelques-unes des grandes puissances européennes (en premier lieu par l'URSS et par l'Allemagne), la Roumanie, tout comme la Pologne autrefois, au long des trois derniers siècles, est arrivée *dans la posture d'un patient*. Tout comme celui-ci, donc, la Roumanie a été mise sur la table d'opération et, malgré toutes les évidences contraires, malgré toutes les protestations et les désaccords, amputée sans aucune hésitation. En moins de trois mois, la Grande Roumanie, l'œuvre de nombreuses générations, fondée dans la mémorable année 1918, s'est écroulée, en perdant – par la volonté des vainqueurs du moment et proie des envies irrationnelles des grands et des petits impérialismes des parages – un tiers de son territoire et tout autant de sa population, plus précisément environ 100.000 km<sup>2</sup> et 7 millions d'habitants, dans la plupart des Roumains. Les deux derniers cabinets du régime de Carol II (Gh. Tătărescu: 11 mai–3 juillet 1940 et I. Gigurtu: 4 juillet–4 septembre 1940) se sont efforcés à éviter les grandes pertes territoriales en renonçant aux obligations internationales antérieures (annulation des garanties anglo-françaises d'avril 1939, le *retirement* de la Ligue des Nations, etc.) et notamment par l'affirmation ostentatoire du désir de coopérer avec le Reich hitlérien qui, engagé par rapport aux voisins de la Roumanie, a indiqué à Bucarest d'accepter les prétentions formulées par ceux-ci. L'intérêt de Berlin, finalement accompli, a été de dominer la Roumanie. En surveillant, voire en dirigeant, le changement d'attitude, le Roi Carol II était intéressé à assurer la survie de son régime dans les conditions du rapprochement de son pays de l'Allemagne. Dans le même but et afin d'être agréé par Berlin, Carol II avait recommandé à partir de mars-avril 1940 la «réconciliation» des forces politiques internes, contexte où des négociations avec les légionnaires ont été commencées.

<sup>27</sup> Gh. Buzatu, *op. cit.*, p. 11.

Après le 22 juin 1940, quand la place du Front de la Renaissance Nationale, la seule formation politique admise légalement sous le régime carliste, a été prise par le Parti de la Nation, les légionnaires furent admis et le 4 juillet inclus pour la première fois dans le gouvernement, par quelques représentants, Horia Sima en premier lieu, et désignés à la direction de quelques départements. En ce qui concerne les leaders des autres groupes politiques bourgeois et démocratiques, il faut souligner que plusieurs ont été impliqués dans la prise des décisions de cession des régions historiques de la Bessarabie, du nord de la Bucovine, de la Transylvanie et du Quadrilatère, tous en invoquant – mais au fait en suivant les indications de la camarilla – leur préoccupation pour assurer à tout prix la permanence de l'Etat, pour sauver l'avenir du peuple roumain et, d'autre part, persuadés que le sort de la guerre n'avait nullement été décidé l'été de 1940. Leurs options ont été ouvertement exprimées dans le cadre des *Conseils de Couronne*, spécialement convoqués par Carol II le 27 juin et les 29-30 août pour débattre l'ultimatum soviétique et les pressions de l'Axe au sujet de la Transylvanie. Lors des respectifs Conseils de Couronne ou en dehors d'eux, Nicolae Iorga s'est catégoriquement exprimé contre les cessions territoriales, en démontrant les flagrantes violations du droit historique, et à côté de lui, Iuliu Maniu et Constantin (Dinu) I. C. Brătianu, les leaders du P.N.T. et du P.N.L., c'est-à-dire des plus importantes formations politiques de l'époque<sup>28</sup>.

Après des consultations avec Berlin et dans l'esprit du pacte Hitler-Stalin du 23 août 1939, le gouvernement soviétique a présenté à Bucarest deux ultimatums, les 26 et 27 juin 1940, en prétendant la cession immédiate de la Bessarabie et du nord de la Bucovine. La Roumanie, entièrement isolée au niveau international, suite à ses propres erreurs des derniers mois et suite aux évolutions imprévues dans le déroulement des hostilités, aux pressions de partout, admit de céder. Après une réplique dilatoire au premier ultimatum soviétique le 28 juin 1940, le gouvernement roumain a communiqué à Moscou que, afin d'éviter un conflit armé, il se voyait obligé de prendre en considération les prétentions de l'URSS<sup>29</sup>, mais il a mentionné d'une manière précise qu'il admettait l'*évacuation* de la Bessarabie et du nord de la Bucovine, ce qui, évidemment, ne voulait pas dire la même chose que leur *cession* avec des papiers en règle. On prévenait ainsi que, dans l'avenir, l'URSS n'affirme des droits historiques sur des territoires roumains en raison d'une option

<sup>28</sup> Idem, *Din istoria secretă...*, II, pp. 241-244, 259-262; idem, *România cu și fără Antonescu*, pp. 40-47; Mircea Mușat, Ion Ardeleanu, *România după Mareea Unire*, II/2, 1933-1940 (La Roumanie après la Grande Union, 1933-1940) București, Editura Științifică și Enciclopedică, 1988, passim.

<sup>29</sup> Gh. Buzatu et collab., *The Tragedy of Romania (1940): Between Ultimatum and Diktat*, dans „Revue Roumaine d'Histoire”, Bucarest, n<sup>o</sup>s 3-4/1990, pp. 169-176; Constantin I. Kirilescu, *România în al doilea război mondial* (La Roumanie dans la Seconde Guerre mondiale), I, București, Editura Univers Enciclopedic, 1995, pp. 116-123; Mihail Bruhis, *Rusia, România și Basarabia. 1812 – 1918 – 1924 – 1940* (La Russie, la Roumanie et la Bessarabie. 1812 – 1918 – 1924 – 1940), Chișinău, Universitas, 1992; Ion Șișcanu, *Raptul Basarabiei – 1940* (Le rapt de la Bessarabie – 1940), Chișinău, Universitas, 1992, passim; Anton Moraru et collab., *Istoria Românilor. Basarabia și Transnistria. 1812-1993* (Histoire des Roumains. La Bessarabie et la Transnistrie, 1812-1993), Chișinău, 1995, p. 312 et suiv.

*officielle* du gouvernement de Bucarest, dans ce cas-là, en 1940, pour l'extension de l'empire rouge de l'Est au compte de la Roumanie!

L'action ouvertement agressive de l'URSS – car le premier ultimatum soviétique mentionnait, en cas de refus, l'usage de la force et d'importantes concentrations de troupes soviétiques avaient déjà été réalisées à l'est du Dniestr – a eu un effet catastrophique sur la Roumanie. Les ultimatums soviétiques *n'ont seulement inauguré, mais ont véritablement déclenché* le processus de la désintégration territoriale de la Grande Roumanie. Une fois les prétentions de Moscou satisfaites, qui pouvait vraiment arrêter les actions révisionnistes de la Hongrie et de la Bulgarie, encouragées toutes les deux par l'Allemagne, l'Italie et l'URSS? Le gouvernement de Bucarest a été forcé, par conséquent, à initier des pourparlers avec Sofia et Budapest. Les pourparlers avec la Bulgarie sur la question du Quadrilatère (la Dobroudja du Sud) se sont déroulés à Craiova<sup>30</sup>, et ceux avec la Hongrie, à Turnu-Severin<sup>31</sup>. Ces derniers ont échoué à cause des revendications exacerbées de la Hongrie horthyste en ce qui concerne là Transylvanie, de sorte que, finalement, l'Allemagne et l'Italie se sont assumées la fonction d'arbitres, non-sollicitée par aucune des parties. Mais Joachim von Ribbentrop et Galleazzo Ciano, les ministres des affaires étrangères de l'Allemagne et, respectivement, de l'Italie, ont convoqué les représentants de Bucarest et de Budapest à Vienne, où, le 30 août 1940, ils leur ont imposé de signer un document (officiellement dénommé arbitrage, mais en réalité un véritable diktat) en vertu duquel la Roumanie était obligée de transmettre à la Hongrie la partie du nord-ouest de la Transylvanie, occupant 42.243 km<sup>2</sup> et environ 2,6 millions d'habitants<sup>32</sup>.

Le total isolement politique, diplomatique et militaire de la Roumanie de l'été 1940 a été retenu et mis en évidence par les contemporains, par le Roi Carol II-même dans son *Journal*<sup>33</sup>, comme nous l'avons déjà souligné, ainsi que par de nombreux collaborateurs de celui-ci – premier-ministres, ministres, diplomates, etc.<sup>34</sup> Parmi ces derniers, par exemple, Alexandru Cretzianu, secrétaire général du Ministère Royal des Affaires Etrangères à Bucarest de 1939 à 1941, a remarqué dans un rapport resté en grande mesure inédit<sup>35</sup>, qu'en 1940 la Roumanie avait été «absolument isolée devant une Russie en pleine expansion agressive (n. soulign.)»<sup>36</sup>.

<sup>30</sup> Constantin I. Kirițescu, *op. cit.*, I, pp. 140-143.

<sup>31</sup> *Ibidem*, p. 144-145; Ioan Scurtu, *Un episod dramatic din istoria României: 30 august 1940* (Un épisode dramatique de l'histoire de la Roumanie: 30 août 1940), București, Editura Universității, 1990, p. 66 et suiv.

<sup>32</sup> *Ibidem*, p. 80 et suiv., Mihail Manoilescu, *Dictatul de la Viena. Memorii (iulie – august 1940)* (Le diktat de Vienne. Mémoires. Juillet-août 1940), București, Editura Enciclopedică, 1991, passim; Valeriu Pop, *Bătălia pentru Ardeal* (La bataille pour la Transylvanie), București, Editura Enciclopedică, 1992, passim.

<sup>33</sup> Charles II, *Journal*, II, passim.

<sup>34</sup> Gh. Buzatu (éd.), *România cu și fără Antonescu, passim* (Notes diplomatiques signées par Gh. Tătărescu, I. Gigurtu, Al. Cretzianu, C. Vișoianu, Grigore Niculescu-Buzești ei D. N. Ciotori).

<sup>35</sup> Hoover Institution on War, Revolution, and Peace, *Hoover Archives*, Palo Alto/Stanford University, Californie, États-Unis, *Collection Brutus Coste*, Box no. 1 (le document *La politique extérieure de la Roumanie, 1919-1940*, Bucarest, 1942).

<sup>36</sup> *Ibidem*; Gh. Buzatu et collab., *The Tragedy of Romania...*, pp. 176-183.

La même situation a été remarquée par C. Vișoianu, ministre de l'extérieur de la Roumanie pendant le cabinet du général N. Rădescu (1944-1945), qui a insisté sur les conséquences négatives de «l'accord» signé par Joachim von Ribbentrop et V. M. Molotov au Kremlin les 23/24 août 1944 et qui «a fait plonger le monde entier dans la stupéfaction»<sup>37</sup>. Dans le contexte, il s'impose à préciser que la décision d'acceptation des ultimatums soviétiques du 26-27 juin 1940 a été *néfaste par elle-même*, par ses multiples et imprévisibles conséquences. On a affirmé, tout à fait raisonnablement, que l'*effet de la décision a été celui d'une réaction en chaîne*: en acceptant les prétentions soviétiques, Bucarest n'allait plus réussir ultérieurement à rejeter celles de Budapest et de Sofia. Le processus de démembrément de la Grande Roumanie s'est automatiquement déclenché et son déroulement s'est avéré être *implacable*. La responsabilité pour l'acceptation des ultimatums soviétiques et, par conséquent, pour l'évacuation de la Bessarabie, de la Bucovine du Nord, de la région Hertza (et ultérieurement de quelques îlots du Delta du Danube) a été essentiellement assumée par *le gouvernement Gh. Tătărescu*<sup>38</sup>, sous le couvert du Roi Carol II, qui a manœuvré *pour la cession* devant la menace du Kremlin, en bénéficiant également du vote *consultatif* et non *opératif* du second Conseil de Couronne réuni à Bucarest le soir du 27 juin 1940. Retenons que, au cours des tendus et intenses débats et controverses de Bucarest qui ont accompagné l'acceptation et l'accomplissement des conditions posées par les ultimatums de l'URSS, la situation de parfait isolement extérieur de la Roumanie s'est avérée *réelle*, en fonctionnant de la sorte, et par conséquent ayant un *rôle prédominant* dans l'adoption de la décision bien connue<sup>39</sup>. Pour exemplifier, nous allons renvoyer de nouveau au texte de Al. Cretzianu, qui a dévoilé dès 1942 que:

Held Central University Library Cluj

«In the evening of June 27, 1940, the Romanian government had the following elements available in order to assess the situation:

1. Within a few hours, the Romanian troops along the eastern border would be attacked by the Soviet army, which enjoyed not only numeric superiority and considerable human resources at its disposal but also an overwhelming superiority in its air, artillery and armored forces.
2. It was clear that, simultaneously with the Soviet attack, the Hungarians would also attack Romania since they had been preparing for it for several months in anticipation of the opportunity offered by a Soviet aggression. Deployed along Romania's Western border since the previous spring, the Hungarian troops were ready for action.

<sup>37</sup> Ibidem, p. 184, Hoover Archives, Collection C. Vișoianu, Box no. 2, idem, Collection Brutus Coste, Box no. 1 (l'étude de Grigore Niculescu-Buzău, *La politique extérieure de la Roumanie et la crise européenne*, Bucarest, 1943).

<sup>38</sup> Gh. Tătărescu, *Evacuarea Basarabiei și a Bucovinei de Nord* (L'évacuation de la Bessarabie et de la Bucovine du Nord), Craiova, Editura Scrisul Românesc, 1940, p. 24.

<sup>39</sup> Gh. Buzatu, *Romania's Options in June 1940*, dans „Nouvelles Études d'Histoire”, vol. 9, Bucarest, Editura Academiei, 1995, pp. 112-113.

3. Along the southern border, the military activities undertaken by Bulgaria were more reduced in scope. In spite of many border incidents, there was no reason to fear growing hostility.

4. It was to be expected, however, that, parallel to the anticipated operations, German car-borne and air force units would tend to win control of the oil fields, should the Soviet troops advance into Romanian territory.

Faced with such concentric attacks, what was the assistance that Romania could count on by virtue of the guarantees provided by France and Great Britain and by its allies – Yugoslavia, Turkey and Greece? The situation could be described as follows:

1. The French army has been destroyed in an overwhelming manner by the Germans, and France has capitulated.

2. The élite of the British army had lost most of its armament in France after the break into the French front. Under serious threat itself, Great Britain lacked any means to help Romania. However, as a result of Italy's entering the war, the reservation expressed by Britain with regard to its guarantee to Romania had come into effect.

3. Yugoslavia shirked its obligations of granting military assistance against a Hungarian aggression.

4. Yugoslavia and Greece failed to acknowledge their military assistance obligations in the event of a Bulgarian aggression, and Turkey had provided an evasive answer.

5. The United States remained within the boundaries of its attitude of strict neutrality, which not even the desperate appeal of France had managed to trouble.

The Romanian government had to take into account the following considerations:

1. Romania lacked heavy armament and raw materials and would find itself deprived, following the interruption of navigation in the Mediterranean, of all means to import large stocks of war materials and raw materials without which any kind of military resistance could only be short-lived.

2. Faced with an attack coming from several converging directions the Romanian army had nowhere to withdraw.

The situation of Romania was therefore incomparably more difficult than that of any small or medium-sized state which – between 1938 and 1940 – had attempted to oppose powerful aggressors militarily.

As a matter of fact, Romania was not in a position to count on military assistance by France and Great Britain, as was the case of Poland, Norway, Belgium and the Netherlands. Neither could it rely on British promises of assistance, as Greece and Yugoslavia. Finally, unlike Finland, Norway, the Netherlands, Belgium and Greece, Romania had no supply, communications and withdrawal lines.»<sup>40</sup>.

<sup>40</sup> Idem, *The Tragedy of Romania...*, pp 182-183.

Vu ses constatations, Al. Cretzianu ne pouvait que justifier l'action du gouvernement Gh. Tătărescu, en spécifiant juste à la suite du texte ci-dessus reproduit: «C'est pourquoi, restée toute seule, entourée par des ennemis, menacée de partout, la Roumanie ne pouvait que s'incliner devant la violence soviétique» (soulign. de l'auteur)<sup>41</sup>.

En ce qui nous concerne, nous opinons que l'isolement total de la Roumanie de 1940 a pu influencer – et a influencé de manière décisive – *le choix de Bucarest*: entre l'admission et le rejet des ultimatum de V. M. Molotov. Ce qui ne nous détermine forcément à croire, surtout maintenant, dans la perspective du temps qui nous sépare de la tragédie de l'an 1940 et compte tenant des documents devenus accessibles, que le choix de Bucarest a été inévitable. On n'est pas un adepte de l'histoire contre-factuelle, mais cela ne nous empêche pas de soutenir que les raisons de l'option de la Roumanie seraient intégralement justifiées. Dans des interventions<sup>42</sup> et dans certains exposés récents<sup>43</sup>, j'ai démontré qu'en juin 1940 Bucarest aurait pu aussi imposer, malgré tous les risques, la voie du rejet des prétentions soviétiques sur la Bessarabie et sur la Bucovine du Nord. Il était et il est clair que dans une telle situation les événements allaient connaître *un autre parcours* que celui connu, ce qui, à nouveau, ne nous mène pas à accepter les controversées hypothèses du «*qu'est-ce qu'il y aurait eu si...?*». On se contente de constater simplement la chance de la résistance roumaine pour laquelle en 1940 de prestigieuses personnalités se sont exprimées (N. Iorga, Iuliu Maniu, I. Antonescu, etc.) et dont on ne peut au moins soupçonner le manque de clairvoyance. D'ailleurs, le 16 octobre 1943, Carol II même avouait à son *Journal* avec un véritable *mea culpa* pour l'erreur commise:

«Je viens d'avoir un demi-siècle. Il faut avouer que, bien que tant de choses soient passées sur moi, je ne sens cependant pas ces cinquante ans peser sur mes épaules [...]. Je n'affirme pas que je n'ai pas fait des erreurs, quelques-unes même grandes. Aujourd'hui il me semble que la plus grande a été celle de ne m'être pas rattaché, comme je le désirais, avec Armand Călinescu, fermement et dès le début [1939], en affrontant tous les risques, du côté des Alliés [les Anglo-Français]. J'ai fait l'erreur de pencher mon oreille aux craintifs, et particulièrement à [Ernest] Urdăreanu et qui à ce moment-là étaient devenus les champions de la soumission, par peur, devant l'arrogance allemande. Il est vrai que la Roumanie aurait souffert, mais pas plus que maintenant et au moins elle n'aurait pas été humiliée»<sup>44</sup>.

En 1992, le successeur de Carol II, Mihai de Hohenzollern, a observé lui aussi:

«A ce moment-là [en juin 1940], j'ai pensé que l'on n'a pas eu le choix: il était dangereux, presqu'un suicide, de s'opposer aux Allemands et aux Russes.

<sup>41</sup> *Ibidem*, p. 183.

<sup>42</sup> Nous nous rapportons au débat organisé par l'Académie Roumaine (mai, 1993) et dirigé par l'historien Dinu C. Giurescu.

<sup>43</sup> Voir Gh. Buzatu, *Romania's Options in June 1940*, passim; idem, *Din istoria secretă...*, II, pp. 239-268.

<sup>44</sup> Idem, *Romania's Options in June 1940*, pp. 125-126.

Plus tard, je me suis rendu compte qu'on aurait pu leur résister. Pas pour longtemps, probablement, mais on aurait pu résister, quand même»<sup>45</sup>.

Certains des participants aux événements cruciaux de 1940 ont motivé l'abdication de la résistance de la Roumanie devant les prétentions soviétiques<sup>46</sup> par leur volonté de réaliser prioritairement *le salut du maintien de l'Etat roumain* (C. C. Giurescu, Gh. Tătărescu). C'était un argument que nous comprenons. Mais ce qui ne peut être soutenu est un autre point de vue exprimé par certains chercheurs contemporains: ils considèrent qu'en 1940 la solution de l'évacuation des provinces historiques de l'Est aurait été la seule possible, mais, en flagrante contradiction avec eux-mêmes, ils admettent qu'en juin 1940 *le moment d'intervention de l'état de guerre entre l'URSS et la Roumanie* s'était produit, *cette dernière étant l'Etat attaqué*<sup>47</sup>. Quelle autre chose peut-on déduire sinon le fait que la Roumanie n'a pas opté en 1940 pour une campagne militaire qui vise la défense de la Bessarabie et du nord de la Bucovine, mais, en revanche ait choisi le risque d'une guerre non déclarée de la part de l'URSS! Autrement dit, Bucarest aurait choisi *le tout en faveur d'une partie, la guerre en faveur d'une campagne limitée*, par conséquent, la pire solution, avant que le 22 juin 1941 la guerre roumaine-soviétique n'intervienne obligatoirement, étant officiellement proclamée. Quant à *l'état de fait* dans les rapports entre les Roumains et les Russes, il y a constamment eu un état de guerre dans les époques moderne et contemporaine, donc depuis 1812, même si les traités bilatéraux et multilatéraux ou les arguties des diplomates et des historiens n'ont renvoyé qu'à des états de paix!

Ce n'est pas le cas d'offrir des schémas et des explications destinées à «absoudre» la Roumanie pour l'«agression» du 22 juin 1941, déclenchée dans le but de libérer les territoires perdus en juin 1940, pour cela et rien que pour cela. Lors de la dernière entrevue avec V. M. Molotov à Moscou, le 24 juin 1941, Grigore Gafencu, le ministre roumain dans la capitale soviétique, étant questionné au sujet de l'entrée de son pays en guerre contre l'URSS et du côté de l'Allemagne, a lancé toute la responsabilité au compte du Kremlin, coupable pour ses actions et pour ses provocations du 26-27 juin 1940: «... *Le premier coup, celui qui a ébranlé la fondation [...] de la Roumanie, garantie de sécurité et de paix, couverture naturelle et tellement utile d'une frontière large et importante de la Russie, a été, malheureusement, donné par le gouvernement soviétique. Ce qui se passe aujourd'hui se sont les conséquences de ce malheur qui a mené maintenant à une guerre entre deux peuples qui jamais dans leur histoire n'ont lutté l'un contre l'autre*»<sup>48</sup>.

<sup>45</sup> Ibidem, p. 126.

<sup>46</sup> Voir les considérations de V. M. Molotov (dans Felix Ciuev, éd., *Sto sorok besed s Molotovym. Iz dnevniki...,* Moscou, Terra, 1992, pp. 14-17). Voir aussi Elisabeth Barker, *British Policy in South-East Europe in the Second World War*, London, Macmillan, 1976, p. 72.

<sup>47</sup> Cf. les rapports présentés à la Conférence internationale sur la Roumanie en guerre, 1939-1945 (Iași, mai 1995).

<sup>48</sup> Grigore Gafencu; *Misiune la Moscova, 1940-1941* (Mission à Moscou, 1940-1941), București, Editura Univers Enciclopedic, 1995, p. 231; idem, *Jurnal, iunie 1940-iulie 1942* (Journal, juin 1940-juillet 1942), București, Editura Globus, 1994, pp. 150-153.

**En concluant**, on constate que dans la période 1938-1940, après l'accord néfaste de Munich et particulièrement *après* le pacte Hitler-Stalin, la situation *extérieure* de la Roumanie s'est aggravée petit à petit, mais sûrement, autant au niveau politique et diplomatique, que militaire. La situation *interne* de la Roumanie s'est détériorée elle aussi. Le comble de la crise est survenu l'été de 1940 (juin-août), étant non seulement tout de suite intensément et minutieusement *préparé* et *attendu* par les Etats voisins agresseurs et révisionnistes (URSS, Hongrie, Bulgarie), mais *expressément choisi* par ceux-ci. Les gouvernements de Bucarest, le régime-même de Carol II, dont les décisions de cession devant les Etats ci-dessus mentionnés nous essayons de nous expliquer, *ne peuvent pas pourtant être intégralement absous* du résultat atteint – l'isolement externe absolu de la Roumanie – tenant compte de la manière dont ils ont gouverné antérieurement et pendant les jours d'angoisse des crises survenues. Ils portent *leur responsabilité, distincte*, pour avoir dirigé le pays sur le toboggan du déchirement<sup>49</sup>. *Il s'impose de rendre clair que jeter tout le mal en ce qui concerne les malheurs de l'an 1940 sur le compte du facteur extérieur est une solution trop facile, mais irréelle pour établir les causes, majeures ou mineures, de la crise qui a affecté la Roumanie pour le moment mais avec des conséquences à long terme.* On ne peut ne pas reconnaître que les forces politiques de Bucarest ont *trop facilement et trop rapidement* opté pour la solution d'évacuer les régions historiques de l'est, en se trouvant sans grande difficulté un *alibi convenable* pour leur acte: l'isolement politique et diplomatique du pays, l'impossibilité d'obtenir une assistance militaire de la part de l'Angleterre (restée toute seule devant l'assaut allemand) et de la part de la France (obligée de capituler le 22 juin 1940) et la volonté de préserver le noyau de l'Etat roumain, tout comme en 1916-1918, quand la Roumanie avait été réduite à la Moldavie d'entre les Carpates et le Prut, mais elle devait constituer *l'aimant* qui allait attirer à la fin présumée heureuse des hostilités en cours, tous les Roumains ensemble, comme jadis, en 1918. C'était, évidemment, un scénario anticipé heureux, car on a exclu la possibilité selon laquelle l'URSS, l'envahisseur de juin 1940, aurait pu compter finalement *parmi les vainqueurs*, et la Roumanie – dans le camp opposé, comme il est d'ailleurs arrivé. Les évacuations acceptées en 1940 allaient-elles être *temporaires*, comme l'on a trop vite supposé lors de leur débat? Ou bien, au contraire, seulement admettre le défi de l'URSS et assumer *le risque du combat* pour la défense de la Bessarabie et la Bucovine du Nord était à même de ménager la Roumanie des improbabilités et des menaces affreuses de l'Est pour son avenir? La décision de Bucarest en juin 1940 a eu une conséquence de plus, entièrement ressentie dans les décennies qui ont suivi la fin de la seconde guerre mondiale et jusqu'à présent: la participation de la Roumanie aux hostilités de l'est entre 1941 et 1944 dans *le camp de l'Axe fasciste*, dirigé par l'Allemagne<sup>50</sup>.

<sup>49</sup> Voir Mareșal Ion Antonescu, *Istoria mă va judeca. Scrieri inedite* (L'histoire en jugera de moi. Ecrits inédits), București, 1993, p. 147.

<sup>50</sup> Cf. Regele Carol al II-lea, *În zodia satanei* (Sous le signe de Satan), București, Editura Universitară, 1994, p. 135.

# ROMANIA IN THE SUMMER OF 1940 \*

## THE EVACUATION OF BESSARABIA AND NORTHERN BUCOVINA (JUNE 1940)

VALERIU FLORIN DOBRINESCU

The aggravation of the international situation in the spring of 1939, after Hitler's invasion of Czechoslovakia and Mussolini's occupation of Albania, again raised the question of Soviet military assistance.

The Romanian-German economic negotiations in March 1939 and V.V. Tilea's approaches to the British Foreign Office were both carefully watched by Soviet diplomacy. According to a British document, on 16 March Tilea informed Philip Nichols about an unofficial communication from the Soviet Ambassador, Ivan Maisky, and stated that "if Germany tries to make trouble for Romania by way of Hungary, Russia would give the latter as much assistance as it could muster."<sup>1</sup> The economic agreement of 23 March 1939 altered, for a time, Soviet intentions with regard to Bucharest, but the crisis caused by the occupation of Czechoslovakia gave Romania special importance. The initiative by the Romanian minister in London opened the way for the British-French-Soviet tripartite talks in the spring of 1939. The Romanian minister to Moscow, Nicolae Dianu, denied the news of a German ultimatum and of a mobilization on the morning of 20 March 1939, and asked that this information should be passed on to Litvinov. The Tass News Agency correspondent in London explained this negation as a maneuver to ensure Germany time to "retreat".<sup>2</sup>

The attitude of the Soviets toward the Romanian diplomatic staff in Ankara proved to be extremely courteous. The Soviet representative told the military attaché, Lt. Col. Paul Teodorescu, that "the Soviet Union would give Romania all the supplies it needed."<sup>3</sup> All the same, the Soviet press still criticized Romanian "enslavement" to the Reich, in the harshest terms.

\* Extract from *THE DIPLOMATIC STRUGGLE OVER BESSARABIA*, published by The Center for Romanian Studies, Iași, 1996.

<sup>1</sup> Great Britain, P.R.O., F.O., 371, 23 840, f. 11.

<sup>2</sup> Arch. M.F.R., fund 71, England, vol. 40, 1938-1939, f. 176-177 (t. no. 778, 20. 03. 1939, from Moscow, signed Dianu).

<sup>3</sup> Arch. M.N.D., fund 5 418, Position 1 706, dossier 11, 1939, f. 18 (t. no. 5 392, 22. 03. 1939, signed P. Teodorescu).

Another problem on the agenda of Romanian diplomacy referred to German-Soviet contacts. Although turning toward the Reich, the Soviet Union continued talks with France and Great Britain. Quoting Turkish sources, Dianu communicated on 14 April that a German-Soviet political alliance should not be discounted.<sup>4</sup> This possibility, as well as Vladimir Potemkin's sympathy for Bulgarian claims during his talks with Gheorghe Kiosseivanov, gave Romania cause for worry. The replacement of Maxim Litvinov with Veaceslav Molotov on 5 May 1939 partially confirmed these concerns. That same day Moscow announced that it would adopt "an attitude of neutrality" and "try to come to terms with Germany."<sup>5</sup> King Carol II noted: "Who can predict what the consequences will be? Some say that this replacement implies a change of attitude, perhaps a move toward Germany. I can hardly believe it today, but I will not ignore this possibility."<sup>6</sup>

The British ambassador to Moscow, Sir William Seeds, considered a policy of isolating the Soviets, in keeping with Stalin's speech in March.<sup>7</sup> The Italian Ambassador, Rosso, had the same thoughts, caused by a statement in that same speech that the Soviet Union would not be following the "ways of anti-totalitarian maneuvers."<sup>8</sup>

On the evening of 5 May the Soviet chargé d'affaires in Berlin, Georgi Astahov, approached Karl Schnurre about Litvinov's dismissal and "tried to find out, without going straight to the point, whether this event had caused a change in the attitude of the Reich toward the Soviet Union."<sup>9</sup> A few days later, when the Germans asked Astahov if this change implied a new orientation in Moscow's foreign policy, the Soviet diplomat replied that this depended on other states, "especially Germany."<sup>10</sup> Hitler and his close collaborators were pleased by Litvinov's replacement – the German ambassador in Moscow and the military attaché were recalled to Berlin for talks and to receive instructions. But Friedrich Werner von Schulenburg and General Ernst Köstring could not attend, so Gustav Hilger was sent with a report on the reasoning behind Litvinov's dismissal. After these talks, the Führer thought that the Soviet Union intended to alter its relations with Germany, and this "could be done better once Litvinov was out."<sup>11</sup> Schulenburg flew to Munich on 9 May, but before leaving Teheran he had a talk with the Italian minister in Iran, who informed Rome that "Count Schulenburg said that Litvinov's resignation was unexpected, though Stalin's latest speech (on 10 March) implied that Soviet foreign policy would change. He added that he tried not to make any predictions, but thought that the Soviets had been trying for some time to move closer to Germany; if they had not succeeded, Germany was to blame."<sup>12</sup>

<sup>4</sup> Arch. M.F.R., fund U.S.S.R., 1940, vol. 90, f. 19.

<sup>5</sup> Ibidem, f. 20.

<sup>6</sup> Carol II, *op. cit.*, vol. 8, p. 269.

<sup>7</sup> D.B.F.P., Third Series, vol. 5, 1939, pp. 412-413.

<sup>8</sup> Mario Toscano, *L'Italia e gli accordi tedesco-sovietici dell'agosto 1939*, (Firenze, 1952), pp. 25, 26.

<sup>9</sup> *Nazi-Soviet...* p. 3.

<sup>10</sup> Ibidem, p. 4.

<sup>11</sup> A. Rossi, *Le pacte...* p. 50.

<sup>12</sup> M. Toscano, *op. cit.*, p. 28, 29.

The Romanian minister to Moscow also tried to decipher "Soviet intentions," as a result of the change at the Commissariat for Foreign Affairs. When he met Molotov, the latter simply said that it was natural for Litvinov to step down and make room for younger people;<sup>13</sup> "That there was nothing else," the new Soviet foreign minister stated, "that Soviet policy was the same, as can be seen in the continuation of our counterproposals to Britain."<sup>14</sup> The Polish ambassador to Moscow, at an official visit with Molotov, asked whether "the Soviets also guaranteed the frontier of Bessarabia." The answer he received was that this was a matter to be discussed between the Romanians and the Soviets. The Polish diplomat thought that the problem was not actually on the Soviet agenda, because Litvinov had given him a "similar" answer. A few days later, Nicolae Dianu began to notice a certain reserve in Romanian-Soviet relations, originating from Moscow.<sup>15</sup> Molotov inquired about the Romanian-Polish alliance in particular, asking if this was in effect against Germany as well. Grigore Gafencu asked Dianu to give as few details as possible about the Romanian-Polish Treaty.<sup>16</sup> On 26 May, *The Moldavian Socialist* newspaper published an article "The Results of Gafencu's Voyage," which was highly "critical" of the Romanian Government, accusing it of refusing to conduct talks with its powerful eastern neighbor.<sup>17</sup>

By giving Romania guarantees on 13 April 1939, the British and French Governments tried to transform this commitment into a wide system of mutual assistance. When the Governments in London and Paris inquired if the Soviet Union would be associated with their guarantees, the Romanian government responded, on 29 March, that the unconditional assistance offered by the two Governments against any aggression was greatly appreciated. "Under these circumstances, given that negotiations with the Soviet Union are being made independent of the guarantee for Romania (whose name, at Romania's expressed request, was not to be mentioned), Britain and France were the only ones capable of assessing the value of these talks. Thus, the Romanian Government cannot assume the responsibility of making any suggestions."<sup>18</sup> Romania did not want to obstruct the British-French-Soviet talks in Moscow, while, at the same time, not wanting to give Hitler a pretext for an attack on Romania. One month later, Hitler told Gafencu in Berlin that he did not oppose a French-British guarantee for Romania, but that this attitude would change the moment this guarantee had any Soviet strings attached to it.<sup>19</sup>

The German-Soviet Pact on 23 August 1939 ruined the hopes of Romanian diplomacy that a cautious attitude toward Germany and the Soviet Union could

<sup>13</sup> Arch. M.F.R., fund 71, Poland, vol. 60, 1939, p. 214.

<sup>14</sup> Ibidem.

<sup>15</sup> Idem, U.S.S.R., vol. 86, 1939, f. 314 (t. no. 1 305, 11 May, from Moscow, signed Dianu).

<sup>16</sup> Idem, Poland, vol. 60, 1939, f. 367, 368 (t. no. 1 317, 12 May, from Moscow, signed Dianu).

<sup>17</sup> Idem, U.S.S.R., vol. 86, 1939, f. 355 (t. no. 1 445, 31 May, from Moscow, signed Dianu).

<sup>18</sup> Al. Cretzianu, *op. cit.*, p. 8.

<sup>19</sup> Hoover Archives, Palo Alto, D.G. Popescu Papers, Box no. 2 (conversation Hitler-Gafencu, 19. 04. 1939).

keep Romania out of trouble; all the same, on the basis of international law, it continued the same policy.

After the outbreak of World War II following Germany's attack on Poland, the attitude of the Soviet Union with regard to Romania became reserved, as a result of the Molotov-Ribbentrop Pact, ratified by the Supreme Soviet on 1 September. Nicolae Dianu informed Bucharest that Molotov described it in terms which were "now light, now sarcastic," with his speech making, on the whole, an "embarrassing impression in these troubled serious circumstances."<sup>20</sup>

The talks that the Romanian Ambassador in Ankara, Vasile Stoica, had with Sükrü Saracioglu were indicative of the interest Romania took in its relations with the Soviet Union. The Turkish foreign minister told him that "however unpleasant the events might be, one should see them realistically and refrain from making any hasty decisions;"<sup>21</sup> he considered that the neutrality proclaimed by Moscow was "something that one should play on" – it was desirable, thus, that the Soviet Union be admitted into the British-French bloc. The British ambassador, Hugh Knatchbull-Hugessen, used the same arguments when he advised Romanian diplomats "to strengthen" their actions in Moscow.<sup>22</sup> Even the French minister in Ankara, René Massigly, who had originally opposed Soviet policy, approved of the arguments presented by Saracioglu. Knatchbull-Hugessen also had talks with President Ismet İnönü, who declared himself to be the adept of a "very firm"<sup>23</sup> attitude and promised that Turkey would remain loyal to its international agreements. A more rapid approach, İnönü contended, was conditioned by decisions in London and Paris. Turkey, like Romania, was interested in the attitude of Italy, whose position could change the entire course of international events. The foreign affairs minister maintained contacts with the Soviet ambassador, who, not to stir up the fire already going on, told him that Moscow had no aggressive intentions "against its allies."<sup>24</sup> V.V. Tilea transmitted from London that, according to a representative of the German Embassy, the Molotov-Ribbentrop Pact would have consequences for Romania as well, which would have to cede both "Transylvania and Bessarabia."<sup>25</sup> The British Office considered that the pact under discussion must have had a hidden significance, as yet unknown.<sup>26</sup>

The Romanian minister in Moscow informed Gafencu that he "had been constantly asked"<sup>27</sup> during the last day or two about the impact the Molotov-Ribbentrop Pact had on Romania, and if the responsibility for the worsening of bilateral relations rested with Moscow. Dianu thought that one could not rely on

<sup>20</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., vol. 86, 1939, f. 4 (t. no. 2 176, from Moscow, 1. 09. 1939).

<sup>21</sup> Idem, Romania, vol. 115, 1939, f. 32-34 (t. no. 1 814, from Ankara, signed Stoica).

<sup>22</sup> Ibidem, f. 34.

<sup>23</sup> Ibidem, f. 28 (t. no. 1 677, from Ankara, 1. 09. 1939, signed Stoica).

<sup>24</sup> Ibidem, f. 215 (t. no. 1 736, from Ankara, 6 September, signed Stoica).

<sup>25</sup> Ibidem, f. 27.

<sup>26</sup> Idem, U.S.S.R., vol. 7, 1939, f. 7 (t. no. 1 094, from London, 2 September, signed Tilea).

<sup>27</sup> Ibidem, f. 11-13 (t. no. 2 190, from Moscow, 3 September, signed Dianu).

Soviet promises and political commitments." As a matter of fact, Moscow sent instructions to all Soviet legations in the Balkans on 7 September to the effect that one of the "reasons" that forced the Soviets to conclude the pact with the Germans, and caused the failure of the tripartite talks, were the unfavorable attitudes of Poland, Romania, and the Baltic States with regard to the Soviet Union.<sup>28</sup> To be sure, such instructions could not be ignored by the countries in question. The telegrams received from Moscow came to strengthen this loss of standing, and are quite suggestive of the guidelines adopted by the Soviet Union in its international relations. Thus, on 9 September, the Commissariat for Foreign Affairs communicated to Dianu that Moscow's attitude could be found in Molotov's speech in August 1939. The Romanian diplomat was especially taken aback by the passage: "the international questions, particularly those referring to Eastern Europe, cannot be settled without the USSR;" he drew the conclusion that Moscow was "double-dealing," "ostentatiously leaving its door wide open."<sup>29</sup>

For this reason, Romania tried, with discretion, to learn further details about the Soviet Union's intentions toward Southeastern Europe. The embassy in Ankara held a privileged position in this respect. On 9 and 11 September, Vasile Stoica had talks with the Soviet ambassador in Ankara, Alexei Terentiev, with regard to the content of the pact on 23 August 1939. The latter said that the agreement was "an instrument of peace, not being at all an alliance for aggressive purposes"; he went on to add that the troubles likely to arise from the Polish retreat accounted for the concentrations of Soviet troops.<sup>30</sup> Terentiev appreciated Romania's "fair" policy and the "cautious and peace-loving" attitude of the Balkan Entente. Although the Turkish minister of foreign affairs confessed that he "did not believe in any such thing as Soviet sincerity,"<sup>31</sup> Grigore Gafencu had invested much hope in his forthcoming visit to Moscow. In a telegram sent from Ankara, Gafencu stated that "under these circumstances, the mandate awarded to Carol II becomes extremely important;"<sup>32</sup> on 17 September he transmitted to Dianu that "he was willing to consolidate Romanian-Soviet relations;" he finally asked Dianu to let Soviet officials know that Romania "had always minded its own business and kept far from the ideological war between them and the Germans." Romania, he added, "was prepared to conclude a non-aggression pact with Moscow."<sup>33</sup> Molotov, who met Dianu that same day, said that the Soviets would observe, without reservations, the territorial integrity of Romania.<sup>34</sup>

<sup>28</sup> Idem, vol. 86, 1939, f. 553; Hoover Archives, Palo Alto, U.S.A., D.G. Popescu Papers, Box. no. 2.

<sup>29</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., vol. 86, 1939, f. 285 (t. no. 2 333, from Moscow, 9 September, signed Dianu).

<sup>30</sup> Ibidem, f. 394-396 (t. no. 1 768, from Ankara, 12 September, signed Stoica).

<sup>31</sup> Ibidem.

<sup>32</sup> Idem, Romania, 1939, vol. 7, f. 200 (t. no. 57 528, 15. 09. 1939, signed Gafencu).

<sup>33</sup> Ibidem, f. 204 (t. no. 57 920, 17. 09. 1939, signed Gafencu).

<sup>34</sup> N. Dianu, *op. cit.*, p. 75.

Soviet Russia's offensive into Polish territory raised much concern in the provinces north and east of the Prut.<sup>35</sup> The Soviet foreign affairs minister expressed, during his talk with Dianu, his "apprehension to the large number of Polish planes that took shelter in Romania." Molotov's attitude on this occasion proved to be nothing less than "reserved and distrustful."<sup>36</sup> Dianu's explanations did nothing to "satisfy" him – on the contrary, they made an "unpleasant" impression. In another talk, Molotov proved to be as "reserved" as before, and doubted Romania's neutrality and the fact that "the Polish General Staff with troops and 500 planes" were now in Romania. He wondered if "anything unpredictable for the USSR was taking place," and Dianu's explanations did not seem to calm him down.<sup>37</sup> The topic that Molotov pursued, "the Polish military gangs" on Romanian territory, seemed to be the latest watchword, as it was much publicized by the Soviet Government in order to keep an ace up its sleeve: the possibility to quote article II, paragraph 5 in the Convention for the Definition of the Aggressor, according to which a state hosting armed gangs on its territory was called an aggressor.

When introducing himself to Molotov, the new Romanian minister in Moscow, Gheorghe Davidescu, restated the desire of his government to "further strengthen relations with the USSR." He surveyed the main principles of Romania's international policy, which can be summarized by the formula of a "peace-loving and strictly neutral policy."<sup>38</sup> The Soviet foreign minister said he would gladly contribute to the accomplishment of such objectives.

Meanwhile, diplomatic sources, mainly from Moscow, implied that the Soviet Union, by virtue of its agreement with Germany, would gradually go through all the clauses of the secret annex.<sup>39</sup> On 28 September Lord Halifax asked Ivan Maisky what the intentions of the Soviet Union were toward Romania, but the question was left hanging.<sup>40</sup> Such official intentions, of which Moscow preferred not to speak, found "understanding" with Bulgarian leaders and public opinion<sup>41</sup> who considered them to be in their favor. The Soviet Minister in London, Maisky, made assurances that Moscow had no aggressive intentions in the Balkans, and that Germany had no threat in store for them.<sup>42</sup> Marshal Kliment Voroshilov used almost the same words in his talk with the French military attaché, General Palasse, saying that the Soviet Union seemed to have "no demands at all on Romania." The latter mentioned the frequent meetings of the Bulgarian minister with Soviet leaders;

<sup>35</sup> Arch. M.N.D., fund 5 417, Position 882, dossier f. n. 1939-1940, f. 8.

<sup>36</sup> Arch. M.F.R., fund 71, Romania, 1939, vol. 7, f. 204 (t. no. 59 148, 21 September, to Berlin Legation, signed Gafencu).

<sup>37</sup> Idem, U.S.S.R., vol. 89, 1939, f. 200.

<sup>38</sup> State Archives Bucharest, fund President of Council of Ministers, dossier 269, 1939, f. 76 (t. no. 2628, 8. 10. 1939, from Moscow, signed Davidescu).

<sup>39</sup> Ibidem, f. 79, 80 (t. no. 2 633, 8 October, from Moscow, signed Davidescu).

<sup>40</sup> Arch. M.F.R., fund 71, England, vol. 38, 1922-1944, f. 394.

<sup>41</sup> State Archives Bucharest, fund President of Council of Ministers, dossier 270, 1939, f. 299 (t. no. 2 736, from Sophia, signed Filotti).

<sup>42</sup> Ibidem, f. 70 (t. no. 2 062, 13 October, from Athens, signed Djuvara).

the Bulgarian minister also stated that “Ribbentrop let the USSR have its way, and not only in the Baltic area.”<sup>43</sup>

Official Soviet intentions were stated again on 14 October 1939, when Gheorghe Davidescu was seen by Mikhail Kalinin. The head of the Soviet state insisted that Moscow “wanted not only to maintain good relations with Romania, but also to develop them further” – Davidescu drew attention to the high-pitched tone with which Kalinin ended his sentence, “as if ironic” – and admitted that, given such international circumstances, the Soviet Union was “extremely concerned about keeping its possibilities open.” “In the future,” he went on, its “preoccupation with the Balkan states could take a marked turn.”<sup>44</sup> Davidescu learned that Ribbentrop had told the Italian Ambassador in Moscow, as early 28 September, that the Baltic states “would reenter the Soviet sphere of influence;” the Wilhelmstrasse also “assured” Augusto Rosso that the Soviet Union “would not do anything to encroach directly upon Romanian interests.”<sup>45</sup> Italy, determined to maintain its neutrality in the conflict, was indifferent to events in Southeastern Europe.

The reports from Romanian diplomatic offices in the Scandinavian states came to the conclusion that the Soviet Union was waiting for Germany eventually to become involved in an offensive along the Western front, so that it could seize its opportunity and “make its claims at the expense of the countries lying within her vital space.”<sup>46</sup>

Soviet policy was now a subject of constant worry for the United States Department of State. As early as 12 October 1939, the American ambassador in Moscow, Laurence Steinhardt, told Molotov, at the request of President Roosevelt, that the Washington Government “was closely following the talks in progress.” (Finnish-Soviet) and hoped that the Soviet Government “would not make demands incompatible with Romania’s independence and territorial integrity.”<sup>47</sup> Molotov gave an “accommodating” answer. An identical approach was also made by the Moscow-based ministers of the three Scandinavian states. At the end of October, the Associated Press correspondent in Budapest informed American officials that “any Russian action attack on Bessarabia would find Romania without any assistance whatsoever;” he thought that, under the circumstances, Hungary “would be compelled to enter Transylvania to fight along the Carpathians.”<sup>48</sup> This hypothesis was amply commented on by Argentinean newspapers on 26 October, which considered a Soviet attack to be “probable and imminent,” followed by “Bulgarian aggression in Dobrodgea and, likewise, a Hungarian one in Transylvania.” The commentaries insisted on Romania’s desperate case, “forced,” in all probability, “to resist all alone, with no assistance from Turkey, Great Britain, or France.”<sup>49</sup>

<sup>43</sup> Idem, dossier 269, 1939, f. 95 (t. no. 2 672, 14 October, from Moscow, signed Davidescu).

<sup>44</sup> Ibidem, f. 93-94 (t. no. 2 668, 14 October, from Moscow, signed Davidescu).

<sup>45</sup> Ibidem, f. 100 (t. no. 2 690, 16 October, from Moscow, signed Davidescu).

<sup>46</sup> Ibidem, f. 15 (t. no. 6 207, from Copenhagen, 2 November, signed Berea).

<sup>47</sup> Ibidem, f. 92 (t. no. 2 670, 14 October, from Moscow, signed Davidescu).

<sup>48</sup> Ibidem, f. 113 (t. from Washington D. C., 24. 10. 1939, signed R. Irimescu).

<sup>49</sup> Ibidem, f. 114 (t. no. 2 106, 26 October, from Buenos Aires, signed Vălimarescu).

The Romanian Minister in Moscow repeatedly tried to see what the Soviet Union intended with regard to Romania. The German official he contacted, Karl Schnurre, assured him that there was nothing to worry about, with all the “*elan*” of the Russians, Romania “was in no danger at all.”<sup>50</sup> According to other diplomatic sources, it seemed that the Reich had only one purpose in Southeastern Europe, namely to obtain a supply of raw materials,<sup>51</sup> and that, for the time being, it felt it necessary to make concessions to the Soviets, determined as it was “not to fight two wars.”<sup>52</sup>

The visit of the Turkish minister of foreign affairs to Moscow provided further evidence that Soviet diplomacy was basing itself on “opportunism.” Sükrü Saracioglu had talks with Soviet officials for three weeks trying, in his capacity as the representative of the Balkan Entente, to reach “an agreement guaranteeing the status quo in the Balkans, the Black Sea, and the eastern Mediterranean.”<sup>53</sup> But the Soviet leaders presented new, specifically Russian points of view, now strengthened by the German-Soviet negotiations, on the Balkans. From the outset, Molotov raised the “question of the straits and the German clause.”<sup>54</sup> The leader of the Turkish delegation would not hear of anything of the sort; Molotov pressed his point, but Stalin nodded his approval to Saracioglu, and the talks continued. The Turkish Ambassador in Athens let Radu Djuvara know that “significantly for Romania, in the course of the long talks, the Bulgarian question came up frequently, as a *leit-motif*.” Sofia’s claims on Bucharest were characterized as “just”<sup>55</sup> by the Soviets. Back in Ankara, Saracioglu let Vasile Stoica know, on 24 October 1939, that he met with “sympathy with Bulgaria” in Moscow, “and the tendency to support her claims,”<sup>56</sup> it also seemed that the Soviet Union would like to count “in all events”<sup>57</sup> on Turkey’s neutrality toward Bulgaria. At the end of his talks in Moscow, Saracioglu stressed the friendly nature of Turkish-Soviet relations and proposed that the talks should by no means be abandoned.

The French Embassy in Moscow thought that the failure of the Turkish-Soviet talks “would bring to the fore the German-Soviet Pact.” The consideration with which Moscow listened to Berlin seemed to confirm the existence of a bilateral “understanding” on the “attitude to take in the Southeast under different assumptions.”<sup>58</sup>

Romania carefully followed the Turkish-Soviet talks in Moscow. The minister of foreign affairs received the Soviet chargé d’affaires in Bucharest, Pavel

<sup>50</sup> Ibidem, f. 116 (t. no. 2 782, 28 October, from Moscow, signed Davidescu).

<sup>51</sup> State Archives Bucharest, dossier 270, 1939, fund President of the Council of Ministers, f. 103 (t. no. 5 149, 18 November, from Budapest, signed Crutzescu).

<sup>52</sup> Ibidem, f. 112.

<sup>53</sup> The Library of the Academy, Msse, Arch. dr. C. Angelescu, XXIII, varia 2, 1939.

<sup>54</sup> State Archives Bucharest, fund President of the Council of Ministers, dossier 270, 1939, f. 43 (t. no. 2 184, 31 October, from Athens, signed Djuvara).

<sup>55</sup> Ibidem, f. 44.

<sup>56</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., 1940, vol. 90, f. 25.

<sup>57</sup> Idem, vol. 89, 1940, f. 201.

<sup>58</sup> State Archives Bucharest, fund President of the Council of Ministers, dossier 269, 1939, f. 108 (t. no. 2 765, from Moscow, 25 October, signed Davidescu).

Kukoliev, and assured him that Romania hoped that "a firm understanding would be reached." Gafencu said that the Black Sea countries were eager to "maintain their relations of mutual confidence and friendship" and concluded that under the circumstances "an understanding between all of the Balkan states could serve them directly, and could also serve the interests of the Great Powers neighboring them."<sup>59</sup> Again, such an understanding would be able to "help prevent the extension of the war into Southeastern Europe" and would be "a security guarantee" for the Great Powers, especially for the Soviet Union.<sup>60</sup> Gafencu, who wanted to learn more of Moscow's intentions in this regard, finally proposed that a more regular exchange of viewpoints, by diplomatic couriers, be established between the Romanian and Soviet governments.<sup>61</sup>

The United States Department of State was able to follow the Turkish-Soviet negotiations owing to the American ambassador in Moscow. Laurence Steinhardt's reports are revealing. On 17 October, he informed the secretary and the sub-secretary of state that he had a talk with Saracioglu, and learned that after the first meeting the Soviet Government had raised other questions "far off from the basis of the original understanding."<sup>62</sup> Among these, there was a stipulation proposed by Moscow to the effect that "the Soviet Union should never enter into any conflict with Germany."<sup>63</sup> The Soviets also tried to change some articles of the Montreux Convention, which would have resulted in closing the Dardanelles to the fleet of any power who had no access to the Black Sea. Laurence Steinhardt wrote to Washington that "the problem of Romania was raised by the Soviet Government for the purpose of receiving assurances of Turkish neutrality, not only in the event the Soviet Union takes Bessarabia, but also in the event that Bulgaria attempts to obtain Dobrodgea."<sup>64</sup> However, Saracioglu considered the Soviet draft to be "utterly unsatisfying." "When it came to Romania," Saracioglu confessed, the Turks "kept in touch with Britain and France," and Britain replied that "there would be no objections to Turkish neutrality in the event of Soviet aggression against Romania on the condition that the present status of the Dardanelles remains unchanged." Then, Saracioglu went so far as to tell Molotov that "Turkey would not object to Soviet action against Bessarabia" because her "obligations to the Balkan Entente referred only to the frontiers between the Balkan states"; however, she "would lend Romania assistance if Bulgaria tried to occupy Dobrodgea."<sup>65</sup> At the end of his telegram, the American diplomat noted that the Soviet Government "would now be more cautious about the question of Bessarabia and try to obtain this province through an agreement with Romania rather than by force."<sup>66</sup>

<sup>59</sup> Ibidem, f. 105 (t. from 23 October, to Moscow, signed Gafencu).

<sup>60</sup> Ibidem.

<sup>61</sup> Ibidem.

<sup>62</sup> F.R.U.S., vol. I, 1939, p. 484 (t. no. 76 167 217, from Moscow, 17. 10. 1939, Steinhardt to Secretary of State).

<sup>63</sup> Ibidem, p. 485.

<sup>64</sup> Ibidem.

<sup>65</sup> Ibidem, pp. 485-486.

<sup>66</sup> Ibidem, p. 486.

A few days later, Steinhardt informed the State Department about the ratification, by the Presidium of the Supreme Soviet, of the German-Soviet treaty on frontiers on 28 October, and of the supplementary protocol on 4 October. He affirmed that the ratification consolidated the “German-Soviet friendship,”<sup>67</sup> after the failure of the talks with Turkey. A member of the German Embassy in Moscow contended that this failure was caused by “loyalty” to the commitments to Germany, but categorically denied that Berlin had put any pressure to influence the course of the talks – the Reich “left the question of an understanding with Turkey solely to the Soviet Government.”<sup>68</sup>

Through sources in London, Romanian diplomats were able to have more details about the Turkish-Soviet talks in Moscow. Michael Palairet considered that these negotiations “represented no guarantee that Russia would not attack Romania”; it was “evidently a way to intimidate Romania”; he also thought that “there was no reason why one should worry about Turkey ever reaching an understanding about Romania with the Soviet Union.”<sup>69</sup> Reginald Hoare visited the Romanian minister of foreign affairs, Grigore Gafencu, in Bucharest and told him that he recently had noticed “the beginnings of a tendency to see Germany as a necessary counterbalance to the rise of Russia”<sup>70</sup> and felt it was wrong to exaggerate “the Russian danger.” Gafencu agreed to this, but suggested they put off “drawing conclusions” until Saracioglu returned from Moscow.<sup>71</sup> Hoare’s telegram, with details of this talk, soon came under discussion. F.D. Brown remarked that “it would be quite unusual for a Romanian not to make much of the Russian threat,” while Sir Orme Sargent noted that “Hoare’s theory might be right, but what he didn’t understand was that in the royal circles, certainly in the Romanian one, the Russian threat was greater than the German one. But Germany is our enemy, and Russia’s as well, which Hoare seems to forget.”<sup>72</sup> On 17 October Hoare was informed by the Turkish ambassador in Bucharest that the talks with Moscow had reached a dead end because Ankara “would not break its ties with France and Britain.”<sup>73</sup> V. V. Tilea, who approached the British Foreign Office in hopes of gaining further details on the talks in Moscow, was answered that “they know little of them” – he was afraid that an eventual revision of the Montreux Convention, Turkey’s obligations to Britain and France would lose their content.<sup>74</sup> A few days later, however, the Romanian diplomat told Butler that, according to what Aras, the Turkish ambassador to London, had told him, “any Turkish-Russian understanding could have as belated consequences the ceding of Bessarabia and the closing of the straits.”<sup>75</sup>

<sup>67</sup> Ibidem, p. 490 (t. no. 7 616 267, 20. 10. 1939, from Moscow, Steinhardt to Secretary of State).

<sup>68</sup> Ibidem.

<sup>69</sup> Great Britain, P.R.O., F.O. 371, 23 846, f. 121 (t. no. 440, F.O. to Athens Embassy).

<sup>70</sup> Idem 23 840, f. 211 (t. no. 577, 10. 10. 1939, from Bucharest, R. Hoare to War Cabinet).

<sup>71</sup> Ibidem.

<sup>72</sup> Ibidem, f. 209, 210.

<sup>73</sup> Idem, 23 846, f. 145 (t. no. 612, 17. 10. 1939, from Bucharest, signed R. Hoare).

<sup>74</sup> Idem, 23 852, f. 279, 280 (t. no. 501, 17. 10. 1939, F.O. to R. Hoare).

<sup>75</sup> Idem, 23 846; see and Arch. M.N.D., fund 5 418, dossier 11, 1939, Position 706, f. 429, 430.

The latest statements by Soviet officials and the concentration of troops along the Romanian frontier illustrated Moscow's new attitude. Molotov stated, on 1 November 1939, that "the old concepts of aggression and aggressor were simply inapplicable under the new international circumstances."<sup>76</sup> The declaration was the prologue to a series of denunciations of the agreements in question. Back from Berlin, the Japanese ambassador in Moscow, Shigenori Togo, said that the concentrations of troops along Romania's borders "was not aimed at a direct and immediate objective" and that the Soviet Union "was, instead, lying in wait for the moment Romania's attitude could justify such an action."<sup>77</sup> The intervention referred to, it seems, related to the passage of French and British war ships through the Straits.

Romania increasingly worried about the consequences of German-Soviet collaboration. The joint diplomatic action of the two Great Powers was clearly revealed by Molotov who reached the conclusion that "it was absurd for one to go on fighting for the reestablishment of Poland," and that "it was criminal to continue the war against Hitler." On the same occasion Turkey was "accused" of "supporting the Western democracies," thus violating its neutrality.<sup>78</sup>

King Carol II wrote on 13 October that the constant danger was from the east, and that the German-Soviet treaty made Romania's position difficult.<sup>79</sup> He again thought it necessary to conclude a non-aggression pact with Moscow.<sup>80</sup> As William Shirer noted in his diary: "Everyone in Moscow figured that the Red Army would reach Helsinki one week after launching the attack. They were also positive that the date for the offensive against Bessarabia was 6 December, but it was postponed at the last minute."<sup>81</sup>

On 5 December 1939 the French Ambassador in Moscow, Paul Emile Naggiar, was told by Vladimir Potemkin that Bessarabia was Odessa's real hinterland, and that the Soviet Government would raise this problem the moment the war with Finland was over.<sup>82</sup> In a discussion with Mihai Ralea, Pavel Kukoliev mentioned Bessarabia as a threat.<sup>83</sup> The same was true of Boris Stefanov's article "The Imperialist War and Romania" in *The Cominunist Internationale*, whose warnings were explicit.<sup>84</sup> Alarming news also came from Riga, where the chief of the Soviet Delegation, General Isakov, told his Latvian counterpart that "a Soviet action against Bessarabia would be organized" as soon as the negotiations with Finland were over.<sup>85</sup>

<sup>76</sup> State Archives Bucharest, fund President of Council of Ministers, dossier 269, 1939, f. 126 (t. no. 2 821, 1. 11. 1939, from Moscow, Davidescu to M.F.R.).

<sup>77</sup> Ibidem, f. 124 (t. no. 2 805, from Moscow, 1. 11. 1939, Davidescu to M.F.R.).

<sup>78</sup> Ibidem, f. 122-123 (t. no. 2 809, 1. 11. 1939, from Moscow, Davidescu to M.F.R.).

<sup>79</sup> Carol al II-lea, *op. cit.*, vol. 8, pp. 438-440.

<sup>80</sup> Ibidem, p. 440.

<sup>81</sup> W.L. Shirer, *Berlin Diary. The Journal of a Foreign Correspondent 1934-1941*, New York, Alfred A. Knopf, 1941, p. 275.

<sup>82</sup> Al. Cretzianu, *op. cit.*, p. 9.

<sup>83</sup> Carol al II-lea, *op. cit.*, vol. 2, p. 489.

<sup>84</sup> Ibidem, p. 490.

<sup>85</sup> State Archives Bucharest, fund President of Council of Ministers, dossier 269, 1939, f. 182 (t. no. 1 375, 4. 11. 1939, from Riga, Gr. Niculescu-Buzești to M.F.R.).

For obvious reasons, Romania did its best from December 1938 to December 1939 to improve relations with the Soviet Union. To Romanian initiatives, Soviet representatives replied that Moscow "had nothing to discuss with Bucharest." Furthermore, Molotov neglected Romania's neutrality and did not miss any chance to give the Romanians the cold shoulder.<sup>86</sup>

The Press Office in the Foreign Affairs Commissariat informed the Bucharest Government officially, on 9 December 1939, that the article in *The Communist Internationale* concerning Romania "did not correspond to the policy of the Soviet Union and did not represent the character of the relations"<sup>87</sup> between Romania and the USSR. This denial, however, did not deceive many people. In Italy, quite surprisingly, officials and press proved to take the side of the Romanians on this occasion.<sup>88</sup> The Romanian minister in Rome, Raoul V. Bossy, noted that the article under question, "brought us to the fore, and maybe to the heart, of Italian public opinion."<sup>89</sup>

Given all this, Romania intensified its approaches to the Western democracies. On 29 December 1939 V.V. Tilea told Alexander Cadogan that the Romanian Government requested that Britain lend Romania assistance in the event of Soviet aggression. He provided information that in the spring of 1940 Moscow "would raise the problem of Bessarabia"<sup>90</sup> and asked for the British assistance with armaments and raw materials for Romanian ammunition factories – he thought that, after what happened in Geneva, "the issue of the guarantee was practically null."<sup>91</sup> The permanent secretary of state in the British Foreign Office replied that the talks in Paris about the guarantee for Romania, "had not been conclusive" and the problem would be "further" examined by the General Staff. Tilea also met with Lord Halifax on 3 January 1940 to ask about the details of assistance for Romania with regard to the request he had submitted on 29 December. He stated that Bucharest considered that the Soviet Union would like "to rehabilitate itself after its failure in Finland by marching South" – in this context, Ankara "was never clear about what it intended to do for Romania, by way of assistance."<sup>92</sup>

To further clarify these actions, Romania approached the Soviets directly. The Soviet chargé d'affaires in Bucharest, Pavel Kukoliev, expressed his surprise on 4 January 1940 at "the worry over Moscow's intentions"<sup>93</sup> that some Romanian leaders seemed to display, especially Mihai Stănescu, who had made this inquiry. He further said that he had received no instructions to approach Gafencu about anything and that their worry "was caused exclusively by the propaganda of London and Paris designed to upset Romanian-Soviet relations."<sup>94</sup> That same day,

<sup>86</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 89, 1940, f. 249.

<sup>87</sup> Ibidem, f. 221.

<sup>88</sup> Raoul Vasile Bossy, *Amintiri din viața diplomatică (1918 -1940)*, vol. II, 1938-1940, (Ed. Stelian Neagoe, București; Ed. Humanitas, 1993), pp. 202-203.

<sup>89</sup> Ibidem, p. 572.

<sup>90</sup> Great Britain, P.R.O., F.O. 371, 24 968, f. 9, 10.

<sup>91</sup> Ibidem, f. 9.

<sup>92</sup> Ibidem, f 32-33.

<sup>93</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 89, 1940, f. 14.

<sup>94</sup> Ibidem.

Davidescu handed Potemkin the Romanian Government's reply to the Soviet note of 16 December 1939. He informed the Soviet deputy foreign minister of the departure from Romania of Polish ex-President Josef Moscisky,<sup>95</sup> and asked Potemkin to inform Moscow that they preferred the rapid transit of the Czechoslovak officers.<sup>96</sup>

Romanian diplomacy tried to find out the attitude of the other Great Powers was with regard to the Soviet claims on Bessarabia. Italy received special attention,<sup>97</sup> even after the failure of the "Balkan bloc of neutrals." The former minister of foreign affairs, Victor Antonescu, was sent to Rome and in his two talks with Galeazzo Ciano he received "encouraging messages" which accounted for the firm tone of King Carol's speech in Chișinău. This speech was also favorably received by the French press.<sup>98</sup> Victor Antonescu was advised to report that, as far as the Italians were concerned, the Romanians should adopt "a firm attitude" toward the issue of Bessarabia, and that in the event of a Russian attack, the Romanians could count on Rome "much more than on Franco."<sup>99</sup> But the position of Ciano did not agree with the commentaries in the Italian press. The minister to the Vatican, Nicolae Petrescu-Comnen, said that the Italian newspapers spoke of the necessity of some territorial "sacrifices" to be made by Romania. The attitude of Vatican leaders and the press was "far more reserved."<sup>100</sup> Back in Bucharest on 31 December, Victor Antonescu was seen by King Carol II who noted that "Antonescu has returned with good news, namely that Italy will stand by us against the Soviet Union, and also that it guarantees that Hungary will not intervene while we are moving east."<sup>101</sup>

The Romanian minister and military chargé d'affaires in Rome were instructed to intensify contacts so as to discover the intentions of Moscow with regard to Romania, and the position of Italy in the event of an armed conflict in the east. Raoul Bossy met the Soviet chargé d'affaires, at the latter's request, and complained about the "tone" of the Italian newspapers with regard to the "intentions" of the Soviet Union toward Romania. The Soviet diplomat insisted that Moscow had "no aggressive intentions" as far as Romania was concerned, and then asked whether the Chișinău meeting "had not been aimed against the USSR."<sup>102</sup> The Romanian military attaché in Rome,<sup>103</sup> Lt. Colonel Gheorghe Petrescu, had talks on the same topic with his German and Soviet counterparts. General Enno von Rintelen assured him that "the question of a Soviet attack on Romania was groundless

<sup>95</sup> Ibidem, f. 12 (t. no. 20, 4. 01. 1940, from Moscow, signed Davidescu).

<sup>96</sup> Ibidem.

<sup>97</sup> see Eliza Campus, *Din politica...*, pp. 418-444.

<sup>98</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 89, 1940, f. 24 (t. no. 12, 8. 01. 1940, from Paris, signed Franasovici).

<sup>99</sup> Great Britain, P.R.O., F.O. 371, 24 968, f. 24 (t. no. 15, 8. 01. 1940, from Bucharest, signed R. Hoare).

<sup>100</sup> Arch. M.F.R., fund 71, Italy, dossier 8, 1940-1943, f. 148 (t. of 9. 01. 1940).

<sup>101</sup> Carol al II-lea, *op. cit.*, vol. 11, p. 512.

<sup>102</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 89, 1940 (t. no. 167, 11. 01. 1940, from Moscow, signed Davidescu).

<sup>103</sup> Arch. M.N.D., Personal Dossier, no. 12 259, col. Petrescu Th. Gheorghe, f. 45.

agitation" because the Soviet Union "would never attack Romania without the approval of Germany."<sup>104</sup> The Soviet military attaché, on the other hand, told Petrescu that "all the Italian-Hungarian maneuvering was but skilful pressure to force Romania to make territorial concessions. Moscow," he went on, "would not tolerate Budapest to be undertaking such schemes";<sup>105</sup> he finally implied that "a non-aggression pact" between Romania and the Soviet Union "was not out of the question."<sup>106</sup> Nevertheless, Petrescu was wary of the assurances he received from the two military attachés.

The minister in Rome, Raoul Bossy, then met the Italian military attaché to Moscow, who implied that the attitude toward Romania "had changed" and that the problem of Bessarabia "was off the Soviet agenda for the time being." To further press this point, the Italian officer mentioned that the twenty-five divisions based in Galicia and Odessa had been removed.<sup>107</sup> Romanian inquiries in Rome were not meant merely to obtain Italian assurances of the eastern frontiers – political leaders in Bucharest also wanted to win over the Italian Government for another reason: to help arrange a *modus vivendi* with Hungary. Meanwhile, V.V. Tilea was informed by his Yugoslav colleague that the Hungarian minister of foreign affairs, Stephen Csaky, agreed with Ciano that the international situation did not allow for any discussion of their revisionist claims. But Hungary seemed "determined to attack Romania"<sup>108</sup> if the latter was the object of aggression from the east. The British military attaché in Budapest, Lt. Colonel P. Barklay, informed the War Cabinet of roughly the same thing.<sup>109</sup>

Even if Ciano would have interfered in the Venetian talks to keep Csaky's anti-Romanian attitudes under control, it remained unknown how far the "identity of opinions"<sup>110</sup> between the two leaders had come and, especially, if this sudden would-be moderation would have any consequences on Budapest's policy with regard to Bucharest. The British Foreign Office was aware of these contacts, but thought Italy's position to be hypothetical. On 13 January 1940 Lord Halifax still thought that a German offensive in the Balkans "would bring Italy to the side of the Allies,"<sup>111</sup> but Reginald Hoare considered that "if the Italians held back their support, Romania's collapse under enemy attack seemed certain, especially after the British response to Romania's request to extend the guarantee to cover Bessarabia. "As we insisted on Italian consent as a condition for British action on this front."<sup>112</sup> On 15 January Gafencu described Bossy's report as "too good to be

<sup>104</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 89, 1940, f. 57 (Note from Rome – 11. 01. 1940, signed Gh. Petrescu).

<sup>105</sup> Ibidem.

<sup>106</sup> Ibidem.

<sup>107</sup> Ibidem, f. 358 (t. no. 1 361, 20. 03. 1940, from Rome, signed Bossy).

<sup>108</sup> Ibidem, f. 60 (t. no. 44, 13. 01. 1940, from London, signed Tilea).

<sup>109</sup> Great Britain, P.R.O., F.O. 371, 24 984, f. 320.

<sup>110</sup> Central State Library, Bucharest, fund Al. St. Georges, PXCVII, dossier 2, f. 41, 42.

<sup>111</sup> Great Britain, P.R.O., F.O. 371, 24 845, f. 170 (t. no. 6, from London, Halifax to Hoare).

<sup>112</sup> Idem, 24 483, f. 119 (t. no. 36, 23. 03. 1940, from Bucharest, signed R. Hoare).

true in its range of promises" but "encouraging" all the same. Carol II was informed that in case of a Soviet aggression "the Hungarians would not attack, but would maintain a sympathetic neutrality." Germany did not appear pleased by Italy's pronouncement.

Under these international circumstances, the eighth ordinary session of the Permanent Council of the Balkan Entente took place in Belgrade on 2-4 February 1940<sup>113</sup> – it was designed to be the last meeting of this anti-revisionist organization, and its decisions referred, in the first place, to the necessity of jointly defending the national territories of the four member states, who finally decided on resisting their common enemy, the Third Reich. But neither in the minutes of the meeting, nor in the official communiqué was there any suggestion of collaboration in the event of a Soviet attack.

The discussions concerning Italy by the ministers of foreign affairs began from the premise of the non-belligerence of this country which, it was hoped, could be won over to the anti-Nazi side. For these reasons, the position adopted in Belgrade by the states of the Balkan Entente with regard to Italy was favorably received in London.<sup>114</sup> Romania's desire for good relations with the Soviet Union, which Britain also wanted to have on its side, as did Italy, was given its due in London. V.V. Tilea transmitted from Britain that "he found this country shared exactly the same views as Romania concerning both Russia and Italy."<sup>115</sup> At Gafencu's request, Gheorghe Davidescu saw Vladimir Potemkin on 17 February to let him know of the outcome of the Belgrade Conference.<sup>116</sup> The Soviet diplomat inquired if the extension of the responsibilities to guarantee "all of the frontiers" had been discussed, and then he asked if any measures had been taken to include Bulgaria in the Balkan alliance. Other questions referred to the policies of Britain, France, and Germany with regard to Southeastern Europe, and to the efforts to attract Italy join the French-British block. At the end of his visit, Davidescu restated the desire of the Romanian Government to improve its relations with the Soviet Union.<sup>117</sup>

Romania considered the attitude of the other Balkan allied states toward an eventual aggression against her to be of great significance. Among these states, Turkey and Yugoslavia were especially important for assuring Romanian security. As for Turkey, the news was not comforting – British sources let the Romanians know that Ankara was not yet prepared to join Romania, though Gafencu still expected it.<sup>118</sup> On the contrary, Sir Hugh Knatchbull-Hugessen, on the basis of his frequent contacts with Sükrü Saracioglu and Numan Menemencioglu, was skeptical since Menemencioglu seemed "not at all interested in Bessarabia."<sup>119</sup> The efforts

<sup>113</sup> Carol al II-lea, *op. cit.*, vol. 11, p. 522.

<sup>114</sup> Arch. M.F.R., fund 71, England, dossier 41, 1940, f. 57 (t. no. 116, 9. 02. 1940, from London, signed Tilea).

<sup>115</sup> Arch. M.F.R., fund 71, England, dossier 41, 1940, f. 57.

<sup>116</sup> Idem, U.S.S.R., dossier 89, 1940, f. 180 (t. no. 459, from Moscow, 17. 02. 1940, signed Davidescu).

<sup>117</sup> *Ibidem*, f. 183.

<sup>118</sup> Great Britain, P.R.O., F.O. 371, 24 968, f. 36.

<sup>119</sup> *Ibidem* (letter of 13. 01. 1940, Hugessen to Bowker).

of the Romanian ambassador to Ankara, Vasile Stoica, failed to change Turkey's initial attitude. The British Foreign Office considered that "one can see no point in pressing the issue" given the situation at hand, and "no other measures should be taken"<sup>120</sup> – the diplomatic representative to Ankara received instructions to this effect. In the meantime, the Soviet Union continued to try to make Turkey open the straits to the ships of all belligerent nations in discussions between Saracioglu and the Soviet ambassador, Terentiev.<sup>121</sup>

The Romanian-Yugoslav talks at Vârșeț, the Belgrade Conference, and the Romanian-Bulgarian discussions in Sofia were the final attempts of the Balkan Entente to convince Bulgaria and Hungary to join the alliance. As a result of the revisionist policies of Sofia and Budapest, supported by Germany and Italy, the efforts of states of the Balkan Entente to establish good relations proved unsuccessful. After his talk with the minister of foreign affairs, King Carol II noted: "In the beginning, every one was content to strengthen the Balkan peace at our expense, but Gafencu rightly demonstrated that such a situation would bring numerous troubles that would drag them along, and that whatever was done, it had to be done in a spirit of general security and collaboration."<sup>122</sup> Such attitudes contributed greatly to the worsening of Romania's international situation in the spring of 1940.

Relations with the Soviet Union continued, and contacts between Romanian and Soviet officials increased. The Romanian minister to Moscow, Davidescu, went to see Potemkin, whom he informed about the refusal of the Yugoslav Government to allow the transit of the Czechoslovak officers; the latter demanded that the Romanian Government put in a good word with the Turkish Government in this respect.<sup>123</sup> Two days later, Davidescu saw Molotov, and told him that the Romanian Government wanted "to have closer relations with the Soviet Union."<sup>124</sup> The two diplomats discussed, on this occasion, the role that the press could play to promote bilateral relations. Molotov promised that he would appoint a minister to Bucharest and predicted that Romanian-Soviet relations would improve and thus become "normal."<sup>125</sup> Then reference was again made to Boris Stepanov's article in *The Communist Internationale*, which was considered to contain some "utterly outrageous" statements.<sup>126</sup>

In the meantime, the commercial treaties with Moscow were finalized at the end of February. Anastas Mikoyan did not miss the opportunity to state that Russia had once fought for the independence of Romania and thus greatly values its indepen-

<sup>120</sup> Ibidem, f. 40-41 (letter of 13. 02. 1940, Ph. Nichols to Hugessen).

<sup>121</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 89, 1940, f. 354 (t. no. 718, from Moscow, signed Davidescu).

<sup>122</sup> Carol al II-lea, *op. cit.*, vol. 11, p. 359.

<sup>123</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 89, 1940, f. 67 (t. no. 187, 15. 01. 1940, from Moscow, signed Davidescu).

<sup>124</sup> Ibidem, f. 85 (t. no. 204, 17. 01. 1940, from Moscow, signed Davidescu).

<sup>125</sup> Ibidem.

<sup>126</sup> Ibidem, f 107 (t. no. 259, 20. 01. 1940, from Moscow, signed Davidescu).

dence;<sup>127</sup> he went on to say, jokingly, that all Romanians "knew Russian, but they would never understand it."<sup>128</sup> Moscow's intentions were transparent enough by the way discussions between the Romanian and Soviet customs officials proceeded. In recent months the latter began to employ the phrase "demarcation line" instead of "frontier," and at the request of the Romanians only accepted to use the tag "the Dniester River" on the assumption that the "matter of Bessarabia was still in question."<sup>129</sup> The Romanian Government received a note from the Soviet Commissariat for Foreign Affairs referring to frontier incidents on 12, 13 and 15 March 1940.<sup>130</sup> As seen from the note sent by the General Staff in Bucharest, after the occupation of part of Poland by the USSR, the Romanian-Russian frontier was prolonged, but the previously established norms were not applied here.<sup>131</sup>

The British Foreign Office made inquiries about Germany's position in the event of Soviet aggression against Romania. Reports from several European countries revealed that the Reich would not help Romania.<sup>132</sup> The British chargé d'affaires in Moscow, John Le Rougetel, considered that Romania was taking great pains to achieve normal relations with the Soviet Union. Among its priorities were the appointment of a minister to Bucharest, the conclusion of a trade agreement, and even of a non-aggression pact. As for the third objective, the British diplomat thought that the Soviet reply "was not encouraging";<sup>133</sup> this, as well as Molotov's visit to Bucharest, were, according to Haidar, the Turkish ambassador to Moscow, unlikely to ever happen.<sup>134</sup> This was also confirmed by Ambassador Alexandra Kollontay, who had a discussion with the Turkish minister in Stockholm;<sup>135</sup> she said that the USSR "had never given up Bessarabia."<sup>136</sup> The Soviet minister in Brussels was of the same opinion.

Reginald Hoare was concerned about Romania's international situation, and predicted that a "diplomatic offensive"<sup>137</sup> was soon to be aimed against her. He was convinced that "Romania was determined to fight off Germany" and that King Carol II was, "more than he dared to say,"<sup>138</sup> obviously "on the side of Britain"; as for the Romanian Government, if given proper assistance, it "would be more daring" and would do "everything in its power to remain with us." Hoare did not overlook the economic and political advantages if Britain was to lend Romania assistance, and saw that "the avant-garde of the aggressor was now to be found along the

<sup>127</sup> Ibidem, f. 229 (Report no. 650, of 28. 02. 1940).

<sup>128</sup> Ibidem, f. 230.

<sup>129</sup> Idem, dossier 90, 1940, f. 304.

<sup>130</sup> Idem, dossier 89, 1940, f. 371 (t. no. 786, 23. 03. 1940, from Moscow, signed Davidescu).

<sup>131</sup> Ibidem, f. 379.

<sup>132</sup> Great Britain, P.R.O., F.O. 371, 24 968, f. 48, 49.

<sup>133</sup> Ibidem, f. 60 (t. no. 108, 7. 03. 1940, Le Rougetel to F.O.).

<sup>134</sup> Ibidem, f. 68, 69 (t. no. of 11. 03. 1940, Le Rougetel to E. Coote).

<sup>135</sup> Ibidem.

<sup>136</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 89, 1940, f. 422 (t. no. 185, 12. 03. 1940, from Stockholm).

<sup>137</sup> Ibidem, f. 432 (t. no. 133 12 a, 21. 03. 1940).

<sup>138</sup> Great Britain, P.R.O., F.O. 371, 24 483, f. 117 (t. no. 36, 23. 03. 1940, R. Hoare to F.O.).

Carpathians, however unpleasant it was to admit it.”<sup>139</sup> The British minister was not, however, very certain that Romania could resist a German-Soviet offensive, even with any assistance Great Britain could provide. “But,” he highlighted, “if we provided the Romanians with assistance, they would do their best.”<sup>140</sup> Hoare added that if Italy withheld its support it would lead to the collapse of Romania, “especially after Britain’s reply to Romania’s request of having its guarantee extended over Bessarabia” because the British Foreign Office had made Rome’s consent “a condition for their action on this front.”<sup>141</sup> This being the case, Hoare promised “more serious military assistance” from Britain. In another telegram, he suggested a reexamination of the British-French guarantee to cover Soviet aggression against Romania,<sup>142</sup> since they were now confronted with the epilogue of the Soviet-Finish war – a “delayed affirmative” answer was thought to be “as disastrous as a negative one.”<sup>143</sup> From his talks with Gafencu, the British diplomat drew the conclusion that Romania was also worried about the meeting between Hitler and Mussolini, which could have undesirable effects for Southeastern Europe.<sup>144</sup>

Statements by Soviet officials abroad provided no source for comfort either. The Soviet minister in Sofia, Anatoli Lavrentiev, told the representative of a Balkan state that the Soviet Union wanted to “maintain the peace,” but they considered the question of Bessarabia to be “open.” However, they did not intend to take any special measures “under the present circumstances.”<sup>145</sup> On 29 March 1940 Molotov made a speech in the Supreme Soviet and, among other things, stated that there was a “litigation question, as yet unresolved: the question of Bessarabia.” Molotov further denied the existence of a non-aggression pact between the two countries,<sup>146</sup> implicitly renouncing the agreements between Titulescu and Litvinov, the obligations arising from the Kellogg-Briand Pact, the Moscow Protocol, and the Convention for the Definition Aggressor. “Unpleasantly surprised”<sup>147</sup> by this statement, Gafencu immediately sent a telegram to Moscow clarifying the Romanian position. The content of Molotov’s speech also came up during Gafencu’s discussions with a Polish diplomat, who thought that Molotov “had initiated a new stage in the progress of Soviet claims,” which was to make Romania’s position none the better.

On 29 March and 2 April Carol II studied Molotov’s speech together with his advisors. Gheorghe Tătărușcu was of the opinion that Romania “was getting deeper and deeper into trouble.”<sup>148</sup> After his meeting with Gafencu, the king wrote:

<sup>139</sup> Ibidem, f. 119.

<sup>140</sup> Ibidem.

<sup>141</sup> Ibidem.

<sup>142</sup> Ibidem, f. 64-66 (letter of 19.03.1940).

<sup>143</sup> Ibidem, f. 66.

<sup>144</sup> Idem, 24 983, f. 115 (t. no. 212, 24. 03. 1940, R. Hoare to F.O.).

<sup>145</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 89, 1940, f. 388 (t. no. 859, 26. 03. 1940, from Sofia, signed Filotti).

<sup>146</sup> Ibidem, f. 406 (t. 18 452, 30. 03. 1940, from Moscow, signed Davidescu).

<sup>147</sup> Ibidem, f. 408 (t. cyphered, 30. 03. 1940, Gafencu to Moscow).

<sup>148</sup> Carol al II-lea, *op. cit.*, vol. 11, p. 580.

"The principal question is Molotov's speech, which spoils all illusions and is aggressive to many, Italy included. As for Romania, he restated that the Soviet Union had not renounced Bessarabia and for this reason cannot have a non-aggression pact with us, but that this question will be settled peacefully. He also said that he has not appointed a minister to Romania because of the Butenko affair, about which we behaved as any civilized people. It was no use mentioning the first question which is only too well known, and it was nothing less than insolent to quote the second one. Gafencu is worried because he considers that this speech is a serious warning. I agree with him. It will probably make more trouble for us, and it will hopefully drive others to strengthen their national defenses."<sup>149</sup>

The Romanian minister in Moscow had several contacts with Molotov before and after this speech. Prior to 30 March, he found that the Soviet Union had "no concrete claim"<sup>150</sup> to make. In a document issued by the Ministry of Foreign Affairs in Bucharest, the speech was considered to be "well-meaning" but "aggressive" – Moscow thought that the Dniester border was a "vulnerable point" for peace in Eastern Europe, "a catalyst for Magyar and Bulgarian claims."<sup>151</sup> When he saw Molotov on 3 April, Gheorghe Davidescu let him know that the Romanian Government was very disappointed, but the Soviet foreign minister simply stated that he "said what he had to say."<sup>152</sup>

The response to Molotov's speech by the other Great Powers, as well as the countries allied with Romania, was generally disappointing. In Berlin, according to Minister Radu Crutzescu, the speech "did not cause much enthusiasm." It was more and more visible that the Soviet Union was avowed to follow its own interests."<sup>153</sup> Wilhelmstrasse did not think that Molotov's speech referring to Romania was indicative, at least for the near future, of any hostile intentions toward Bucharest."<sup>154</sup> Ernst von Weizsäcker said that the "injurious" phrases were "the regular jargon of Soviet public meetings";<sup>155</sup> he considered that the Soviet Union would never renounce its claims on Bessarabia, but they were still theoretical "until a complex of favorable circumstances, at an unpredictable moment, arise."<sup>156</sup>

After Molotov's speech, contacts between Romanian officials and British diplomats increased. On 29 March, and 2 and 4 April, Grigore Gafencu had talks with Reginald Hoare; the minister of foreign affairs stated that the Soviet Union's "hostile attitude" toward Romania "imposes an even greater prudence"<sup>157</sup> on the latter. In London, the chargé d'affaires, Radu Florescu, learned from Philip Nichols, that Britain "had nothing to win if she were unwillingly driven along into the heart of the conflict." He went on to say that following the war with Finland, Moscow

<sup>149</sup> Ibidem, p. 582, 583.

<sup>150</sup> Great Britain, P.R.O., F.O. 371, 24 968, f. 87.

<sup>151</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 90, 1940, f. 41-44.

<sup>152</sup> Idem, dossier 89, 1940, f. 430 (t. no. 843, 3. 04. 1940, from Moscow).

<sup>153</sup> Ibidem, f. 403 (t. no. 40 078, 30. 03. 1940, from Berlin, signed Crutzescu).

<sup>154</sup> Idem, dossier 89, 1940, f. 3 (t. no. 40 082, 1. 04. 1940, from Berlin, signed Crutzescu).

<sup>155</sup> Idem, dossier 89, 1940, f. 431 (t. c. no. 40 082, 2. 04. 1940, signed Crutzescu).

<sup>156</sup> Ibidem, f. 432.

<sup>157</sup> Idem, England, dossier 41, 1940, f. 128.

and Berlin “had, in the Balkans, more than ever before, different and incompatible political objectives.”<sup>158</sup>

Sir Reginald Hoare sent several telegrams to London on the way Molotov’s speech was viewed in Bucharest. In one of them, he stated that Romanian public opinion “was relieved to see there were no warlike intentions” in the speech, but there was “some reason for discomfort because of the references to Bessarabia.”<sup>159</sup> In contrast to this attitude, the Romanian press wasted no time in responding. *Timpul*, in a front page article on 30 March, stated that “it was not true that Romania had no non-aggression pact with the Soviet Union, as both states were signatories of the Moscow Protocol of February 1929, which made the Kellogg-Briand Pact effective.”<sup>160</sup> Other press commentaries took the same line; the *România* newspaper on 31 March also mentioned the Moscow Protocol, as well as the London Convention signed jointly by Romania and the Soviet Union on 3 July 1933.<sup>161</sup> In another telegram Hoare drew the attention of the British Foreign Office to the “impolite attitude” of Sükrü Saracioglu, who stated that “it would be better for everyone if Romania ceded Bessarabia to the Soviet Union.”<sup>162</sup> He could not understand why the Turkish foreign minister “implied distrust of Romania” when Turkey was “in its debt” and “bound to it by loyalty.”<sup>163</sup> When he met Gafencu on 2 April, Reginald Hoare was told that, as far as Romania was concerned, the Soviet Union “was certainly public enemy number 1”; the Romanian minister of foreign affairs confessed that “it would be to no one’s advantage if Romania shared Poland’s fate.”<sup>164</sup> Gafencu expected a “strengthened” Balkan Entente, supported by allied military forces in the east, to make it impossible for the Soviet Union to begin “a decisive action” in Eastern Europe.<sup>165</sup>

The Italian foreign minister, Count Ciano, showed his “concern” and “surprise” at Molotov’s speech<sup>166</sup> in a discussion with Raoul Bossy. Helfant, the Romanian minister to Rome was visited by the Soviet chargé d’affaires who told him that the speech in question was “misinterpreted” in Bucharest, because the Soviet view on Bessarabia was “not at all new.” “Moscow,” stated Helfant, “was in no mood to conclude a pact with Romania, or to provide any guarantee for Romania.”<sup>167</sup> Two weeks later, the Soviet diplomat returned and had a two hour talk with Bossy, showing his “surprise” at the “repeated” trips to Rome by some Romanian leaders: Victor Antonescu, Teofil Sidorovici, Constantin C. Giurescu, and Ion Christu, and

<sup>158</sup> Ibidem, f. 132 (t. f. n. 1. 04. 1940, from London, signed Florescu).

<sup>159</sup> Great Britain, P.R.O., F.O. 371, 24 968, f. 79 (t. no. 40, 1. 04. 1940, R. Hoare to F.O.).

<sup>160</sup> Ibidem.

<sup>161</sup> Ibidem.

<sup>162</sup> Ibidem, f. 75 (t. no. 233, 2. 04. 1940, from Bucharest, signed R. Hoare).

<sup>163</sup> Ibidem.

<sup>164</sup> Ibidem, f. 81 (t. no. 42, 3. 04. 1940, R. Hoare to F.O.).

<sup>165</sup> Ibidem.

<sup>166</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 90, 1940, f. 62 (t. no. 1 673, 4. 04. 1940, from Rome, signed Bossy).

<sup>167</sup> Idem, dossier 89, 1940, f. 433 (t.c.f.n., 5. 04. 1940, from Rome).

concluded that Bucharest and Rome were establishing the basis of a common policy aimed at the Soviet Union.<sup>168</sup> The Soviet diplomat disapproved of the attitude of the Italian newspapers which, in his mind, contributed to increasing tensions in Romanian-Soviet relations. As Helfant put it: "We are wrong in drawing close to Italy, which is geographically too far from us. It would be of no use in the event of a Russian attack; on the contrary – she would jump at the opportunity and advise the Hungarians and the Bulgarians to occupy the Romanian territories they have been longing for, which Italy has promised to obtain for them at the final peace."<sup>169</sup>

Qualifying such a policy as "deceptive," Helfant suggested Bucharest should "definitely and amiably clarify its relations" with Moscow. He further considered Romania to be the victim of "intrigues and schemes" hatched by the Allies and Italy, who were only too willing to interpret Molotov's speeches "as a challenge," as though they were but "an invitation to waltz."<sup>170</sup>

An informative bulletin issued by the Internal Secret Service on 1 April 1940 described Molotov's speech as a "warning" aimed at its neighbors to the south, lest they should "allow themselves to be driven into an unfriendly action aimed at the Soviets."<sup>171</sup>

Molotov's speech was the topic of many discussions of the Romanian minister in Ankara in early April 1940. Vasile Stoica met Hugh Knatchbull-Hugessen, who was about to leave for London for a meeting of British diplomatic representatives in Southeastern Europe. The British diplomat told him that the Allies were watching carefully "both the German advance and the adjoining warnings" issued by the Soviets to the neutral states; they were looking for "the ways and means to counter this joint action."<sup>172</sup> "Great Britain," said Knatchbull-Hugessen, insists that the Southeastern countries "by reciprocal understandings and concessions, should achieve friendship and collaboration that might be transformed into a common resistance against any aggressor."<sup>173</sup> Analyzing Molotov's speech, the British ambassador found that Soviet Russia's attitude, in case the Allies did not prevail, "might take an unfavorable turn for everyone." Of all the countries in Southeastern Europe, "only Romania and Turkey were dedicated to the French-British policy."<sup>174</sup>

Turkish officials also analyzed Molotov's speech. While the Turkish ambassador to Moscow considered Molotov's speech as "moderate and significant,"<sup>175</sup> the minister of foreign affairs, Sükrü Saracioglu, did not see in the Soviet attitude on Bessarabia anything different from the September 1939 point of view. He thought

<sup>168</sup> Idem, dossier 90, 1940, f. 140.

<sup>169</sup> Ibidem.

<sup>170</sup> Ibidem, f. 141.

<sup>171</sup> Arch. M.N.D., fund 5 417, dossier 2b, 1940, Position 902, f. 756.

<sup>172</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 90, 1940, f. 35 (t. no. 439, from Ankara, 2. 04. 1940, signed Stoica).

<sup>173</sup> Ibidem, f. 36.

<sup>174</sup> Ibidem, f. 38.

<sup>175</sup> Ibidem, f. 46 (t. no. 483, 3. 04. 1940, from Moscow, signed Davidescu).

that Moscow's interests were not "war-like" at the moment.<sup>176</sup> On 12 April 1940 he was visited by the Soviet ambassador to Turkey who inquired about the "impression"<sup>177</sup> that the speech made on the Romanians. The German ambassador to Ankara, Franz von Papen, asked Stoica the same question and gave "assurances" that Moscow would observe its peace with Romania as long as there was nothing to fear about "a possible Allied aggression in the Balkans."<sup>178</sup> The Soviet Government, von Papen concluded, "cares much about Germany's friendly advice"<sup>179</sup> and knows better than to rush into such an adventure.

The same "reassuring" guarantees were given by the Soviet Ambassador Anatoli Lavrentiev during a talk with the Yugoslav Deputy Minister of Foreign Affairs. He also said that Bulgaria had been advised to "settle her differences with Romania by way of a direct understanding."<sup>180</sup> Molotov's declaration caused "lively satisfaction" among Bulgarian irredentists in Romania, as it "revived hopes for the reactivation of the Quadrilateral question."<sup>181</sup> The Bulgarian press made much of the speech and considered that the Bessarabian problem – one of the most important parts of the speech – although unlikely to have immediate consequences, would not exclude them in the future.<sup>182</sup> The *Utro* newspaper stated that relations with Moscow "had to be settled, the Bessarabian question included."<sup>183</sup>

The Hungarian Government was also pleased by the speech. The Hungarian minister to Bucharest, Bardossy Laszlo, was advised to keep in "closer contact" with Pavel Kukoliev, the Soviet chargé d'affaires in Bucharest.<sup>184</sup> Hoping to discover "what are the real political relations between Romania and the USSR," the Budapest Government was upset by the improvement in Romanian-Italian relations which would have "altered the Hungarian revisionist plans."<sup>185</sup> It was believed that these revisionist plans would be realized to their satisfaction following a European military conflict.<sup>186</sup>

By March-April 1940 it appeared that, in the event of an attack on Romania's eastern frontiers, military assistance from Britain and France, or from the states of the Balkan Entente, was more illusory than real. Not even the extension of Italian "assurances"<sup>187</sup> in this regard seemed serious, on account of the opposition of the Reich. Prior to 29 March 1940, many Soviet troops were camped along the borders

<sup>176</sup> Ibidem, f. 68 (t. no. 443, 4. 04. 1940, from Ankara, signed Stoica).

<sup>177</sup> Ibidem, f. 103 (t. no. 521, 13. 04. 1940, from Ankara, signed Stoica).

<sup>178</sup> Ibidem, f. 117 (t. no. 452, from Ankara, 16. 04. 1940, signed Stoica).

<sup>179</sup> Ibidem, f. 118.

<sup>180</sup> Idem, dossier 89, 1940, f 434 (t. no. 1 661, 1. 04. 1940, from Belgrade, signed Cădere).

<sup>181</sup> Arch. M.N.D., fund 5 417, dossier f. n., 1940, Position 933, f. 3.

<sup>182</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 89, 1940, f. 421 (t. d. no. 105, from Sofia, 31. 03. 1940, signed Filotti).

<sup>183</sup> Ibidem.

<sup>184</sup> Arch. M.N.D., fund 5 417, dossier f. n., 1940, Position 926, f 30.

<sup>185</sup> Ibidem.

<sup>186</sup> Idem, dossier f. n., 1940, Position 924, f. 26.

<sup>187</sup> Great Britain, P.R.O., F.O. 371, 24 968, f. 100 (t. of 13. 04. 1940, Ankara Embassy to F.O.).

of Romania, improving fortifications and communications – Moscow no longer made any secret of it.<sup>188</sup> In early April incidents along the Romanian-Soviet border increased in number,<sup>189</sup> forcing Minister Davidescu to lodge several protests<sup>190</sup> with the Soviet Commissariat for Foreign Affairs.

At the same time, alarming information was coming from Moscow. The French military attaché, General Palasse, told the Romanian Legation Secretary, Mircea Popescu, that the Reich and the Soviet Union seemed to be preparing “a concentric attack on Romania, with a view to taking control of Romanian oil reserves and Bessarabia.”<sup>191</sup>

The appointment of a new deputy minister of foreign affairs, Vladimir Dekanozov, seemed to be a change for the better for Romania. He met with Davidescu, who wired Bucharest that he had just met a “benevolent”<sup>192</sup> personality. The frontier incidents<sup>193</sup> were also under focus and, despite the assurances he was given, the Romanian diplomat concluded that one should not forget that such “incidents, whether imaginary or real” had recently prefaced “serious events.”<sup>194</sup>

Romania also tried, through indirect sources, to discover Soviet intentions. In London, Ivan Maisky told the Greek minister that Moscow considered the question of Bessarabia to be “open,” but it should not be interpreted as a reason for discomfort. He thought that the settlement “could still be delayed”; either way, it ought not to be seen as the result of any German-Soviet *modus vivendi*.<sup>195</sup> The American Consul in Moscow, Ward, noticed intensive military preparations on his way to Lvov and was told that the officers were training for “the liberation of Bessarabia.”<sup>196</sup>

Gafencu did not make any secret of his concern about Romania’s critical international position. After the invasions of Norway and Denmark, he conferred with a foreign diplomat and confessed that his conviction was that “the concept of the neutral party has ceased to exist.”<sup>197</sup> Germany’s offensive in the north, he stated, “worsened” Romania’s situation. The disappointment expressed by the Romanian minister of foreign affairs was amplified by the news from Ankara.<sup>198</sup>

On the evening of 10 April Gheorghe Davidescu was summoned by Molotov, who told him that the frontier “incidents” were out of control. He pointed out the

<sup>188</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 89, 1940, f. 433 (t. no. 433, 4. 04. 1940, from Ankara, signed Stoica).

<sup>189</sup> Arch. M.N.D., fund 5 417, Position 902, dossier 2b, 1940.

<sup>190</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 90, 1940 (t. no. 911, 6. 04. 1940, from Moscow, Davidescu to M.F.R.).

<sup>191</sup> Idem, dossier 89, f. 65.

<sup>192</sup> Idem, dossier 90, 1940, f. 361.

<sup>193</sup> Ibidem, f. 72 (t. no. 925, 8. 04. 1940, from Moscow, Davidescu to M.F.R.).

<sup>194</sup> Ibidem, f. 349 (t. no. 913, 7. 04. 1940, from Moscow, Davidescu to M.F.R.).

<sup>195</sup> Ibidem, f. 69 (t. no. 985, from Sophia, 8. 04. 1940, Filotti to M.F.R.).

<sup>196</sup> Ibidem, f. 77.

<sup>197</sup> Great Britain, P.R.O., F.O. 371, 24 968, f. 87, 88.

<sup>198</sup> Ibidem, f. 75.

necessity of avoiding any such situations, since “nothing good could come of them.” Davidescu restated that the Bucharest Government was still willing to have “friendly relations with the USSR”<sup>199</sup> and said he would communicate with Bucharest about their talk. In a discussion with Tătărăscu, Carol II found him to be worried about Molotov, who “raised his tone when speaking about the frontier problems. This was the way things had started in the matter of Finland.” Indeed, the Romanians “should be on the alert.”<sup>200</sup> The Romanian Government prepared its answer and let Vladimir Dekanozov know on 14 April that, after further research had been done, Moscow “would be handed the results.”<sup>201</sup> At about the same time, the *Izvestia* newspaper published the article “The Neutrality of the Small Countries” which confirmed that “absolute neutrality was a fantasy” and thus the policy of some small countries could only be qualified as “suicidal.”<sup>202</sup> Davidescu saw the German ambassador to Moscow, von Schulenburg, who told him that the Soviet attitude was “defensive.” A few hours before the Romanian minister was summoned to the Kremlin, the German envoy had a discussion with Molotov.<sup>203</sup>

The British Foreign Office summoned the leaders of their Southeast European missions on 8-11 April 1940 and, among other things, dealt with the general strategy regarding Romania. The main point on the agenda was the possibility that the guarantee for this country would be extended to cover an attack coming from the east. The meeting was to present its conclusions to the General Staff, namely so that London “would give assistance to Romania, as best she could, but the degree and the nature of the assistance would depend on the attitude of Turkey, Italy, and Bulgaria.”<sup>204</sup> On 15 April 1940 Pavel Kukoliev, summoned by Gafencu, asked whether he knew anything about the decision of London; he was especially interested in Romania’s attitude toward the new British policy. Gafencu answered that he had no new information because Reginald Hoare had not yet returned, but that Romania would never agree to be the instrument of one group of powers against another. “A neutral and strong Romania,” the minister of foreign affairs concluded, “is the best guarantor of peace and security for all neighboring states.”<sup>205</sup>

On 15 April von Schulenburg again met Molotov and inquired about “the course of Romanian-Soviet relations since the 29 March speech”; the latter replied that the Soviet Union “could not consider the matter of Bessarabia closed,” but the question “was not on the agenda.”<sup>206</sup> The commissar for foreign affairs was also

<sup>199</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 90, 1940, f. 378; Great Britain, P.R.O., F.O. 371, 24 968, f. 155.

<sup>200</sup> Carol al II-lea, *op. cit.*, vol. 11A, p. 592.

<sup>201</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 90, 1940, f. 394 (t. no 965, 14. 04. 1940, from Moscow, signed Davidescu).

<sup>202</sup> Idem, dossier 89, 1940, f. 459, 460 (t. no. 948, 11.04.1940, from Moscow, Davidescu to M.F.R.).

<sup>203</sup> Idem, dossier 90, 1940, f. 93 (t. no. 939, 11.04.1940, from Moscow, Davidescu to M.F.R.).

<sup>204</sup> Great Britain, P.R.O., F.O. 371, 24 968, f. 96, 97.

<sup>205</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 90, 1940, f. 395, 396 (t. c., 15. 04. 1940, Gafencu to Moscow).

<sup>206</sup> Ibidem, f. 185 (t. no. 1 048, 22. 04. 1940, from Moscow, Davidescu to M.F.R.).

asked by a diplomat from a neutral state what Moscow's plans for Romania were, and replied that it relied on a "territorial surrender," but did not exclude the right to place garrisons in several northern areas and sending troops to Romanian port cities.<sup>207</sup>

Reginald Hoare wrote that the occupation of Holland and Belgium caused the diminishing of Romania's will to resist the Germans.<sup>208</sup> The British chargé d'affaires gave unsupported assurances that his country considered itself obligated to Romania by the guarantees of April 1939, and as a result would come to its assistance in case of Soviet aggression.<sup>209</sup>

Romania's position grew considerably worse when numerous Soviet troops began to be concentrated along her borders. The assurances, given so often by Soviet officials or by such intermediaries as von Schulenburg,<sup>210</sup> thus came to naught – estimates by the Romanian military attaché in Berlin indicated that there were about 35-46 Soviet divisions<sup>211</sup> along the frontiers of Romania. On 22 May 1940 a note signed by Grigore Gafencu was sent to diplomatic offices abroad, stating that "given the concentration of troops in Hungary and the movement southward of the Soviet armies, the Romanian Government has decided, as a way to prevent and anticipate any enemy maneuvers, to strengthen the effectiveness of the units placed along its borders."<sup>212</sup> This measure had a temporary character and did not imply a general mobilization. The minister of foreign affairs had further talks with Kukoliev, who "assured him of Moscow's peaceful intentions. Apart from von Schulenburg, who had received instructions to inquire about the nature of the Soviet military measures and as such met with Molotov,<sup>213</sup> the American ambassador in Moscow, Laurence Steinhardt, offered to help Romania obtain "additional information."<sup>214</sup>

Grigore Gafencu informed Wilhelm Fabricius on 22 May about the concentration of Soviet troops along the Romanian frontier, and the latter replied that "these last months, there have been made profound changes in German-Russian relations." Fabricius went on to say that "Romania's peace and comfort depend, to a large extent, on the alliances she could strike with her eastern neighbor." When asked about the means that might lead to such results, Fabricius mentioned that the Russians were complaining about Odessa being too close to the frontier and, as "the city could not change its location, they might try pushing the borders further west."<sup>215</sup> On 27-28 May Romanian leaders held talks on the future of the country. At first, Gheorghe Tătărăscu, Gafencu, and Ernst Urdăreanu found that "the necessity to change the foreign policy guidelines" was "both imminent and

<sup>207</sup> Great Britain, P.R.O., F.O. 371, 24 968, f. 122 (t. no. 45, 24. 04. 1940, signed R. Hoare).

<sup>208</sup> Idem, 24 983, f. 134 (t. no. 499, 22. 05. 1940, R. Hoare to F.O.).

<sup>209</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 90, 1940, f. 100.

<sup>210</sup> Ibidem.

<sup>211</sup> Arch. M.N.D., fund 5 417, Position 903, dossier 20, 1940, f. 39.

<sup>212</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 90, 1940, f. 255.

<sup>213</sup> Idem, dossier 89, 1940, f. 439 (t. no. 1 384, 29. 05. 1940, Davidescu to M.F.R.).

<sup>214</sup> Idem, dossier 90, 1940, f. 270 (t. c. of 27. 05. 1940, Gafencu to Moscow).

<sup>215</sup> Alexandru Cretzianu, *op. cit.*, p. 13.

urgent.”<sup>216</sup> Germany’s moves, Italy’s entrance into the war, and the threat along the eastern frontiers, as well as the position of the country, had to be considered. Along with King Carol II, the three dignitaries studied all of the possibilities, but none of them seemed hopeful. “The consequences of an orientation toward Germany were far from reassuring,” Carol II remarked. “...Look how the stupidity of the Allies, with their utter absence of any sense of reality, has ruined a policy that has been in effect for 25 years. For us, the World War I generation, who have learned to respect the Germans but to love the Allies, this moment is embarrassing. I can see the policy I have been trying to formulate for almost 10 years – moving closer to Great Britain – has not been understood.”<sup>217</sup>

After new talks between these leaders, it was decided that a memorandum be drafted. With Gafencu and Urdăreanu beside him, Tătărăscu sent Fabricius a note on 28 May, showing Romania’s increasing worry about the concentration of foreign troops along her borders. An alliance with Germany would have been impossible, as the latter was bound to Russia by virtue of the pact of 23 August 1939 – a treaty to guarantee her eastern borders was thus out of the question. The Reich requested exactly what the Romanian Government had been trying to avoid: discussion and settlement of territorial problems with Romania’s neighbors to the east, west, and south.<sup>218</sup> The tone of the German answer on 2 June was far from revealing the “prelude to the alleged Romanian-German crusade against the USSR.” This led to the troubling question of if, and to what extent, Romania was willing to consider the eventual revisionist claims of its neighbors, including the Soviet claim on Bessarabia. The Berlin Government showed no real interest in the content of the Romanian memorandum.<sup>219</sup>

Romania’s dire international situation was clear. Reginald Hoare met with the Prime minister one day after Radio Moscow preposterously speculated that “the Romanian workers would not tolerate Hitler’s protection and would look to the Red Army for support.”<sup>220</sup> Gheorghe Tătărăscu told Hoare that Moscow, upset by “the consolidation of Germany’s position in Europe,” would ask for “Bessarabia and Bucovina”;<sup>221</sup> he also said he knew of “a certain movement among the German minority” in Romania. Close to the frontier there were 70-80 German and Soviet divisions and, if Hungarian and Bulgarian troops were added, Romania – as Tătărăscu put it – “was under the threat from no less than 100 divisions.”<sup>222</sup> The chief of the Bucharest Government “had no way of knowing what would happen” if “this force were unleashed on Romania”; he knew for a fact that “in no case would we surrender, but neither would we nourish any vain hopes.”<sup>223</sup>

<sup>216</sup> Carol al II-lea, *op. cit.*, vol. 11A, pp. 641-642.

<sup>217</sup> *Ibidem*, p. 642.

<sup>218</sup> Hoover Archives, Palo Alto, U.S.A., D.G. Popescu Papers, Box no. 2.

<sup>219</sup> „Drapelul” fin 18. 01. 1945, p. 4.

<sup>220</sup> Great Britain, P.R.O., F.O. 371, 24 856, f. 152.

<sup>221</sup> Idem, 24 983, f. 141 (t. no. 465, 4. 06. 1940, R. Hoare to F.O.).

<sup>222</sup> *Ibidem*.

<sup>223</sup> *Ibidem*, f. 142.

Tătărăscu was not convinced by Hoare's arguments regarding the "concern" that the Reich had for Romanian oil. The idea of sending an "explanation" to Nazi Germany to the effect that an offensive would surely cause the destruction of the oil fields was considered to be "exaggerated." When the British Minister suggested the same explanation, this time in connection with a Soviet offensive, Tătărăscu proved to be as skeptical as before.<sup>224</sup> He had good reason for his skepticism, because Romanian experts, along with the new minister of foreign affairs, Ion Gigurtu, had concluded that oil production could be resumed within two months after bombing.<sup>225</sup> The information that Hoare sent back to London mentioned "Romania's unfavorable position." One reason for this was the Soviet Union's duplicitous position; her "policy-was the big question mark that Romania was so much worried about" to the effect that the progress of Romania itself "was greatly influenced by this enigma."<sup>226</sup>

Gheorghe Davidescu was invited to Dekanozov's office on 11 June, where he was informed that Anatoli Lavrentiev would be the new Soviet minister to Bucharest.<sup>227</sup> The next day, King Carol II consented to the appointment of this diplomat<sup>228</sup> who had formerly been accredited to Sofia. This maneuver was probably meant to draw attention from Soviet plans for Bessarabia.

Italy's entrance into the war and the distrust of the commitments of the Balkan allies – especially Turkey – distressed the already alarmed Romanian public. Hoare wired London that the Romanians "were conscious of the difficulty in receiving any help from the Allies." Therefore, they desired to preserve "good relations" with Germany, but some political leaders vacillated toward "the Soviet Union" as the only alternative to Germany's "complete and total domination."<sup>229</sup> The information received from London did not help to make things better. Dumitru Dimancescu communicated that "the Soviet Union did not renounce Bessarabia,"<sup>230</sup> something confirmed during talks between Molotov and the new British ambassador to Moscow, Sir Stafford Cripps. The Soviet commissar for foreign affairs again stated that the Soviet Union "had a special interest in Romania."<sup>231</sup>

Soviet objections to the alleged "mining" of railway bridges continued. The note sent to the minister of foreign affairs by the chief of Staff, General Florea Tenescu, stressed their "ultimative" nature.<sup>232</sup>

<sup>224</sup> Ibidem.

<sup>225</sup> Ibidem.

<sup>226</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 91, 1940, f. 13 (t. no. 33 314).

<sup>227</sup> Ibidem, f. 40 (t. no. 1 520, 11 June, from Moscow, signed Davidescu).

<sup>228</sup> Ibidem, f. 45.

<sup>229</sup> Great Britain, P.R.O., F.O. 371, 24 983, f. 167 (t. no. 497, 13 June, R. Hoare to F.O.).

<sup>230</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 91, 1940, f. 58 (t. no. 646, from London, 14 June, signed Tilea).

<sup>231</sup> Sir L. Woodward, *British Foreign Policy in the Second World War*, (London, 1970), I, p 464 (discussion Molotov-Cripps dated 14 June).

<sup>232</sup> Arch. M.N.D., fund 5 417, dossier 2, 1940, Position 1 535, f. 278 (Note no. 205 738 B, 15 June).

On 17 June 1940 the Romanian Minister in Berlin met the subsecretary of state, Ernst Woermann, who assured him that the Soviet Union "was not preparing any action against Bessarabia."<sup>233</sup> Two days later, the British minister in Helsinki, Vereker, informed the British Foreign Office that a Finnish newspaper had published, using German sources, information concerning the intention of the Soviet Government "to hold talks on the question of Bessarabia."<sup>234</sup>

One week later, on 23 June, Molotov told von Schulenburg that "the matter of Bessarabia could no longer be delayed" and, although "a supporter of peaceful solutions," the Soviet Government would not hesitate "to make use of force" if the Romanians would not talk. "Concurrently," Molotov went on, "the Soviet claims were extended to cover Bucovina as well,"<sup>235</sup> whose "population was Ukrainian." Taken by surprise, the German ambassador did not object to Soviet Russia's rights over Bessarabia, but said that "Moscow should not yet take any steps in this direction"; he told the Soviet commissar for foreign affairs that he would immediately inform his government about all this. Molotov pressed his point and said that the problem "was extremely urgent" and he expected Germany to "lend him support and not to obstruct him."<sup>236</sup> Two days later, von Ribbentrop asked von Schulenburg to call on Molotov and inform him that the Reich "agreed to Moscow's decisions." Therefore, Germany renounced any interest in Bessarabia, although approximately 100,000 ethnic Germans lived in this area. As for Bucovina, this claim was considered to be "something new," different from the original understanding – this province had "formerly been under the Austrian Government." However, the German Government recommended that the question be settled "peacefully," and assumed the obligation to pressure Bucharest so that the answer to this question might "suit Russia's interests." Ribbentrop further asked Schulenburg to tell Molotov that Berlin did not want Romania "to become a battlefield."<sup>237</sup>

Schulenburg visited the Soviet foreign minister on 25 June at 9 a.m.; Molotov thanked him for his "understanding attitude" and "goodwill" when deciding to stand by the Soviet Union.<sup>238</sup> The German ambassador pointed out that "the renunciation of Bucovina, which had never belonged to Russia, would help them arrive at a peaceful solution."<sup>239</sup> The Soviet commissar for foreign affairs objected and stated that "Bucovina was the missing part of Greater Ukraine." Schulenburg was under the impression that Molotov "would eventually agree to the idea of Russia renouncing Bucovina during the subsequent talks with Romania."<sup>240</sup> Molotov concluded by stating that "the Soviet Government simply wanted to

<sup>233</sup> Arch M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 91, 1940, f. 94 (t. no. 40 277, 17 June, signed Romalo).

<sup>234</sup> Great Britain, P.R.O., F.O. 371, 24 968, f. 126 (t. no. 446 (R), 19 June).

<sup>235</sup> *Nazi-Soviet...*, pp. 155-156.

<sup>236</sup> Ibidem.

<sup>237</sup> Ibidem, pp. 158, 159.

<sup>238</sup> Ibidem, p. 159 (t. no. 1 233, 25 June, Schulenburg to Ribbentrop).

<sup>239</sup> Ibidem.

<sup>240</sup> Ibidem.

pursue its own interests without aiming to encourage other states to make similar claims on Romania.”<sup>241</sup> Later the same day, Molotov summoned Minister Augusto Rosso, with whom he discussed, besides bilateral relations, the Soviet claims on Romania (Bucovina was not mentioned).<sup>242</sup> As for Moscow’s position regarding the territorial claims of Hungary and Bulgaria on Romania, they were “reasonable” and “just”<sup>243</sup> – in the span of no more than a few hours the Soviet commissar had changed his mind.

On the afternoon of 26 June Molotov summoned Schulenburg and told him that Moscow had decided to confine its claims “to the northern part of Bucovina and the city of Cernăuți.”<sup>244</sup> The German ambassador then said that a “peaceful” solution could be more easily reached if the Soviet Government “returned to Romania’s National Bank the gold reserve which had been entrusted to the Russians during World War I.”<sup>245</sup> Molotov rejected this suggestion on account that Romania “had been exploiting Bessarabia for a long time.” The Soviet Government was to present the claims to Romania, and Germany’s good offices were expected in this matter – the Germans were supposed to convince the Romanian Government to submit, otherwise “war was inevitable.”<sup>246</sup>

Romanian-Soviet relations continued to preoccupy British diplomatic circles. On 25 June Lord Halifax asked V.V. Tilea if political negotiations regarding “an arrangement on Bessarabia” were in progress. The Romanian Ambassador, however, had no knowledge of the so-called Romanian-Soviet talks.<sup>247</sup>

The remittance of the ultimatum notes was prefaced by intense military training exercises and demonstrations along the eastern and northern frontiers of Romania. This border activity was intensified and its consolidation was hastened;<sup>248</sup> the transports of troops from inside the Soviet Union to the Romanian border increased in number<sup>249</sup> – in all there were 3-5 infantry divisions, 10-11 light cavalry brigades, and 9-10 air brigades<sup>250</sup> based in the military districts of Lvov, Kiev, and Odessa. The Romanian minister in Moscow was given instructions on 26 June to make an “amiable” protest over all this. The ciphered telegram asked Gheorghe Davidescu to voice “Romania’s surprise” at seeing “more and more Soviet troops gather along the borders, and their preparations were anything but encouraging for the Romanians.” The Romanian Government considered that “such military preparations” endangered bilateral relations at a moment when Romania sought to improve relations<sup>251</sup> with the Soviet Union. Ion Gigurtu let Davidescu know that

<sup>241</sup> Ibidem, p. 160.

<sup>242</sup> Ibidem (t. no. 1 235, 26 June, Schulenburg to Ribbentrop).

<sup>243</sup> Ibidem, p. 161.

<sup>244</sup> Ibidem (t. no. 1 236, 26 June, Schulenburg to Ribbentrop).

<sup>245</sup> Ibidem.

<sup>246</sup> Ibidem.

<sup>247</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 91, 1940, f. 169 (t. no. 703, 25 June, from London, signed Tilea).

<sup>248</sup> Arch. M.N.D., fund 5 417, dossier 2b, 1940, Position 902, f. 295.

<sup>249</sup> Ibidem, f. 313.

<sup>250</sup> Ibidem, f. 413.

<sup>251</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 91, 1940, f. 171.

these observations by the Romanian Government would be forwarded to the new Soviet minister, who was to present his letter of accreditation on 28 June; the prime minister also asked the minister in Moscow to see the German ambassador and inform him that "Romanian military leaders perceived the situation as being very serious, since no one could possibly account for the 24 Soviet divisions along our frontiers and also for the field training of these troops." At the end of his telegram Gigurtu concluded that such preparations were made "only on the eve of an offensive operation."<sup>252</sup>

On the same day, Gigurtu had talks with Fabricius on this matter. The German minister stated that his country "was still much concerned about the problems in Southeastern Europe, and wished to see peace installed in this region"; he admitted he knew of these movements and wanted to discuss with the Romanians some matters which, "given the pressure of the army concentrated along the Romanian borders," could prove significant.<sup>253</sup> Fabricius thought that "the Soviets were willing to begin negotiations and eventually to make minimal counterproposals, as a basis for these talks";<sup>254</sup> he wondered whether the talks should better take place in Bucharest, and suggested sending a telegram to Moscow to this effect.<sup>255</sup>

On the evening of 26 June, at 10 p.m., Molotov handed Minister Davidescu the ultimatum note concerning the ceding of Bessarabia and Northern Bucovina.<sup>256</sup> The Soviet foreign minister said that he had summoned Davidescu to the Kremlin in the interest of "an extremely important problem for the development of Romanian-Soviet relations." Then he read the ultimatum<sup>257</sup> after which Davidescu stated that, without thus prejudicing the decision of the Romanian Government, it was his duty to define "the arguments in the note as utterly groundless."<sup>258</sup> He then expounded "the historical, ethnic, and political rights" that formed "the basis of the union of Bessarabia with Romania" and insisted that the decision in March 1918 "was taken by the majority of the Bessarabian population, whose will was expressed in the decision of the National Assembly."<sup>259</sup> The Romanian diplomat objected to the statement that Romania "allegedly profited from Soviet Russia's military weakness" in 1918 and rejected the thesis that Bessarabia had been united with Ukraine,<sup>260</sup> describing the circumstances under which the Ottoman Porte had given away this Romanian territory, although it "had assumed the responsibility of defending Moldavia's borders along the Dniester." He then mentioned the Treaty of Luck in 1711, when Peter the Great recognized "this frontier." He insisted again that "before being under the Czars for one century, Bessarabia had been part of the

<sup>252</sup> Ibidem, f. 172.

<sup>253</sup> Ibidem, f. 178.

<sup>254</sup> Ibidem.

<sup>255</sup> Ibidem.

<sup>256</sup> Ibidem, f. 186 188 (t. no. 1 635, from Moscow, 27 June, 2:47 hrs., signed Davidescu).

<sup>257</sup> Ibidem, f. 181.

<sup>258</sup> Ibidem.

<sup>259</sup> Ibidem.

<sup>260</sup> Ibidem.

Romanian land for over five centuries.”<sup>261</sup> As for Bucovina, the Romanian diplomat explained how it was taken by Austria in 1775 and chose to unite with its mother country – and, moreover, this province “had never been under the control of the Russian Government.”<sup>262</sup> Davidescu then stated that Romania had been doing its best for twenty years to have good relations with the Soviet Union; always trusting that Moscow “would realize that a strong Romania, united within its ethnic borders, provided security for all its neighbors.”<sup>263</sup>

Molotov rejected Davidescu’s arguments on the grounds that they no longer corresponded to “the historical evolution and present-day state of things.”<sup>264</sup> He objected to the political authority of the National Assembly and insisted, again, that the prevailing population in Bessarabia was Ukrainian.<sup>265</sup> He then referred to the Treaty of October 1920 which, in his opinion, had no “international significance.”<sup>266</sup> As for Bucovina, Molotov said he was not dealing with all the province “but only its northern part, in which most of the population was Ukrainian, tied to the Bessarabian population. The Soviet Government asked for this part of Bucovina as reparation for the Romanian occupation of Bessarabia for 22 years.”<sup>267</sup> The note sent by the Soviet Government “was evidence that they had in mind to settle the problem peacefully.” Moscow expected “to receive an answer that same day.”<sup>268</sup> Davidescu replied to the arguments provided by the Soviet commissar for foreign affairs and pressed his point, namely that the Paris Protocol had international validity. He quoted “the inalienable rights, stronger than any international agreements, of Romania over Bessarabia; these rights could not be confirmed by any treaty and they could not be objected to on account that one of the signatories did not ratify it.” He rejected Molotov’s observations on the international conditions in Bessarabia and considered the twenty-four hours provided for the evacuation of the two provinces insufficient for the Bucharest Government to make any decision on such an important matter.<sup>269</sup> Expecting the Romanian Government to give way and “allow for the peaceful settlement of the prolonged conflict between Romania and the USSR,” the ultimatum was quite clear about what would happen in case things developed differently.

As soon as he arrived in Bucharest, the minister of foreign affairs informed the diplomatic representatives of Germany, Italy, Turkey, Greece, and Yugoslavia about this latest development. The note issued by the Ministry of Foreign Affairs insisted that “Romania was willing to discuss matters with the Soviet Union” but could not consider an “ultimatum.” Romania first sought the opinions of the

<sup>261</sup> Ibidem, f. 182.

<sup>262</sup> Ibidem.

<sup>263</sup> Ibidem, f. 181-182.

<sup>264</sup> Ibidem, f. 182.

<sup>265</sup> Ibidem.

<sup>266</sup> Ibidem, f. 183.

<sup>267</sup> Ibidem, f. 184.

<sup>268</sup> Ibidem.

<sup>269</sup> Ibidem, f. 185.

respective Governments.<sup>270</sup> The German and Italian Governments were approached to see what their position was with regard to this new situation, and if they could arrange things in Budapest and Sofia so as "to prevent any other aggression or threat." The Reich advised the Romanian Government to give way, and announced that, given their involvement in Western Europe, they could do nothing to help, except to aid in the evacuation operations. Ribbentrop let Fabricius know that he should ask the Romanian Government "to observe the request of the Soviet Government."<sup>271</sup> In a memorandum sent to the Soviet Government, the German foreign minister admitted to having given Romania "a tough piece of advice."<sup>272</sup>

In Berlin, an official spokesman stated that Bessarabia "was a matter to be settled only by Romania and Russia. Germany was not to interfere in any way."<sup>273</sup> A commentary issued by the Berlin Transocean Agency stated that the retreat would make it very difficult for Romanian navigation along the Danube and mentioned "the Romanians' indignation at the Western Powers for allowing all this to happen."<sup>274</sup> The German media devoted long commentaries to the ultimatum note; *Deutsche Allgemeine Zeitung* on 29 June 1940 stated that the note represented "a defeat for British policy, new and eloquent proof of how 'serious' the British guarantees were";<sup>275</sup> several other German newspapers, on 29-30 June and 1 July attributed the Romanian tragedy to the country's previous foreign policy, "vacillating and double-dealing."<sup>276</sup> The article "The Peaceful Settlement of the Romanian-Soviet Problem. Bessarabia and Northern Bucovina Have Been Surrendered to Russia," published by *Volkischer Beobachter* on 29 June, mentioned that the return of Bessarabia to the Soviet Union "was expected to happen sooner or later, as part of the new order in Europe." Romania was accused of having accepted the British-French guarantees which were not "in the interest of the country." In the end it stated that "Britain had never been interested in taking any risk for Romania," and Romanian policy had never been anything more than a policy of "lost opportunities, indecisive and on the wrong track," lacking any "sense of the balance of power in Europe."<sup>277</sup>

The same advice was received from Rome, where it was considered that it "was of major European interest that Romania should avoid any armed conflict with the USSR."<sup>278</sup> Italy assumed the responsibility of never forgetting the sacrifice Romania was making for "peace in the Balkans."<sup>279</sup> The Romanian minister

<sup>270</sup> Ibidem, f. 192-193 (t. c. no. 38 918, 27 June).

<sup>271</sup> *Nazi-Soviet...* p. 163.

<sup>272</sup> Ibidem, p. 183.

<sup>273</sup> Arch. M.N.D., fund 5 417, dossier f. n., 1940, Position 971, f. 959; State Archives Bucharest, U.S.A. Micro-copy Collection, German documents micro-copied at Alexandria, Virginia, Roll 11, T. 120-308, frame 224, 904-224, 905.

<sup>274</sup> Arch. M.N.D., fund 5 417, dossier f. n., 1940, Position 971, f. 946.

<sup>275</sup> Idem, dossier f. n., Position 941, 1940, f. 14.

<sup>276</sup> Ibidem, f. 318.

<sup>277</sup> Ibidem, f. 408.

<sup>278</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 91, 1940, f. 76.

<sup>279</sup> Ibidem, f. 308 (t. no. 3 898, 27 June, from Rome, signed Bossy).

in Rome, Bossy, was offered this "advice" by Anfuso, since Mussolini and Ciano were not in Rome at the moment. The Italian press abounded in commentaries on the Soviet ultimatum: *Messaggero* and *Popolo di Roma* made much of the shock and depression in Romania.<sup>280</sup>

The Allied governments in the Balkan Entente had been informed of the note from the outset. The declarations of the Turkish Government about fulfilling its obligations arising from the Balkan Pact were again confirmed. Greece adopted a similar attitude to Turkey – as a matter of fact, Athens was in close touch with Ankara.<sup>281</sup> Yugoslavia was at first concerned about avoiding an armed conflict and pressured Budapest and Sofia to not make further trouble for Romania.<sup>282</sup> The three Balkan allies advised Romania to give way. As for their media, the newspapers in Athens commented on the news, from British sources, that the Soviet Union would not have taken this measure had it not been for a preestablished plan with the Berlin Government;<sup>283</sup> this supposition was also shared by Turkish newspapers.<sup>284</sup> However, other newspapers in the area thought that the problem of Bessarabia "did not bring any unpleasant surprise to the Balkans." The *Cumhuriyet* concluded that "some Balkan countries were just not able to wage war." Consequently, "neither Germany, nor Italy, nor Russia, wanted to have the Balkans involved in the war."<sup>285</sup> The *Ullus* wrote that "two countries were playing a significant role in the Balkans: Germany and Russia. But, after the events in Bessarabia, Italy became one of the keys".<sup>286</sup>

The Soviet ultimatum was hailed in Bulgaria and Hungary, who were also making claims on parts of Romanian territory. But the Soviet Government asked Ivan Popov to promise solemnly that Bulgaria would maintain its neutrality in case of a Romanian-Soviet conflict.<sup>287</sup> The secretary general of the Bulgarian Ministry of Foreign Affairs submitted a statement to the Romanian representative in Sofia, Eugen Filotti, with regard to this problem. The Bulgarian Cabinet convened for an extraordinary meeting on 28 June. Popov had talks with the ministers of Germany, Italy, and Hungary. The same day, Radio Sofia communicated the Reuter news report on the Crown Council meeting in Bucharest, presided over by King Carol II; it said that no communiqué had been given, but the Romanian Government asked Moscow to discuss their claims.<sup>288</sup> News of the ultimatum caused a "sensation" among the public in Sofia; people thought that the moment had come for the Bulgarian requests to be satisfied.<sup>289</sup> The Bulgarian military attaché in Bucharest, Lt. Colonel Stefan Nedef, visited the Office of the Soviet Legation

<sup>280</sup> Arch. M.N.D., fund 5 417, dossier f. n., 1940, Position 971, f. 947.

<sup>281</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 91, 1940, f. 77.

<sup>282</sup> Ibidem, f. 78.

<sup>283</sup> Arch. M.N.D., fund 5 417, dossier f. n., 1940, Position 971, f. 980.

<sup>284</sup> Ibidem.

<sup>285</sup> Idem, dossier f. n., Position 972, 1940, f. 5.

<sup>286</sup> Ibidem.

<sup>287</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 91, 1940, f. 82-83.

<sup>288</sup> Arch. M.N.D., fund 5 417, dossier f. n., 1940, Position 971, f. 941.

<sup>289</sup> Idem, dossier f. n., 1940, Position 940, f. 426.

twice on 27 June.<sup>290</sup> A document entitled “The action of Bulgarian Irridentists in Romania” concluded that after the ultimatum, the spirit of the Bulgarian population in the country was inflamed, and the irredentism in the Quadrilateral was intensified.<sup>291</sup> Bulgarian communists were spreading the news that “the Quadrilateral would be liberated with the help of the Soviet Union.”<sup>292</sup> Bulgarian diplomats in Bucharest, on the other hand, had assumed that the Sofia Government “would try to ask the Romanian Government to settle the matter of Quadrilateral peacefully,”<sup>293</sup> with the support of the Axis who, in order to avoid a military conflict in the Balkans, had allegedly given Bulgaria guarantees as far back as March 1938.<sup>294</sup> All this talk was confirmed by Popov who, on meeting Filotti on 1 July, told him that he hoped the bilateral problems in suspension “would be settled in the spirit of mutual understanding,” and thus “Romania would do well not to make any military gestures in southern Dobrodgea.”<sup>295</sup>

In the spring of 1940 Hungary requested that the Treaty of Trianon be revised. A Magyar delegation called upon the legations of the Axis countries and stated that “the Trianon prescriptions now belonged to the past.”<sup>296</sup> At the same time, the Hungarians began to work on Romania’s public image, seizing any opportunity to discredit it. After 26 June Stephen Csaky and Pal Teleki met with the German ambassador to Budapest and inquired about his opinion on what Hungary should do “at this historical moment.” Csaky stated that “as long as Romania accepted all of the Russian demands, there was no reason why Hungary should not put forth claims that were more justified – ethnically and historically – than the Soviet ones.”<sup>297</sup> The German presence in Budapest circulated the idea that Hungarian claims “would be moderate enough.” The Hungarian press said that Budapest’s claims would “have to be considered,” at long last;<sup>298</sup> *Pesti Lloyd* appreciated Romania’s decision to accept the Soviet claims as “this was not only a wise action but also an important precedent”;<sup>299</sup> *Pesti Hirlap* commented, on 28 June, that the ultimatum “was sent with the consent of both Germany and Italy”<sup>300</sup> and was “the logical consequence of the world situation.” As a matter of fact, “news of the ultimatum did not take Southeastern Europe by surprise” and so Romania was compelled to “give up the principle of her territorial integrity, which she had accentuated in all possible circumstances.”<sup>301</sup>

<sup>290</sup> Idem, dossier f. n., 1940, Position 932.

<sup>291</sup> Idem, fund 5 418, dossier f. n., 1940, Position 932, f. 6.

<sup>292</sup> Ibidem, f. 1.

<sup>293</sup> Ibidem, f. 18.

<sup>294</sup> Ibidem.

<sup>295</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 91, 1940, f. 84.

<sup>296</sup> Ibidem, f. 78.

<sup>297</sup> Ibidem, f. 79.

<sup>298</sup> Arch. M.N.D., fund 5 417, dossier f. n., 1940, Position 971, f. 947.

<sup>299</sup> Ibidem, f. 977.

<sup>300</sup> Idem, dossier f. n., Position 940, f. 416.

<sup>301</sup> Ibidem, f. 417.

The Soviet ultimatum notes gave new hopes to Hungarian irredentists in Romania, who thought that their revisionist plans had now reached "the decisive stage." They counted, for this purpose, on the direct or indirect assistance of the USSR, "the only Great Power at the moment who was able to settle the territorial claims to their satisfaction."<sup>302</sup>

Alexandre Cretzianu invited the Soviet chargé d'affaires, Pavel Kukoliev, to come to the Ministry of Foreign Affairs on the morning of 27 June. The secretary general of the Romanian Ministry of Foreign Affairs informed him that until that hour, 10:30 a.m., of the two telegrams sent by Davidescu, the one containing the ultimatum had not yet arrived, though he had lodged several complaints with the Postal Service, which then contacted the Soviet Postal Service in Odessa. Next, they tried to get the note by cable, but the sound was blurred<sup>303</sup> and no one could make it out. The Romanian diplomat let Kukoliev know that he did not have the full text of the note or the adjoining map. He then asked the Soviet diplomat to hand him a copy of the two documents, but the latter said they had nothing like that at the Legation.<sup>304</sup>

This was the reason the Romanian Government decided to answer the USSR by saying that "they were prepared to begin, immediately and in the most civilized manner, talks on the claims presented by the Soviet Government." They then asked Moscow to fix the place and time that was most suitable for them.<sup>305</sup> The telegram from the government in Bucharest asked Davidescu to insist on "our desire to avoid an armed conflict and have as much understanding as possible for the Soviet initiative."<sup>306</sup> Additionally, as a measure of domestic policy, it began mobilization of the armed forces.

The reply from the Romanian Government was communicated to its embassies in Ankara, Athens, and Belgrade, and also to the legations in Rome and Berlin.<sup>307</sup> A few hours later, mobilization was postponed.<sup>308</sup> Davidescu was instructed to highlight Romania's wish of amiably settling Soviet demands.<sup>309</sup> Ambassador von Schulenburg intervened twice to ask the Soviet Government to delay the appointed deadline. On 27 June 1940, at 4:00 p.m., Molotov informed the German Minister that Moscow was not willing to move back the time, and that "except for an affirmative answer, Soviet troops would start their operations at midnight."<sup>310</sup>

<sup>302</sup> Idem, dossier f. n., Position 927, f. 3-8.

<sup>303</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 91, 1940, f. 201 ( Note about discussion Al. Cretzianu-P. Kukoliev).

<sup>304</sup> Ibidem, f. 202.

<sup>305</sup> Ibidem, f.194.

<sup>306</sup> Ibidem, f. 195.

<sup>307</sup> Ibidem, f. 200 (t. c., no. 38 985, 27 June).

<sup>308</sup> Ibidem, f. 196 (t. c., no. 39 029, 27 June).

<sup>309</sup> Ibidem, f. 195.

<sup>310</sup> Ibidem, f. 199 (t. no. 1 639, from Moscow, 27 June, 5:52 pm, signed Davidescu).

Granted this, the Crown Council was convened and the alternatives – resistance or acceptance – were dealt with. As King Carol II stated, “this news has struck me speechless, and upset me out of my wits. It is such a horrible thing that no Romanian mind can make anything of it. Whatever the risks, my opinion is that we should fight off such brutal aggression and prove true to our word, that we shall defend ourselves when we are being attacked... I am decidedly for resistance, Gigurtu cannot see how we could resist and Tătărăscu is of two minds, tempted to surrender. What is even worse is that we have no security for the Hungarian and Bulgarian frontiers, and we shall be in a truly bad spot if we are attacked from three sides. However, I simply cannot think, as king of this country, of surrendering territories which are obviously Romanian. The Soviet reasoning, to ask for Northern Bucovina as a slight reparation for twenty-two years of Romanian government in Bessarabia, is nothing short of ridiculous.”<sup>311</sup>

The first Crown Council was convened on 27 June at noon, and began with a survey of the latest events presented by Gheorghe Tătărăscu and Ion Gigurtu, followed by Florea Tenescu’s report on the military situation. The minister of national defense stated that war on three fronts is “asking for disaster. It is important that we maintain our army for worse days.”<sup>312</sup> But there were, from the start, two parties:<sup>313</sup> the first, headed by Nicolae Iorga, favored resistance; the second, led by Constantin Argetoianu, was for surrender. There were 11 votes “against” accepting the ultimatum (George Mironescu, Nicolae Iorga, Constantin Angelescu, Victor Iamandi, Victor Antonescu, Stefan Ciobanu, Silviu Dragomir, Traian Pop, Nicolae Hortolomei, Petre Andrei, and Ernest Urdăreanu) and 10 votes “for” (Constantin Argetoianu, Ernst Baliff, Ion Christu, Mircea Cancicov, Mihail Ghelmegeanu, Mitiță Constantinescu, Ion Ilcuș, Ion Macovei, Aurelian Bentoiu, Alexandru Vaida-Voevod); four men favored talks (Ion Gigurtu, Victor Slăvescu, Radu Portocală, Constantin C. Giurescu); and one abstention (Gheorghe Tătărăscu).<sup>314</sup> All of the participants, with the exception of Baliff, called for mobilization of the army. The reasoning in the draft response written by Tătărăscu was qualified by the King as “indubitably logical,” but, “besides logic, there are national and political morals to be considered; one should resist these kinds of brutal interventions.”<sup>315</sup> The minister of national defense stated that Romania was “not ready to fight”<sup>316</sup> and the minister of military procurements opposed war because “Romania was not prepared.”<sup>317</sup> Alexandru Vaida-Voevod, the president of the parliament, was handed a letter by Onisifor Ghibu which read:

<sup>311</sup> Carol al II-lea, *op. cit.*, vol. 11A, p. 672.

<sup>312</sup> Ibidem.

<sup>313</sup> Ibidem, p. 673.

<sup>314</sup> Ibidem, p. 673-674.

<sup>315</sup> Ibidem, p. 675.

<sup>316</sup> The Library of the Academy, Arch. Brătianu fam., MSS. 1.

<sup>317</sup> Ibidem; Ioan Scurtu, *Din viața politică a României 1926-1947*, (București, Ed. Științifică și Enciclopedică, 1983), p. 420; Great Britain, P.R.O., F.O. 371, 30 007, 1941, f. 4; Arch. M.N.D., fund 5 417, dossier f. n., 1940, Position 941, f. 61, 62.

"I cannot imagine how it is that you, who in 1919 had the Entente Powers recognize the union of Bessarabia with Romania, should now preside over Romania's Parliament and surrender that province to a Power which has absolutely no right over it. No one in the Parliament should ever ratify the horrible seizure that the conscience of our people rejects with all its spirit, convinced that this war cannot but end up trampling over justice and everything that means humanity."<sup>318</sup>

On 27 June Ion Gigurtu received the new Soviet minister in Bucharest, Anatoli Lavrentiev, who was accompanied by Pavel Kukoliev. Lavrentiev confessed that he had learned about the ultimatum from the chargé d'affaires, who had discussed this with Alexandre Cretzianu. He said that he "was not acting on instructions, and as such he could have his say only as a private citizen."<sup>319</sup> The Soviet diplomat requested that the answer to the Soviet Government be sent directly, but he would like to be informed of it. He went on to say that a mobilization of the armed forces "would not make a good impression, on the contrary" it would be embarrassing because, "if there will be war, Romania will lose much more than she is losing now."<sup>320</sup> The Romanian Government answered that it was ready to begin talks, but Molotov sent another note on 27 June, giving only twelve hours and demanding that Soviet troops occupy the territories of Bessarabia and Northern Bucovina within four days, as of 28 June, 2:00 p.m., Moscow time.

Gheorghe Davidescu handed Molotov the Romanian note at 8:50 p.m., Bucharest time, and the latter told him that his colleagues, especially the military, were very unsatisfied with Romania's answer, which seemed not to know the exact situation along her frontiers." He said that Moscow would "wait until that day at noon" for Romania's answer and "would not consent to another delay."<sup>321</sup> If not, Davidescu concluded in his telegram, the Soviet Union would take charge.<sup>322</sup> The Romanian minister was summoned at 1:30 a.m. so as to be given Moscow's answer, which considered the Romanian reply of 27 June to be "imprecise, because it did not go straight to the point and say that the Soviet Government's demand had been accepted." Davidescu intimated that the neutral answer from Bucharest meant its consent to the ultimatum, and as such Moscow proposed: 1) within four days, starting on 28 June, 2:00 p.m. Moscow time, Romanian troops should evacuate Bessarabia and Bucovina; 2) Soviet troops will have occupied the territory of Bessarabia and Northern Bucovina in the meantime; 3) Soviet troops will have occupied Cernăuți, Chișinău, and Cetatea Albă by 28 June; 4) Romania's Royal Government should assume the responsibility of maintaining, in good working

<sup>318</sup> Oct. Ghibu, *Prolegomena la o Educație românească*, (Universitatea Regele Ferdinand I, Cluj, Institutul de Pedagogie și de Educație a națiunii, București, Ed. C.R., 1941), p. 891.

<sup>319</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 91, 1940, f. 203, 204.

<sup>320</sup> Ibidem, f. 204.

<sup>321</sup> Ibidem, f. 222 (t. no. 1 641, 28 June, 2:40 am, from Moscow, signed Davidescu).

<sup>322</sup> Ibidem.

order, the railways, locomotive engines, carriages, bridges, warehouses, airports and airfields, industrial facilities, power plants, and postal and telegraph services; and 5) a commission, formed of two members each government, should be appointed to settle the matter concerning the evacuation of the Romanian army and institutions from Bessarabia and Northern Bucovina.<sup>323</sup> The Soviet Union insisted that these proposals should be answered no later than 28 June, 12:00 p.m., Moscow time.

In the meantime, a second Crown Council was convened. Only six of the twenty-six participants favored resistance. "Their names," the king wrote, "were worth inscribing in gold, as examples of Romanian dignity: Nicolae Iorga, Victor Iamandi, Silviu Dragomir, Traian Pop, Ștefan Ciobanu, and Ernst Urdăreanu."<sup>324</sup>

Following the two Crown Councils and the advice given by its allies in the Balkan Entente, Romania decided to evacuate Bessarabia and make the frontier along the Prut River; it agreed with the Soviet demand that the cities of Chișinău, Cernăuți, and Cetatea Albă<sup>325</sup> be surrendered on 28 June. A telegram sent by the minister of foreign affairs, Constantin Argetoianu on 28 June instructed Davidescu to hand Molotov the following reply at 11:00 a.m.: "In order to avoid the most serious consequences that the use of force and the outbreak of hostilities would have on this part of Europe, the Romanian Government is compelled to agree to the evacuation conditions quoted in the Soviet note. However, the Romanian Government would like the terms for Point 1 and Point 2 extended, because the evacuation of these territories would be hard to carry out within four days due to the heavy rains and the floods which have damaged the roads."<sup>326</sup> The minister of foreign affairs thought that the joint commission, stipulated in Point 5 of the conditions, could "discuss and settle this question."<sup>327</sup> The Odessa Commission was at work from 28 June to 31 October 1940. Once in Odessa, on 29 June, they demanded that the evacuation deadline be moved further back, objected to the quick advance of the Soviets, and asked them to hold their positions for some time. On 30 June, at 12:00 p.m., the commission suggested an evacuation plan that would leave some distance between the two armies, insisted that the trains carrying refugees be allowed free passage, and again insisted that Soviet troops not hinder the retreat of the Romanian armies.<sup>328</sup> The commission managed to repatriate 13,750 people, including almost all of the officers, and received the approval that all the people quoted by the Romanian delegation should return home. In addition, they managed to preserve state patrimony worth 1,250 billion lei; they also succeeded in keeping 1.5 billion lei worth of Romanian military supplies, and 400 million lei worth of commercial ships formerly claimed by the Soviet Union.<sup>329</sup>

<sup>323</sup> Ibidem, f. 221.

<sup>324</sup> Carol al II-lea, *op. cit.*, vol. 11A, p. 676.

<sup>325</sup> Arch. M.N.D., fund 5 418, dossier f. n., 1940, Position 1 833, f. 74.

<sup>326</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 91, 1940, f. 220.

<sup>327</sup> Ibidem, f. 217, 218.

<sup>328</sup> Arch. M.N.D., fund 950, Position 706, dossier 10, vol. 2, 1940, p. 410.

<sup>329</sup> Ibidem, f. 467.

Nevertheless, the Soviet Union hastened the pace of the occupation, violating the protocol, and thereby preventing not only the evacuation of the materials, but also of the troops. On 29 and 30 June the rapid movement of Soviet motorized forces made it difficult for Romanian troops and materials to withdraw.<sup>330</sup>

Minister Gheorghe Davidescu had several meetings in Moscow. On 28 June, at 11:20 p.m., he communicated the names of the delegates to the Odessa Commission to Vladimir Dekanozov, as Molotov was not available at that moment, and informed him of the request of the Romanian Government regarding the portion of Bucovina to be surrendered for the prolongation of the evacuation deadline until 8 July.<sup>331</sup> The Romanian diplomat saw Molotov on 29 July in the afternoon, and told him that "the evacuation of the sectors surrendered by the Romanian troops could not go on at the same rapid pace as the advance of the Soviet motorized troops."<sup>332</sup> Molotov answered that he approved of the prolongation of the deadline until 3 July, 1:00 p.m. Moscow time, by when the evacuation should have reached the Prut, and that he will give immediate orders that: 1) Soviet troops should observe the established pace; 2) detained persons be set free; 3) all the mentioned irregularities be investigated.<sup>333</sup>

Two things came into bold relief in the days following the presentation of the ultimatum notes. The first was the rapid pace of the Soviet troops, whose motorized divisions reached the Prut by 30 June.<sup>334</sup> The orders given by the General Staff in Bucharest stated that "whenever Soviet units exceed the ordered pace of the evacuation, objections should be made to the effect that Romania and the Soviet Union are not at war with each other, and they had formerly agreed to carry out these operations in a peaceful rather than hostile manner."<sup>335</sup> Because of this rapid pace of the Soviet troops and their unwillingness to observe the plan designed by the Romanian General Staff, the Prut River and the southern frontier of Moldavia were reached on 29 and 30 June respectively, instead of 3 July 1940, at 1:00 p.m. Soviet troops adopted a hostile attitude, shooting, taking hostages, disarming Romanian units, and plundering 2,750,900,803 lei worth of war materiel,<sup>336</sup> and confiscating the evacuation trains.<sup>337</sup>

The second element was the transgression of the territory drawn on the map accompanying the ultimatum note for the frontier east of Mamornița. Davidescu advised that a complaint be lodged in Berlin to show that "this was neither Bessarabia nor Bucovina, but a territory of the Old Kingdom."<sup>338</sup> The Romanian minister in

<sup>330</sup> Arch. M.N.D., fund 5 418, dossier f.n., Position 1 833, 1940, f. 11.

<sup>331</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 91, 1940, f. 217 (t. no. 1 615, 28 June, from Moscow, signed Davidescu).

<sup>332</sup> Ibidem, f. 236.

<sup>333</sup> Arch. M.N.D., fund 5 418, dossier f. n., 1940, Position 1 851, f. 122; Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 91, 1940, f. 238.

<sup>334</sup> Arch. M.N.D., fund 5 418, dossier f. n., 1940, Position 1 833, f. 16.

<sup>335</sup> Idem, dossier f. n., 1940, Position 1 851, f. 121.

<sup>336</sup> Idem, fund 950, dossier f. n., 1940, Position 766, f. 1.

<sup>337</sup> Idem, fund 5 418, dossier f. n., 1940, Position 1 851, f. 123.

<sup>338</sup> Arch. M.F.R., fund 71, U.S.S.R., dossier 91, 1940, f. 235 (t. no. 1 667, of 29 June).

Moscow let Molotov know that the imprecision of the phrase “in the region of Herța” in the first Soviet note aggravated the situation considerably, now that Soviet troops had entered the territory of Romania’s Old Kingdom. He reminded the commissar that on the night of 26 June he had requested “a detailed description of the line under question” and had demanded that “the matter be re-examined” by “rectifying the line east of Mamornița.”<sup>339</sup> Molotov replied that this problem would be addressed by the Odessa commission, but its settlement “seemed to be difficult to him.”<sup>340</sup> Schulenburg was aware of it, but could not take action without instructions from his government<sup>341</sup> which, when informed of this, agreed with Romania’s position.<sup>342</sup> To resolve this problem, Davidescu tried to see Stalin, but was told that the latter was “extremely busy.”<sup>343</sup> At the next meeting, Vladimir Dekanazov told the Romanian diplomat that the Soviet Government did not agree to changing the “accepted” line in Bucovina. Again, Davidescu demonstrated that the line in question was far from having been “accepted.”<sup>344</sup>

As for Great Britain’s attitude with regard to the events of June 1940, as a signatory of the Paris Protocol, recognizing the union of Bessarabia with Romania, it had obligations to fulfill. Despite repeated efforts by the Romanian Government to include a Soviet clause in the guarantees of April 1939, the British Foreign Office either refused to do so, or made provisions that annulled any practical significance in the long run.<sup>345</sup> The British minister in Bucharest gave the Foreign Office details of the Soviet ultimatum on 27 June. As for the Romanian reply, Reginald Hoare considered it to be “conciliatory in tone” although it “by no means implied complete acceptance.”<sup>346</sup> The British diplomat did not exclude the possibility that this answer would not reach Moscow in due time, because of faulty telephone communications. The next day, V.V. Tilea went to the British Foreign Office and said that Romania’s answer “was short,” suggesting the “desire” of the Romanian Government “to talk over the Soviet proposals.” He admitted that at long last Romania “bowed to force” as the consulted governments had recommended a “peaceful understanding.” Tilea was afraid Romania would suffer the same fate as Poland “but counterclockwise, first invaded by the Soviets and then by the Germans.”<sup>347</sup> He asked that the British press present the truth with regard to Romania’s territorial losses which, in his opinion, “were to be short-lived and met with no international recognition.” As for the telegrams sent by Hoare, F.D.L. Brown thought that the ultimatum was given “with the consent of Germany and

<sup>339</sup> Ibidem, f. 237.

<sup>340</sup> Ibidem.

<sup>341</sup> Ibidem, f. 235.

<sup>342</sup> Ibidem, f. 261 (t. c. no. 39 469, of 30 June, to Moscow, signed Argetoianu).

<sup>343</sup> Ibidem, f. 249 (t. no. 1 695, from Moscow, 30 June, 10:15 pm, signed Davidescu).

<sup>344</sup> Ibidem, f. 252 (t. no. 1 677, 30 June, from Moscow, signed Davidescu).

<sup>345</sup> Great Britain, P.R.O., F.O. 371, 24 968, f. 134 (t. no. 592, 27 June, signed R. Hoare).

<sup>346</sup> Ibidem, f. 135 (t. no. 594, 27 June, signed R. Hoare).

<sup>347</sup> Ibidem, f. 168; see John Colville, *The Fringes of Power: Downing Street Diaries, 1939-1955*, (London, 1955, Hodder and Stoughton), p. 173.

Italy" and that from the British point of view, "this occupation of Bessarabia, if limited to that territory, did not change the present state of affairs very much." Romania's position was considered to be "inevitable," and the reactions of Hungary and Bulgaria were driven by "an immediate interest."<sup>348</sup> Another British diplomat, Ph. Nichols, thought that the Axis Powers would, for the moment, prevent both Budapest and Sofia from taking actions against Romania.<sup>349</sup> In his memoirs, Sir Samuel Hoare wrote that once Romania had accepted the ultimatum notes, "very dangerous"<sup>350</sup> consequences were in store for it that were to drive it into the Axis camp.

On 5 July the British minister to the Vatican, Sir D.G. Orwile, sent a report to the Foreign Office that reproduced the article published by *Osservatore Romano* on 1 July, with reference to the Soviet ultimatum. The article noted that Russian domination over Bessarabia lasted from 1821 to World War I. Before 1821, as early as the 14th century, Bessarabia was part of the principality of Moldavia. Despite the Russification policy of Czarist Russia, Bessarabia was fundamentally a region with a majority Romanian population. Thus, even when the Russian and Ukrainian populations were joined together, they were a minority compared to the Romanian population of about two million. In Bucovina, as Moscow itself admitted, the Russian minority was not significant. Indeed, apart from any treaties and historical considerations, the ethnic elements confirmed the Romanian character of Bucovina, which joined Romania in 1918, not as the result of a treaty, but after a plebiscite. Only then were the treaties signed, confirming and recognizing this already established fact.<sup>351</sup>

Lord Halifax was visited by the Soviet ambassador on 10 July, who stated that "those who would like to have their share of Romania might make use of this situation."<sup>352</sup> Ivan Maisky was tempted to think that this could be done without war. The British Foreign Office considered that the surrender of Bessarabia and Bucovina weakened Romania a great deal, both economically and politically, and it was highly unlikely that she could resist German claims. As a result, the Soviet Union had its strategic position strengthened considerably.

Immediately after the territorial cessions in June 1940, the British press began analyzing them. It was considered that the Soviet ultimatum did not take Berlin by surprise. According to the Havas Agency, reported by Reuter on 28 June, Romanian political officials in London thought that Bucharest had to surrender because it lacked the means to resist. The BBC recognized, on 28 June, at 10:30 p.m., that the ultimatum note "was not given without the prior consent of Germany" and it "stirred up talks and hopes in Hungarian and Bulgarian political

<sup>348</sup> Great Britain, P.R.O., F.O. 371, 24 968, f. 131.

<sup>349</sup> Ibidem, f. 132.

<sup>350</sup> Samuel Hoare, First Earl of Templewood, *Ambassador on Special Mission*, (London, Collins, 1946), p. 26.

<sup>351</sup> Great Britain, P.R.O., F.O. 371, 24 968, f. 127, 128.

<sup>352</sup> Ibidem, f. 174 (t. no. 268, from London, 10 July, Halifax to Cripps).

circles";<sup>353</sup> on 5 July, the BBC broadcast, in its Greek program, reported the talks between Winston Churchill and Ivan Maisky, concluding that German-Soviet relations "were constantly worsening," the action against Bessarabia and Bucovina having an important role in this.<sup>354</sup> Some British newspapers speculated that the loss of Bessarabia originated in the Molotov-Ribbentrop Pact, and further commented that the Soviets went beyond their understandings with the Reich.<sup>355</sup> *The Times* considered that the annexations had to be seen as a new stage in the policy that the Soviets had pioneered in the Balkans, but this "initiative" by Moscow "was not profitable for Germany." It was mentioned that Romania renounced its guarantees "to save" Transylvania and Dobrodgea.<sup>356</sup>

American officials and the press, true to the Stimson doctrine, which advocated the non-recognition of territorial changes made by force, were sympathetic to the Romanian cause in June 1940.<sup>357</sup> The Swiss press, likewise, was critical of the Soviet note. *Journal de Genève* published an article "The Amputated Romania" which showed that, "limited to her own resources, Romania could not but bow to the formidable superiority of the Soviet armies; as a matter of fact, other threats were looming... Romania was the first victim of the Soviet imperialism in that part of Europe."<sup>358</sup> Journalist Carl Gyr reported, in his article "Bessarabia and Northern Bucovina are Being Evacuated," among other things, that the Soviet claims on the Romanian provinces "are based exclusively on the rights of the stronger, on the most brutal force and on the communist interpretations of rights."<sup>359</sup>

In late June, 1940, the Bucharest Government did not give its consent to the surrender of Bessarabia and Northern Bucovina, but only to the evacuation of these Romanian provinces under the threat of force. Her decision was caused by: 1) the defeat of the British and French armies and the French armistice which canceled the guarantees of 13 April; 2) the reports by the Ministry of National Defense and the General Staff to the effect that materiel and ammunition reserves allowed the Romanian army to fight for no more than three months; 3) the pressure that Germany and Italy had been putting on them for some time; and 4) the threatening attitude of Hungary and Bulgaria and the lack of allied assistance from the Balkan Entente.

The annexation by the Soviet Union of these historically Romanian territories was groundless, as it considered neither the will of the population nor the consent of the Romanian Government, which never concluded any act confirming

<sup>353</sup> Arch. M.N.D., fund 5 417, dossier f. n., Position 971, f. 953-955.

<sup>354</sup> Ibidem, f. 987.

<sup>355</sup> Idem, Position 972, dossier f. n., 1940, f. 224.

<sup>356</sup> Ibidem, f. 14.

<sup>357</sup> Hoover Archives, Palo Alto, U.S.A., Brutus Coste Papers, Box no. 1; F.R.U.S., 1940, I, p. 496-527; Ph. Mosely, "Is Bessarabia Next?" in *Foreign Affairs*, XIX October 1940, pp. 237-244; V.F. Dobrinescu, *România și S.U.A., 1918-1947*. (Iași, 1989), p. XII.

<sup>358</sup> Arch. M.N.D., fund 5 417, dossier f. n., Position 971, f. 92.

<sup>359</sup> Idem, dossier f. n., 1940, Position 940, f. 480.

the surrender or delimitation of the occupied territories with Moscow. The ultimatum notes were a show of force, and they violated all the Soviet Union's former commitments. Following this, Romania discovered that it was completely isolated, without any allies, and was pressed between two Great Powers – the Soviet Union and Nazi Germany – who were allies until September 1940. The surrender of Bessarabia and Northern Bucovina caused the disorganization of the national economy and considerably weakened its defensive capabilities; the national wealth declined from 8,717 million dollars to 6,220 million dollars,<sup>360</sup> and, to top it all off, officials in Budapest and Sofia were encouraged in their revisionist plans. Asking for support from Berlin, Rome, and Moscow, they forced Romania to begin talks and eventually surrender two additional parts of its territory: northern Transylvania and southern Dobrodgea.<sup>361</sup> These acts again imposed the right of force over the force of the right. This was the true meaning of the widespread opposition of the Romanian people, embodied in a protest signed by the founders of Greater Romania and several other personalities of the time: Nicolae Iorga, Iuliu Maniu, Ion Mihalache, Mihai Popovici, N.D. Chirculescu, A. Costinescu, C.D. Dimitriu, A.C. Cuza, Gheorghe I. Brătianu, G.G. Mironescu, Constantin C. "Dinu" Brătianu, M. Oromolu, George Cipăianu, Dr. Daniel Ciugureanu, Octavian Tăslăuanu, and Nicolae Polizu-Micșunescu. As the document read:

"Yesterday's ultimatum, followed by the immediate occupation, cannot find any historical or legal grounds, and the estrangement of such a large portion of united Romania treads upon the rights of three million Romanian peasants and a layer of intellectuals devoted to the national cause. Without considering necessities that are far too important to be ignored, the signatories – most of them the founders of the new Romanian state within its natural borders – cannot ever legally recognize, in the name of the Romanian state and people, what is nothing more than an act of usurpation caused by the, certainly temporary, confusion of concepts in this unparalleled age of crisis."

The surrender of Bessarabia and Northern Bucovina following the Soviet ultimatum notes destroyed the achievements of the Romanian nation in 1918, and violated the plebiscite decisions for union in Chișinău and Cernăuți. This show of force occurred at a moment when Romania was completely isolated in political, military, and diplomatic terms, and it eliminated the possibility of any free, mutual agreement. In the long run, the course of Romanian history after 26 June 1940 was connected with the surrender of these two historical provinces which was to place the country, even before it entered the war, in the category of the victims rather

<sup>360</sup> Hoover Archives, Palo Alto, U.S.A., G. Caranfil Papers, Box no. 1.

<sup>361</sup> A.D.A.P., Series D, vol. 10, p. 96, 97.

than that of the aggressors. In other words, the occupation of the two Romanian provinces accounted for Romania's joining the Axis Powers. When he was seen by Molotov on 24 June 1941, Romanian minister Grigore Gafencu stated that:

"The USSR did nothing to prevent today's painful conflict between our countries. Last year's ultimatum that claimed not only Bessarabia, but also Bucovina and part of old Moldavia, the repeated trespassing on Romanian territory since that time, and the show of force on the Danube while talks for the settlement of the demarcation lines were in progress, helped destroy any Romanian confidence in the Soviet Union, which has given us every reason to consider it as a genuine threat to the very identity of the Romanian people. We then searched for help elsewhere. We would not have had any use for this help, and we would not have searched for it, if we had not been hurt and if we had not felt that we were under threat."<sup>362</sup>

<sup>362</sup> Grigore Gafencu, *Jurnal. Iunie 1940-Julie 1942*, (Eds. Ion Ardeleanu, Vasile Arimia, Bucureşti, 1992), p. 152.

## LE DIKTAT DE VIENNE

ION AGRIGOROAIEI

La Roumanie se paracheva en 1918, à la suite de l'union de la Bessarabie, de la Bucovine et de la Transylvanie avec le Royaume de Roumanie. Les actes de l'union adoptés à Chișinău, Cernăuți et Alba Iulia – dans une réunion à caractère plébiscitaire (représentatif) – précisaien également le sens du développement démocratique de la société roumaine; exempts de tout chauvinisme, ces actes témoignaient de la remarquable maturité politique du peuple roumain, de son esprit de tolérance qui l'a toujours animé.

Les milieux dirigeants de Roumanie eurent vite fait de comprendre la nécessité de transformations radicales, condition indispensable pour consolider l'État national unitaire et faire progresser le pays dans tous les domaines d'activité: le vote universel prit la place du vote censitaire, on entreprit une large réforme agraire, on reconnut l'égalité des droits de tous les citoyens indifféremment de leur appartenance ethnique, linguistique et religieuse, on adopta une Constitution, une loi de l'enseignement primaire et une réforme administrative nouvelles, etc. Dans la Roumanie réunie, le régime démocratique parlementaire s'en trouva consolidé, de sorte que les tendances politiques dictatoriales n'eurent accès au pouvoir qu'à la fin de l'entre-deux-guerres<sup>1</sup>.

En comparaison de la période qui avait précédé la Grande Union, on enregistra des résultats notables dans l'évolution de l'économie, de l'urbanisme, – voire brillants – dans les domaines de l'enseignement et de la culture. Les énergies de toutes les provinces, de tous les coins du pays se conjuguèrent afin de réaliser cet essor, des fruits duquel allaient bénéficier à la fois la population roumaine et les minorités nationales du pays entier. Une fois les barrières politiques artificielles rompues et les provinces historiques replacées dans un seul État, on assista à un remarquable progrès, qui allait marquer plus de deux décennies de symbiose roumaine. «La renaissance économique de la Transylvanie, après qu'elle eut retrouvé son rôle historique au sein du pays – constatait Simion Mehedinti – représente la preuve incontestable que la province située au centre du pays constitue une unité organiquement liée au reste de l'État roumain»<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Ioan Scurtu, *Istoria României în anii 1918-1940. Evoluția regimului politic de la democrație la dictatură*, București, 1996, p.31 et suiv.

<sup>2</sup> Simion Mehedinti, *Opere complete*, vol. I, București, 1943, p.223; I. Agrigoroaiei, *Economic consequences of the accomplishment of the Unitary Romanian National State*, in «Nouvelles Études d'Histoire», VI/2, București, 1980, p.131 et suiv.; idem, *Transilvania în cadrul României întregite*, in *Transilvania în istoria și conștiința românilor*, Iași, 1985, pp.146-156.

L'évolution matérielle et spirituelle de la Roumanie en raffermit le spécifique national, tout en lui permettant de s'intégrer plus intensément encore à la civilisation et à la culture européennes. En dépit des difficultés d'adaptation, des convulsions, des retards et des abus, la Roumanie parvint néanmoins à s'engager sur une voie ascendante, à un rythme considérablement accru – par rapport à la période antérieure à 1918 – progrès interrompu brutalement par les événements qui marquèrent l'année 1940.

La Transylvanie (en entendant par là la Transylvanie proprement dite, le Banat, la Crișana et le Maramureș) est constitutive de l'espace d'ethnogenèse et de continuité roumaines. La terre transylvane a constitué pour les Roumains une citadelle qu'ils ont âprement défendue, en tenant tête aux invasions qui s'étaient succédé le long des siècles. «C'est là - écrit un auteur américain – que prit naissance l'être même de l'ethnie roumaine»<sup>3</sup>.

Réunis non seulement de par leur genèse commune, mais encore par leur foi ou par le synchronisme des mouvements historiques, par la continuité de leur cohabitation, les Roumains des différentes provinces sont des branches appartenant au même tronc. La Transylvanie est «le pays de la genèse, des fondateurs, de l'authenticité ethnique, de la suprématie numérique, c'est la branche qui ne s'est jamais détachée du grand tronc ethnique, si ce n'est ce tronc même». Une circulation continue, par-dessus les obstacles, les Carpates, les douanes passagères, fit réunir «toutes les provinces dans un tout idéal, avant la réalisation du tout politique»<sup>4</sup>. Il y eut, le long des siècles, des colonisations importantes, notamment de Magyars, de Szekler et de populations d'origine allemande («Sași» et «Şvabi»), on fit subir aux Roumains une politique de dénationalisation; pourtant, les différentes dominations étrangères ne parvinrent ni à changer le caractère ethnique<sup>5</sup>, ni à annuler l'organisation caractéristique de la Transylvanie. La province acquit, incontestablement, certaines particularités de civilisation et de culture, subit des influences, mais demeura toujours *roumaine*. «La Transylvanie est organiquement connexée au territoire dace dans sa totalité, et les Roumains prouvent une résistance ethnique étonnante, en défiant l'oppression et la discrimination séculaires, dans leur marche ferme vers ce qu'allait représenter l'année 1918, où „le miracle” de la réunification roumaine put se produire»<sup>6</sup>.

Le 1<sup>er</sup> Décembre 1918, date qui marqua l'union de la Transylvanie, de même que le processus historique tout entier de cette année-là, détermina le parachèvement

<sup>3</sup> Milton G. Lehrer, *Ardealul pământ românesc (Problema Ardealului văzută de un american)*, București, 1989, p.34.

<sup>4</sup> Mircea Ziciu, *Ca o imensă scenă, Transilvania ...*, București, 1996, p.17.

<sup>5</sup> Conformément au recensement de 1930, la structure ethnique de la population était la suivante: la Transylvanie (proprement dite): 57,6% Roumains, 29% Hongrois, 7,9% Allemands, 2,4% Juifs, etc.; le Banat: 54,4% Roumains, 23,7% Allemands, 10,4% Hongrois, 4,3% Serbes, Croates, Slovènes, etc.; la Crișana et le Maramureș: 60,7% Roumains, 23,1% Hongrois, 6,4% Juifs, 4,8% Allemands, etc. (*Recensământul general al populației României din 29 decembrie 1930*, vol. II, București, 1938, p.XXVII).

<sup>6</sup> Dan Berindei, *Cuvânt înainte, în Istoria României. Pagini transylvane*, Cluj-Napoca, 1994, p.7.

de l'union d'État et s'imposa en tant qu'un moment historique décisif du destin de la Roumanie et, en même temps, comme un moment significatif de l'histoire universelle<sup>7</sup>. La lutte de libération nationale des Roumains n'a pas été un phénomène isolé; bien au contraire, la réalisation complète de l'unité d'État faisait partie d'un processus caractéristique d'une large aire, et qui allait modifier positivement, dans sa substance même, la carte politique de l'Europe centrale, de l'Est et du Sud-Est du continent. Dans un certain sens, on peut affirmer que «le siècle des nationalités» prend fin à l'époque où, en conformité avec les droits historiques et ethniques des nations, les frontières sont tracées et consacrées.

C'est à la Conférence de la Paix de Paris (1919-1920) que revint, entre autres, la difficile mission de reconnaître, au point de vue juridique international, ces frontières et, implicitement, la réalisation de la Roumanie réunie (la Grande Roumanie). Le 6 mai 1920, la Conférence de la Paix, qui avait examiné plus de deux mois, dans ses commissions spécialisées, les documents présentés par la délégation hongroise, remit à cette dernière une lettre signée par le président de la Conférence, A. Millerand. On y désapprouvait, entre autres, l'idée de l'organisation d'un plébiscite sur les anciens territoires possédés par la Hongrie, et l'on y soulignait que «la volonté des peuples s'est exprimée au cours des journées d'octobre et de novembre 1918, où la double monarchie s'effondra et que les populations longtemps opprimées s'unirent à leurs frères, Italiens, Roumains, Yougoslaves et Tchécoslovaques». On y précisait également que les frontières fixées n'allaien pas être modifiées, et que le gouvernement hongrois était invité à signer le traité tel qu'il était formulé. Le 17 mai 1920, le comte Teleki, ministre des Affaires Étrangères, remit au président Millerand une note par laquelle la Hongrie s'engageait à signer le traité de paix<sup>8</sup>.

Le 4 juin 1920, à Trianon, la France, l'Angleterre, l'Italie, les États-Unis d'Amérique, le Japon, la Roumanie, le Royaume serbo-croato-slovène, la Tchécoslovaquie et neuf autres États d'une part, la Hongrie d'autre part signèrent le Traité de paix. Au nom de la Roumanie, il fut signé par I. Cantacuzino et N. Titulescu. Ainsi consacrait-on internationalement l'union de la Transylvanie à la Roumanie, même si – pour des raisons que nous ne discutons pas ici – la frontière avec la Hongrie avait été repoussée plus à l'est par rapport à celle que – par le Traité signé à Bucarest, le 4/17 août 1916 – l'Angleterre, la France, l'Italie et la Russie avaient promise à la Roumanie<sup>9</sup>. «Incorporés de fait au Royaume de Roumanie en décembre 1918, ces territoires à majorité roumaine furent reconnus de droit comme appartenant à l'État roumain par le Traité de Trianon du 4 Juin 1920: au nord jusqu'à Maramureş, avec les villes de Sighet et Baia Mare, et à l'ouest jusqu'à la Plaine Pannonienne, avec la Crişana et le Banat (les villes d'Oradea, Arad et Timișoara)»<sup>10</sup>.

<sup>7</sup> Stefan Pascu, *Desăvârsirea statului național unitar român*, in *Istoria României ...*, p.382.

<sup>8</sup> C. Botoran, I. Calafeteanu, Eliza Campus, Viorica Moisuc, *România și Conferința de Pace de la Paris (1918-1920)*, Cluj-Napoca, 1983, p.394.

<sup>9</sup> Milton G. Lehrer, *op. cit.*, pp.243-244.

<sup>10</sup> Jean Nouzille, *Transilvania, zonă de contacte și conflicte*, Bucureşti, 1995, p.9 (c'est nous qui soulignons - I.A.).

Après la signature du traité de paix de 1919-1920, les objectifs fondamentaux de la politique étrangère de l'État roumain furent de sauvegarder l'intégrité et l'indépendance nationales, de coopérer avec les États intéressés à maintenir l'ordre européen. L'idée d'un ordre territorial acquiert, pour l'Europe au moins, une acception nouvelle, étant étroitement liée à l'idée de progrès et de paix. Les tendances revanchardes, révisionnistes – apparues immédiatement après la formation et la consécration des États nationaux – renfermaient les éléments de la politique de force et préfiguraient un nouveau conflit.

Sitôt après la signature du Traité de Trianon, la Hongrie déclencha une violente campagne révisionniste, une propagande à grande échelle, en Occident, invoquant l'injustice qu'on lui avait infligée à la suite de la réduction substantielle du territoire de son État. À retenir que cette propagande se gardait de remettre en cause les événements de 1918; elle attaquait inlassablement le Traité de Trianon. De nombreuses campagnes de presse en Hongrie et ailleurs (en Angleterre notamment), des brochures, des cartes, des conférences, des démonstrations, des organisations nationalistes, etc. s'alignaient à des slogans tels: «À bas le Trianon! Non, non, nous n'accepterons jamais le Trianon!». N. Iorga précisait à ce sujet: «À la suite d'interminables tergiversations et tentatives de toute sorte, la délégation hongroise signa le traité de paix par lequel ce qu'on appelait territoire national était réduit aux limites strictement nationales, requises depuis longtemps par la justice, et qui heureusement se trouvaient exigées aussi par le nouvel esprit qui règne sur la vie internationale». À partir de l'instant même où «la plume de la délégation signait le traité „de déchirement”, qui n'en est qu'un de juste démarcation entre les peuples», la Hongrie affirma «sa décision de mener un infatigable combat afin de reconquérir ses anciennes frontières». Le grand historien estime que «le peuple magyar a mieux à faire que reconquérir ses frontières au-dehors, à savoir: refaire son âme au-dedans», en lui faisant subir un examen et la transformant de médiévale en moderne<sup>11</sup>.

C'est un fait généralement connu que le révisionnisme magyar fut, premièrement, celui des milieux dirigeants qui étaient au regret d'avoir perdu leur ancien statut privilégié (c'est là l'origine du procès des optants) et s'opposaient à la démocratisation de la Hongrie, après la première guerre mondiale. «On peut s'expliquer l'affliction des milieux gouvernants magyars lorsque la Hongrie revint entre ses frontières ethniques, après avoir mené grand train, des siècles durant, dans les châteaux des grandes propriétés foncières qu'avaient travaillées, ensemble, des serfs magyars et roumains. Cette oligarchie incorrigible avait dressé une muraille infranchissable autour de l'État magyar, en stoppant la pénétration des idées de liberté et de démocratie, tout comme des réformes économiques et sociales [...]. Le peuple magyar et notamment la masse des paysans ne devait pas être contaminé par cette idéologie qui mettait en danger l'existence même de l'oligarchie hongroise. Aussi devait-on, coûte que coûte, distraire l'attention du peuple hongrois des réalisations démocratiques et des réformes économiques, sociales et politiques qui

<sup>11</sup> C. Bușe, N. Dascălu, *Nicolae Iorga și revizionismul maghiar*, București, 1993, pp.29-30.

avaient cours au-delà des frontières de l'Etat hongrois. Et pour ce faire, on entraîna la nation tout entière dans la lutte vénémente pour la révision du Traité de Trianon, qui avait mutilé la Hongrie et laissé hors de ses frontières les frères magyars de Transylvanie. Dorénavant, tous les malheurs et les souffrances du peuple hongrois reviennent à l'„odieux” Traité de Trianon, et seule la réunion de la Transylvanie à la patrie hongroise est en mesure de les guérir»<sup>12</sup>.

Le journaliste et écrivain magyar Fényes Samu se réfère largement dans son livre, *La Hongrie révisionniste*<sup>13</sup> à l'attitude de l'«oligarchie magyare médiévale» qui, à l'intérieur, n'a pas réalisé «une large réforme agraire, pareille à celle de Roumanie ou de Tchécoslovaquie» et a formulé, à l'extérieur, des prétentions à l'adresse des États successoraux; par l'appui sollicité à Mussolini et à Hitler, elle menaçait la paix dans cette région de l'Europe<sup>14</sup>. Tout en analysant la situation internationale des années '30, il conseillait un rapprochement entre les deux pays, entre la Hongrie et la Petite Entente, premièrement par le développement de leurs rapports économiques. «Les petits peuples peuvent cependant dresser entre eux des îlots de sauvetage, à même de faciliter la solution de leurs problèmes[...], afin de survivre à la crise qui menace de durer quelques décennies d'affilée encore». Loin de suivre cette voie, la Hongrie «chercha des alliés dans les formations fascistes», même si Fényes Samu attirait l'attention là-dessus: « ... Mais il est clair pour qui que ce soit que tel n'est pas l'intérêt du peuple magyar, bien au contraire, c'est son préjudice».

La propagande révisionniste horthyste fut extrêmement virulente, bien organisée, mettant à l'œuvre une gamme diversifiée de méthodes et de moyens afin de sensibiliser l'opinion publique internationale. «On n'a jamais vu dernièrement de propagande plus insistante, disposant de plus de moyens que la propagande révisionniste hongroise et la propagande du Komintern de Moscou. Les révisionnistes se sont rendu compte des possibilités infinies qu'offre l'arme moderne et tellement dangereuse de la propagande»<sup>15</sup>. Sans nous y arrêter spécialement, nous mentionnons qu'après 1930, spécialement, furent lancés plusieurs projets et plans de révision de la frontière avec la Roumanie: le Plan Rothemere, le Plan Sréter, le Plan Franco Vellani Dionisi, le Plan Ajtay Jószef, etc., dont la prétention était de «délivrer» les Magyars de sous l'«oppression», par l'enlèvement d'une partie aussi grande que possible de la terre roumaine de Transylvanie<sup>16</sup>. Les gouvernements de Budapest créèrent force organisations politiques et formations paramilitaires par l'intermédiaire desquels l'État magyar mettait en application ses actions de propagande, de sape et de diversion dirigées contre

<sup>12</sup> I. Ciolan, C. Voicu, M. Racovițan, *Transilvania – istorie și dăinuire românească. Documente oficiale ungare confirmă*, București, p.220

<sup>13</sup> Fényes Samu, *Ungaria revizionistă*, Târgu-Mureș, 1996, p.114.

<sup>14</sup> *Ibidem*, p.214. Cet «îlot de sauvetage» pourrait se compléter avec la Bulgarie, la Grèce, la Turquie et même la Pologne (*ibidem*, p.217).

<sup>15</sup> A. Gociman, *România și rezisionismul maghiar*, București, 1934, p.125; Mihai Stratulat, *Rezisionismul și neorezisionismul ungur*, București, 1994, pp.230-274.

<sup>16</sup> I. Ciolan et alii, *op. cit.*, pp.232-236.

l'intégrité territoriale de la Roumanie, de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie<sup>17</sup>.

La Roumanie se prononça et agit fermement contre le révisionnisme territorial. «Le but principal de notre politique étrangère – soulignait N. Titulescu dans son discours du 4 avril 1934, à l'Assemblée des Députés – est de garder l'unité territoriale; la méthode constante de travail – de coordonner progressivement notre action avec celle des États à intérêts communs, jusqu'à l'intégration dans des groupes internationaux de plus en plus importants. „Du national à l'international”, tel est le mot d'ordre de la Roumanie au-delà de ses frontières. De même que la Petite Entente, l'Entente Balkanique (constituée en février 1934 – I. A.) est une association destinée à vérifier rythmiquement sa cohésion face aux difficultés de la vie quotidienne, et non seulement, comme dans le cas des alliances antérieures, d'essayer sa force aux moments de crise». En conclusion de ce discours, publié sous le titre *La valeur de la lutte pour le progrès*, le grand diplomate relevait les commandements de la politique étrangère roumaine: «L'idée de la mission historique de la Roumanie occupe à tel point l'esprit des gens qu'elle, seule, peut rendre compte de leur endurance devant tant de difficultés et de peines dont s'accompagne cette tâche [...]. L'étranger ignore la force des Roumains, qui vient de leur croyance qu'ils n'ont pas encore dit leur dernier mot dans l'évolution internationale. Pour la Roumanie, la révision n'est pas seulement l'amputation des terres ancestrales. La révision, c'est l'amputation des attributions historiques de notre peuple, au moment même où il vient de parachever son unité. C'est des injustices que l'histoire a infligées à notre peuple que certaines gens – à l'écart de ces injustices -- veulent en tirer des priviléges pour leur pays. Nous ne revendiquons pas de rangs aristocratiques dans la vie internationale; en revanche, nous ne renoncerons jamais à l'égalité avec les autres, si difficilement obtenue»<sup>18</sup>.

Après l'installation au pouvoir d'Adolf Hitler en Allemagne, l'ordre international – qui se réclamait du système des traités de Paris, du pacte de la Société des Nations – recevait coup sur coup<sup>19</sup>. «L'occupation, sans résistance aucune, de la zone démilitarisée du Rhin (mars 1936) – écrira par la suite Viorel V. Tilea – constitua la condamnation à mort de tout notre système de sécurité internationale, et l'attitude de la Grande-Bretagne et de la France devint incompréhensible et alarmante pour les États de l'Europe centrale, à l'exception de la Hongrie et de la Bulgarie, qui resserrèrent leurs liens avec l'Axe»<sup>20</sup>.

Sitôt après l'avènement des hitlériens, le président du Conseil des Ministres de Hongrie, Gömbös Gyula – ami de longue date des nazis – se rapprocha davantage du Reich, en insistant, dans des lettres personnelles adressées à Hitler, sur le «sort

<sup>17</sup> M. Stratulat, *op. cit.*, p.265.

<sup>18</sup> Titulescu și strategia păcii (coord. Gh. Buzatu), Iași, 1982, p.21; N. Titulescu, *Discursuri*, București, 1967, p.418.

<sup>19</sup> Eliza Campus, *Din politica externă a României 1913-1947*, București, 1980, p.379 et suiv.

<sup>20</sup> Cf. Viorica Moisuc, *Acte fundamentale ale statutului politico-juridic al României în perioada 1918-1940*, in *Probleme de politică externă a României 1918-1940*, București, 1977, p.90.

commun» des deux États. Gömbös fut le premier chef de gouvernement qui s'empressât de se rendre à Berlin, après le 30 janvier 1933, où il fut accueilli avec beaucoup d'amabilité. L'étroite collaboration avec l'Allemagne constitua une permanence de la politique étrangère de la Hongrie horthyste; aussi établit-on, en 1935, l'arrangement par lequel les plans révisionnistes magyars étaient raccordés au programme allemand d'expansion<sup>21</sup>.

L'occupation de l'Autriche par l'Allemagne (mars 1938) et l'attitude passive de l'Angleterre et de la France éveillerent une profonde inquiétude dans les milieux politiques et l'opinion publique de Roumanie, qui se rendaient compte que l'Anschluss ne représentait qu'une étape de l'expansion allemande vers l'Est<sup>22</sup>. Immédiatement après la Conférence de Munich (28-30 septembre 1938), quand les représentants de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne et de l'Italie «attribuèrent» au Reich la région sudète de la Tchécoslovaquie, le gouvernement roumain fit des efforts afin de stopper le démembrement total de l'État voisin (à ce temps-là), son allié. Sous diverses formes, il intervint à Londres et à Paris pour faire accorder à ce dernier un soutien économique et financier, à Varsovie pour déterminer le gouvernement polonais à cesser de soutenir les revendications révisionnistes horthystes, à Belgrade pour s'associer le gouvernement yougoslave dans ses démarches, à Budapest afin d'attirer l'attention du gouvernement hongrois sur les dangers que sa politique révisionniste engendrait. Cependant, les puissances occidentales ne cessèrent de continuer (jusqu'à l'occupation de la Tchécoslovaquie tout entière) la politique de Munich! Budapest et Varsovie devenaient toujours plus agressives, et quant à la Petite Entente elle avait pratiquement cessé d'exister. C'est dans ces conditions qu'au début d'octobre 1938, les troupes polonaises occupèrent la région de Teshen et, le 2 novembre, par le premier diktat de Vienne, la Hongrie enlevait à la Tchécoslovaquie un territoire de 12 000 km<sup>2</sup>, peuplée de plus d'un million d'habitants<sup>23</sup>.

Dans la réunion de Galați, du 18 octobre, à laquelle participaient le roi Charles II, Petrescu-Comnen et Beck, la partie roumaine repoussa la proposition de suivre une ligne conciliante vis-à-vis de la Hongrie et de participer au partage de la Tchécoslovaquie. En désaccord avec une telle position, Petrescu-Comnen écrira plus tard: «Il [Beck] considérait la Tchécoslovaquie comme un cadavre, dont les restes allaient revenir, après l'Allemagne, à ses voisins, et il finit par nous proposer, ni plus ni moins, d'annexer de bon gré une partie de la province orientale tchécoslovaque, connue sous le nom de Russie sous-carpatique, et de n'entraver pas les revendications hongroises sur la Slovaquie». Alors, comme plus tard, l'attitude du peuple roumain et l'activité de la diplomatie de Bucarest furent chaleureusement appréciées par les Tchécoslovaques. Le lendemain après le diktat

<sup>21</sup> A. Simion, *Dictatul de la Viena*, Cluj, 1972, pp.9-10.

<sup>22</sup> Viorica Moisuc, *Diplomacia României și problema apărării suveranității și independenței naționale în perioada martie 1938-mai 1940*, București, 1971, pp.31-44.

<sup>23</sup> I. Agrigoroaiei, D. D. Rusu, *Istoria Românilor. Epoca contemporană*, Chișinău-Galați, 1992, p.93.

italo-allemand du 2 novembre 1938, la radio de Prague transmettait: «Les milieux officiels tchécoslovaques, à côté de la presse et de l'opinion publique entières ont pris acte avec les sentiments d'une profonde gratitude de l'attitude du gouvernement roumain. C'est dans le besoin qu'on connaît les bons amis; et le peuple tchèque, ainsi que le peuple slovaque ont eu, dans leur malheur, le réconfort de constater la totale loyauté de la Roumanie»<sup>24</sup>.

Les possibilités de la Roumanie de défendre son indépendance nationale et son intégrité territoriale diminuaient considérablement, notamment parce que les pressions de l'Allemagne et de la Hongrie (qui adhérèrent officiellement, le 13 janvier 1939, au Pacte Antikomintern) se faisaient toujours plus insistantes. L'occupation de la Tchécoslovaquie tout entière (en mars 1939), les massives concentrations de troupes allemandes et magyares à la frontière roumaine (le 17 mars 1939 la Hongrie finit d'occuper le territoire de l'Ukraine sous-carpathique), les pressions économiques allemandes à caractère ultimatif déterminèrent le gouvernement roumain sous la direction d'Armand Călinescu, d'une part, à décréter la mobilisation générale et, d'autre part, à conclure un traité économique avec l'Allemagne. C'est en échange de concessions économiques que la partie roumaine espérait éviter une attaque germano-hongroise et obtenir de la part de Berlin la garantie de ses frontières.

Le changement d'attitude de l'Angleterre et de la France après la chute de la Tchécoslovaquie, la fin de la conciliation et l'octroi de garanties à la Roumanie et à la Grèce vinrent trop tard pour arrêter le déroulement des événements<sup>25</sup>. L'isolement de la Roumanie s'accentua visiblement à la suite de l'échec des pourparlers tripartites de Moscou et de la signature, le 23 août 1939, du *Traité de non-agression entre l'Allemagne et l'Union Soviétique*, connu également sous le nom du Pacte Ribbentrop-Molotov, avec son texte officiel et le protocole additionnel secret qui donnait carte blanche à l'Union Soviétique quant à l'occupation de la Bessarabie<sup>26</sup>.

Immédiatement après la signature du traité de non-agression, le 1<sup>er</sup> septembre 1939, l'Allemagne attaquait la Pologne. Pendant que l'armée polonaise s'opposait à l'offensive hitlérienne, le 17 septembre l'Armée Soviétique pénétra sur le territoire de la Pologne, en agissant conformément au point 2 du protocole secret. Le déclenchement de la guerre mondiale regroupa, pour une certaine période, d'une part l'Allemagne et l'U.R.S.S., et d'autre part la Pologne (pour un bref délai), la Grande-Bretagne et la France. L'U.R.S.S. n'entra pas en guerre – comme on l'affirme couramment – le 22 juin 1941, où elle fut attaquée par l'Allemagne et ses alliés, mais bien le 17 septembre 1939, par l'agression contre la Pologne, suivie de celle contre

<sup>24</sup> *Ibidem*.

<sup>25</sup> V. Moisuc, *op. cit.*, p.167.

<sup>26</sup> Ion Șișcanu, *Răputul Basarabiei 1940*, Chișinău, 1993; Mihail Bruhis, *Rusia, România și Basarabia*, Chișinău, 1992; I. Scurtu, C. Hlihor, *Anul 1940. Drama românilor dintre Prut și Nistru*, București, 1992; Ion Constantin, *România, mariile puteri și problema Basarabiei*, București, 1995; V. Dobrinescu, I. Constantin, *Basarabia în anii celui de al doilea război mondial*, Iași, 1995.

la Finlande, fin novembre de la même année, ce qui entraîna son exclusion de la Société des Nations.

La Roumanie déclara (le 6 septembre) sa neutralité, ce qui ne l'empêcha pas, en provoquant par là le mécontentement du Reich, de permettre le transport du trésor, d'une partie de l'armée et des autorités culturelles polonaises sur son territoire.

L'occupation et le partage de la Pologne («le quatrième partage de son histoire» – selon Henri Michel) devinrent «définitifs» dans le cadre des entretiens engagés par les mêmes Ribbentrop et Molotov, également à Moscou, le 27 et 28 septembre 1939, quand on signa une *Déclaration commune* et un *Traité germano-soviétique d'amitié et de frontière*. On y appréciait que les deux gouvernements «donnèrent une solution définitive aux questions subséquentes au démembrement de l'État polonais et créèrent une base solide à une paix durable dans l'Europe de l'Est». En réalité, les deux États se préparaient à de nouvelles actions agressives.

La suppression de l'État voisin auquel nous étions liés par un traité d'alliance et par des intérêts d'importance, dans la défense des frontières de l'est, provoqua un vif émoi dans l'opinion publique roumaine<sup>27</sup>. Cette manière de «résoudre» la question polonaise préoccupa vivement les milieux politiques gouvernants de Bucarest, ayant des conséquences sur la position adoptée en juin et en août 1940. Précisons qu'après l'occupation de la Tchécoslovaquie et de la Pologne, la Roumanie était voisine, en fait, de la Hongrie, de l'Allemagne, de l'U.R.S.S., de la Bulgarie et de la Yougoslavie (le seul allié, mais qui se confrontait à de grandes difficultés). En avril-juin 1940, l'Allemagne envahissait le Danemark, la Norvège, la Hollande, la Belgique, le Luxembourg et la France. À l'été de 1940, l'Union Soviétique annexa l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Au printemps et pendant l'été de 1940, quasiment chaque victoire hitlérienne s'accompagnait d'une concession nouvelle et plus considérable d'ordre économique et diplomatique de la part du régime de Charles II.

Les pressions de la Hongrie sur la Roumanie s'intensifièrent au maximum, car dès le début de septembre 1939, de nombreuses divisions hongroises se trouvaient massées à la frontière. L'Allemagne atténua en une certaine mesure ces menaces parce qu'elle ne voulait pas de conflit armé à même de mettre en péril le potentiel économique de la Roumanie et pour obtenir une subordination plus complète de la Hongrie, sur les plans économique et politique. Sans renoncer à l'idée de l'invasion de la Roumanie, le ministre des Affaires Etrangères magyar, le comte Csáky Istvan, et le Grand État major de l'armée hongroise élaborèrent des plans où l'on prévoyait le déclenchement d'une pareille action au cas où l'on se trouverait dans l'une des trois situations suivantes: les Magyars de Transylvanie auraient à souffrir par suite de l'adoption de mesures sévères; le régime politique de Roumanie s'effondrerait par une révolution bolchevique; la Roumanie ferait des concessions territoriales à l'Union Soviétique<sup>28</sup>.

<sup>27</sup> I. Agrigoroaiei, D. D. Rusu, *op. cit.*, p.101.

<sup>28</sup> Cf. A. Simion, *op. cit.*, pp.99-103; M. Stratulat, *op. cit.*, pp.275-285; I. Ciolan et alii, *op. cit.*, pp.243-244; Raoul Bossy, *Amintiri din viața diplomatică 1938-1940*, vol. II, București, 1993, p.145.

La Roumanie fut menacée de façon concomitante, les raptis territoriaux de 1940 représentant des parties constitutives d'une attaque concertée. Les notes ultimatives soviétiques du 26 et du 27 juin furent suivies par l'attaque de l'Union Soviétique du 28 juin et par le rapt de la Bessarabie, de la Bucovine de Nord et d'une partie de l'ancien département de Dorohoi (plus qu'on n'avait prévu par le protocole secret du 23 août 1939)<sup>29</sup>. Ces actions «inaugurerent et, qui plus est, déclenchèrent purement et simplement le processus de désintégration territoriale de la Grande Roumanie. Une fois satisfaites les prétentions de Moscou, qui est-ce qui pourrait stopper les actions révisionnistes de la Hongrie et de la Bulgarie, les deux encouragées par l'Allemagne, l'Italie et l'U.R.S.S.?»<sup>30</sup>. Déjà dès le début de mai 1940, où arrivèrent les premières informations sur les concentrations de troupes soviétiques à la frontière avec la Roumanie, la Hongrie avait menacé de prétentions tellement grandes que Hitler attira l'attention du premier ministre hongrois, Teleki, sur la nécessité d'une évolution pacifique au sud-est de l'Europe<sup>31</sup>.

Les pressions allemandes sur la Roumanie devinrent extrêmement fortes après le rapt de la Bessarabie. Le 15 juillet 1940, Hitler adressa une lettre à Charles II, par laquelle il lui demandait sur un ton ultimatif de consentir à céder de son territoire aux voisins révisionnistes. Il «recommandait» au roi de parvenir à «une entente de bonne foi avec la Hongrie et la Bulgarie. Je me rapporte aux deux pays, car à mon avis ce serait une erreur funeste de croire qu'en admettant des concessions envers un seul, on pourrait provoquer une rupture entre eux, et cela rendrait plus facile la résistance envers le second». Des menaces pesaient sur l'existence de l'État roumain: «Toute tentative d'écartier par des manœuvres tactiques, de n'importe quelle nature, les dangers qui menacent votre pays doit essuyer et essuyera un échec. La fin qui adviendra plus tôt ou plus tard – et même en un très bref délai – pourrait être l'anéantissement même de la Roumanie»<sup>32</sup>. Le même caractère brutal est à retrouver dans les pressions faites par Hitler et Mussolini sur le premier ministre, Ion Gigurtu, et sur le ministre des Affaires Étrangères, Mihail Manoilescu, lors de leurs visites en Allemagne et en Italie, le 26 et le 27 juillet 1940<sup>33</sup>.

Fin juillet et pendant la première moitié du mois d'août, eut lieu une suite de débats, de réunions, de consultations du Conseil des Ministres, d'audiences, etc., avec la participation du roi, des principaux facteurs politiques roumains alarmés

<sup>29</sup> Nous avons précisé ailleurs que la Roumanie n'était pas entrée en guerre le 22 juin 1941, mais avait été attaquée par l'Union Soviétique le 28 juin 1940 (Ion Agrigoroaiei, *România în fața agresiunii militare sovietice din iunie 1940*, in «Revista de Istorie Militară», n° 6, 1995, pp.10-13).

<sup>30</sup> Gh. Buzatu, *România și războiul mondial din 1939-1945*, Iași, 1995, p.12; voir également Constantin I. Kiriteșcu, *România în al doilea război mondial*, vol. I, București, 1995; Mircea Mușat, 1940. *Drama României Mari*, București, 1992; I. Scurtu, *Un episod dramatic din istoria României. 30 august 1940*, București, 1990.

<sup>31</sup> Andreas Hillgruber, *Hitler, Regele Carol și Mareșalul Antonescu. Relațiile româno-germane (1938-1940)*, București, 1994, p.112.

<sup>32</sup> 23 August 1944. *Documente 1939-1943*, București, 1984, p.89.

<sup>33</sup> A. Simion, *op. cit.*, pp.147-149; Mihail Manoilescu, *Dictatul de la Viena. Memorii iulie-august 1940*, București, 1991, p.105 et suiv.

par le grand danger qui planait sur l'État roumain<sup>34</sup>. La Roumanie était alors obligée d'accepter les pourparlers directs, d'autant plus que Hitler avait communiqué, le 31 juillet, à Bucarest, que «la rétrocession de la Dobroudja de Sud entre les frontières de 1913 [...] doit être acceptée indiscutablement», et que le 6 août 1940, Raoul Bossy, ministre de la Roumanie à Rome reçut des instructions pour contacter le gouvernement hongrois en vue de préparer les négociations<sup>35</sup>.

Le 16 août 1940 commença la conférence roumano-hongroise de Turnu-Severin, et le 19 août la conférence roumano-bulgare, à Craiova; il était bien évident qu'il y avait «une connexion entre Ardeal et le Quadrilatère [...]. La Hongrie et la Bulgarie agirent de concert pendant l'été de 1940 également»<sup>36</sup>. Le contenu des pourparlers roumano-magyars fit l'objet d'une large analyse dans notre historiographie, et il fut largement complété par des ouvrages à caractère mémorialiste de toute première importance<sup>37</sup>. Nous précisons à ce sujet que la délégation magyare avait présenté un mémoire contenant des prétentions exorbitantes (environ 69 000 km<sup>2</sup>, avec une population de 39 000 000 habitants, dont plus de 22 000 000 étaient des Roumains et à peine 12 000 000 Hongrois); quant à la délégation roumaine, elle se situa sur la position de l'échange de population et, subsidiairement, sur une rectification de frontière en faveur de la Hongrie, requise par cet échange. Au courant des prétentions hongroises, le Conseil de la Couronne du 23 août 1940 confirma la position de la délégation roumaine: obtenir l'adhésion du gouvernement hongrois au principal échange de population, faire apprécier le nombre d'habitants magyars qui allaient être transférés en Hongrie et, ensuite, établir les conséquences territoriales de cet échange. Ayant pour toile de fond une grande tension militaire et diplomatique entre les deux pays, la conférence échoua, et l'Allemagne et l'Italie exigèrent à la Roumanie de se présenter sans tarder à l'«arbitrage».

Les négociations de Craiova avec la Bulgarie se prolongeaient, et le 27 août elles atteignirent le maximum de tension. De grandes unités de forces bulgares continuaient à être concentrées à la frontière de la Dobroudja. Le 29 août, la Hongrie était en pleine mobilisation générale. L'U.R.S.S. avait concentré plus de 30 divisions, à dispositif offensif, à la frontière avec la Roumanie. Le 29 août, le commissaire adjoint des Affaires Étrangères, Dekanovozov – à la suite d'un entretien d'une heure avec l'ambassadeur de l'Allemagne, le comte Schullenburg – fit convoquer pour minuit Gr. Gafencu, pour lui annoncer gravement une série de nouveaux incidents de frontière et pour lui remettre une note verbale exprimée par une phrase inhabituellement brutale. Le lendemain (le 30 août), la presse soviétique relatait, dans les mêmes termes très durs, l'entretien Dekanovozov-Gafencu<sup>38</sup>.

<sup>34</sup> Valer Pop, *Bătălia pentru Ardeal*, pp.59-68.

<sup>35</sup> Valer Pop, *op. cit.*, p.68; M. Manoilescu, *op. cit.*, p.136.

<sup>36</sup> Valer Pop, *op. cit.*, p.90.

<sup>37</sup> Voir spécialement le chap. III, *Conferința de la Turnu-Severin*, de l'œuvre citée de Valer Pop, chef de la délégation roumaine à cette conférence, ainsi que le paragraphe *Negocierile de la Turnu-Severin* in M. Manoilescu, *op. cit.*, pp.152-164.

<sup>38</sup> Valer Pop, *op. cit.*, pp.162-163.

Il est également à retenir la précision de M. Manoilescu: la cession du Quadrilatère eut lieu non pas le 7 septembre, par le traité de Craiova, mais bien à Vienne le 30 août. «En anticipant sur le drame de Vienne, je dois montrer que la même nuit du 29 au 30 août, où il nous fallut accepter l’Arbitrage, j’ai été obligé de signer deux lettres: l’une adressée à Ribbentrop et l’autre à Ciano, par lesquelles, „dans l’esprit de la décision du Führer et du Duc”, nous avons reconnu la cession du Quadrilatère entier [...]. Par conséquent, quand on nous imposa l’Arbitrage avec les Hongrois, on imposa au même endroit, en même temps et par les mêmes ministres, représentant les mêmes puissances de l’Axe, également la cession du Quadrilatère»<sup>39</sup>.

Le 26 août, Hitler décida d’intervenir directement dans la question de la Transylvanie; sur le fond de la tension existant dans les relations magyaro-roumaines, Hitler craignait que l’Union Soviétique n’intervînt au cas où se déchaîneraient les hostilités entre les deux pays<sup>40</sup>. Le 27 août, Fabricius, le ministre de l’Allemagne à Bucarest, et Ghigi, le ministre de l’Italie, furent convoqués d’urgence par leurs ministres des Affaires Étrangères afin de discuter la «solution» concrète, car plusieurs cartes avaient été déjà dressées; l’une d’entre elles incluait la ville de Cluj et la région habitée par les Szekler, dans le territoire qui allait être cédé. C’est *le même jour* que Hitler et ses conseillers acceptèrent ces prétentions magyares; selon lui, la Roumanie devait être forcée à céder une superficie d’environ 40 000 km<sup>2</sup><sup>41</sup>. Le fait de fixer de manière artificielle cette frontière visait que l’Allemagne, par son allié, atteignît les crêtes des Carpates de l’Est et les environs de Brașov, à quelques dizaines de kilomètres de la zone pétrolifère de Roumanie. C’est *le même jour* que le gouvernement du Reich «invita» son ministre de l’Extérieur «à un entretien sur les affaires magyaro-roumaines», tout en exigeant que celui-là reçût pleins pouvoirs<sup>42</sup>. Le gouvernement roumain pouvait également envoyer un second délégué, désigné par Charles II en la personne de Valer Pop. Les deux furent accompagnés d’une délégation d’experts, préparés à participer aux discussions et munis de cartes et de documents.

Le 29 août, s’ouvrit à Vienne la conférence à laquelle participèrent Ribbentrop et Ciano, Manoilescu et Valer Pop, Teleki et Csáky. Il fut évident, dès le premier moment, qu’il ne pouvait être question de pourparlers. Les représentants réclamèrent sur un ton ultimatif d’accepter leur «arbitrage», qui avait un caractère obligatoire. Manoilescu comparait le procédé à la situation où «l’on invite une personne chez soi pour un but quelconque et puis on lui met le couteau sous la gorge», pour lui demander autre chose<sup>43</sup>. Ribbentrop précisa à Manoilescu, «dans des termes particulièrement fermes, le danger qui menaçait la Roumanie si elle refuse d’accepter l’arbitrage; faute de quoi, ils ne sauraient plus retenir les Hongrois qui, *au moment*

<sup>39</sup> M. Manoilescu, *op. cit.*, p.182.

<sup>40</sup> A. Hillgruber, *op. cit.*, p.112.

<sup>41</sup> Galeazzo Ciano, *Jurnal politic 1939-1943*, vol. I, p.284; A. Simion, *op. cit.*, p.192.

<sup>42</sup> M. Manoilescu, *op. cit.*, pp.192-193.

<sup>43</sup> *Ibidem*, p.199.

*de l'occupation de la Bessarabie par les Russes, furent stoppés uniquement grâce à la pression allemande.* À présent, ils seraient incapables de faire quelque pression que ce soit sur les Hongrois (!), qui, le lendemain, entreraient en guerre. *La Russie les suivraient de près, parce que de connivence avec les Hongrois.* Le résultat, ce serait la fin de la Roumanie, l'anéantissement de la Roumanie! Les mots l'anéantissement de la Roumanie furent prononcés plusieurs fois au cours de l'entretien».

Les tentatives de Manoilescu de faire accepter le principe de l'échange de population furent inutiles. Le même jour, Manoilescu transmettait à Bucarest: «*Tout ressemble à une pièce écrite d'avance*, où pas un mot et pas un seul geste ne peuvent être remplacés»<sup>44</sup>. Les représentants des puissances de l'Axe demandèrent la réponse du gouvernement roumain en lui accordant un sursis de quelques heures. On convoqua tout d'abord, à minuit, le Conseil des Ministres, qui formula la nécessité de réunir le Conseil de la Couronne<sup>45</sup>. Ce dernier, réuni à trois heures, prononça sa décision dans une atmosphère très tendue; la majorité (21), pour accepter l'«arbitrage», 10 ont recommandé la résistance, 1 seul s'abstint de se prononcer<sup>46</sup>. Au cours des débats, on reçut un télégramme de la part des deux délégués roumains, qui faisait savoir que Fabricius avait déclaré ceci: l'Allemagne «se dégage de toute responsabilité si dans les cinq minutes suivantes il n'y a pas de réponse»<sup>47</sup>. La décision fut prise également à la lumière des précisions du Grand État Major, qui évaluait à deux semaines les possibilités de résistance au cas d'un conflit militaire avec l'Allemagne. Après une heure environ de débats, le roi téléphona à Manoilescu la décision adoptée.

Le 30 août 1940, après que Manoilescu et V. Pop furent purement et simplement empêchés par Ribbentrop de protester, sur le coup des 15 heures, dans la salle d'or du Palais Belvedere «les arbitres» imposèrent *le Diktat*. À la vue de la carte qui mutilait la Transylvanie, Manoilescu perdit connaissance, après quoi, en revenant à soi dans une certaine mesure, il signa<sup>48</sup>. Immédiatement après, sur un signe de Ribbentrop, dans le salon pénétrèrent les représentants de la presse. Les Ministres des Affaires Étrangères de l'Allemagne et de l'Italie prononcèrent chacun une brève allocution, après quoi la réunion fut déclarée close<sup>49</sup>.

Au-delà de certaines discussions et disputes, plus anciennes et plus récentes, quant aux responsabilités de ceux qui signèrent le Diktat de Vienne, de ceux de Bucarest qui adoptèrent la décision de cession, nous considérons nous aussi qu'à

<sup>44</sup> *Ibidem*, p.203.

<sup>45</sup> Valer Pop communiquait de Vienne sa position, qui était conditionnée par la réponse du facteur militaire: si une résistance armée, menée sur plusieurs fronts à la fois, est assurée, «je suis pour le refus de l'arbitrage, au cas contraire, je suis pour. M. Manoilescu m'a déclaré qu'il partageait mon opinion». Le télégramme ne parvint pas à temps, à Bucarest, et «Urdăreanu n'a communiqué ma position ni au roi ni au Conseil de la Couronne» (Valer Pop, *op. cit.*, p.180).

<sup>46</sup> M. Mușat, *op. cit.*, pp.157-170.

<sup>47</sup> Cf. A. Simion, *op. cit.*, p.197.

<sup>48</sup> M. Manoilescu, *op. cit.*, p.212; Valer Pop, *op. cit.*, pp.187-188.

<sup>49</sup> A. Simion, *op. cit.*, p.200.

ce moment-là on ne pouvait adopter d'autre position, sans encourir le risque d'être «écrasés entre deux gigantesques rochers: l'un devant et l'autre derrière. La tragédie de l'isolement, avec ses graves conséquences, subie deux mois auparavant, déroulait à présent un nouvel acte. La blessure de la perte de la Bessarabie était toute fraîche; aucun indice d'une possible entente ne se dessinait de ce côté-là, mais uniquement des suspicions et des appréhensions [...]. Le chantage exercé sur nous par les puissances de l'Axe à Vienne avait donc, également, des côtés réels: la menace d'une catastrophe pesait sur la Roumanie, et l'impossibilité, pour une assez longue période, de ressusciter»<sup>50</sup>.

Par la sentence dictée par l'Allemagne et l'Italie, la Roumanie était obligée à céder à la Hongrie horthyste un territoire de 42 243 km<sup>2</sup>, peuplé d'environ 2 600 000 habitants, dont la majorité était constituée par des Roumains<sup>51</sup>. Conformément à certaines données, seulement 37% des habitants étaient des Hongrois et des Szekler<sup>52</sup>. Vu que la ligne de démarcation, marquée sur la carte par un crayon bleu, représentait sur le terrain même une bande large de 6 km, le trajet devait être établi par une commission mixte roumano-hongroise. «Le territoire roumain attribué à la Hongrie sera évacué par les troupes roumaines – précisait-on dans le texte du *Diktat* – dans un délai de 15 jours et remis en due forme à celle-ci»<sup>53</sup>. Les Roumains de ce territoire obtenaient, sans formalité aucune, la citoyenneté magyare; ils pouvaient opter, dans un délai de 6 mois, pour la citoyenneté roumaine, étant obligés de passer en Roumanie en une année. Si des difficultés gênaient l'application de la décision, les deux gouvernements devaient s'entendre directement. «Si, dans une question ou une autre, l'entente ne se réalise pas, le litige sera soumis aux gouvernements du Reich et de l'Italie, qui adopteront une solution définitive»<sup>54</sup>.

Dans son intervention du Conseil de la Couronne, pendant la nuit de 30/31 août, N. Iorga déclara entre autres: « ... Nous traversons un moment de la guerre; ce moment de la guerre déplace la frontière au bénéfice d'un seul peuple [...]. Mais ce qui se passe à présent, ce n'est que le triomphe d'une caste dominante de Hongrie». Le grand historien concluait «avec un appel adressé au peuple roumain de là-bas, non pas en faveur d'une résistance armée, dont on a parlé et qui est impossible par rapport aux moyens actuels de faire la guerre»<sup>55</sup>.

Milton G. Lehrer considérait que le verdict de Vienne «était nul *ab initio*. Juridiquement parlant, le verdict était pour ainsi dire inexistant [...]. L'arbitrage de Vienne n'a pas été réclamé par la Roumanie, mais il a été imposé à celle-ci. Un vice fondamental, qui change radicalement la nature de la décision qui intervint le 30 août 1940»<sup>56</sup>.

Le gouvernement britannique (par Churchill et Halifax) refusait la situation à laquelle on était parvenu en Transylvanie, «car cet arrangement est le résultat

<sup>50</sup> C. Kirițescu, *op. cit.*, p.156.

<sup>51</sup> A. Simion, *op. cit.*, p.200

<sup>52</sup> M. Stratulat, *op. cit.*, p.280

<sup>53</sup> 23 August 1994. *Documente* ..., p.98.

<sup>54</sup> *Ibidem*.

<sup>55</sup> C. Bușe, N. Dascălu, *op. cit.*, pp.216-217.

<sup>56</sup> M. G. Lehrer, *op. cit.*, pp.362-363.

*d'un diktat imposé à la Roumanie par la force, par les puissances de l'Axe.* Le gouvernement britannique ne reconnaîtra les changements territoriaux intervenus durant cette guerre que si ceux-là étaient consacrés, tout à fait librement, par toutes les parties concernées»<sup>57</sup>.

L'Union Soviétique était mécontente que l'Allemagne eût réglementé sans son concours le litige roumano-hongrois et, en même temps, eût donné à (ce qui restait de) la Roumanie une garantie territoriale. Moscou l'interpréta comme un acte de l'arrêter au Prut et au Danube inférieur, comme une exclusion du débat des questions balkaniques<sup>58</sup>. «La pression continua donc de s'exercer sur la Roumanie également après l'arbitrage de Vienne et après l'obtention de la garantie territoriale, en déterminant Gafencu d'affirmer que nous avons devant nous un voisin plus qu'incommode et un adversaire dangereux; c'était l'image même du néant où pouvaient disparaître, comme ce fut le cas de la Bessarabie, toutes les autres provinces roumaines»<sup>59</sup>.

Le Diktat de Vienne – comme les autres raps territoriaux – eut de graves conséquences sur l'État roumain, en interrompant brusquement la voie sur laquelle il s'était nécessairement engagé en 1918. Sur le territoire occupé, il s'instaura un régime de terreur à l'égard de la population roumaine, juive, etc.

Dans un contexte international différent, la Convention d'armistice signée par la Roumanie à Moscou, le 12 septembre 1944, prévoyait (d'une manière assez floue) l'annulation de la sentence de Vienne. Entre temps, l'armée roumaine s'était engagée, par l'Acte du 23 Août 1944, dans la guerre contre l'Axe. Le 25 octobre, tout le territoire de la Transylvanie fut libéré sous l'aspect militaire, mais l'administration soviétique eut vite fait de s'y installer. Quelques jours après la constitution du gouvernement Dr. Petru Groza, le 13 mars 1945 eut lieu, à Cluj, la solennité de la reprise du nord-ouest de la Transylvanie par les autorités roumaines. Le Traité de Paix de Paris, signé par la Roumanie le 10 février 1947, rejeta les nouvelles prétentions magyares et annula le diktat de Vienne, au point de vue juridique international. Dans sa partie concernant les frontières, l'Art. 2 précisait: «Les décisions de la sentence de Vienne du 30 août 1940 sont déclarées nulles et non avenues. La frontière entre la Roumanie et la Hongrie est rétablie par le présent article, telle qu'elle était le 1<sup>er</sup> janvier 1938»<sup>60</sup>.

★

Au sein de la conférence organisée à Cluj, le 24 janvier 1924, le grand géographe roumain G. Vălsan invitait les peuples à collaborer, à partir d'une connaissance réciproque: «La diversité d'aspects ethniques n'est pas un obstacle dans les rapports nationaux, et le débat contradictoire *scientifique* à propos de la

<sup>57</sup> Valer Pop, *op. cit.*, pp.210-211.

<sup>58</sup> *Histoires des relations internationales*, publiée sous la direction de Pierre Renouvin, tome huitième, *Les crises du XX<sup>e</sup> siècle. De 1929 à 1945*, Hachette, Paris, 1958, pp.294-295.

<sup>59</sup> Valer Pop, *op. cit.*, pp.214-215.

<sup>60</sup> Stefan Lache, Gh. Tuțui, *România și Conferința de Pace de la Paris din 1946*, Cluj-Napoca, 1978, pp.324-328.

caractérisation de ces aspects, c'est un stimulant dans la quête de la vérité et un moyen d'écartier des erreurs dangereuses, qui sont vivantes et nuisibles pour ne pas baigner dans une lumière claire. Les événements passés sont constitutifs de la personnalité d'un peuple, mais on ne doit jamais les utiliser en tant qu'armes contre un autre peuple. Avant toute qualité personnelle, passent le bon sens et le respect réciproque. Ce n'est pas seulement un signe d'éducation et de civilisation, mais une garantie pour la paix future»<sup>61</sup>.

Dans notre démarche nous nous sommes guidé d'après ces principes pour mettre en lumière les facteurs qui ont généré de graves implications dans les relations entre les deux États. Notre espoir est que de tels événements soient prévenus à temps.

<sup>61</sup> Cf. Mircea Zaciu, *op. cit.*, pp.37-38.

# L'ALLEMAGNE, L'UNION SOVIÉTIQUE ET L'AMPUTATION TERRITORIALE DE LA ROUMANIE (1940)

FLORIN CONSTANTINIU

Le rôle de l'Allemagne dans le déroulement des événements dramatiques de l'été 1940, associés aux amputations territoriales subies par la Roumanie depuis juin jusqu'en septembre, a été beaucoup plus complexe qu'il n'en est présenté d'habitude.

L'image-clinché est celle d'une Allemagne qui, par le Pacte Molotov-Ribbentrop, était devenue la partenaire de l'URSS en ce qui concerne les changements territoriaux de l'Europe centrale et orientale et de l'Europe du Sud-Est, changements convenus par les protocoles additionnels secrets des traités germano-soviétiques du 23 août 1939 et du 28 septembre 1939; en ce qui concerne le litige territorial roumano-hongrois, on soutient ordinairement que l'Allemagne a été tout à fait solidaire avec la Hongrie, Berlin récompensant ainsi Budapest pour la constance de sa politique révisionniste et en punissant la Roumanie pour son aussi durable politique de défense du *statu quo*, modelée par le système versaillais. Cette image est ultra-simplifiée et ne reflète qu'incomplètement la réalité.

Il est incontestable que l'Allemagne a été la plus agressive puissance révisionniste du continent, dès que le régime nazi instauré le 30 janvier 1933 lui a donné les moyens de force dont le Traité de Versailles l'avait privée et il est aussi indéniable que l'Allemagne, l'Union Soviétique et la Hongrie ont été solidarisées par leur hostilité commune à l'égard du système versaillais (pour des raisons tactiques, l'URSS a adhéré dans les années 1934-1936 à la politique de sécurité collective, en poursuivant le maintien du *statu quo*). Mais l'attitude des trois pays à l'égard de la Roumanie a été différente, puisque leurs intérêts dans l'espace roumain étaient différents.

L'Union Soviétique n'avait jamais reconnu l'union de la Bessarabie avec la Roumanie, votée par le Conseil du Pays de Kishinev (le 27 mars/9 avril 1918). L'occupation du territoire d'entre le Prut et le Dniestr et le retour, par cette voie, aux embouchures du Danube, constituaient pour Moscou un but, inscrit dans l'article 3 du protocole additionnel secret du Pacte Molotov-Ribbentrop.

La Hongrie était obsédée par un seul objectif: récupérer la Transylvanie dans des limites variant d'un minimum de 50.000 km<sup>2</sup> à un maximum de 78.000 km<sup>2</sup>. Afin d'atteindre ce but, la Hongrie était disposée à recourir à la force<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Rodolfo Mosca, *L'Europa verso la catastrofe*, vol. II, Milano, 1964, pp. 134-135.

Pour l'Allemagne, la Roumanie présentait un intérêt économique considérable. La machine de guerre allemande, qui devait apporter au Reich la hégémonie continentale et – éventuellement – mondiale, était fondée sur le tandem char–avion. Dépourvue de la base de matières premières nécessaires à un effort militaire de longue durée, l'Allemagne était obligée à recourir à la «guerre-éclair», où les moteurs avaient un rôle décisif, mais nécessitaient du carburant. Or, l'Allemagne ne disposait pas de pétrole et ses succès dans le domaine de la fabrication du carburant synthétique ne lui permettaient pas de se dispenser des importations de pétrole<sup>2</sup>.

Selon les estimations du «2<sup>e</sup> Bureau» français, la veille de la guerre les importations de pétrole de l'Axe Berlin-Rome se repartaient ainsi: 33% du Venezuela, 26,5% des Etats-Unis, 21,5% de Roumanie. Dans le cas d'un blocus maritime, l'Allemagne devenait dépendante du pétrole roumain. En effet, les huit premiers mois de guerre, la Roumanie a couvert 94% des importations de pétrole de l'Allemagne<sup>3</sup>. Si une comparaison nous était permise, nous dirions que le cœur de carburant de la Wehrmacht battait à Ploiești. L'Allemagne ne pouvait pas faire la guerre sans le pétrole roumain (ne pas oublier que la Roumanie occupait à l'époque la 4<sup>e</sup> place dans la production mondiale de pétrole).

Le Reich était disposé à soutenir les revendications territoriales de l'Union Soviétique, de la Hongrie et de la Bulgarie à l'égard de la Roumanie, mais en posant une condition: ne pas aboutir à des confrontations militaires, qui auraient produit des perturbations dans les livraisons roumaines de pétrole vers le Reich ou qui auraient produit des dégâts dans le périmètre pétrolier de Ploiești. Le 23 juin 1940, quand Molotov a informé l'ambassadeur allemand à Moscou, le comte von der Schulenburg, sur l'imminent ultimatum soviétique adressé à la Roumanie et sur la décision du Kremlin de recourir à la force si le gouvernement roumain ne satisfaisait pas les demandes soviétiques, Berlin s'est empressé d'attirer l'attention du partenaire soviétique sur les grands intérêts d'ordre économique du Reich en Roumanie, qui auraient été grièvement préjudicierés par le déclenchement des opérations militaires. En même temps, l'Allemagne a exprimé sa surprise à l'égard de l'intégration de la Bucovine, qui ne figurait pas dans l'article 3 du protocole additionnel secret, dans les revendications territoriales de l'URSS par rapport à la Roumanie; «La Bucovine est quelque chose de nouveau» (*ein Novum*), montre-t-on dans la note allemande<sup>4</sup>. Hitler considérait que sa revendication signifie la transgression par l'URSS des limites territoriales des ententes germano-soviétiques d'août-septembre 1939. L'irritation d'Hitler a mis Stalin devant un dilemme: le maintien de la revendication de la Bucovine aurait mené à la détérioration des relations avec Berlin; son abandon aurait été perçu comme un signe de faiblesse. Afin de sortir de l'impasse, il a réduit la demande en ce qui concerne la Bucovine

<sup>2</sup> Voir, plus largement, Philippe Marguerat, *Le III<sup>e</sup> Reich et le pétrole roumain, 1938-1940*, Leiden, 1977.

<sup>3</sup> Peter Jackson, *France and the Guarantee to Romania, April 1939*, in *Intelligence and National Security*, vol. 10, April 1995, pp. 248, 265.

<sup>4</sup> *Dokumentî vnesnei politiki 1940-22 iyunja 1941*, vol. XXIII, I<sup>e</sup> partie (cité plus loin *Dokumentî*), Moscou, 1995, pp. 365-366, 374-376.

à la partie du nord de la province, de sorte que le 26 juin 1940, l'URSS a demandé à la Roumanie la cession de la Bessarabie et de la Bucovine du Nord. La revendication de la Bucovine, perçue par Hitler comme une violation des accords germano-soviétiques de l'automne 1939 a été la première faille dans la coopération des deux pays, inaugurée par le Pacte Molotov-Ribbentrop<sup>5</sup>. Le Roi Carol II a été conseillé par Berlin de satisfaire les revendications territoriales soviétiques, l'Allemagne étant préoccupée, en premier lieu, à éviter un conflit militaire roumain-soviétique, nuisible à l'économie de guerre du Reich.

La même position a été adoptée par l'Allemagne dans le litige roumano-hongrois. Après l'échec des pourparlers des délégations des deux pays à Turnu-Severin (16-24 août), une guerre roumano-hongroise semblait inévitable, étant donné la décision du gouvernement de Budapest de faire appel à la force. Pour empêcher ce conflit, Hitler, qui, initialement, s'était déclaré hostile à un arbitrage, a pris la décision d'imposer sa volonté aux deux parties en conflit. En même temps, on a pris en considération l'occupation par une force allemande de la zone pétrolière afin de la protéger au cas où les opérations militaires entre les Roumains et les Hongrois auraient commencé. L'«arbitrage», qui était au fond un diktat, a représenté le désir du Reich de prévenir un conflit militaire entre la Roumanie et la Hongrie. Et ce qu'il faut relever est que, douloureux et odieux, le diktat de Vienne a imposé la cession d'une superficie du territoire transylvain située *sous* la limite inférieure des revendications hongroises qui étaient de 50.000 km<sup>2</sup> (il est connu que le territoire que nous avons perdu a été de 43.492 km<sup>2</sup>). Cela explique le vif mécontentement du premier-ministre hongrois, Teleki Pál qui, selon le témoignage du ministre des cultes et de l'éducation, Bálint Homan, est rentré de Vienne profondément déprimé «dans une immense détresse»<sup>6</sup>.

La position de l'Allemagne à l'égard de la Roumanie a été déterminée, hors le point de vue économique, par une considération stratégique. Le 31 juillet 1940, Hitler a informé les hauts responsables militaires allemands sur sa décision d'attaquer l'Union Soviétique au printemps de l'année suivante<sup>7</sup>. Dans la perspective de la future campagne, la Roumanie prenait une importance spéciale en tant que base des opérations. Pour protéger l'espace roumain, le même jour du diktat de Vienne, l'Allemagne et l'Italie ont accordé une garantie d'inviolabilité au territoire roumain amputé (on prenait aussi en compte la cession du Quadrilatère à la Bulgarie, qui allait être consacrée par le traité de Craiova du 7 septembre 1940).

La garantie germano-italienne a été habituellement présentée comme un «prix de consolation» accordé à la Roumanie parce qu'elle avait suivi les conseils de l'Axe, c'est-à-dire de satisfaire les revendications territoriales de l'URSS, de la Hongrie et de la Bulgarie. En réalité, ce n'était que l'une des premières mesures de préparation de la future Opération «Barbarossa», qui allait être déclenchée le 22 juin 1941.

<sup>5</sup> Voir, plus largement, Florin Constantiniu, *Dictatul de la Moscova (26-28 iunie 1940) și relațiile sovieto-germane* (Le Diktat de Moscou (26-28 juin 1940) et les relations soviéto-allemandes) in «Revista istorică», nouvelle série, t. III (1992), nos 1-2, p. 11 et suiv.

<sup>6</sup> A. I. Puskas, *Vengrija v godī vtoroi mirovoi vojnī*, Moscou, 1966, p. 113.

<sup>7</sup> F. Halder, *Voennii dnevnik*, vol. II, Moscou, 1969, p. 80.

La position de l'Allemagne par rapport aux revendications soviétiques et à celles hongroises met en évidence le fait qu'au-dessus de l'hostilité à l'égard de la Roumanie, de sa politique anti-révisionniste et à l'égard du régime du roi Carol II, Berlin a placé – comme il était naturel – son intérêt pour le pétrole roumain, ce qui a permis à la Roumanie de garder le sud de la Bucovine, et de perdre un territoire moins étendu que le minimum préconisé par Budapest: 43.492 km<sup>2</sup> au lieu de 50.000 km<sup>2</sup>. S'il est à faire nôtre le proverbe polonais cité par le chroniqueur Miron Costin: «Après la bataille, le Polonais est sage», on dirait que, mieux informées sur les nécessités économiques et militaires du Reich et maîtres de soi, les autorités roumaines auraient pu jouer cette carte du pétrole au bénéfice de l'intérêt national.

L'attitude de l'URSS dans la période du diktat de Vienne s'est située sous le signe des premiers mécontentements et tensions surgies dans les relations soviéto-allemandes.

Solidaire – par sa position à l'égard de la Roumanie – avec la Bulgarie et la Hongrie, l'Union Soviétique a soutenu les revendications de Sofia et de Budapest par rapport à notre pays. On n'est pas en mesure de confirmer les affirmations du comte Gezá Teleki, selon lesquelles les jours de l'occupation de la Bessarabie et de la Bucovine du Nord, des postes de radio des troupes soviétiques auraient invité les troupes hongroises à joindre l'Armée Rouge dans les Carpates, ni celles selon lesquelles Moscou aurait demandé aux communistes magyars de proclamer une république transylvaine, en même temps que l'occupation de la Bessarabie et de la Bucovine du Nord.<sup>8</sup>

Ce que nous savons de sûr est que, le 4 juillet 1940, Molotov a déclaré au ministre de la Hongrie à Moscou, Kristoffy, qu'il considérait bien fondées les revendications hongroises, mais que l'URSS n'allait pas intervenir dans la situation d'un conflit roumano-hongrois. La position a été réaffirmée le 25 août, quand Molotov a dit à Kristoffy que le gouvernement soviétique voyait favorablement les revendications hongroises, vu que lui – le gouvernement soviétique – «n'avait jamais considéré la Roumanie de Versailles et du Trianon comme réaliste»<sup>9</sup>.

Mais au fur et à mesure que la tension dans les relations roumaines et hongroises s'accentuait et que l'intervention de l'Allemagne se dessinait, l'irritation de Moscou augmentait elle aussi. Le Pacte Molotov-Ribbentrop prévoyait des consultations bilatérales dans des problèmes d'intérêt commun. Au Kremlin, le litige roumano-hongrois était perçu comme un problème qui ne pouvait pas laisser indifférente l'Union Soviétique, préoccupée au plus haut degré par l'aire sud-est européenne. Dans les instructions envoyées le 20 août par le Komintern aux communistes hongrois on peut déceler le mécontentement de Moscou par rapport au partenaire allemand.

Dans la *Résolution sur la situation de la Hongrie et sur les tâches du PCH* on évoque «l'immixtion allemande» dans le litige roumano-hongrois et on

<sup>8</sup> C. A. Macartney, *A History of Hungary 1929-1948 (October fifteenth)*, vol. I, New York, 1956, pp. 404-405.

<sup>9</sup> *Ibidem*, p. 418.

mentionne «ses principaux intérêts impérialistes»<sup>10</sup>. Beaucoup plus dures sont les formulations du document élaboré par le Komintern, *La position du PC de Roumanie et du PC de Hongrie au sujet de la Transylvanie*, (5 septembre 1940) où l'on dit: «La décision de l'arbitrage de Vienne constitue un diktat impérialiste»<sup>11</sup>. Selon le chercheur russe Mihail Narinski, dans les instructions envoyées au PCR dans la même période, on peut remarquer une position similaire (Narinski ne fait que mentionner ces instructions, mais sans en détailler)<sup>12</sup>.

L'irritation de Moscou a été mise en évidence par la discussion entre Vladimir Dekanov, commissaire adjoint des affaires étrangères, et Grigore Gafencu, le ministre roumain à Moscou, ainsi que par le communiqué officiel soviétique publié un jour après au sujet de cette entrevue. En prétextant des incidents de frontière – en réalité des provocations des garde-frontières soviétiques – Vladimir Dekanov a convoqué Grigore Gafencu la nuit du 29-30 août pour lui remettre une note dans une forme dure et comprenant une menace voilée. Le communiqué TASS du lendemain gardait le même ton<sup>13</sup>.

S'agissait-il d'un service rendu par Moscou à Berlin afin de lui offrir un moyen de pression sur la Roumanie? Non, il s'agissait d'un signal envoyé par Kremlin au partenaire allemand, comme quoi on ne pouvait pas discuter des problèmes sud-est-européens sans que l'URSS ne soit consultée. La garantie germano-italienne donnée à la Roumanie – sans aucune consultation préalable avec les Soviétiques – a été ressentie comme un coup à Moscou. Lors de son entrevue du 31 août avec Molotov, l'ambassadeur allemand von der Schulenburg avait pour la première fois constaté une irritation qui n'avait existé auparavant chez le chef de la diplomatie soviétique. Non sans humour, Molotov a dit au diplomate allemand qu'il en avait appris plus des journaux que de la communication du gouvernement allemand<sup>14</sup>.

Durant l'audience du 9 septembre 1940 auprès de Molotov, l'ambassadeur allemand, le comte von der Schulenburg, a écouté les reproches répétés du chef de la diplomatie soviétique, qui accusait l'Allemagne d'avoir enfreint le traité du 23 août 1939 en ne consultant pas – avant la décision de Vienne (30 août 1940) – l'Union Soviétique, vu que l'«arbitrage» concernait la Roumanie et la Hongrie, deux pays limitrophes à l'URSS; deuxièmement, Molotov a exprimé son mécontentement à l'égard de la garantie germano-italienne accordée à la Roumanie,

<sup>10</sup> *Komintern i vtoraja mirovaja voina* (cité plus loin *Komintern*), 1<sup>re</sup> partie, Moscou, 1994, pp. 411-412; voir aussi M. Narinski, *Kremlin i Komintern v 1939-1941 godah* en "Sovobodnaja misj", 1995, n° 2, p. 19.

<sup>11</sup> *Komintern*, p. 426.

<sup>12</sup> M. Narinski, *op. cit.*, p. 19. Le volume de documents *Komintern*, p. 428 signale seulement ce document du 24 août 1940, en se limitant à montrer qu'il est en concordance avec celui destiné au PCH du 20 août.

<sup>13</sup> Grigore Gafencu, *Misiune la Moscova, 1940-1941*, (Mission à Moscou), éd. I. Calafeteanu, N. Dinu, N. Nicolescu, Bucarest, 1995, pp. 37-43, 51-53; idem, *Préliminaires de la guerre à l'Est*, Fribourg, 1944, pp. 70-71.

<sup>14</sup> *Dokumenti*, p. 546.

bien que le Reich eût su que le problème du sud de la Bucovine n'avait pas été réglémenté dans l'esprit des désirs de Moscou, autrement dit, d'annexion de cette partie du territoire roumain<sup>15</sup>. Une nouvelle faille, cette fois-ci beaucoup plus large, érodait la coopération germano-soviétique<sup>16</sup>.

Pendant sa visite à Berlin (12-13 novembre 1940), Molotov allait répéter à Hitler que la garantie germano-italienne offerte à la Roumanie était perçue à Moscou comme ayant un caractère anti-soviétique, surtout que le problème de la Bucovine du Sud était resté irrésolu<sup>17</sup>.

Dans le projet de directives concernant cette visite (rédigé par Molotov-même) on soulignait que dans l'établissement de la sphère d'intérêts de l'URSS il fallait tenir compte du «Danube, notamment du Danube maritime» et plus loin il était écrit: «Le problème du sort ultérieur de la Roumanie et de la Hongrie nous intéresse extrêmement»<sup>18</sup>.

Mais le Reich était décidé à protéger la Roumanie en tant que future base d'opérations contre l'URSS, bien que la garantie germano-italienne n'eût pas empêché les violations de frontière et les annexions d'îlots roumains du bras de Chilia par les Soviétiques. Le général Ion Antonescu avait averti lors de la séance du Conseil de Ministres du 27 septembre 1940 que les Soviétiques «veulent nous éluder totalement, nous enlever la possibilité de naviguer sur le canal de Chilia»<sup>19</sup>.

Si l'Allemagne a ignoré ces violations du territoire roumain après l'octroi de la garantie, un fait reste cependant indéniable: c'est grâce à l'intervention du Reich que la Roumanie a gardé le sud de la Bucovine (resté jusqu'à présent dans les frontières roumaines, tandis que la partie du nord est entrée dans celles de l'Ukraine) et c'est à Vienne que la Hongrie a dû accepter une partie du territoire de la Transylvanie, se trouvant, en ce qui concerne la superficie, sous la limite des revendications hongroises.

Victime de la politique de force et de diktat des grandes puissances, il ne reste à la Roumanie que la triste satisfaction de savoir qu'elle a été une pomme de discorde entre les deux colosses totalitaires, le conflit d'intérêts d'entre eux – qui a inclus la Roumanie aussi – menant à la rupture de la coopération entre Hitler et Stalin et à la guerre entre le Reich et l'URSS.

<sup>15</sup> *Ibidem*, pp. 583-585.

<sup>16</sup> G. Gafencu, *Préliminaires*, p. 71 et suiv.

<sup>17</sup> *Staatsmänner und Diplomaten bei Hitler*, ed. A. Hillgruber, vol. I, Frankfurt am Main, 1967, p. 308.

<sup>18</sup> M. Narinsky, *op. cit.*, p. 20.

<sup>19</sup> Gh. Buzatu, *Mareșalul Antonescu în fața istoriei*, (Le Maréchal Antonescu devant l'histoire), vol. I, Iași, p. 124.

## **CONSIDÉRATIONS SUR LA GENÈSE DE LA «QUESTION BESSARABIENNE» (1812)**

**VLADIMIR MISCHEVCA**  
**(Chișinău)**

Les investigations dans le domaine de l'histoire politique de l'Europe du début du XIX<sup>e</sup> siècle montrent à profusion l'influence exercée par les Grandes Puissances (la Russie, la France, l'Empire Ottoman, etc.) au Centre et au Sud-Est de l'Europe, en général, et sur le destin des Roumains de l'époque, en particulier<sup>1</sup>.

Et justement pendant cette époque, les Principautés Roumaines se trouvaient diminuées sur le plan de la politique internationale<sup>2</sup>. Mais elles conservaient toutefois leur place importante dans l'histoire des relations internationales, place due à des considérations d'ordre économique, géopolitique, etc.

De toute façon, la situation géopolitique actuelle de la Moldavie reste toujours un facteur d'importance majeure dans le cadre des rapports internationaux du Centre et du Sud-Est de l'Europe. C'est pourquoi il est nécessaire de tenir compte des enseignements tirés de l'expérience historique, fait qui détermine aussi l'opportunité de l'étude et la mise à jour des buts expansionnistes des puissances européennes par rapport aux Principautés Roumaines et du rôle de la Moldavie et de la Valachie en qualité d'«objets» des relations internationales dans le cadre de la soi-disant «Question d'Orient» des XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles.

<sup>1</sup> Voir: M. Dimitrescu, *Politica lui Napoleon I față de Țările Române*, București, 1921; G. Lebel, *La France et les Principautés Danubiennes*, Paris, 1955; G. F. Jewsbury, *The Russian annexation of Bessarabia: 1774-1812. A study of Imperial expansion*, New York, 1976; L. Boicu, *Geneza cheștiunii române ca problemă internațională*, Iași, 1975; *România în relațiile internaționale (1699-1939)*, Iași, 1980; V. Ciobanu, *Les Principautés Roumaines et la politique européenne (1699-1815)*, București, 1984; H. Heppner, *Österreich und die Donauprinzente 1774-1812. Ein Beitrag zur habsburgischen Südostenpolitik*, Graz, 1984; N. Ciachir, *Istoria popoarelor din Sud-Estul Europei în epoca modernă (1789-1923)*, București, 1987; I. Jarcuțchi, V. Mischevca, *Pacea de la București (din istoria diplomatică a încheierii tratatului de pace ruso-turc de la 16 (28) mai 1812)*, Chișinău, 1993; *Очерки внешнеполитической истории Молдавского княжества последняя треть XIV-начало XIX вв.*, Кишинев, 1987.

<sup>2</sup> V. Ciobanu, *Les Principautés Roumaines et la politique européenne (1699-1815)*, București, 1984, p. 86.

Donc, tout comme dans la période de l'entre-deux-guerres reste actuelle l'analyse de la situation internationale de l'Europe présentée par l'historien roumain Alexandre Boldur, qui écrivait en 1930: «L'Europe contemporaine ne fait que se chercher soi-même. Elle est comble de contradictions et fouille dans les ténèbres dans sa voie vers la stabilisation. La paix – c'est le mot d'ordre du jour. Mais on avance trop lentement et avec trop de timidité vers ce but. Toute une série de différends qui n'ont pas été solutionnés servent de foyers pour d'éventuels conflits de guerre. Un tel foyer représente aussi la question bessarabienne»<sup>3</sup>.

Dans ce contexte on va tâcher d'exprimer quelques considérations générales d'ordre historique et diplomatique sur la genèse de la question bessarabienne dans le cadre des rapports internationaux du début du XIX<sup>e</sup> siècle; à proprement parler, on va exposer le problème de l'intégrité nationale-territoriale de la Moldavie qui a ses origines dans les stipulations de la Paix de Bucarest (1812).

Mentionnons dès le début que l'historiographie soviétique s'est donné de la peine à démontrer, malgré la vérité historique, que: «La question bessarabienne en tant que problème international a surgi sur l'arène de l'histoire vers le début de l'année 1918 et a disparu au milieu de l'année 1940», notifiant, en général, les relations bilatérales entre la Roumanie et l'U.R.S.S. visant le litige territorial face à la Bessarabie<sup>4</sup>.

Cette thèse devenue axiomatique dans les travaux de l'historiographie soviétique moldave a trouvé sa plus détestable expression dans l'affirmation: «L'échange de notes soviéto-roumaines des 26-28 juin 1940 a pris fin par la solution pacifique et basée sur la vérité de la question de Bessarabie...»<sup>5</sup>. Tous ces raisonnements sont faux, puisqu'ils ne sont pas et ne peuvent pas être fondés, car ils n'ont pas à leur base le principe démocratique et celui de l'autodétermination nationale, mais seulement le concept du droit de la force, l'unique argument de la «légitimation» de l'extension territoriale de l'Empire russe, pris et ajusté ultérieurement par la méthodologie marxiste-léniniste à travers la doctrine de l'expansion communiste (la célèbre thèse de «l'export de la révolution», etc.).

Ainsi, le Gouvernement soviétique a déjà exprimé dans la Note du 18 avril 1918 son attitude envers la volonté suprême affirmée par le peuple roumain de la Bessarabie (la Moldavie d'entre le Prut et le Dniestr) de s'unir «à tout jamais» à la

<sup>3</sup> А. Болдырь, *Бессарабский вопрос*, Chișinău, 1930, p. 50.

<sup>4</sup> А.М. Лазарев, *Молдавская советская государственность и бессарабский вопрос*, Chișinău, 1974, p. 65, 71, 94, *passim*. Cf.: В. Дембо, *Бессарабский вопрос*, Moscou, 1924; Л.И. Александри, *Бессарабия и бессарабский вопрос*, Moscou, 1925; Х. Раковский и В. Дембо, *Румынские притязания на Бессарабию*, Moscou, 1926.

<sup>5</sup> История РСС Молдовенешть дин челе май векъ тимпурь пынз ин зилеле ноастре. Chișinău, 1984, p. 372-373.

Patrie-mère, en qualifiant sans équivoque l'Acte de l'union nationale comme étant «...absolument privé de toute force de droit international»<sup>6</sup>.

Ce n'est pas l'unique fois que les apologistes du tsarisme, ensuite les bolcheviques et aujourd'hui les néo-communistes et les cercles revanchards des «patriotes» russes, qui tâchaient de faire appel au droit international, au droit historique de ce peuple situé au carrefour des chemins et des intérêts des grandes puissances, ont été et sont pratiquement contredits par les arguments historiques mêmes auxquels ils font recours. D'autant plus regrettable est la position de certains historiens d'Occident qui, volens-nolens, traitent les événements historiques de 1918 à travers le prisme du chauvinisme «velicorusse». Et, même si E. Carr (Grande-Bretagne) et N. Werth (France) considèrent qu'«en janvier 1918 la Roumanie a envahi et annexé la Bessarabie»<sup>7</sup>, ce n'est qu'une preuve de plus que la Question bessarabienne nécessite un traitement complexe, en commençant par ses prémisses d'ordre politique-diplomatique-militaire qui trouvent leur explication dans la connaissance générale des rapports internationaux de l'Europe de Sud-Est ou, plus exactement, des relations russo-ottomanes de la période précédente: les XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles<sup>8</sup>.

Il faut mentionner toutefois que dans l'historiographie moldave on rencontre l'opinion suivant laquelle «les antécédents de la question bessarabienne, dans un sens plus étroit, commencent par l'année 1484, quand eut lieu le rapt des terres et des forteresses des Moldaves par les Turcs»<sup>9</sup>. En tout cas, le problème se réduit en fait à l'intégrité nationale-territoriale des Roumains moldaves et réside dans l'occupation et l'annexion partielle de la Moldavie (d'entre le Prut et le Dniestr), l'établissement des frontières de 1812 sur le corps vif du pays, en le scindant en deux, et l'établissement de la Russie à l'embouchure du Danube, signifiant aussi la genèse d'un nouveau problème international – celui de la Bessarabie, fait qui ne peut être conçu que dans le contexte de l'étude de l'épineuse Question d'Orient.

De toute la série de prémisses diplomatiques du problème, mentionnons que c'est justement Pierre le Grand qui avait mis pied sur la rive pontique. La diplomatie de Pierre I<sup>r</sup> dépasse le cadre régional limité, caractéristique à la politique étrangère

<sup>6</sup> История РСС Молдовенешть, vol. II, Chișinău, 1970, p. 92.

<sup>7</sup> Эдуард Капр, История Советской России. Книга I, Т. I, Moscou, 1990, p. 301; Никола Верт, История Советского государства. 1900-1991, Moscou, 1992, p. 120.

<sup>8</sup> Mentionnons que des études de ce genre des historiens roumains sont déjà parues dans la période de l'entre-deux-guerres: Al. Boldur, *Basarabia și relațiile româno-ruse*, București, 1927; Idem, *La Bessarabie et les relations Russo-Roumaines*, Paris, 1927; Idem, *Statutul internațional al Basarabiei*, Chișinău, 1938; D. Bogos, *Basarabia, de la 1812 până la 1938*, Chișinău, 1938; P. Cazacu, *Moldova dintre Prut și Nistru*, Iași, 1929; Șt. Ciobanu, *Basarabia*, Chișinău, 1926; O. Ghibu, *De la Basarabia rusească la Basarabia românească*, Cluj, 1926; N. Iorga, *Adevărul despre trecutul și prezentul Basarabiei*, București, 1940; I. Nistor, *Istoria Basarabiei*, Cernăuți, 1923; I. G. Pelivan, *La Bessarabie sous le régime russe (1812-1918)*, Paris, 1919; etc.

<sup>9</sup> Voir: P. Parasca, *Antecedente ale înstrăinării Basarabiei până la 1812*, in «Revista de istorie a Moldovei», 1992, n° 3, p. 27.

de l'Etat moscovite et reçoit de nouvelles particularités en se transformant en une politique globale européenne<sup>10</sup>. La Russie a continué à avancer, pas à pas, durant deux siècles, vers les Balkans et les Détroits. Dans ce processus, l'année 1774, où à la fin de la guerre russo-turque de 1768-1774 fut conclu le Traité de paix de Kutchuk-Kaïnardgi, représente un tournant de l'histoire, puisque le facteur extérieur – le facteur «russe» – devient un vecteur permanent dans tous les problèmes qui faisaient l'objet des rapports entre la Porte Ottomane et les Principautés. Le droit d'intervention obtenu par la Russie contribuera à aggraver la situation des Principautés Roumaines. Objet de litige russo-turc, avec l'aggravation du «Problème Oriental», «la Question roumaine» va être reconnue comme problème international<sup>11</sup>.

La période des années 1792-1812 se trouve, bien sûr, sous le signe de la Grande Révolution Française de 1789<sup>12</sup>, qui prétend fonder aussi les rapports internationaux sur la volonté des peuples, en ouvrant, de la sorte, l'ère des nationalités<sup>13</sup>.

On dirait que, par rapport à ce qui se passait à l'Occident, l'Est ne présentait plus d'intérêt notable, ce qui est faux<sup>14</sup>.

En 1792 les Russes établissent leur frontière sur le Dniestr, cet événement prenant pour Jacques Ancel une telle importance qu'il le qualifie de date de naissance du «Problème Oriental»<sup>15</sup>.

Le territoire compris entre le Bug Méridional et le Dniestr – la Transnistrie moldave – transformé en province russe vers les années 1792-1793, allait jouer le rôle de tête de pont dans la zone des Balkans et du Danube. C'est un fait significatif qu'au mois de mars 1790 déjà la diplomatie russe préconisait aussi, à l'indication de Catherine II, l'annexion de la Bessarabie, c'est-à-dire des rayas du sud du territoire entre le Prut et le Nistru (Dniestr)<sup>16</sup>.

Après la paix de Iași (1792), le rôle géopolitique des Principautés Roumaines s'est considérablement accru. La Moldavie et la Valachie étaient pareilles à des «portes» qui conduisaient vers le but convoité.

Le nouveau rapport de forces, à la base duquel a été établi l'équilibre européen dans cette période et dans cette zone, sous l'incidence de l'évolution du Problème Oriental et des guerres de la Révolution Française, a eu d'importantes conséquences sur les Principautés.

Se trouvant à la frontière de trois grands empires, la Moldavie et la Valachie étaient toujours un théâtre de guerre où se heurtaient les intérêts des grandes puis-

<sup>10</sup> Н.Н. Молчанов, *Дипломатия Петра Великого*, Moscou, 1990, p. 15.

<sup>11</sup> L. Boicu, *Geneza cheștiunii române ca problemă internațională*, Iași, 1975, p. 41.

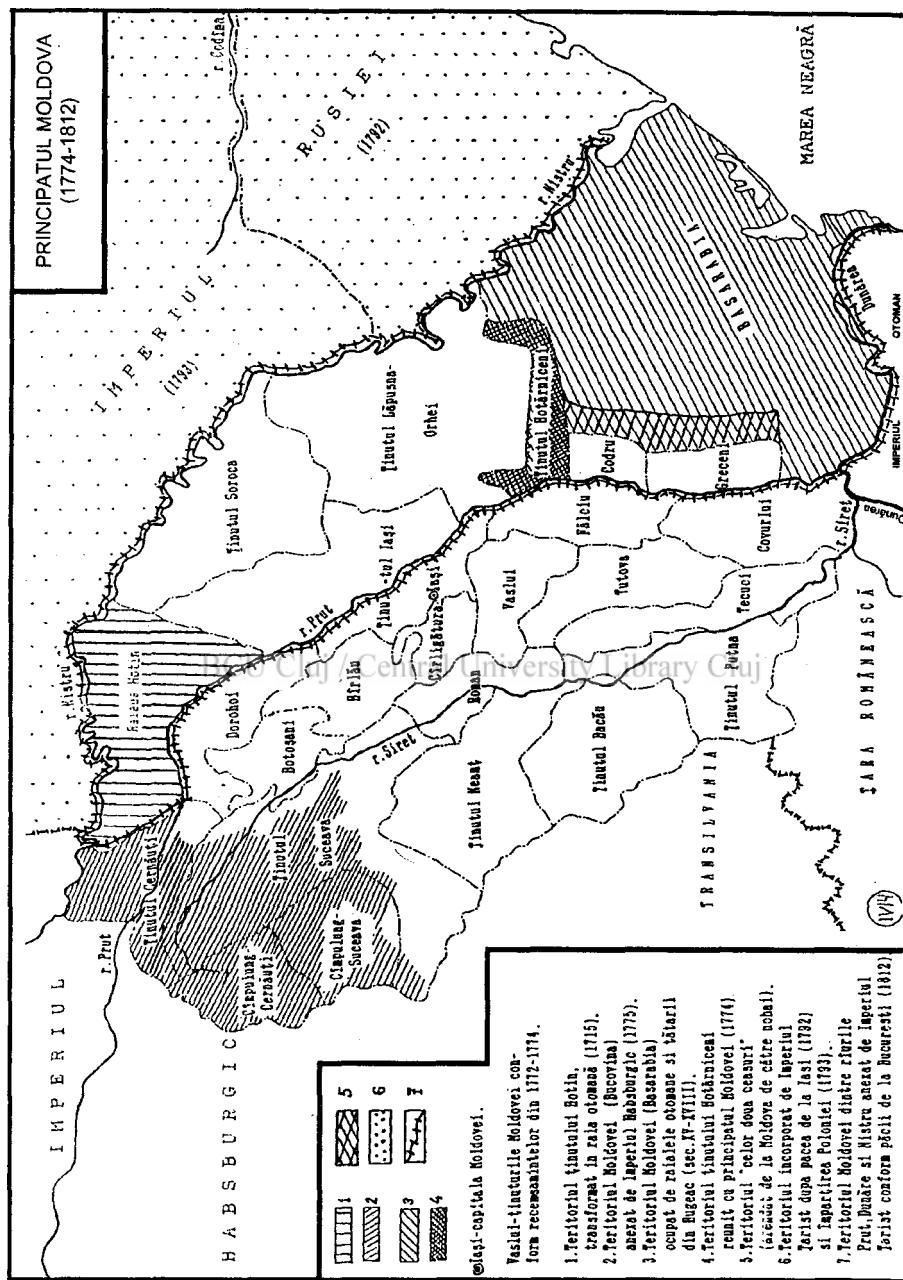
<sup>12</sup> Voir: *La Révolution française et les Roumains. Impact, images, interprétations. Études à l'occasion du bicentenaire*, publiées par Al. Zub., Iași, 1989.

<sup>13</sup> André Fugier, *La Révolution française et l'Empire napoléonien*, t. IV, *Histoire des relations internationales*, publiée sous la direction de Pierre Renouvin, Paris, 1954, p. 91.

<sup>14</sup> Albert Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, II, Paris, 1908, p. 204.

<sup>15</sup> Jacques Ancel, *Manuel historique de la question d'Orient (1792-1923)*, Paris, 1923, pp. 1, 26.

<sup>16</sup> *Очерки внешнеполитической истории молдавского княжества (последняя треть XIV – начало XIX в.)*, Chișinău, 1987, p. 349-350.



1

sances. Ces principautés représentaient aussi des objets de compensation dans de nombreuses combinaisons diplomatiques et plans de partage de l'Empire Ottoman, élaborés par les Etats engagés dans le Problème Oriental<sup>17</sup>.

En conséquence, l'évolution de cette Question a eu comme résultat de graves répercussions, surtout pour la Principauté de Moldavie. Dans ce cadre, un moment dramatique, vu ses conséquences, fut représenté par la guerre russo-turque des années 1806-1812<sup>18</sup>.

Le long de six années, les destinées de la Moldavie et la Valachie se sont trouvées dans les mains des grandes puissances européennes: la Russie, la France, la Turquie, l'Autriche et l'Angleterre.

La conclusion de l'alliance franco-russe (été 1807) donna la possibilité au tsar de formuler explicitement ses prétentions par rapport à l'annexion des Principautés Roumaines. Ainsi, les traités de Tilsit (7 juillet 1807) et d'Erfurt (12 octobre 1808) entre Napoléon et Alexandre I<sup>er</sup> ont été très importants quant aux destins ultérieurs des Principautés<sup>19</sup>. A Erfurt, le traité secret d'alliance conclu par les deux empereurs, stipulait dans l'Article V la reconnaissance de l'annexion par la Russie de la Finlande, de la Valachie et de la Moldavie (voir aussi l'Article VIII)<sup>20</sup>. La diplomatie tsariste a agi avec persévérance afin d'obtenir la reconnaissance, sur le plan international, de l'annexion de l'ensemble des Principautés et de l'établissement de la frontière de l'Empire russe sur la ligne du Danube. D'ailleurs, la guerre russo-turque des années 1806-1812 (qui a déterminé le destin des Principautés Roumaines) est significative non tant du fait que ce fut le plus long conflit militaire entre les deux grands Empires, mais parce que son trait principal consiste, particulièrement, plutôt dans les contacts diplomatiques que dans les opérations militaires<sup>21</sup>. Les négociations officielles et confidentielles des diplomates russes et ottomans, ainsi que les interventions politiques des grandes puissances européennes qui promouvaient leurs propres intérêts, se sont soldées finalement par la signature, le 16 (28) mai 1812, du Traité de paix russo-turc de Bucarest.

On ne va pas exposer dans le détail toute l'évolution sinuueuse de ces événements pleins de dramatisme<sup>22</sup>. On va insister seulement sur quelques facteurs d'importance majeure, qui ont influencé, lors de l'étape finale, la signature de la Paix de Bucarest, en déterminant ainsi la genèse de la Question Bessarabienne. Il est à noter que, en général, l'étape finale des négociations

<sup>17</sup> Voir: T. G. Djuvara, *Cent projets de partage de la Turquie (1218-1913)*, Paris, 1914.

<sup>18</sup> Gh. Platon, *Le «problème roumain» et le problème oriental dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Interférences et implications*, «Revue Roumaine d'Histoire», t. XVIII, 1979, n<sup>o</sup> 2, p. 375.

<sup>19</sup> I. Jarcuțchi, V. Mischevca, *Pacea de la București...*, pp. 71-92.

<sup>20</sup> Внешняя политика России XIX и начала XX века. Документы российского министерства иностранных дел, Серия I, vol. IV, Moscou, 1965, p. 360.

<sup>21</sup> Cf.: V. Veliman, *Relațiile româno-otomane (1711-1821). Documente turcești*, București, 1984, p. 29.

<sup>22</sup> Voir en détail: I. Jarcuțchi, V. Mischevca, *op. cit.*; V. Mischevca, *Pacea de la București din 1812*, dans «Destin românesc», 1994, n<sup>o</sup> 4, pp. 41-58.

russo-ottomanes se caractérise par une aggravation des rapports internationaux qu'on peut qualifier de véritables duels diplomatiques à l'échelle européenne, fait qui a mis implicitement son empreinte sur les disputes diplomatiques de Bucarest. Dans cette confrontation de forces et d'intérêts, l'espace géographique des Principautés Roumaines comprenant aussi l'embouchure du Danube a eu une importance particulière, puisque dans la lutte pour l'hégémonie en Europe ont été entraînés, à côté de l'Empire français et la Russie tsariste, l'Autriche des Habsbourg, l'Empire ottoman et la Grande-Bretagne, qui avaient des intérêts d'ordre économique, politique et stratégique dans la péninsule Balkanique<sup>23</sup>.

Il faut noter aussi qu'un rôle particulier est revenu à l'activité de la diplomatie secrète, toujours présente dans les coulisses des événements politiques de l'époque. En plus, ce procès sinueux a été influencé aussi, d'après des historiens, par le facteur «de la fraude»<sup>24</sup>.



Au cours des négociations russo-ottomanes de 1812, la diplomatie tsariste persistait à considérer que «les prétentions de la Russie ne sont pas hors de la bienveillance parce que, si au début on avait exigé la frontière sur le Danube, ultérieurement on y avait renoncé et on avait accepté la frontière sur le Siret»<sup>25</sup>, en insistant à la table de négociations de Bucarest (janvier-mai 1812) que «la rivière Siret soit fixée en tant que frontière entre les deux Empires, ainsi que cela avait été établi à Giurgiu»<sup>26</sup>.

Mais pendant les discussions controversées des conférences de Giurgiu (octobre-décembre 1811), le Grand Vizir Ahmed-pacha<sup>27</sup> déclarait aux envoyés de Kutuzov arrivés dans son camp de Rustchuk: «Je vous donne le Prut, rien de plus! Le Prut ou la guerre! Nos sacrifices sont déjà énormes: Ismaïl seul vous paie la guerre, et vous avez encore quatre autres forteresses et une superbe province»<sup>28</sup>.

La diplomatie ottomane qui tenait bien compte des projets de partage des possessions de l'Empire Ottoman forgés par la France et la Russie à Tilsit (1807) et Erfurt (1808), n'écartait pas en 1811-1812 le péril que représentait Napoléon Bonaparte non seulement pour l'Empire tsariste, mais aussi pour la Porte Ottomane. Voici pourquoi le Grand Vizir disait: «En vous sauvant, nous nous sauvons nous-

<sup>23</sup> S. Columbeanu, *Contribuții privind situația internațională a Țărilor Române între anii 1806-1812*, «Revista de istorie», 1976, tome 29, n° 5, p. 657, passim.

<sup>24</sup> Cf.: M. Drăghici, *Istoria Moldovei timp de 500 ani...*, Vol. II., Iași, 1857, pp. 77-78; M. Eminescu, *Basarabia* (série «Clio»), București, 1990, p. 42.

<sup>25</sup> M. Mehmet, *Documente turcești privind istoria României*, Vol. III. (1792-1812), București, 1986, p. 333.

<sup>26</sup> *Ibidem*, p. 335.

<sup>27</sup> Laz-Ahmed Pacha, Grand Vizir: 10.IV.1811. – 5.IX.1812.

<sup>28</sup> Hurmuzaki. *Documente privitoare la istoria românilor*, Suppl. I/III (1709-1812), București, 1889, p. 368.

mêmes. Après votre ruine, si elle peut s'exécuter, nous deviendrions les victimes de Napoléon, et je veux prévenir ce double malheur»<sup>29</sup>.

L'empereur russe, à son tour, désirant assurer son flanc de sud de la partie européenne de l'Empire, espérait aussi attirer la Porte Ottomane en tant qu'alliée à la veille de l'imminent conflit avec la France napoléonienne. Dans ce but, Alexandre I<sup>er</sup>, modérant ses prétentions initiales, acceptait, dans son rescrit secret du 22 mars (3 avril) 1812 adressé au commandant suprême des troupes russes d'occupation des Principautés Roumaines M. I. Golenichtchev-Kutuzov – en gardant dans le plus grand secret la finalisation des négociations – que dans le pire des cas le Prut soit accepté comme frontière («V samoi je kraïnosti dozvoleajou vam zakliuciti mir, poloja Prut, po vpadenijou onago v Dunaï, granitseiou...»). Mais cette cession ne pouvait être acceptée qu'avec la condition de la conclusion d'un accord d'alliance avec la Porte («Na sia stoli vajnoujou oustoupkou, odnako je inatche pozvoleajou vam soglasitisia, kak postanovia sojouznyi tractat s Portojou»)<sup>30</sup>.

M. I. Kutuzov, qui avait reçu le 2(14) avril 1812 ce rescrit du tsar, a eu au cours de 19 jours de nombreuses rencontres confidentielles (assisté seulement par le conseiller Fontoh) avec le premier plénipotentiaire ottoman Mehmed Said Ghalib Efendi. Elles auraient pu avoir comme résultat un accord commun sur tous les articles de base désignés par Alexandre I<sup>er</sup><sup>31</sup>. Cependant, au bout du compte, ainsi que cela est relaté par Kutuzov dans sa lettre du 20 avril (2 mai) 1812, Ghalib Efendi hésita à assumer le risque d'accepter les frontières proposées par les Russes sous prétexte qu'il fallait avoir l'assentiment préalable du Grand Vizir<sup>32</sup>. La diplomatie ottomane ne se pressait pas à accepter les propositions avancées par les Russes (visant le Prut en tant que frontière)<sup>33</sup>.

Les Turcs, qui avaient déjà prévu en 1810 une rupture entre la France et la Russie, faisaient tout le possible, malgré leurs pertes militaires dans cette guerre, pour ne pas céder à la table des négociations, en profitant des contradictions entre les puissances européennes. Ainsi, le rapport analytique de Ghalib Efendi, remis à Bucarest au Grand Vizir le 26 avril 1812 (13 Rebi 1227), montrait clairement la vision du diplomate ottoman. «Dans ces conditions, écrivait-il, l'Empire ottoman devrait refuser d'adhérer à l'un ou à l'autre des systèmes d'alliances, de la France ou de la Russie, et rester neutre; il devrait assumer tout seul ses fardeaux. Si l'on arrive enfin, comme on le souhaite, à conclure la paix, l'Empire ottoman aurait profit à se décharger des conflits qui le gênaient par la voie de la négociation, et rester en tant que spectateur à l'écart des événements; il semble que ce soit la meilleure des lignes à suivre»<sup>34</sup>.

<sup>29</sup> *Ibidem*.

<sup>30</sup> М.И. Кутузов. *Сборник документов*, т. III. (1808-1812), Moscou, 1952, p. 851.

<sup>31</sup> *Ibidem*, pp. 880-881.

<sup>32</sup> *Ibidem*, p. 881.

<sup>33</sup> *Ibidem*, p. 886.

<sup>34</sup> C. Lemercier-Quelquejay, *La Russie, la France et la Turquie à la veille de la Campagne de Russie. Un document inédit des Archives de l'Empire Ottoman*, dans «Cahiers du Monde Russe et Soviéтиque», Vol. VI, n° 2, Paris, 1965, p. 242.

Le diplomate turc, tenant compte du fait «qu'il est donc indispensable d'éviter toutes les conséquences fâcheuses», était convaincu que «l'ennemi principal de l'Empire Ottoman est la nation russe plus qu'une autre», mais provoquer l'hostilité de l'Angleterre est «une politique préjudiciable à tous égards à l'Empire Ottoman»<sup>35</sup>. Cependant, Ghalib Efendi prévenait la Porte que: «D'autre part, la situation actuelle prouve que, de tous les Etats chrétiens, seule la Russie peut freiner le course fougueuse de l'Empereur de France vers ses visées de conquête»<sup>36</sup>.

Dans le cas où la victoire sera toutefois de la part de la France (même si, comme le mentionnait Ghalib Efendi: «Il est incontestable qu'une prévision sur l'issue de la guerre est chose impossible pour des raisons humaines et qu'elle ne dépend pas toujours de la force apparente des belligérants...»), celle-ci «trouvera un prétexte pour ajouter de nouvelles matières à sa vieille rancune (envers les Turcs), de sorte que, s'entendant avec la Russie, lors de la signature de paix, elle entreprendra... toutes sortes d'actes hostiles (contre la Turquie); ou encore, dans le cas où elle ne pourrait pas venir à bout de la Russie, elle tentera de comploter contre l'Empire ottoman lors des pourparlers de paix avec la Russie»<sup>37</sup>.

En conclusion, le premier plénipotentiaire turc à la Conférence de paix de Bucarest remarquait toutefois que: «ni l'Autriche, ni la France ne semblent être disposées à accepter un autre traité de paix que celui qui assurera à l'Empire ottoman l'intégrité de son territoire»<sup>38</sup>.

Conformément aux nouvelles instructions reçues de Chumla le 3(15) mai 1812, la délégation ottomane a chargé Démètre Moruzi de proposer à Kutuzov de signer en qualité de préliminaires de la paix, les articles de base avec les conditions préalables et que les actes échangés par les deux délégations soient expédiés, pour être confirmés le plus vite possible à Constantinople (Istanbul); en même temps, on allait continuait à rendre définitif le traité<sup>39</sup>.

Quand on parle des causes qui avaient déterminé la signature de la paix de Bucarest, il est absolument nécessaire de mentionner encore un facteur important; ce sont les influences extérieures<sup>40</sup> (surtout celle de la Grande-Bretagne). Dans l'historiographie il prédomine l'opinion que la diplomatie anglaise a joué un rôle important et, en général, positif dans la solution du conflit russo-turc, contribuant à la signature de la paix de Bucarest<sup>41</sup>. Toutefois, il faut remarquer que l'historiographie

<sup>35</sup> Ibidem, p. 243.

<sup>36</sup> Ibidem, p. 242.

<sup>37</sup> Ibidem, p. 243.

<sup>38</sup> Ibidem, p. 244.

<sup>39</sup> М.И. Кутузов, *Сборник документов*, т. III, p. 894.

<sup>40</sup> Fait confirmé par M. I. Golenitchev-Kutuzov, qui reconnaissait dans son rapport au tsar Alexandre I<sup>er</sup> (du 4/16 mai 1812), alors qu'il préconisait la conclusion des préliminaires, que «je n'ai pu faire rien de mieux à cause de la situation compliquée de l'Europe», (Cf: М.И. Кутузов, *Сборник документов*, Т. III, p. 895).

<sup>41</sup> Voir: S. Columbeanu, *op. cit.*, p. 671; A. Goșu, *Preliminariile anexării Basarabiei de către Rusia (1806-1812)*, dans «Revista istorică», Série nouvelle, tome III, n<sup>o</sup>s 1-2., p. 117; P. Cernovodeanu, *Mai 1812. Pacea de la Bucuresti*, dans «Magazin istoric», 1993, n<sup>o</sup> 2, p. 10, Д.Г. Гулиа, *К истории восточного вопроса. Русско-турецкая война, 1806-1812 гг. и Англия*. Сухуми 1978, p. 84-94.

russe (A. N. Popov, G. M. Ghendel, N. I. Kazakov, A. N. Chapkina et d'autres) a soutenu la thèse selon laquelle les diplomates britanniques à côté de ceux français et autrichiens «ont stimulé aussi la ténacité de la Porte»<sup>42</sup>, fait résultant non tant de l'activité diplomatique concrète du résident anglais que de la stratégie politique du Foreign Office. Dans la période des années 1803-1815 la Grande-Bretagne a toujours oscillé entre la Turquie et la Russie, balançant alternativement entre l'alliance et l'état de belligérance avec ces deux Empires, en fonction de ses intérêts d'ordre primordial visant la défaite de la France napoléonienne<sup>43</sup>. Pitt se prononçait – ce qui sera «la grande charte diplomatique de l'Angleterre», selon le mot d'Albert Sorel – pour le maintien de l'Empire Ottoman<sup>44</sup>. Cette politique anglaise peut être considérée, en fait, duplicitaire, parce qu'elle poursuivait le but du «ménagement» de la Porte Ottomane en vue de la solution du conflit russe-ottoman et celui de la libération de la Russie, mais aussi celui de ne pas permettre la consolidation du tsarisme dans les Balkans, et surtout en Asie et Caucase. Eloquente est, dans cet ordre d'idées, l'instruction donnée à Sir Robert Liston (le nouvel ambassadeur anglais à Istanbul) par le secrétaire d'Etat des affaires étrangères Robert Castlereagh, où l'on précisait que lors des pourparlers en vue de la conclusion de la paix il ne devait pas accepter en aucun cas l'idée «qui paraît avoir prédominé dans des discussions de paix antérieures, et notamment que pour garantir le retour à l'état de paix entre la Russie et la Porte, la Grande-Bretagne aurait été disposée à faire des sacrifices matériels ou céder même quelque colonie à la Russie<sup>45</sup>. Toutefois, nous constatons que, malgré le fait que le Foreign Office n'avait pas rétabli officiellement les liaisons diplomatiques avec le Cabinet de Saint-Pétersbourg, les diplomates anglais d'Istanbul avaient reçu des indications de contribuer à hâter la signature du traité de paix russe-turc<sup>46</sup>.

Dans des conditions extrêmement dangereuses pour la Russie (les négociations russo-turques traînaient en longueur), le 2/14 mars 1812 fut conclu à Paris le traité d'alliance entre la France et l'Autriche<sup>47</sup>, fait qui a eu une

<sup>42</sup> А.Н. Шапкина, *Полководец М.И.Кутузов и Бухарестский мир, Российская дипломатия в портретах*, М oscou, 1992, p. 129; Н.А. Попов, *Отечественная война 1812 г. Т.1. Сношения России с иностранными державами перед войной 1812 г.* М oscou, 1905, p. 342; Г.М. Гендель, *М.И. Кутузов и Бухарестский мир* dans "Ученые записки Горьковского госуниверситета," Вып. XXVI. Серия историко-филологическая, Горький, 1954, p. 102.

<sup>43</sup> P. Cernovodeanu, *Interese economic engleză la Dunărea de jos și în Marea Neagră între 1803-1829*, dans «Revista de istorie», tome 28, 1975, n° II, p. 1707.

<sup>44</sup> J. Ancel, *Manuel historique de la Question d'Orient...*, p. 50.

<sup>45</sup> P. Cernovodeanu, *Mai 1812. Pacea de la București*, dans «Magazin istoric», 1993, n° 2, p. 10.

<sup>46</sup> L'Angleterre et la Russie se trouvaient formellement en situation de guerre déjà en 1807, mais la particularité de cette guerre consistait en l'absence totale d'opérations militaires, ce qui en fait ne signifiait qu'une rupture des relations diplomatiques. Cf.: И.Г. Гуткина, *Дипломатические отношения между Англией и Россиеи в 1810-1812*, dans "Ученые записки Ленинградского университета, Серия гуманитарных наук, Саратов", 1943, n° 87, p. 55.

<sup>47</sup> Clercq, *Recueil de traités de la France*, t. II, Paris, 1880, p. 369-372; Voir: В.Г. Сцироткин, *Дуэль двух дипломатий (Россия и Франция в 1801-1812 гг.)* М oscou, 1966, p. 183-188.

influence directe sur les parties belligérantes engagées dans le conflit traînant sur le territoire des Principautés Roumaines.

Conformément à l'article 9 du traité d'alliance, l'Autriche s'engageait à attirer la Turquie à l'alliance. Celle-ci hésitait, car refusant l'alliance avec l'Autriche et signant l'alliance avec la Russie, elle se serait trouvée face à deux puissances ennemis pour elle: la France et l'Autriche. Pour ne pas être impliqué dans la guerre, l'Empire ottoman devait renoncer à l'alliance avec l'Autriche et la Russie<sup>48</sup>. Cette position de la diplomatie ottomane est bien définie, comme on l'a déjà mentionné, dans le rapport en code de Ghalib Efendi qui affirmait directement: «Il est évident qu'une alliance de l'Empire Ottoman avec n'importe quelle puissance chrétienne ne saurait avoir que des conséquences désastreuses»<sup>49</sup>.

Pour contrecarrer la pression croissante de la diplomatie française et de celle autrichienne dans la personne de Latour Maubourg et de Stürmer sur la Porte Ottomane, le diplomate britannique Stratford Canning a dévoilé aux Ottomans les plans orientaux franco-autrichiens<sup>50</sup>, en informant la Porte sur le plan secret de la dissolution de l'Empire des sultans, forgé par le Cabinet de Vienne en 1810<sup>51</sup>.

En partant de la politique traditionnelle de la Grande-Bretagne en vertu de la fameuse devise «balance of powers», Stratford Canning cherchait à «convaincre» la Russie de limiter ses prétentions et de ménager la Porte Ottomane<sup>52</sup>, car ce jeune diplomate anglais était convaincu que «la guerre entre la Russie et la Porte vise de près la prospérité générale de l'Europe pour que l'Angleterre reste indifférente»<sup>53</sup>.

Le duel diplomatique qui eut lieu au cours de cette période aux conférences de paix de Giurgiu et Bucarest confirme une fois de plus la thèse exposée dans l'historiographie, selon laquelle le gouvernement de la Sublime Porte promouvait, vers le début du XIX<sup>e</sup> siècle, son cours indépendant dans la politique extérieure. L'Empire Ottoman, malgré sa faiblesse, son état arriéré et ses problèmes d'ordre interieur continuait à rester un participant indépendant dans les rapports internationaux, profitant, parfois avec succès, des contradictions entre les grandes puissances européennes<sup>54</sup>.

Ainsi, à la veille de la signature de la Paix de Bucarest, la Sublime Porte se trouvait sous la pression multilatérale, autant de la part de ses ennemis – la Russie

<sup>48</sup> М.И.Кутузов. *Сборник документов*, т. III, p. 885.

<sup>49</sup> С. Lemercier-Quelquejay, *op. cit.*, p. 242.

<sup>50</sup> P. Cernovodeanu, *Basarabia. Istoria unui rapt teritorial în documente secrete ale diplomației engleze*, dans «Memoria», 1990, nr. I, p. 64; S. Columbeanu, *op. cit.*, pp. 674-675; A. Goșu, *op. cit.*, p. 115; Л.А. Кассо, *Россия на Дунае и образование Бессарабской области*, Moscou, 1913, p. 130.

<sup>51</sup> P. Cernovodeanu, *Mai 1812. Pacea de la București...*, p. 10.

<sup>52</sup> D. C. Gulia, *op. cit.*, pp. 89-90.

<sup>53</sup> *Ibidem*, p. 91.

<sup>54</sup> Cf.: Н.А.Дулина, *Османская империя в международных отношениях (30-40 гг. XIX в.)*, Moscou, 1980, p. 4.

– que de ses alliés – la France, la Grande-Bretagne et même de la part des pays neutres tel que la Suisse, puisque les grandes puissances de l'Europe tâchaient d'attirer l'Empire Ottoman de leur part à la veille de la guerre franco-russe (juin 1812), conflit qui devait décider le destin de tout le continent européen.

Or, pendant cette guerre russo-turque dans les cercles diplomatiques ottomans on promouvait l'idée suivante, exposée par le Grand Vizir déjà en 1807: «Il y a plusieurs années que nous fûmes en guerre plus d'une fois, et chaque fois que nous faisions la paix, nos mœurs et ceux des Russes sont pareils; et maintenant entre nous est intervenu le prétentieux Français qui suit son intérêt, pas le nôtre. Dieu le veuille que la Porte se débarrasse d'un tel défenseur... La Porte Ottomane et la Russie faisaient toujours paix sans médiateurs et toutes les deux restaient contentes»<sup>55</sup>.

L'étape finale des pourparlers tergiversés du printemps de l'année 1812 se caractérise par une activité évidente de la diplomatie des coulisses qui, ainsi que les conférences officielles, se déroulait en grand secret. Le facteur temporel agissait de plus en plus en défaveur de la Russie, fait qui a décidé Alexandre I<sup>e</sup> de désigner en avril 1812 l'amiral P. Tchitchagov à la place de M. I. Golenichtchev-Kutuzov. A la suite des instructions reçues de Saint-Pétersbourg et sous la pression de son rappel, le plénipotentiaire russe faisait des efforts énergiques pour la signature de la paix – dont il ne voulait pas partager les lauriers<sup>56</sup>. Le fait que les plénipotentiaires russes fussent devenus plus conciliants (se contentant de la rivière Prut comme frontière en Europe), conjugué à la multitude de facteurs énoncés, ainsi qu'aux autres auxquels nous n'avons pas fait recours dans cette étude – a déterminé, en fin de compte, que le 5(17) mai 1812 les conditions préliminaires du traité de paix russo-turc fussent signées à Bucarest<sup>57</sup>.

Cet événement important est resté longuement inconnu aux agents de l'Autriche et de la France, mais lors de l'audience accordée par Ghalib-Efendi à Fleischhackl le 14(26) mai 1812, le chef de la délégation ottomane lui a dit que: «La Russie a proposé à maintes reprises à la Turquie une alliance contre la France, mais la Porte préfère la conclusion de la paix avec la Russie et pas une alliance avec cette puissance. Le Sultan n'agrée pas une liaison plus étroite avec le tsar, étant résolu à garder la plus stricte neutralité vis-à-vis des puissances belligérantes»<sup>58</sup>. Le diplomate ottoman a fait comprendre discrètement que le sort des pourparlers a été décidé et qu'on n'attendait que l'autorisation du Grand Vizir de signer le traité dans les conditions proposées. Le lendemain

<sup>55</sup> Внешняя политика России XIX начала XX века. Документы Российского министерства иностранных дел. Серия I, vol. IV, Moscou, 1965, p. 33.

<sup>56</sup> Cf.: I. I. Nistor, *Războiul rusuo-turc din 1806-1812 și pierderea Basarabiei. După rapoartele contemporane ale agenților consulare austriece din București și Iași*, Cernăuți, 1938, p. 46.

<sup>57</sup> М.И. Кутузов. Сб. документов, vol. III, p. 897.

<sup>58</sup> I. I. Nistor, op. cit., p. 47.

déjà (15/27 mai) arriva le courrier de Chumla et apporta l'autorisation du Grand Vizir Ahmed-pacha avec l'accord du Sultan<sup>59</sup>.

Le 16(28) mai 1812, dans l'enceinte de l'auberge de Manuc a eu lieu la signature du Traité de paix russo-turc par les plénipotentiaires des deux Empires. Il contenait 16 articles de base et, séparément, encore deux articles secrets: les articles 4 et 5 du traité visaient de la manière la plus directe le sort de la Principauté de Moldavie<sup>60</sup>.

Le Gouvernement tsariste, pressé par le danger imminent du conflit militaire avec la France, sous l'impact de l'opposition des grandes puissances occidentales quant à la réalisation de ses projets expansionnistes dans le Sud-Est de l'Europe et sous celui de la résistance de la diplomatie ottomane, a réduit successivement et essentiellement ses prétentions territoriales: des deux principautés à celle de Moldavie, ensuite à la Moldavie jusqu'au Siret et, finalement, à la Moldavie d'entre le Dniestr et le Prut.

Les documents ottomans publiés dans les années '80 ont attesté le fait que le statut juridique des Principautés Roumaines a constitué jusqu'en 1774 un problème ayant surtout un caractère interne, clef de voûte des relations roumano-ottomanes, et qu'après cette date, sans avoir perdu ce caractère, il est devenu un problème international dans le sens que les traités de paix et les conventions conclus par la Porte avec les puissances étrangères ont légitimé et ont stimulé les interventions de ces dernières, surtout de la Russie<sup>61</sup>.

Le sort de la Moldavie, ayant été décidé à Pétersbourg et Istanbul, a été scellé à la table de négociations russo-ottomanes de Giurgiu et de Bucarest, avec violation des droits des Roumains moldaves et des obligations assumées tant par la puissance «suzeraine» que par celle «protectrice»<sup>62</sup>.

La tactique de la diplomatie ottomane de tergiverser les négociations et d'exploiter au maximum la tension des rapports franco-russes, ainsi que la tactique de la Russie d'occuper et de garder un territoire aussi grand que possible, en libérant toutefois le plus vite possible l'armée immobilisée au Danube, ont eu comme résultat jusqu'à la fin l'acceptation, en fait, d'un compromis (face aux positions initiales des parties belligérantes), exprimé par la stabilisation de la nouvelle frontière sur «le corps vif de la Principauté de Moldavie», ce qui signifiait scission, puisque le potentiel humain et économique de la Moldavie était pratiquement divisé en deux<sup>63</sup>.

L'empire Russe qui promouvait habilement une politique expansionniste dans le Sud-Est de l'Europe n'avait réalisé, en 1812, que partiellement ses projets, mais

<sup>59</sup> *Ibidem*, p. 48.

<sup>60</sup> В.И.Мискеvka, В.И.Ткач, *Русско-турецкий мирный договор 1812 г.*, dans "Revista de istorie a Moldovei", 1990, nr. I, p. 36-44; M. A. Mehmet, *op. cit.*, pp. 361-366.

<sup>61</sup> V. Veliman, *op. cit.*, p. 17.

<sup>62</sup> M. A. Mehmet, *op. cit.*, p. 293.

<sup>63</sup> Conformément à un document ottoman de la période: «la moitié des tributaires de gizie de la Principauté de Moldavie se trouvent de l'autre rive (gauche – n.n.) du Prut», V. Veliman, *op. cit.*, p. 712).

il a cependant occupé, à ce moment, l'embouchure du Danube (le bras de Chilia), en démembrant l'ancien territoire de la Moldavie. Le territoire roumain d'entre le Prut et le Dniestr fut annexé à la Russie tsariste, qui n'avait aucun droit (ethnique, historique, géographique ou politique) sur lui. Le territoire incorporé (45 630 km<sup>2</sup> – 7 400 km<sup>2</sup> de plus que ce qui était resté sous l'administration de la principauté de Moldavie)<sup>64</sup> a été dénommé par le gouvernement tsariste «Bessarabie»; ainsi fut étendu le nom historique propre seulement à la partie du Sud de la Moldavie (entre le Danube et le Dniestr).

Un nouveau problème international – la Question de la Bessarabie – a ainsi survi, qui, ultérieurement, au cours des XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles, se trouvera à maintes reprises dans le débat de l'opinion mondiale<sup>65</sup>.

Mais «la solution définitive de la question (bessarabienne), comme écrivait prophétiquement M. Eminescu déjà en 1878, restera suspendue jusqu'à une nouvelle guerre, où la Russie sera le vaincu et non pas le vainqueur»<sup>66</sup>. C'est ce qui fut accompli en 1918, N. Iorga remarquait à juste raison en 1928, à l'occasion du dixième anniversaire de l'Acte de l'Union: «La Bessarabie, pays des Bessarabes et d'Etienne le Grand, réunie à la Roumanie, n'est pas une création de la nouvelle diplomatie, mais la liquidation des crimes de l'ancienne diplomatie»<sup>67</sup>.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

<sup>64</sup> I. Nistor, *Istoria Basarabiei*, Chișinău, 1991, p. 179.

<sup>65</sup> V. Mischevca, 1812: geneza Problemei Basarabene, dans «Cugetul», 1994, n<sup>o</sup> 2-3, pp. 26-32.

<sup>66</sup> M. Eminescu, *Publicistică. Referiri istorice și istoriografice*, Chișinău, 1990, p. 182.

<sup>67</sup> «Universul», 30 avril 1928, n<sup>o</sup> 99.

## ENGLAND AND THE ROMANIAN POLITICAL CRISIS OF 1866 (II)\*

BEATRICE MARINESCU, VALERIU STAN

As duly expected, the powers bordering upon Romania continued to refuse to acknowledge a foreign prince. After the provisory government informed the Guaranteeing Powers about the results of the plebiscite, requesting their consent to the election of Prince Charles of Hohenzollern, the representatives of these powers attended two other meetings in Paris on 24 April and 2 May 1866. The members of the conference were fully convinced that the Romanians, while electing a foreign prince, would make a step towards independence, as it clearly shows in the declaration of Budberg, Russia's representative<sup>1</sup>. According to the instructions he had received, Budberg asked for the outruling of the election of a foreign prince at the helm of the United Principalities and called for the separate Assemblies of Wallachia and Moldavia to decide whether the two provinces would remain united. The hottest argument aroused, nevertheless, when it came to deciding whether force should be inflicted in case the United Principalities refused to proceed to the annulment of Prince Charles' election. The British representative to the Conference, Lord Cowley, joined the French representative Drouyn de Lhuys against armed intervention to be used as a pressure means, although he had previously declared to the Romanian delegates G. Costaforu and L. Steege that in case of an occupation "qui ne résulterait pas d'une entente préalable entre les Puissances, l'Angleterre ne pourrait rien pour l'empêcher"<sup>2</sup>.

Lord Cowley's stand made it clear to the representatives of other powers that England would no longer be defending the Treaty and the Paris Convention and would side up instead with the French government. Under the given circumstances, on 2 May, a declaration was unanimously adopted by the Conference. Drawn up by Lord Cowley, the declaration was taking note that, by electing a foreign prince through plebiscite, the Romanian government had infringed upon the stipulation in the Convention of 19 August 1858, art. XII, in which the task of electing a prince was entrusted to the Assembly. While rejecting the candidateship of Charles of Hohenzollern and, implicitly, ignoring the wish the Romanian nation had

\* The first part of this study was published in "Revue Roumaine d'Histoire", tome XXXIV, 1995, No. 1-2, pp. 165 - 179.

<sup>1</sup> "Archives diplomatiques" (Paris), VII, 1867, tome II, pp. 649.

<sup>2</sup> Arhivele Statului Bucureşti (State Archives Bucharest), Fund "Casa Regală", (Royal House), dos. 27/1866, ff. 7 (to be further quoted Arh. St. Buc., Fund "Casa Regală").

expressed through plebiscite, it was noting that “le soin de résoudre la question du maintien de l’union doit être laissée à l’Assemblée qui va se réunir. Si la majorité, soit des Députés Moldaves, soit des Députés Valaques, le demandait, les uns ou les autres auraient la faculté de voter séparément. Dans le cas où la majorité, soit Moldave, soit Valaque, se prononcerait contre l’union, ce vote aurait pour conséquence la séparation de deux Principautés. Cette question vidé – it was also stipulated in the declaration – l’Assemblée procédera à l’élection Hospodarale, qui, aux termes de l’Article XIII de la Convention, ne doit tomber que sur un indigène”<sup>3</sup>. The Porte’s request, namely that she should be allowed to send to the Principalities an agent who would watch over free and open expression of votes, was denied, while the task was devolved upon the general consuls of the Guaranteeing Powers accredited to Bucharest<sup>4</sup>.

The declaration of the Paris Conference, made known to the Romanian Government through the collective notification of consuls on 22 April/4 May, produced a distressing impression, but failed to determine the leading circles in Bucharest to waive their intention concerning the instituting of a foreign dynasty. Consistently with the action initiated when overtaking power, the provisory government and the Princely Lieutenancy ignored the recommendations by the Paris Conference while proceeding with the necessary steps liable to lead to the fulfilment of this desideratum.

On 28 April/10 May 1866 began the works of the new Assembly of deputies in Bucharest, a body elected between 9/21 – 11/23 April which afterwards would be turned into a constituent Assembly. Several days later, on 1/13 May, the Assembly would ratify the results of the plebiscite. A declaration was adopted in which “the unwavering determination of the United Principalities to remain what they are, namely a united and inseparable Romania under the hereditary reign of a foreign prince” was being stated, while Prince Charles of Hohenzollern was proclaimed ruler under the name of Charles I<sup>5</sup>. In a report by the Austrian consul Karl von Eder dated 6/18 May it is mentioned that the diplomatic agents of France, England, Prussia and Italy had attended the works of the Assembly “so that the election of the Prince of Hohenzollern be made without any pressure on deputies, and the assent be given freely”<sup>6</sup>. In his turn, John Green, in report to Clarendon, was admitting to the complète harmony between Moldavians and Wallachians, noting that “nothing but force could check that national demonstration”<sup>7</sup>.

<sup>3</sup> “Archives diplomatiques”, VII, 1867, tome II, pp. 657.

<sup>4</sup> Ibidem, pp. 658 – 659.

<sup>5</sup> D. A. Sturdza, *Domnia regelui Carol I. Fapte. Cuvântari. Documente* (Charles I’s Reign. Facts. Speeches. Documents), tome I (1866-1876), Bucharest, 1906, pp. 214. Also see Gr. Chiriță, *România și Conferința de la Paris, februarie – iunie 1866 (II)* (Romania and the Paris Conference, February – June 1866), în “Revista de istorie”, tome 38, 1985, No. 11, pp. 1087 – 1089.

<sup>6</sup> Arh. St. Buc., Fund “Casa Regală”, dos. 36/1866, ff. 21.

<sup>7</sup> T. W. Riker, *The Making of Roumania. A Study of an International Problem 1856-1866*. London, 1931, pp. 543.

With the consent of King William I of Prussia, head of the Hohenzollern family, the new prince headed for Romania, reaching it on 8/20 May 1866. Two days later, on 10/22 May, he would swear an oath of faith as Prince of Romania before the Assembly of deputies, the Princely Lieutenancy and the provisory government. Immediately taking the reins, Charles I appointed a new coalition government the very next day, with the Conservative Lascăr Catargiu at the head.

Prince Charles' coming into the country and his proclamation as a ruler against the recommendations by the Paris Conference broadened the gap in the Romanian – Turkish relations. The Porte, irritated and greatly concerned, would adopt a threatening attitude, with the intention of sending troops in the Principalities in order to annul the *fait accompli*. On 21 May 1866, Aali Pasha declared to Lord Lyons that, as a result of the developments in Bucharest, the Ottoman Government had the right and bounded duty to employ force so as to prevent "the accomplishment of so flagrant a violation of the Treaty" and that, under the given circumstances, he didn't actually believe that the Great Powers would dispute "the right of the Porte to send troops across the Danube". The Ottoman minister of Foreign Affairs would also add he couldn't expect his Government "to go so far as to abandon the principle of the integrity of the Empire"<sup>8</sup>.

Warned not only by Lord Lyons but also by Musurus Pasha about the Porte's intention to send troops into the Principalities, Clarendon would address the following day a circular note to diplomatic representatives of Great Britain to Constantinople, Paris, Berlin, Vienna and Sankt Petersburg informing them on the talks he had with the Ottoman ambassador. While admitting that the Principalities had infringed upon the Paris Convention of 1858, which was imposing the election of a native prince, the British Foreign Secretary would nevertheless inquire whether the Porte "would have an insuperable objection to setting aside that provision of the Convention and recognizing Prince Hohenzollern in event of his acknowledging himself the vassal of the Sultan"<sup>9</sup>. The Ottoman ambassador's reply stated that the goal pursued by the Romanians when electing a foreign prince, "frankly avowed" by them as a matter of fact, "was to shake of the Suzerainty of the Porte and to create an independent Kingdom of Romania", and that should the Sultan admit to it, other provinces would also declare their independence and the Ottoman Empire would consequently find itself dismantled. Lord Clarendon admitted the valability of the arguments while nevertheless insisting that the Porte should reconsider her decision to unleash armed troops on the Principalities without the consent of the Paris Conference. Musurus Pasha rejected the British Foreign Secretary's suggestion on the ground that "to do so would simply be to invite a veto upon the intentions of the Porte" – a quite reasonable and easy to expect thing – for "the Conference had already shown its small regard either for the Treaty of 1856 or for the Convention of 1858"<sup>10</sup>. To the end of the

<sup>8</sup> P.R.O. London, F.O. 78 Turkey/vol. 1909, page unmarked. Lyons to Clarendon, 22 May 1866. No. 182. Confidential.

<sup>9</sup> Ibidem, vol. 1904, page unmarked. Foreign Office to the British representatives to Constantinople, Paris, Berlin, Viena and Sankt Petersburg, 22 May 1866. Draft. No. 188.

<sup>10</sup> Ibidem.

talks, Lord Clarendon would strongly assert that the British government “gives no assent to an armed intervention in the Principalities” and reiterate his advice that “no measure of the kind should be taken until the necessity for it had been acknowledged by the Powers represented at the Conference”<sup>11</sup>.

Three days later, on 25 May, Musurus Pasha would pay another visit to the Foreign Office armed with a telegram by Aali Pasha by which the Ottoman government was restating its determination to launch an armed intervention in the Principalities. Clarendon’s attitude gained firmness this time, as he pinpointed to the fact “that the Porte was bound by Treaty [of Paris – B. M. and V. S.] not to interfere by force in the Principalities without the consent of the Guaranteeing Powers” and reiterated his advise of 22 May, namely that the issue be discussed in the Paris Conference<sup>12</sup>.

The two Clarendon’s interviews with Musurus Pasha are rightfully considered by historian W. E. Mosse as “a landmark in the evolution of British policy towards the Ottoman empire”<sup>13</sup>. They show clearly that the principle of maintaining the integrity of the Empire in question, until then advocated consistently, was now being abandoned by British diplomacy. On one hand, England was determined not to admit any intervention by the Porte in the Principalities. She was aware that such an intervention by Turkey was liable to attract a similar intervention on the part of the other two neighbouring powers, namely Austria and Russia, a fact which could have triggered a new political crisis in Europe, besides the one which was taking shape at that time between Austria, on one part, and Prussia and Italy, on the other.

Secondly, it results that the Foreign Office, faced with a *fait accompli*, was willing to accept Prince Charles of Hohenzollern on the throne of Romania, provided, of course, that the latter would acknowledge the Porte’s rights as a suzerain power. The fact that the new ruler was accepting his vassaldom to the Porte was considered by the British Foreign Secretary to be sufficient guarantee to the Porte itself. Thereby, Clarendon would make the efforts to convince the Porte of the necessity to acknowledge Prince Charles by exerting pressure at Constantinople in this direction.

As a matter of fact, while making to the Porte the proposal that the latter should accept Charles I as a ruler, England was now siding with France, a fact which would be also noticed by France’s ambassador to London. On 10 June 1866, La Tour d’Auvergne was informing Drouyn de Lhuys that “le Cabinet de Londres tend aujourd’hui à se placer, dans la question des Principautés, au point de vue auquel nous nous sommes nous-mêmes placés dès le principe. Votre Excellence sait

<sup>11</sup> Ibidem.

<sup>12</sup> Ibidem. Foreign Office to Lord Lyons. Draft. No. 193.

<sup>13</sup> W. E. Mosse, *England, Russia and the Roumanian Revolution of 1866*, in “The Slavonic and East European Review”, vol. XXXIX, No. 92, December 1960, pp. 89.

déjà que l'Ambassadeur d'Angleterre à Constantinople a été chargé de pressentir les dispositions de la Turquie par rapport à la reconnaissance du Prince de Hohenzollern comme Hospodar des Principautés-Unies”<sup>14</sup>. Under these circumstances, it was obvious that in spite of the support from the empires bordering upon the Principalities – Russia and Austria – Turkey was very much as defeated. Abandoned by the two western powers, especially by England, the Porte would have to renounce her hostile attitude and acknowledge Charles I, embarking upon direct talks with the latter's representatives. What followed would be simply a matter of form.

The developments in Bucharest called for a new meeting of the Paris Conference. During the session of 25 May, Safvet Pasha uttered vehement protests against Charles' arrival in Romania, and demanded that the Ottoman government be acknowledged the right to armed intervention in the Principalities so that the decisions taken on 2 May be respected. While refusing to acknowledge Charles' election the Conference didn't grant permission for intervention to the Porte either<sup>15</sup>, and its works ended on 4 June 1866 in total confusion, no decision whatsoever being taken.

During this last meeting, summoned at the request of Budberg, Russia's representative proposed that a Turkish commissary be sent to Bucharest, accompanied by delegates of the Great Powers, with the mission to bring forth the annulment of Charles I's election and threaten the Principalities with military occupation in case of disobedience. But, as reported by Metternich, Austria's ambassador to Paris, to Mensdorff-Pouilly, “Lord Cowley et Mr. Drouyn de Lhuys se sont vigoureusement opposés”<sup>16</sup>. Due to contradictions tearing them apart, the Great Powers – noted the Austrian diplomat – “devront se résigner à voir leur autorité entièrement méconnue”, the only thing left to do for them being to refrain from “tout essai d'exercer sur les Principautés l'influence collective que les traités leur attribuaient”<sup>17</sup>.

Undoubtedly, among all international conferences devoted to the Romanian Principalities in the decade following the Peace Congress in Paris, 1856, the Conference held in Paris in March-June 1866 was a total failure. Its inefficiency was attributable to the fact that the great majority of the Guaranteeing Powers strived to impose on the Principalities a point of view in perfect disagreement with the major interests of the Romanian nation, interests clearly stated by the political leading circles in the country and sustained energetically on every occasion<sup>18</sup>. This lack of understanding on the part of the Great Powers made the leadership in Bucharest to

<sup>14</sup> Paul Henry, *L'abdication du prince Couza et l'avènement de la dynastie de Hohenzollern au trône de Roumanie*, Paris, 1930, pp. 412 – 413.

<sup>15</sup> “Archives diplomatiques”, VII, 1867, tome II, pp. 665 – 669.

<sup>16</sup> Biblioteca Academiei Române (Library of the Romanian Academy), MSS. Section, *Austrian consular reports*, Bundle XVIII, ff. 388. Copie d'un rapport du Prince de Metternich à Mensdorff en date de Paris le 6 Juin 1866.

<sup>17</sup> Ibidem, ff. 389.

<sup>18</sup> Gr. Chirita, *op. cit.*, pp. 1094.

ignore the works of the Conference and resort to the policy of the *fait accompli*, which had been successfully employed on other previous occasions.

After the failure of the Paris Conference, Great Britain continued to intervene to the Porte in order to determine her to give up the idea of an armed intervention to the north of the Danube, recommending at the same time an acknowledgement of Charles I as the ruling prince of Romania. In the opinion of the British government, the acknowledgement of the foreign prince had become an issue to be only solved through direct talks between Turkey and the Romanian Principalities.

The Foreign Office was determined to take action in this direction also due to the fact that Russia was giving support to the Porte, a thing which was liable to trigger serious consequences. The backdrop for the Europe of that time as written by Clarendon to Lyons on 6 June 1866, "might throw Turkey into the hands of Russia, and it may be worthy of consideration of the Porte whether the extreme probability of such a result is not more full of danger to the independence of Turkey than the admission of Prince Charles as successor to Cousa". As a result, the British Foreign Secretary was inviting his representative to Constantinople to suggest to the Porte "whether looking to the two dangers the latter may not be held to be the least", and to also find out whether the Porte was prepared "to accept the election of Prince Charles and no longer to insist on its objection to his being investiture with the Government of the Principalities"<sup>19</sup>. For Turkey not to stall the acknowledgement of Charles I, the Foreign Office required on 12 June that Lord Lyons "act in concert" with his French colleague, so that together they may present to Aali Pasha "the expediency of accepting Prince Charles, if he will come to Constantinople to do homage to Sultan as his Suzerain, will engage to be faithful in his allegiance to the Sultan and to observe treaty engagements between Porte and other Powers"<sup>20</sup>.

Despite the threatening with occupation of the Principalities, the Ottoman government was actually inclined to acknowledge Charles' election. Thereby, during talks with Lord Lyons, Aali Pasha would admit that "if Prince Charles of Hohenzollern, instead of stealing through Austria and entering the Principalities without any communication with the Porte, had come first to Constantinople, I am sure that the Sultan could have been well disposed towards him"<sup>21</sup>. Two weeks later, on 14 June, 1866, the Porte's Minister of Foreign Affairs declared to Lord Lyons that the Ottoman government was prepared "to recommend that the investiture should be granted to the Prince [Charles – B. M. and V. S.] on certain conditions". Even if not specifying what the conditions were, Aali Pasha assured that they "would be reasonable and would not go beyond what was really essential to the dignity and security of the Porte"<sup>22</sup>. His intention was to inform on these

<sup>19</sup> P.R.O. London, F.O. 78/vol. 1904, page unmarked. Foreign Office to Lyons, 6 June 1866. Draft. No. 204 and No. 208.

<sup>20</sup> Ibidem. Foreign Office to Lyons, 12 June 1866. Draft. No. 210.

<sup>21</sup> Ibidem, vol. 1909, page unmarked. Lyons to Clarendon, 30 May 1866. No. 198.

<sup>22</sup> Ibidem, vol. 1910, page unmarked. Lyons to Clarendon, 14 June 1866. No. 221. Confidential.

conditions Ion Ghica, the former Romanian Prime Minister who was in Constantinople at that time, entrusted with a special mission by Charles I, while also making it clear that these were to be the last concessions the Porte would make. In case they were rejected, Turkey would be left with the only alternative of armed intervention<sup>23</sup>.

It is quite obvious that the Porte's decision to negotiate with the Romanian envoy had mainly been the result of pressure exerted by the French and English governments for now on acting in full agreement. Moreover, Aali Pasha had been informed that the British government had proposed to Austria and to Prussia "to acknowledge or to urge the Porte to acknowledge the Prince of Hohenzollern"<sup>24</sup>. England's attitude, largely determined by her preoccupation with avoiding any further tensioning of the already tense international situation, was matter of discontent not only to Turkey but to Austria alike.

In a report dated 12 June 1866, Prokesch-Osten, Austria's ambassador to Constantinople, when analyzing England's policy on the backdrop of that year, considered that it would necessarily contribute to the ruin of the Ottoman Empire. As long as England – noted the Austrian diplomat – was engaged in a policy contrary to that of France, there still was some chance to maintain Turkey's integrity, but since Great Britain had turned in an "all-commercial" power and had abandoned foreign policy to France, it was very likely that Austria's isolated efforts would be greatly insufficient to prevent the dismantling of the Ottoman Empire. The example given by Romania would be soon followed by Serbia and Montenegro, which would establish "une série de Piémonts à nos frontières"<sup>25</sup>. Duly alarmed by such a perspective, the government in Vienna required that the Austrian ambassador to London to give Lord Clarendon an insight into "les dangers que la politique anglaise rend chaque jour plus imminents"<sup>26</sup>. Similar instructions were also sent to Prokesch-Osten, in Constantinople.

Which is more, the Austrian government was attributing to Charles' coming to Romania the mission of provoking diversion in favor of Prussia in the war that had broken out recently between the aforementioned power and Austria. During talks with Lord Lyons on 28 June, Prokesch-Osten would declare that Prince Charles I was considered by his government "as a mere instrument of Count Bismarck". Austria had all the reasons to believe that the arrival of Charles at Bucharest was a means "to make a diversion in favor of Prussia by attacking Transylvania". The Romanians' military preparation were not to be attributed, in the Austrian diplomat's opinion, to the danger of an oncoming Turkish attack. They were aiming instead to give Prussia a helping hand "by obliging Austria to keep a body of troops in Transylvania"<sup>27</sup>. Undoubtedly, Lord Lyons was not in the least sharing his Austrian

<sup>23</sup> Ibidem.

<sup>24</sup> Ibidem.

<sup>25</sup> Arh. St. Buc., Fund "Casa Regală", dos. 47/1866, ff. 25 – 26. Prokesch-Osten to Mensdorff, 12 June 1866.

<sup>26</sup> Ibidem, ff. 34 – 35. Mensdorff to Apponyi, 19 June 1866.

<sup>27</sup> P.R.O. London, F.O. 78/vol. 1910, page unmarked. Lyons to Clarendon, 4 July 1866. No. 251. Confidential.

colleague's concern. He would apply himself to refute the intentions attributed to Prince Charles and to the Romanians by Austria, advocating for an understanding between the Principalities and the Porte on the issue of the acknowledgement of the former, as being "the best and speediest means of relieving the Austrian Government from all cause of alarm"<sup>28</sup>.

As for Russia, she had renounced giving support to the Ottoman government's aggressive intentions, General Ignatiev informing the Porte that "his instructions are to abstain from offering any advice to the Porte and simply to watch events"<sup>29</sup>.

Meanwhile, on 15 June 1866, Prussia, while striving to impose her supremacy in the Germanic Confederation, had declared war to Austria, followed within the next five days by Italy. With the outbreak of the conflict in central Europe, the argument between the United Principalities and the Porte somehow fated into the background for a while. Austria's defeating in the war, Russia's isolation and pressures by France and England, as well as the rising prestige of the victorious monarchies, Prussia and Italy, would make Turkey resign herself with the new situation in the United Principalities and acknowledge Charles I. But negotiations carried on to this purpose were slow. Both the Porte's suspicions feeding on Prokesch-Osten's opinions concerning a possible action of the Romanians in the direction of Transylvania and Russia's attitude who, after the failure of the Paris Conference, had declared her intentions to feel free to take any action she might consider profitable, were as many factors contributing to the delaying of the decision of the Ottoman government in the issue at stake<sup>30</sup>.

In Great Britain, the mass media largely remained favorable towards the developments in the Principalities. For instance, an article in "The Morning Star" would thereby state its disavowal of the interfering by foreign powers with Romania's home affairs. In the name of the principle of the sovereignty of peoples, the British daily demanded that Romanians should be given the free choice of their sovereign, while considering that the time was improper for any rash action to be undertaken by any foreign power. The paper concluded that any external interference would give birth to further complication on the international situation in Europe<sup>31</sup>. The general public in Great Britain, although taken somehow aback at first, for Romanian issues were in general little known, proved to be favorable, understanding and sympathetic with the Romanians' desire to emancipate themselves.

The situation in Romania would be a matter of debate also in the House of Lords. In the meeting of 20 July, Lord Stratford of Redcliffe would introduce a motion, demanding for the official documents concerning negotiations between

<sup>28</sup> Ibidem. The Foreign Office approved on 16 July the attitude adopted by Lyons towards Prokesch-Osten and the advice he gave Aali Pasha so that Turkey should renounce to build up troops on the Danube as a means of threatening the Principalities (Ibidem vol. 1904, page unmarked).

<sup>29</sup> Ibidem. Lyons to Clarendon, 17 June 1866. See also *Les origines diplomatiques de la guerre de 1870 – 1871*, vol. X, Paris, 1910, pp. 191, 248.

<sup>30</sup> Paul Henry, *op. cit.*, pp. 429. Moustier to Drouyn de Lhuys, 30 June 1866.

<sup>31</sup> Cf. "Românul" of 21 May/2 June 1866, pp. 298: References to Romania in the foreign press.

the British government and the governments of the other powers on the issue of the Principalities in 1858 be made public. The answer came from Lord Derby<sup>32</sup>, who, after a review of the existing international situation in Europe, analyzed the developments in the Principalities following the Peace Congress in Paris in 1856. Among others, the British Prime Minister pinpointed to the union of Moldavia and Wallachia into a powerful state as having been more useful to the Porte than the previous situation in which the two Romanian countries had been kept as separate states. While examining the circumstances having occurred in Romania after February 1866, Lord Derby refuted the accusation brought by Stratford of Redcliffe to Prussia concerning the enthronement of Charles of Hohenzollern in the Principalities and continued by bringing to attention the critical situation in which the Guaranteeing Powers had found themselves. The Paris Conference was to decide whether it was necessary to resort to the force of arms so as to support Turkey's rights against the wish unanimously expressed by the Romanian people and force upon the United Principalities, under circumstances of turmoil in Europe, an unwished form of administration. The solution adopted by the Great Powers given the situation had been, in the opinion of the British government, more than fair. They had refrained from acknowledging the election of the foreign prince and, on the other hand, had prevented the Ottoman Porte from resorting the armed intervention, while advocating for mutual efforts towards an understanding between the latter and the Principalities<sup>33</sup>. The decision of the Conference proved to be realistic and negotiations initiated by the two parties heralded a satisfactory result. To conclude, the British Prime Minister declared that in his opinion the union under a foreign prince was more to the benefit than to the prejudice of the Porte<sup>34</sup>, he adopting in this respect the position of the French government.

Lord Derby's declarations in the House of Lords actually mirrored the opinions of the British government which had already adhered to the Prince Charles I's acknowledgement as ruling prince of Romania. A similar point of view was also adopted during the same meeting by Lord John Russell. He pronounced himself for the respect of the Romanian people's will and hoped that the Porte would eventually accept the new sovereign, and that the latter would respect in his turn the stipulations of the Paris Treaty and pay tribute to the Porte and subsequently obtain a document of acknowledgement from the Sultan<sup>35</sup>.

<sup>32</sup> During July 1866 at the head of a new Cabinet came for the third time Lord Derby, a pacifist with liberal propensions and an adept of Great Britain's policy of non intervention. The same principles were shared by his son, Edward Henry Stanley, appointed Secretary of State at the Foreign Office after the discharge of Lord Clarendon. A modification would also take place in the French Cabinet, Drouyn de Lhuys being replaced in early September by the Marquis of Moustier, ex-ambassador to Constantinople, known for his pro-Romanian attitude. Charles I would congratulate him on his appointment to his new position (Cf. *Notes sur la vie du Roi Charles de Roumanie*, vol. I, Bucharest, 1894, pp. 49).

<sup>33</sup> Cf. "Românul", the issue of 20 July/1 August 1866, pp. 469-470. Debates in the House of Lords are reproduced by the Romanian newspaper after „The Times".

<sup>34</sup> Ibidem, pp. 470.

<sup>35</sup> Ibidem.

The debates in the House of Lords concerning the situation in the United Principalities were also given an account by "The Times", which indicates the rising interest of the British general public in developments in the Lower Danube. This interest is partly explained by the ever stronger links of British businessmen in the United Principalities and by the investments they had made or intended to make there<sup>36</sup>.

In order to hasten the acknowledgement by the suzerain power of the newly enthroned prince, Ion Ghica was sent, in early June, to Constantinople. He had merely received instructions of a general character by the Romanian government, not being authorized, as reported by Lord Lyons, "to enter into negotiations with the Porte respecting the terms on which the investiture will be granted"<sup>37</sup>. During talks with Ottoman officials, Ion Ghica would realize that the intention animating them were hostile to the Romanian state. The Ottoman government formulated a project of arrangement stipulating unacceptable conditions for the acknowledgement of Charles I as ruling prince. The 14 articles of the project actually were aiming at narrowing autonomy and creating large opportunities for Turkey to interfere with Romania's internal and external affairs. Forced into renouncing armed intervention, the Ottoman Porte was now resorting to diplomatic means to check the development of the Romanian state and brace up her suzerainty which had become little more than formal. Therefore, in the project handed to Ion Ghica, the United Principalities were considered integral part of the Ottoman Empire and asked accordingly to act "for the defense of the general rights and interests of the empire against any action which would jeopardize them offering thereby full proof of their loyalty and attachment to the suzerain court"<sup>38</sup>. A formal commitment was equally requested from the new sovereign, in the sense that he "will never affect the vassaldom links uniting the principalities to the Ottoman Empire", and the increasing of the armed forces beyond the limits stipulated in the Paris Convention – without the consent of the Porte – was forbidden. Other pretenses were the assignment of a Turkish agent to Bucharest, as well as the complete subordination of the foreign policy of the Romanian state which was denied "official relations with other powers". At the same time, the prince was denied heredity and his acknowledgement was conditioned on immediate visit to Constantinople where he was to receive the investiture<sup>39</sup>.

During Ion Ghica's stay at Constantinople Lord Lyons, who had meanwhile contacted Moustier in view of reciprocal informing and joint action<sup>40</sup>, would approach

<sup>36</sup> See Paul Cernovodeanu, *Relațiile comerciale româno-engleze în contextul politiciei orientale a Marii Britanii (1803 – 1878)* (Romanian – English Trade Relations on the Background of Great Britain's Eastern Policy). Cluj-Napoca, 1986, pp. 189 and the foll.; Beatrice Marinescu, *Aspects of Economic Relations between Romania and Great Britain, 1862 – 1866*, in "Revue Roumaine d'Histoire", XVIII, 1978, No. 4, pp. 779 – 783.

<sup>37</sup> P.R.O. London, F.O. 78/vol. 1911, page unmarked. Lyons to Clarendon, 12 July 1866. No. 260.

<sup>38</sup> D. A. Sturdza, *Domnia regelui Carol I* (The Reign of King Charles I), tome I. Bucharest, 1906, pp. 320 – 323; *Notes sur la vie du roi Charles de Roumanie*, vol. I, Bucarest, 1894, pp. 51.

<sup>39</sup> Ibidem.

<sup>40</sup> P.R.O. London, F.O. 78/vol. 1910, page unmarked. Lyons to Clarendon, 17 June 1866. No. 226. Confidential.

both Aali Pasha and the Romanian envoy with the advice that they should reach an understanding in the shortest of delays. In accordance to instructions he had received from Clarendon and which invited him to insist that Aali Pasha accept Charles<sup>41</sup>, Lyons took great pains at convincing the Ottoman Foreign Minister how beneficial would be for Turkey to solve this problem “as speedily as possible”<sup>42</sup>. On the other hand, together with Moustier, he advised Ion Ghica “to close at once with Aali Pasha, if the conditions he offered for the recognition of Prince Charles were reasonable”<sup>43</sup>. And which is more, prior to the Romanian emissary’s departure to Bucharest, during a meeting, the British ambassador reminded him of France and England’s efforts to determine the Porte to bring forth her consent to such a solution, considering that it was now the duty of the Principalities to end the issue and “not to lose the favorable moment for placing their government on a legal and permanent footing”. At the same time, as noted by the British diplomat, the Porte had agreed to acknowledge Charles I only “with the greatest reluctance”. For this reason it would have been risky for the Romanian government to offer “any pretext for reverting to a different policy”<sup>44</sup>.

But, as expected, the Ottoman project would be rejected with no hesitation whatsoever by the Romanian government and by Prince Charles, while on 12/24 July 1866, A. G. Golescu, the diplomatic representative of the country to Constantinople, would be given the task to submit to the Porte the adjustments by the Romanian party. The Romanian counter-project rated ungrounded all pretensions concerning the Romanian state as being integrant part of the Ottoman Empire, asked for Prince Charles to be acknowledged as ruler before his journey to Constantinople and the reign to be recognized hereditary not only through direct lineage but also in collateral way. Rejection was also being made of the article by which the Romanian state was denied official relations with other powers and, accordingly, of the stipulation concerning the obligation of the United Principalities to observe all treaties signed by the Porte with other powers; elimination was made of the appointment of an official Ottoman representative to Bucharest and the right for the Prince to coin money and offer decorations was required<sup>45</sup>.

The counter-project would produce “very unfavorable effect” in Constantinople, heightened by the fact that on 1/13 July 1866 the new Constitution promulgated in Bucharest made no reference to the Porte suzerainty over the Principalities. As Aali Pasha remarked, not only did the new constitution bluntly ignored the Ottoman suzerainty, but it also conferred to the Prince “all the rights and privileges

<sup>41</sup> Ibidem, vol. 1904, page unmarked. Foreign Office to Lyons, 6 June 1866. Also see instructions sent on 18 June by which the British government was expressing its satisfaction for the Sultan’s decision to acknowledge Charles I as “such a solution of existing difficulties will be for advantage of the Porte and will save it from most serious embarrassements” (Ibidem).

<sup>42</sup> Ibidem, vol. 1910, page unmarked. Lyons to Clarendon, 17 June 1866. No. 226. Confidential.

<sup>43</sup> Ibidem. Lyons to Clarendon, 20 June 1866. No. 257.

<sup>44</sup> Ibidem, vol. 1911, page unmarked. Lyons to Clarendon, 17 July 1866. No. 267.

<sup>45</sup> Ibidem. Lyons to Stanley, 25 July 1866. No. 284. Also see the annex to the report with, on two columns, the Porte’s conditions and modifications proposed by the Romanian government.

of an independent Sovereign in utter disregard of the Treaties and of the rights of the Porte”<sup>46</sup>. This newly created situation determined the Porte and the representatives of the Guaranteeing Powers to consider that political men in the United Principalities, actually, “are aiming at absolute independence and do not really desire to obtain the recognition of Prince Charles by the Porte”<sup>47</sup>. Indeed, by consacration of constitutional monarchy and adoption of the name of Romania instead of the United Principalities, while ignoring the Ottoman suzerainty or the regime of collective European guarantee and providing the Prince with all the prerogatives of an independent head of state, the new fundamental law was no less than “a genuine and categorical declaration of independence”<sup>48</sup>. A. G. Golescu, as a matter of fact, would openly declare to Aali Pasha and to other representatives of the Guaranteeing Powers, in all honesty, that the Principalities “although they may silently submit to the Treaty of Paris, do not and will not explicitly recognize either that Treaty or the Suzerainty of the Porte”<sup>49</sup>. But neither England nor France, who were in favor of Prince Charles acknowledgement, were prepared to sanction any attempt by the Principalities at obtaining full independence.

Displeased with the newly occurred complication in the talks between the Porte and the United Principalities, the British and the French ambassadors to Constantinople decided to intervene to the Romanian government to settle the difficulties. In this respect, they would send identical telegrams to the consuls in Bucharest, namely John Green and Baron Adolphe d’Avril, with the instructions that they should approach the Romanian political leaders and remind them that “England and France are laboring to consolidate the political ties between Turkey and the Principalities, not to obtain for the Principalities an independence which would violate solemn treaty engagements and reopen the Eastern question”<sup>50</sup>. In their opinion, for the Porte to be calmed down, it was necessary that prince Charles should declare, as regarded the new Constitution, that he would only exercise those rights which fall between the limits of the treaties and of his obligations to the Porte. It was made clear also that this declaration “will be the test of the sincerity of the statesmen of Bucharest”<sup>51</sup>, and should their advice be outlooked, they would decline any responsibility accordingly.

Meanwhile, in Constantinople, Lord Lyons was intervening to Aali Pasha and A. G. Golescu in an attempt at persuading the two parties in question to

<sup>46</sup> Ibidem, vol. 1912, page unmarked. Lyons to John Green, 31 July 1866. Annex to Lyons’ report to Stanley dated 1 August 1866. No. 294.

<sup>47</sup> Ibidem. Lyons to Stanley, 1 August 1866. No. 294.

<sup>48</sup> V. Russu, *Constituția din 1866 și ideea de independență* (The 1866 Constitution and the Idea of Independence), in “Analele științifice ale Universității Al. I. Cuza” (Iași), seria a III-a Istorie, tom. XXII, 1976, pp. 11 – 18.

<sup>49</sup> P.R.O. London, F.O. 78/vol. 1913, page unmarked. Lyons to John Green, 3 September 1866. Annex to Lyons’ report to Stanley dated 5 September 1866. No. 325.

<sup>50</sup> Ibidem. Lyons to Stanley, 1 August 1866. No. 293. Also see report No. 294 of the same day and annex: Lyons to John Green, 31 July 1866.

<sup>51</sup> Ibidem.

resume talks. During an interview with the Ottoman Minister of Foreign Affairs, the latter had declared that the new Constitution was a serious obstacle hindering the talks with the Romanian party as long as the suzerainty of the Sultan failed to be clearly stated, and after having met A. G. Golescu, the British ambassador would reach the conclusion that “the great difficulty lies not in the details of the Counter-project, but in the commentary upon them furnished by the Constitution, so hastily promulgated in the midst of the negotiation”<sup>52</sup>.

Under the pressure exerted by the British and French governments, Charles I would be compelled to notify the Porte that in respect of application of the new Constitution “aucun des droits que la nation roumaine lui a conférés ne sera exercé [...] que dans la limite des traités et des obligations envers la Puissance suzeraine”<sup>53</sup>. But this declaration, communicated to Aali Pasha by A. G. Golescu, did little for overcoming the obstacles hindering negotiations, contrary to Lord Lyons’ expectations. The Ottoman government continued to be suspicious of the sincerity of the Romanian political leaders, despite all the efforts of the ambassadors of France and England to Constantinople, directly interested in solving this problem as quickly as possible.

According to instructions received from London and Paris to make use of every opportunity “of inducing both parties to come to an agreement”<sup>54</sup>, Lord Lyons and Moustier requested that Aali Pasha should hand in the new conditions proposed by the Porte, so that on this basis they may act “to urge the Moldo-Wallachian Government to accept them”<sup>55</sup>. The new conditions differed substantially from the initial ones, as the Porte had now renounced most of its ungrounded claims. Therefore, both Lord Lyons and Moustier rated them “very reasonable and moderate”<sup>56</sup>.

During the month of September, George Stirbei, the Romanian Foreign Minister, and D. A. Sturdza reached Constantinople with the mission to resume negotiations with the Porte concerning the investiture of Charles I, a situation which made Lyons to believe “that the negotiation is going on very favorably and [...] that it will speedily be terminated to the satisfaction of both parties”<sup>57</sup>.

The Marquis of Moustier, who in the meantime had become the Foreign Minister of France, proposed in this respect that besides outlining the conditions for Charles I’s acknowledgement, an exchange of letters should take place between the Grand Vizier and the Romanian Prince. In the Vizier’s letter, the Porte was

<sup>52</sup> Ibidem. No. 294.

<sup>53</sup> Gheorghe Cliveti, *România și puterile garante, 1856 – 1878* (Romania and the Guarantee Powers), Jassy, 1988, pp. 97.

<sup>54</sup> P.R.O. London, F.O. 78/vol. 1904, page unmarked. The Foreign Office to Lyons, 9 August 1866. Draft. No. 32.

<sup>55</sup> Ibidem, vol. 1913, page unmarked. Lyons to Stanley, 5 September 1866. No. 325. Also see the annex to the report: Lyons to John Green, 3 September 1866.

<sup>56</sup> Ibidem.

<sup>57</sup> Ibidem. Lyons to Stanley, 20 September 1866. No. 344.

supposed to clearly formulate all its concessions and claims, while Prince Charles would paraphrase and accept these conditions in his answer.<sup>58</sup> The procedure had the advantage of offering both parties the opportunity to make their point of view clear, removing “the difficulties arising from susceptibility on each side”<sup>59</sup>.

But much to the surprise of the two diplomats, the Ottoman Porte would soon raise a new obstacle hindering the conclusion of a prompt agreement with the Romanian government. Aali Pasha demanded that the letter be sent by Charles I to Grand Vizier should include, as a *sine qua non* condition, a phrase according to which the United Principalities constituted “an integrant part of the Ottoman Empire”. This would call for another approaching by Lord Lyons and Bonnières, the attaché d’affairs of France to Constantinople, both to the Romanian envoys and to the government in Bucharest, so that the Prince should yield to Turkey’s demand<sup>60</sup>. Eventually, Charles admitted it, provided that the Porte in its turn accepted that the phrasing “partie intégrante de l’Empire” should be followed by the words: “dans les limites fixées par les capitulations et le traité de Paris”<sup>61</sup>. As a result of Lyons and Bonnières’ insistent approaches, Aali Pasha gave his consent,<sup>62</sup> which brought to an end the talks concerning the acknowledgement of Charles of Hohenzollern as Prince of Romania.

On 19 and 20 October 1866, the exchange of letters was taking place between the Grand Vizier and the Romanian Prince, while on 21 October Charles I was heading for Constantinople, where he would subsequently be handed the investiture *firman*<sup>63</sup> appointing him ruler of the United Principalities with heredity through direct lineage granted. As a result, the Union of the Principalities, until then rated provisory by the Porte and Guaranteeing Powers, would now be acknowledged as an accomplished and indestructible deed of permanent and irreversible nature. The acknowledgement was also sanctioned by the acceptance of Charles I as ruling prince of Romania tantamount to the acceptance of the foreign hereditary dynasty, another objective in the programme of establishing the Romanian national state adopted by the *ad-hoc* Assemblies in 1857. The two desiderata of the Romanians for the accomplishment of which they had led a fierceful fight were now listed in the European public law, an outstanding victory in the struggle for emancipation from under the Ottoman suzerainty and for acquiring full independence, an aspiration strongly desired and clearly stated by the Romanian government.

Before leaving for Constantinople, Charles I received and held talks with the foreign consuls, except for the Russian one who failed to show up. For the first

<sup>58</sup> N. Corivan, *Relațiile diplomatice ale României de la 1859 la 1877* (Romania’s Diplomatic Relations from 1859 to 1877). Bucharest, 1984, pp. 206.

<sup>59</sup> P.R.O. London, F.O. 78/vol. 1913, page unmarked. Lyons to Stanley, 20 September 1866. No. 344.

<sup>60</sup> Ibidem. Lyons to John Green, 25 September 1866. Annex to Lyons’ report to Stanley of the same day. No. 355. Also see Lyons’ reports of 26 September and 1 October 1866.

<sup>61</sup> Ibidem. Lyons to Stanley, 16 October 1866. No. 384. Also see Arh. St. Buc., Fund “Casa Regală”, dos. 32/1866, ff. 6.

<sup>62</sup> Ibidem. Lyons to Stanley, 16 October 1866. Telegramme. No. 383.

<sup>63</sup> See both letters and the investiture firman dated 23 October 1866 in “Archives diplomatiques”, VII, 1867, tome I, pp. 270 – 272; tome II, pp. 693 – 696.

time, they came to the Palace in full dress, accompanied by Consulate secretaries. The dean of the diplomatic corps, Baron Eder being ill, it devolved upon John Green to congratulate the Prince on his acknowledgement by the Porte, and the latter also added that he sincerely hoped that Romania, under hereditary rulership of Charles I, would enter an era of stability and prosperity<sup>64</sup>.

At Constantinople, the Romanian prince was received with all the honours<sup>65</sup>. Besides his three interviews with the Sultan, he met on several occasions with members of the diplomatic corps, among which the British ambassador, Lord Lyons. The latter would visit the Prince on 14/26 October 1866 accompanied by the entire staff of the embassy<sup>66</sup>. "The Times" in its paper of 26 November of the same year considered that Charles I's visit to Constantinople had been an unquestionable victory: "Prince Charles can now be satisfied with the state of his international affairs." Note was also being made of the united and benevolent action of France and England as having contributed considerably to the understanding reached between the Romanian prince and the Ottoman Porte<sup>67</sup>.

After the acknowledgement by the Porte followed the acknowledgement by the European powers with a delay of several months, and this due to the lack of understanding concerning the form of recognition. Lord Stanley was in favor of collective acknowledgement by the great powers signatories of the Paris Treaty of 1856, a situation which would have bestowed upon the document an official character and spoken for the solidarity among the European governments, while preventing any separate action to be taken in the future by any of them. Advocating for collective recognition, the British Foreign Secretary also considered that it should take place simultaneously, in forms almost identical after the reaching of an understanding among the powers<sup>68</sup>. For this reason and in full agreement with France, he asked for the reopening of the Paris Conference in order that the investiture firman be officially sanctioned. Prussia and Italy gave their consent to a new summoning of the Conference, but the Austrian government opposed it and asked for an identical note to be sent to consuls in Bucharest. Russia would take a similar stand, while making it known that in her opinion the Paris Conference had closed works, so it would have been futile to further discuss about a common action in the recognition of Charles I<sup>69</sup>.

For this reason, while in 1859 the recognition of Al. I. Cuza's double election had been made by an international conference, Charles I's recognition in 1866 as ruling prince of Romania would be made through identical notes sent by the

<sup>64</sup> Cf. "Românul", the issue of 10-11/22-23 October, 1866, pp. 725.

<sup>65</sup> See the account of Charles I's visit to Constantinople in *Notes sur la vie du roi Charles de Roumanie*, vol. I, pp. 59 – 68.

<sup>66</sup> D. A. Sturdza, *Charles I Roi de Roumanie. Chroniques. Notes. Documents.* vol. I, Bucarest, 1899, pp. 331 – 332.

<sup>67</sup> Cf. "Românul" of 1/13 December 1866, pp. 878.

<sup>68</sup> Arh. St. Buc., Fund "Casa Regală", dos. 66/1866, ff. 20. Apponyi to Beust. London, 13 November 1866.

<sup>69</sup> Ibidem, ff. 94. Beust to Prokesch-Osten, Vienna, 30 December 1866.

Guaranteeing Powers to the Sublime Porte by which the former accepted the Romanian-Ottoman agreement (actually, the investiture firman). By 1867, all the powers had acknowledged Charles I as ruling prince of Romania. By accepting the *fait accompli*, the concert of European states, defenders of the *status quo*, had given further proof of their weakness. On 15/27 January 1867, John Green was received by Charles I on the occasion of the presentation by the former of his letters of accreditation as agent and general consul of Great Britain to Bucharest. In the speech he delivered, the British consul pointed to the fact that by acknowledging the Prince, the government in London "aims at giving, under the circumstances, a proof of its friendship and confidence"<sup>70</sup>. On 1/13 February, Queen Victoria congratulated the Romanian prince "pour l'heureuse solution des difficultés avec le Sultan"<sup>71</sup>.

The British policy, throughout the period, would be changeable but largely favorable to the Romanians.

The developments in central Europe called on the foreign policy of Great Britain to maintain close links to France and to reach a balanced situation in the Oriental issue. This explains the strict observance of treaties and the maintaining of the integrity of the Ottoman Empire having faded into the background for the Secretaries of State of the Foreign Office. The siding of England with France on the issue of Charles I's recognition and the categorical denial of assistance to Turkey in case of military intervention in the Principalities without the approval of the signatories of the Paris Treaty of 1856 tilted the scales in favor of Romania. But what determined Great Britain to adopt a favorable attitude toward the Government in Bucharest was the possibility for turmoil in the area, a fact which might have given Russia the pretext to intervene and, accordingly, to bring about the reopening of the Oriental issue. Such a situation had to be avoided even at the expense of damaging the Sultan's prestige and the Porte's authority through the recognition of a foreign prince on the throne of Romania. British statesmen were well-aware that Russia was striving to benefit from the conflict in central Europe and the argument between the Ottoman Porte and the United Principalities so as to annul the clauses of the Paris Treaty she was directly concerned by. The existence of a muddled situation in the Principalities served well Russia's own interests, providing her with the excellent opportunity to occupy them and thus extend her influence over the Balkan Peninsula and the Black Sea. Thereby, in order to exclude any possibility for Russia to intervene, the Foreign Office strive to maintain order in the Romanian Principalities and perpetuate their dependency on the Porte. This explains for the urgency which the British Government recommended Charles I's acknowledgement, who in his turn acknowledged the Ottoman suzerainty, and backed up France's diplomatic approaches to Constantinople and Bucharest, while strongly advising against a declaration of independence by Romania, which could have triggered disastrous consequences.

<sup>70</sup> D. A. Sturdza, *Domnia regelui Carol I* (The Reign of King Charles I), tome I. Bucharest, 1906, pp. 386.

<sup>71</sup> Idem, *Charles I Roi de Roumanie...*, vol. I, Bucarest, 1899, pp. 365.

# LA COOPÉRATION FRANCO-ROUMAINE FACE À LA RUSSIE LORS DU PASSAGE DE TAKE IONESCU AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (JUIN 1920-DÉCEMBRE 1921)

TRAIAN SANDU  
(Paris)

## INTRODUCTION

La personnalité et l'œuvre du grand homme d'Etat roumain sont marquées par le rayonnement politique de la France: ses études de droit à Paris éveillent en lui un sentiment national et patriotique qui en fait un des tenants de l'union des Roumains disséminés dans les provinces des empires limitrophes. A la veille de la Première Guerre Mondiale il est un des plus chauds partisans du renversement d'alliance en faveur de l'Entente, puis de l'intervention à ses côtés. Après la défaite, il lui reste fidèle et se réfugie à Paris en juillet 1918, où il réussit à renverser l'opinion des dirigeants occidentaux, irrités par la paix séparée de la Roumanie. Mais dès la fin des hostilités l'œuvre de Take Ionescu connaît une éclipse, car contrairement à ses promesses, Ionel Brătianu ne l'invita pas à participer à la délégation roumaine à la Conférence de la Paix. De novembre 1918 à juin 1920, Take Ionescu laissa son rival intime et ses successeurs s'épuiser dans la lutte contre l'Entente à propos du Banat, du traité des minorités, de l'évacuation de la Hongrie et des discussions financières et économiques.

Lorsque les dernières grandes appréhensions nationales s'apaisèrent avec la signature du traité de Trianon, le 4 Juin 1920, l'heure du francophile et du modéré Take Ionescu arriva: le 13 juin 1920 le Général Alexandru Averescu remanie son cabinet et accorde à Take Ionescu le portefeuille des Affaires étrangères; à son fidèle Nicolae Titulescu échoit celui des Finances. Le but du nouveau ministre est la consolidation des importants acquis territoriaux roumains; son œuvre centre-européenne, la plus connue, devait aboutir à la création de la Petite-Entente antimagyare et, accessoirement, anti-bulgare.

Le volet le moins étudié de sa diplomatie est celui oriental, car il met en cause les relations complexes et problématiques entre la Roumanie et son puissant voisin russe. L'union de la Bessarabie avait placé la Roumanie dans une position délicate vis-à-vis de la France et de ses alliés, les Russes blancs: la Roumanie avait bénéficié de l'éclatement de l'Empire des Tsars, et certains chefs blancs ne dissimulaient pas leur désir de reformer une Grande Russie comprenant la Bessarabie; à l'inverse, les Bolcheviks voulaient à tout prix stabiliser leur situation en gagnant la guerre civile et laissaient entendre aux Roumains que la question bessarabie

pourrait se régler à l'amiable au bénéfice de la Roumanie, si celle-ci maintenait sa neutralité dans le conflit russe.

Deux groupes exerçaient donc leur influence sur la Roumanie au moment de l'arrivée de Take Ionescu aux affaires: d'une part, les Etats interventionnistes, parmi lesquels on comptait la France, la Pologne – surtout depuis son offensive d'avril 1920 contre les bolcheviks – et, d'une certaine façon, la Hongrie, qui désirait elle-même intervenir pour prouver l'incapacité des Etats successeurs de l'Empire austro-hongrois à défendre leurs frontières orientales, et finalement pour éluder certaines clauses militaires et territoriales du traité de Trianon; d'autre part, les partisans de la négociation avec les Soviets – l'Angleterre, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, ces deux dernières acceptant de s'entendre avec la Roumanie contre la Hongrie, mais n'ayant aucun différend avec la Russie.

Take Ionescu se doit donc de faire reconnaître à des Occidentaux divisés entre eux l'union bessarabe – ce que le Conseil Suprême avait promis dès le 3 mars 1920 – puis de faire entériner cette décision par la Russie, en évitant toutefois et les négociations (qui risquent de légitimer les Soviets), et la guerre (qui risque de faire perdre la Bessarabie); l'autre possibilité eût été une intervention énergique de la France, à laquelle se serait peut-être ralliée la Roumanie: mais après quatre années de guerre, cette éventualité paraissait improbable.

De juin à novembre 1920, Take Ionescu tente, avec prudence, de rallier le gouvernement roumain hésitant au combat anti-bolchevik de la France, de la Pologne et de Wrangel.

Après la reconnaissance occidentale de l'union bessarabe et la défaite de Wrangel, la Roumanie, puis la Pologne, élaborent des projets d'intervention, qui tournent court dès décembre pour celui roumain, en mars 1921 pour celui polonais, faute de volonté et de coordination suffisantes.

Enfin, de mars à décembre 1921, la France et la Pologne laissent la Roumanie mener des négociations bilatérales avec une Russie bolchevik qui réclame désormais la Bessarabie.

## I. JUIN-NOVEMBRE 1920: LA TENTATIVE DE TAKE IONESCU DE RALLIER LE GOUVERNEMENT AU COMBAT ANTI-BOLCHEVIK DE LA FRANCE

Cette période est entrecoupée par la crise polonaise d'août 1920, durant laquelle Take Ionescu déploie un grand effort pour entraîner son pays dans la résistance au bolchevisme.

### A. JUIN – JUILLET 1920: SUCCÈS EXTÉRIEUR ET INCAPACITÉ INTÉRIEURE À APPUYER LE COMBAT POLONAIS ; L'AIGUILLOON HONGROIS:

Take Ionescu seconde les efforts français en rapprochant la Tchécoslovaquie de la Pologne et en tentant d'affermir sa propre position à l'intérieur du gouvernement Averescu.

## 1. le rapprochement polono-tchécoslovaque:

L'habileté du diplomate roumain dans cette première action anti-bolchevik consiste à articuler les deux volets – occidental et oriental – de sa politique: en faisant référence à son grand projet d'entente centre-européenne (comprenant la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Roumanie et la Grèce), il s'efforce en fait de lever l'hypothèque tchécoslovaque qui pèse sur la résistance au bolchevisme. En effet, selon Daeschner, le ministre de France à Bucarest, «en ce qui concerne les relations de la Tchéco-Slovакie avec la Pologne, il a également proposé de s'entremettre»<sup>1</sup>.

L'action roumaine aboutit ~~le 14 juillet à une intervention auprès de Prague pour retarder l'évacuation militaire roumaine de la Ruthénie subcarpathique~~<sup>2</sup>: les troupes roumaines convoient plus facilement le matériel militaire vers la Pologne que les cheminots tchèques, susceptibles de se mettre en grève par polonophobie et par sensibilité à la propagande bolchevik. Take Ionescu demande l'appui français auprès des Tchèques et Daeschner l'approuve. Un télégramme du 14 juillet du ministre à Prague Couget<sup>3</sup> apporte la réponse favorable de Bénès, qui pose comme unique condition le retrait roumain dès que la Tchécoslovaquie le souhaiterait.

Le deuxième souci du ministre des Affaires étrangères roumain est de sortir de son propre isolement au sein du gouvernement et de l'opinion, afin d'appliquer une politique plus conforme aux souhaits de la France.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

## 2. le soutien du ministre de France à Take Ionescu:

Daeschner estime qu'«il ne serait pas possible actuellement au Gouvernement, le voulût-il, de songer à une tentative de mobilisation même partielle»<sup>4</sup>. Toutefois, il dégage la responsabilité de Take Ionescu, puisque «seules quelques personnalités plus marquantes apprécient sérieusement avec Monsieur Take Ionescu les graves conséquences qui pourraient résulter pour la Roumanie de l'écrasement de la Pologne»<sup>5</sup>.

Il est vrai que le Quai d'Orsay tarde à agir auprès de Bucarest et Daeschner profite de la situation critique de la Pologne pour demander de nouvelles instructions, plus circonstanciées: ses instructions initiales, qui dataient de mars, lui demandaient d'inciter la Roumanie à la modération envers le sentiment national russe – sous-entendu russe blanc – concernant la Bessarabie. Daeschner ajoute que «la légation n'a reçu à cet égard aucune communication du Département depuis

<sup>1</sup> Télégramme de Daeschner au Ministère des Affaires Etrangères français, du 22/06/1920, Archives du MAE de France, série Z, sous-série Roumanie 1918-1929, volume 34, folio 88 (plus loin: tél. Daeschner à MAE, 22/06/20, 34-88.).

<sup>2</sup> Tél. Daeschner à MAE, 9/07/20, 50-80/81.

<sup>3</sup> Tél. Couget à MAE, 14/07/20, 50-82.

<sup>4</sup> Tél. Daeschner à MAE, 17/07/20, 34-91/92.

<sup>5</sup> Idem.

plusieurs semaines déjà»<sup>6</sup>. Cela indique la circonspection de la France envers la politique russe de la Roumanie et le peu d'espoir de la voir intervenir aux côtés d'une Pologne aux abois.

Face à cette expectative roumaine et à la neutralité tchèque et serbe, la Hongrie décide de tenter sa chance en proposant son concours armé.

### 3. pression française sur le couple roumano-tchèque<sup>7</sup>:

Fouchet, le commissaire français à Budapest, demande que l'on autorise l'Amiral Horthy à assurer la garde des cols ruthènes des Carpates, malgré le danger d'une révision de certaines clauses du traité de Trianon<sup>8</sup>.

La réponse de Millerand écarte sans appel la proposition, car elle implique la volonté du gouvernement hongrois d'«éluder le traité de paix qu'il vient de signer. Nous ne saurions nous prêter à une tentative de ce genre»<sup>9</sup>.

Mais en échange, les petits alliés d'Europe centrale doivent être crédibles face à la Russie: «le Gouvernement tchéco-slovaque a donc un intérêt essentiel à organiser, le plus tôt possible, la défense des Karpathes, en coopération avec l'Etat-Major roumain»<sup>10</sup>. Bénès est obligé d'accepter et de promettre la mise en place d'une barrière tchèco-roumaine, puisque la France a nettement rejeté celle polono-hongroise.

Finalement, la pression sur la Tchécoslovaquie créée par la proposition hongroise a fait évoluer les options centre-européennes dans le sens de Take Ionescu – celui de la cohésion anti-bolchevik. Mais l'intervention française semble déjà tardive face à la débâcle polonaise.

### B. LA CRISE D'AOÛT: PRESSION DIPLOMATIQUE BOLCHEVIK, AMORCE D'UNITÉ GOUVERNEMENTALE AUTOUR DE LA POLITIQUE «FRANÇAISE» DE TAKE IONESCU ET DÉROBADE DE BÉNÈS:

Le 6 août, Tchitchérine demande à la Roumanie la reprise des négociations, interrompues depuis la mi-mars<sup>11</sup>; le ton est comminatoire et Take Ionescu estime qu'il est impossible de ne pas répondre, mais il assure la France qu'il essaie de gagner du temps sans céder au désir bolchevik d'un accord. En effet, un élément nouveau est intervenu dans la situation du ministre roumain.

<sup>6</sup> Idem.

<sup>7</sup> Jacques Bariéty, "L'accord révisionniste" franco-hongrois de 1920. *Histoire d'un mythe*, dans *Les Conséquences des traités de paix de 1919-1920 en Europe centrale et sud-orientale*, Presses universitaires de Strasbourg, 1987, pp.75-83.

<sup>8</sup> Tél. de Fouchet à MAE, 26/07/20, série Z, sous-série Tchécoslovaquie 1918-1929, 44-268/270.

<sup>9</sup> Tél. circulaire de Millerand, 29/07/20, série Z, sous-série Tchécoslovaquie, 44-276/279.

<sup>10</sup> Idem.

<sup>11</sup> Tél. Daeschner à MAE, 8/08/20, 34-97/98.

## **1. amorce d'unité gouvernementale autour de la politique de résistance de Take Ionescu:**

La position du Général Averescu s'affermi à l'approche du danger: il approuve le caractère dilatoire de la réponse du 9 août de Take Ionescu à Tchitchérine et, en termes ambigus, il n'exclut pas la possibilité d'une intervention militaire sur demande franco-anglaise. Daeschner peut donc conclure: «nous n'avons donc rien à reprendre à l'attitude du Général Averescu»<sup>12</sup>.

Le Ministre de la Guerre, le Général Răscanu, va jusqu'à énumérer trois conditions selon lesquelles la Roumanie serait prête à intervenir – la neutralité hongroise, l'aide financière occidentale et le ravitaillement en munitions<sup>13</sup>.

Toutefois, si le gouvernement semble plus soudé autour des positions pro-françaises de Take Ionescu, l'opinion globalement hostile à une intervention condamne la diplomatie roumaine à des actions de détail. L'autre frein à une politique plus active reste la Tchécoslovaquie.

## **2. Take Ionescu entre Millerand et Bénès:**

Le ministre roumain poursuit la réalisation des injonctions de Millerand sur une plus grande cohésion de l'Europe centre-orientale contre les Bolcheviks.

Vis-à-vis de la Hongrie, la Roumanie fit preuve d'une souplesse inconcevable dans un contexte différent: elle demanda la médiation française pour rétablir des relations diplomatiques officielles avec sa voisine occidentale<sup>14</sup>, ce que celle-ci accepta immédiatement<sup>15</sup>; surtout, Take Ionescu acceptait le passage sur le territoire roumain de troupes hongroises allant combattre les Bolcheviks en Pologne<sup>16</sup> – projet qui ne fut pas mis à exécution. Toutefois, certains documents en provenance de Prague infirment cette bonne volonté de Take Ionescu.

Dans un télégramme très secret de Couget du 23 août<sup>17</sup>, Bénès affirme que lors des discussions avec Take Ionescu sur la Petite Entente ils se seraient mis d'accord pour garder la neutralité face au conflit polono-russe, mais ils ne se seraient pas promis d'aide mutuelle en cas d'agression russe, contrairement aux injonctions de Millerand du 29 juillet. Il ressortirait de ces déclarations que le ministre roumain joue sur deux plans: d'une part, il rassurerait la France en faisant preuve de conciliation envers les Hongrois et de sollicitude envers les Polonais; d'autre part il s'entendrait secrètement avec Bénès pour contrer les ambitions hongroises et abandonner les Polonais.

En fait, on peut supposer que cet empressement de Bénès de divulguer au représentant de la France des pseudo-dispositions secrètes de son collègue roumain,

<sup>12</sup> Tél. Daeschner à MAE, 10/08/20, 55-19/20.

<sup>13</sup> Tél. Daeschner à MAE, 12/08/20, 34-108/110.

<sup>14</sup> Tél. Daeschner à MAE, 12/08/20, 50-109.

<sup>15</sup> Tél. Paléologue à Daeschner, 15/08/20, 34-non folioté.

<sup>16</sup> Tél. Daeschner à MAE, sans date, reçu le 18/08/20, 34-115.

<sup>17</sup> Tél. Couget à MAE, 23/08/20, 34-123/124.

sont d'assez mauvais aloi: Take Ionescu a peut-être voulu le rassurer en lui promettant de ne pas entraîner la Petite-Entente dans une aventure orientale aux côtés de la Pologne ou de ne pas favoriser l'entrée de troupes hongroises en Ruthénie; mais Bénès exagère certainement ces dispositions, afin de décourager la France de compter sur un front tchéco-roumain contre les Bolcheviks.

### **3. conséquences immédiates sur la diplomatie de Take Ionescu de la victoire franco-polonaise sur les Bolcheviks:**

Outre la grande joie roumaine<sup>18</sup> cette victoire relance le grand projet d'intégration centre-européenne comprenant la Pologne, la Grèce et même l'Autriche<sup>19</sup>. Ce projet va dans le sens des souhaits de la France.

La victoire sonne le glas du rapprochement avec la Hongrie, puisque son aide contre les Bolcheviks n'est plus nécessaire; c'est le sens de l'intervention des ministres roumain, yougoslave et autrichien auprès du Quai d'Orsay contre «le danger des armements hongrois»<sup>20</sup>; la réponse est «que la France exigeait l'application intégrale du traité de Trianon».

Enfin, la troisième conséquence de l'éloignement du danger bolchevik, c'est le nouvel isolement de Take Ionescu au sein du gouvernement.

### C. SEPTEMBRE-OCTOBRE 1920: PRESSIONS FRANÇAISES POUR UNE INTERVENTION ROUMAINE:

BCU Cluj / Central University Library Cluj

#### **1. nouveaux espoirs français:**

Le Quai d'Orsay, s'appuyant sur l'acceptation roumaine de céder à Wrangel les stocks russes entreposés en Roumanie, jugea le moment opportun pour une contribution roumaine à la lutte anti-bolchevik: «il y a peut-être là l'indication d'une politique nouvelle et le ministre de France a été chargé de s'enquérir sur les possibilités d'une coopération éventuelle des armées roumaines avec les forces du Général Wrangel et les Polonais pour une lutte décisive contre les Bolcheviks»<sup>21</sup>.

La question russe est également abordée en premier lors de la conversation entre Millerand et Take Ionescu à Aix-les-Bains, le 13 septembre 1920<sup>22</sup>. Millerand conseille au ministre roumain de ne pas reprendre les discussions avec les Soviets affaiblis, car ce serait «renouveler leur prestige déclinant....Mon avis très net, auquel Monsieur Take Ionescu a paru se rallier, a été d'éviter les négociations avec les Bolchévistes»<sup>23</sup>. En échange, Millerand promet d'accélérer la signature de la con-

<sup>18</sup> Tél. Camille Barrère (Rome) à MAE, 27/08/20, 34-128.

<sup>19</sup> Tél. Daeschner à MAE, 31/08/20, 34-133.

<sup>20</sup> Note du 3/09/20, 50-137.

<sup>21</sup> Note du 4/09/20, 55-23.

<sup>22</sup> Dépêche Millerand à MAE, 14/09/20, 35-4/5.

<sup>23</sup> Idem.

vention sur la Bessarabie «et j'ai ajouté que je recommanderais volontiers au Général Wrangel d'accepter le règlement de la question de Bessarabie tel que le souhaite la Roumanie. Il m'a répondu que ce serait fort intéressant»<sup>24</sup>.

En somme, Millerand conditionne en termes feutrés la reconnaissance occidentale de la Bessarabie roumaine par la non-reconnaissance roumaine de la Russie bolchevik lors de négociations officielles; pour ce faire, il lève l'hypothèque grand-russe qui pèse sur la Bessarabie. Mais contrairement à la note du 4 Septembre, il ne demande pas d'intervention militaire; c'est plus prudent...

## 2. nouvelles déceptions françaises:

Les espoirs s'effondrent après un entretien Daeschner-Averescu, durant lequel le ministre de France demande simplement à la Roumanie «une démonstration destinée à fixer une partie des troupes rouges»<sup>25</sup>. Le Président du Conseil roumain refuse car, dit-il, «la France est loin, alors que la Roumanie est voisine immédiate de la Russie»<sup>26</sup>.

Daeschner conclut une fois de plus à l'isolement de Take Ionescu: «Il est possible que Monsieur Take Jonesco, dans ses entretiens en France, manifeste des dispositions plus énergiques, mais ce ne sera qu'en son nom personnel, et il ne sera suivi ni par son gouvernement, ni par l'opinion»<sup>27</sup>.

Toutefois, la France détient deux leviers pour presser la Roumanie à intervenir.

## 3. dernières pressions françaises:

La première est la convention bessarabe; une note du 5 octobre 1920<sup>28</sup>, destinée à une audience de Take Ionescu auprès de Millerand – Président de la République depuis le 23 septembre – explique le retard de la signature de la convention par la nécessité d'y associer les Etats-Unis; mais on ne peut exclure la supposition qu'il s'agirait d'une pression tacite de la France pour faire intervenir la Roumanie contre les Bolcheviks, d'autant que le «marché» d'Aix-les-Bains en prévoyait les termes.

Le second levier dont joue la France est le soutien à Take Ionescu au sein du gouvernement; Daeschner exprime auprès d'Averescu son «étonnement de constater l'inconscience avec laquelle on sapait l'autorité d'un Ministre des Affaires étrangères engagé dans des négociations à l'étranger»<sup>29</sup>.

Ces nouvelles tentatives françaises réussissent d'autant moins que Tchitchérine promet encore, en termes à peine voilés, la reconnaissance de la Bessarabie roumaine contre la neutralité vis-à-vis de Wrangel<sup>30</sup>.

<sup>24</sup> Idem.

<sup>25</sup> Tél. Daeschner à MAE, 15/09/20, 55-24/31.

<sup>26</sup> Idem.

<sup>27</sup> Idem.

<sup>28</sup> Note du 5/10/20, 35-24.

<sup>29</sup> Dépêche Daeschner à MAE, 12/10/20, 35-25/28.

<sup>30</sup> Tél. Tchitchérine à Bucarest, 28/10/20, 55-36.

Mais les événements de la fin du mois d'octobre et du début de novembre modifient brusquement la donne est-européenne.

## **II. NOVEMBRE 1920-MARS 1921: LES INITIATIVES ANTI-BOLCHEVIK DE TAKE IONESCU ET DE PILSUDSKI; LEUR ENLISEMENT FACE À LA LASSITUDE FRANÇAISE**

### **A. NOVEMBRE 1920: LA NOUVELLE DONNE RUSSE SEMBLE FAIRE TRIOMPHER LA POSITION PRO-FRANÇAISE DE TAKE IONESCU AU SEIN DU GOUVERNEMENT:**

Les raisons sont connues du désir d'intervention roumain:

-la Bessarabie a été reconnue à la Roumanie par les Occidentaux avec la convention de Paris du 28 octobre 1920; la France est la puissance la plus susceptible d'appuyer la Roumanie dans cette zone – cela d'autant que les Soviets refusent de reconnaître la convention<sup>31</sup>, voulant être les seuls à pouvoir utiliser le moyen de pression bessarabie.

-la Roumanie craint que les Bolcheviks ne se tournent contre elle après leur défaite face aux Polonais – le front ayant été stabilisé en octobre.

-l'hypothèque grand-russe a été levée, consécutivement à la défaite de Wrangel le 4 novembre, en Crimée – ce qui effraie les Roumains, tout en les soulageant secrètement.

-enfin, les responsables roumains désirent sans doute faire oublier leur passivité récente et s'attribuer le mérite d'une offensive.

### **1. la brusque adéquation pro-française des positions de Take Ionescu et d'Averescu:**

Selon le ministre roumain des Affaires étrangères, le Président du Conseil se serait rallié, après la défaite de Wrangel, à l'idée d'une offensive contre les Bolcheviks au printemps 1921, avec l'appui de dix divisions occidentales – «françaises», ironise le chargé d'affaires Henri Cambon<sup>32</sup>. L'attaché militaire, le Général Pétin, confirme cette résolution et précise le nombre de divisions roumaines et polonaises envisagées par Averescu (20 divisions); toutefois, il exprime un doute quant à la possibilité d'envoi de troupes occidentales sur un éventuel front oriental<sup>33</sup>.

La nouvelle situation renforce également la position de Take Ionescu au sein du cabinet: «l'appréhension du danger bolcheviste a eu cet heureux résultat de rapprocher le Président du Conseil de son Ministre des Affaires étrangères....seul homme capable de lui procurer le soutien des Etats voisins et des grandes Puissances occidentales»<sup>34</sup>.

<sup>31</sup> Tél. circulaire de Tchitchérine, 4/11/20, 55-37.

<sup>32</sup> Dépêche de Cambon à MAE, 19/11/20, 55-38.

<sup>33</sup> Rapport de Pétin à Guerre, 19/11/20, 55-39/41.

<sup>34</sup> Dépêche de Cambon à MAE, 24/11/20, 55-44/45.

C'est précisément par le biais de la Pologne que s'amorce le projet roumain d'offensive.

## **2. le rapprochement de la Pologne sous égide française:**

Le comte Skrzinski, ministre de Pologne à Bucarest, confirme le projet d'accord militaire polono-roumain; surtout, il informe Cambon des nouvelles dispositions d'Averescu, qui ne prévoiraient plus de participation de soldats occidentaux: «les Grandes Puissances (c'est-à-dire en fait la France) seraient appelées à participer à l'opération par la fourniture de matériel de guerre, de munitions, d'officiers d'Etat-Major si besoin était»<sup>35</sup>. Cambon estime que «ce plan vaut peut-être qu'on le prenne en considération», malgré l'impréparation roumaine<sup>36</sup>.

Le projet reçoit l'approbation du nouveau Président du Conseil français, Georges Leygues, le 11 décembre 1920<sup>37</sup>; mais il exige que cette alliance soit purement défensive; cette restriction est un premier pas vers l'enlisement du projet d'offensive roumain; le second est franchi par Averescu.

## B. ENLISEMENT DU PROJET ROUMANO-POLONO-FRANÇAIS:

### **1. l'attitude d'Averescu:**

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Lors d'une conversation avec Daeschner<sup>38</sup>, Averescu reprend son projet d'envoi de troupes françaises – ce qui peut d'ailleurs jeter la suspicion sur les assurances de Skrzinski, qui affirmait, pour rallier la diplomatie française au projet roumain, qu'Averescu avait renoncé à cette exigence; en outre, il prétend réservé à l'armée roumaine le service de l'arrière et se montre également réticent à faire appel à l'armée polonaise.

Daeschner et Pétin se disent perplexes devant ce retour au projet initial – aggravé par le fait que les seules troupes combattantes seraient françaises – et face au refus de faire appel à l'aide polonaise – alors que la Roumanie prévoit la négociation d'une alliance avec la Pologne<sup>39</sup>.

Bref, tout se passe comme si Averescu voulait saboter son projet d'offensive anti-bolchevik, ou comme s'il n'y avait jamais cru – un simple bluff pour donner le change après la défaite de Wrangel.

L'enlisement du projet devient définitif lors d'une nouvelle pression soviétique.

<sup>35</sup> Idem.

<sup>36</sup> Idem.

<sup>37</sup> Tél. circulaire de Leygues, 11/12/20, 63-14.

<sup>38</sup> Dépêche de Daeschner à MAE, 12/12/20, 55-54/55.

<sup>39</sup> Idem.

## **2. pression russe et ralliement de Take Ionescu à la nécessité de négocier:**

Tchitchérine se dit de nouveau prêt à satisfaire la Roumanie dans la question bessarabie si elle garde sa neutralité<sup>40</sup>.

A cela s'ajoute l'analyse pessimiste du Général Pétin quant à la capacité de résistance roumaine: «il faut considérer la situation comme grave, et souhaiter vivement que la Roumanie échappe à la guerre»<sup>41</sup>. Cela ne l'empêche pas de proposer des améliorations au dispositif défensif roumain en Bessarabie, et notamment une concentration des troupes au nord, pour parer une descente des Russes le long des cours d'eau bessarabes, orientés nord-sud.

Take Ionescu lui-même finit par se rallier à la nécessité de négocier avec les Soviets<sup>42</sup>; certes, il affirme vouloir gagner du temps par des négociations préalables, mais le projet roumain d'offensive a vécu: le ministre roumain se contente de laisser à la France et à la Pologne du temps avant que la Roumanie ne signe un accord avec la Russie.

La Pologne tente alors de mettre à profit ces atermoiements roumains vis-à-vis des Soviets pour reprendre l'offensive.

### C. DÉCEMBRE 1920-MARS 1921: VAINS EFFORTS POLONAIS POUR ENTRAÎNER TAKE IONESCU DANS UNE OFFENSIVE ANTI-BOLCHEVIK, À L'ENCONTRE DE LA POLITIQUE DÉFENSIVE DE LA FRANCE:

Durant cette période, Take Ionescu devient le centre de pressions contraires de la part de ses deux plus solides appuis anti-russes, la France et la Pologne. Sa marge de manœuvre vis-à-vis de la France est alors très étroite: il devrait à la fois refuser de négocier avec les Bolcheviks et refuser un accord militaire offensif aux Polonais. En fait, depuis l'arrivée au Secrétariat général du Quai d'Orsay de Philippe Berthelot en septembre 1920, la France se montre surtout favorable à une consolidation de l'Europe centrale par le biais d'une Petite Entente élargie à la Pologne.

## **1. propositions polonaises et réplique française: Take Ionescu entre deux feux:**

Visiblement, les Roumains redoutent les implications offensives du traité «défensif» que leur proposent les Polonais: Pilsudski «n'attendrait que l'occasion pour reprendre la marche sur Kiew»<sup>43</sup> et Skrzinsky avertit Daeschner que «l'on entend à Varsovie que *personne ne se mêle de nos affaires*»<sup>44</sup>. En somme, la France doit se tenir à l'écart de la nouvelle tentative anti-russe de la Pologne.

<sup>40</sup> Tél. Tchitchérine à Bucarest, 13/12/20, 55-56/57.

<sup>41</sup> Dossier Pétin joint à dépêche Daeschner à MAE, 15/12/20, 55-58/72.

<sup>42</sup> Tél. Daeschner à MAE, 17/12/20, 55-75.

<sup>43</sup> Tél. Daeschner à MAE, 17/12/20, 63-18/19.

<sup>44</sup> Idem (c'est l'auteur qui souligne).

Berthelot réagit vivement à ces injonctions; dans un télégramme circulaire du 20 décembre<sup>45</sup>, il rappelle que «les conseils que nous donnons à Varsovie sont inspirés par la plus grande modération». Il s'agit d'«empêcher toute initiative de sa part dans une reprise des hostilités avec les Soviets». A l'inverse, «le gouvernement français verra avec faveur tout accord de caractère strictement défensif qui serait conclu entre la Pologne et la Roumanie».

Mais dès le lendemain Leygues adressait une autre mise en garde, à l'adresse de la Roumanie, cette fois.

## **2. désapprobation française des négociations roumano-russes:**

La Roumanie reste, selon le Président du Conseil français, libre de décider si sa sécurité et la possession de la Bessarabie dépendent de négociations avec la Russie, «mais le gouvernement français ne pourrait que regretter les négociations envisagées»<sup>46</sup>. Toutefois, «Monsieur Take Ionescu avait paru décidé à former un solide groupement de forces en servant d'intermédiaire pour l'entrée de la Pologne dans la Petite Entente....avec l'appui matériel et moral des grandes puissances et spécialement de la France (tout envoi de troupes occidentales étant exclu). Les négociations avec Tchitchérine constituerait une orientation différente que nous ne saurions que regretter»<sup>47</sup>.

Les explications de Take Ionescu parviennent d'autant plus rapidement que les injonctions françaises correspondent à ses propres positions: Averescu et lui-même ne seraient ni impatients de traiter avec la Russie, ni confiants dans les promesses des Bolcheviks; il rappelle néanmoins les impératifs géo-stratégiques de la question: les troupes rouges se trouvent concentrées sur le Dniestr, l'Angleterre est indifférente au sort de la Roumanie, et même la France refuse d'envoyer des soldats; il faut donc négocier pour gagner du temps, en attendant le mois de mars et la fin de l'instruction militaire de la dernière classe<sup>48</sup>.

En somme, Berthelot et Take Ionescu sont d'accord sur l'essentiel: vigilance défensive à l'est, construction active en Europe centrale. Cette convergence de vues devient patente lors du jeu de l'influence française dans les négociations polono-roumaines.

## **3. la France et les négociations finales entre la Pologne et la Roumanie:**

En effet, la France se livre à une immixtion discrète, mais réelle, dans les négociations laborieuses menées à Bucarest par le Général Haller et Skrzinski. Si la convention militaire est enfin paraphée, elle reste «subordonnée à la conclusion d'une convention politique»<sup>49</sup>, elle-même subordonnée à la signature du traité de paix polono-russe – pour éviter une aventure anti-russe.

<sup>45</sup> Tél. circulaire de Berthelot, 20/12/20, 63-20.

<sup>46</sup> Tél. circulaire de Leygues, 21/12/20, 55-84/86.

<sup>47</sup> Idem.

<sup>48</sup> Tél. Daeschner à MAE, 25/12/20, 55-89/91.

<sup>49</sup> Tél. Daeschner à MAE, 7/02/21, 63-27/29.

Dans ces discussions, le Général Pétin «a prêté son concours officieux au Général Haller. De mon côté, j'exerce mon action en évitant d'éveiller leur susceptibilité et de paraître m'immiscer directement dans la question»<sup>50</sup>.

Pour sa part, Take Ionescu fait volontiers appel à la France pour superviser le projet de convention polono-roumaine: un des gardes-fous qu'il impose à ses interlocuteurs polonais est «l'égide tout au moins morale de la France et de l'Angleterre»<sup>51</sup>. En fait, il aligne simplement les négociations polono-roumaines sur celles franco-polonaises de Paris.

Ses positions l'emportent dans le texte final du 3 mars 1921: l'alliance est purement défensive, conclue pour 5 ans mais avec possibilité de dénonciation après 2 ans d'existence; elle stipule l'obligation de se consulter lors de négociations en vue d'alliances avec des tiers – sauf pour le maintien des traités, ce qui exclut l'alliance hongroise pour la Pologne, mais comprend l'alliance tchécoslovaque et yougoslave pour la Roumanie et l'alliance française pour les deux parties.

Ce traité vaut un franc succès à Take Ionescu dans son pays. La réaction polonaise est plus mitigée: le Prince Sapieha ne cache pas une pointe de déception face à un traité qui ne doit entrer en vigueur que lorsque la Pologne n'en aura plus besoin pour une éventuelle offensive<sup>52</sup>. Vis-à-vis de la France, responsable du frein au projet polonais, Sapieha ne cache pas une certaine irritation: lorsqu'un journaliste lui demande si cette alliance a l'approbation de la France et de l'Angleterre, il répond présomptueusement: «nous ne sommes pas en tutelle»<sup>53</sup>.

Cela n'empêche pas l'attaché militaire français de préparer, selon les directives de Foch, un plan militaire polono-roumain précis<sup>54</sup>.

En somme, depuis l'arrivée aux affaires de Georges Leygues (septembre 1920) et plus encore d'Aristide Briand (janvier 1921), la position de Take Ionescu est bien mieux acceptée, et à Paris et à Bucarest: à Bucarest, il ne représente plus l'option offensive anti-russe; à Paris, on cesse les pressions pour l'attirer dans une coalition anti-bolchevik; par contre, on exploite son projet défensif et constructif de large intégration centre-européenne.

Mais cette politique de détente comporte également des inconvénients: à partir du printemps 1921, Take Ionescu et ses successeurs développèrent un syndrome d'abandon français vis-à-vis de la Russie soviétique.

### III. MARS-DÉCEMBRE 1921: LA FRANCE N'INTERVIENT PLUS DANS LES NÉGOCIATIONS ENTRE LA ROUMANIE ET UNE RUSSIE QUI REVENDIQUE DÉSORMAIS LA BESSARABIE

Deux facteurs rendent compte de la nouvelle attitude soviétique: d'une part, Take Ionescu a fait entrer son pays dans le système d'alliances anti-russe et n'a

<sup>50</sup> Idem.

<sup>51</sup> Tél. Daeschner à MAE, 12/02/21, 63-30/32.

<sup>52</sup> Tél. Daeschner à MAE, 7/03/21, 63-46/48.

<sup>53</sup> Idem.

<sup>54</sup> Rapport Pétin à Guerre, 8/03/21, 63-52.

donc plus de neutralité à monnayer contre la reconnaissance de la Bessarabie roumaine; d'autre part, le danger est passé pour les Bolcheviks, qui abandonnent la politique de concessions envers les nationalités. La revendication de la Bessarabie devient, dès lors, un moyen de pression sur la diplomatie roumaine.

#### A. MARS-JUILLET 1921: RENVERSEMENT DES RÔLES ENTRE LA FRANCE ET LA ROUMANIE SUR LA QUESTION RUSSE ET SES CONSÉQUENCES:

##### **1. la Roumanie devient demandeur de protection, que la France n'accorde qu'avec prudence:**

Dès la fin d'avril, devant la réticence des Russes à reprendre les conversations – Litvinov quitte brusquement Reval avec promesse d'y revenir négocier – Take Ionescu s'empresse de rappeler sa fidélité à la France en assurant Daeschner de sa volonté de faire échouer les négociations sur le Trésor roumain confisqué par les Bolcheviks et sur le refus d'aborder le problème bessarabe<sup>55</sup>.

Mais la France ne désire plus de politique active en Russie: elle ne reconnaît plus Wrangel en avril 1921, et lorsque la Roumanie alerte le Quai d'Orsay sur la concentration de troupes russes au sud-ouest de Kiev<sup>56</sup>, la réponse française se veut rassurante<sup>57</sup>, évoquant plutôt le danger de la propagande dans la Péninsule balkanique en général.

Désormais, la France a donc tendance à calmer les inquiétudes roumaines et à les considérer surtout comme des moyens de pression pour obtenir des crédits militaires. La Roumanie tente alors de faire appel à ses nouveaux alliés d'Europe centrale: la France joue alors pleinement son rôle de fédérateur entre la Pologne et la Petite Entente.

##### **2. efforts roumains pour rassembler des soutiens centre-européens, avec l'aide de la France:**

La signature du traité polono-russe de Riga avait également renversé le rapport de forces entre la Pologne et la Roumanie: désormais, la frontière russe de la Pologne est mieux garantie que celle roumaine, aucun texte reconnu par la Russie n'assurant cette dernière. La Pologne ne s'empresse donc pas de ratifier le traité avec la Roumanie<sup>58</sup>.

Take Ionescu se consacre alors activement à la consolidation de la Petite Entente: il obtient de Bénès l'assurance qu'en cas de guerre russo-roumaine la Tchécoslovaquie continuerait à approvisionner la Roumanie en armes et en

<sup>55</sup> Dépêche Daeschner à MAE, 30/04/21, 55-148.

<sup>56</sup> Tél. Daeschner à MAE, 25/05/21, 55-154.

<sup>57</sup> Tél. de de Peretti à Daeschner, 28/05/21, 55-155.

<sup>58</sup> Dépêche Daeschner à MAE, 20/03/21, 63-61/63.

munitions<sup>59</sup>. Le 1<sup>er</sup> juillet, la Pologne ratifie le traité roumain et se montre prête à un rapprochement de la Tchécoslovaquie, sous l'influence de la France et de la Roumanie<sup>60</sup>.

En somme, au milieu de l'année 1921, la politique est-européenne de la France semble satisfaire pleinement Take Ionescu – comme il l'exprime lors de son discours de politique extérieure générale du 11 juillet 1921<sup>61</sup>: l'appui français est moins performant qu'avant contre la Russie, mais reste indispensable à la consolidation du glacis centre-européen.

Mais à ce moment, la famine ukrainienne crée une tension avec la Russie qui met à l'épreuve ce nouveau système.

## B. AOÛT-OCTOBRE 1921: LA CRISE UKRAINIENNE MET À L'ÉPREUVE LE NOUVEL ÉQUILIBRE CENTRE-EUROPÉEN:

### 1. la pression russe:

Vers le milieu du mois d'août, Tchitchérine accuse la Roumanie d'abriter l'Etat-Major de l'Ukrainien Petliura à Bender et menace de poursuivre ses troupes sur le territoire roumain<sup>62</sup>; Take Ionescu répond que la Roumanie est prête à défendre son territoire, tandis que Daeschner s'inquiète de ces déclarations excessives, d'habitude l'apanage du Président du Conseil ukrainien Rakovski, qui rêve de reprendre la Bessarabie<sup>63</sup>. Cette nervosité russe s'exerce également à l'encontre des «interventionnistes» français<sup>64</sup>, accusés de soutenir Roumains et rebelles ukrainiens.

L'explication de cette attitude est livrée par un télégramme du représentant français en Lettonie<sup>65</sup>, selon lequel «les menaces dirigées contre la Roumanie seraient l'œuvre de la Tcheka qui redoute intervention alliée à l'occasion du secours aux affamés». Cette analyse est confirmée par Litvinov dans un télégramme publié par le *Daily News*<sup>66</sup>.

Puis brusquement, l'attitude des Soviétiques change, pour tenter d'amadouer les Roumains, afin de les détacher de la France et de la Pologne: un télégramme de Copenhague le signale<sup>67</sup>, et les archives roumaines le confirment: Karakhan, le négociateur russe à Varsovie, propose au Roumain Filaliti l'échange de la reconnaissance de la Bessarabie roumaine contre la neutralité en cas de guerre avec un tiers;

<sup>59</sup> Tél. Daeschner à MAE, 27/04/21, 55-147.

<sup>60</sup> Dépêche Varsovie à MAE, 2/07/21, 63-74/75.

<sup>61</sup> Tél. chargé d'affaires Monicault (Bucarest) à MAE, 12/07/21, 35-140/142.

<sup>62</sup> Dépêche Daeschner à MAE, 19/08/21, 55-170/171.

<sup>63</sup> Idem.

<sup>64</sup> Déclaration de la *Pravda*, 2/09/21, 55-173.

<sup>65</sup> Tél. Martel (Riga) à MAE, 7/09/21, 55-174.

<sup>66</sup> Tél. Saint-Aulaire (Londres) à MAE, 16/09/21, 55-175/176.

<sup>67</sup> Tél. Fontenay (Copenhague) à MAE, 24/09/21, 55-177/178.

Take Ionescu refuse, car il estime que ce serait «une sorte d'alliance limitée avec les Soviétiques»<sup>68</sup>.

Mais cette alternance de chaud et de froid met à nu la position française vis-à-vis de la Bessarabie.

## 2. L'analyse de la crise par le ministre de France:

Daeschner comprend que la Russie joue de la Bessarabie comme d'un levier pour faire éclater l'entente franco-polono-roumaine. Mais ses conclusions sont plutôt pessimistes: «l'on risque d'être amené un jour à se demander si la forme solennelle dans laquelle les puissances alliées ont consacré l'attribution de cette province à la Roumanie ne les obligerait pas le cas échéant à lui en garantir la conservation; ce n'est là en effet qu'une question d'avenir»<sup>69</sup>.

Le ministre français saisit donc parfaitement le poids dont la Bessarabie grève la diplomatie roumaine; la solidité de cette alliance risque de se mesurer désormais au degré de garantie que la puissance protectrice est prête à accorder à la Bessarabie.

La tactique russe semble donc relativement opérante: le représentant de la France pose la question de l'engagement de son pays vis-à-vis de la province orientale de la Roumanie.

### C. NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1921: DISCRÉTION FRANÇAISE FACE À LA DIFFICULTÉ ROUMANO-RUSSE: Cluj

Les négociations russo-roumaines sont rompues le 28 octobre; après un entretien avec Take Ionescu, Daeschner affirme que «la rupture s'est faite sur la question de la Bessarabie et du trésor roumain en dépôt à Moscou»<sup>70</sup>. Donc le ministre roumain n'évoque pas la proposition russe d'accord de neutralité réciproque de crainte de susciter la méfiance française.

Toutefois, il essaie d'exercer une pression sur la Russie à travers les puissances de l'Entente: il rappelle que «le dépôt du trésor roumain à Moscou a été garanti par l'Entente pour le cas où la Russie ne le restituerait pas»<sup>71</sup>, les Etats de l'Entente pouvant alors saisir les biens russes. Daeschner demande confirmation, mais nous savons que cette affirmation est juste, car elle est confirmée par un message de février 1918 de l'ambassadeur français à Petrograd, Noulens<sup>72</sup>.

Mais l'intérêt de la France pour les affaires russo-roumaines semble s'être émoussé; les communications du Quai d'Orsay à Bucarest sur ce sujet se font rares:

<sup>68</sup> Tél. Filality (Varsovie) à Take Ionescu, 7/10/21, dans Nanu (Frederic), *Politica externă a României, 1919-1933* (La Politique extérieure de la Roumanie), Iași, 1993, p. 120.

<sup>69</sup> Dépêche Daeschner à MAE, 3/10/21, 55-179/180.

<sup>70</sup> Dépêche Daeschner à MAE, 31/10/21, 55-183.

<sup>71</sup> Idem.

<sup>72</sup> Tél. Noulens à Labonne (consul français à Moscou), 24/01/18, dans *Tezaurul României la Moscova* (Le Trésor roumain à Moscou), Bucarest, 1993, p. 118.

la dernière concernant la présence de Take Ionescu au ministère date du 20 décembre<sup>73</sup>. Emmanuel de Peretti de la Rocca, le Directeur des Affaires politiques et commerciales, fait état d'une information reçue du ministre de Roumanie Dimitrie Ghica, selon laquelle Lénine aurait promis au Bulgare Stambuliiski son aide au printemps 1922, après avoir «liquidé» la Roumanie. De Peretti ne fait aucun commentaire, doutant certainement de la fiabilité d'un tel renseignement.

En somme, depuis mars 1921, les relations russo-roumaines s'installent dans une précarité pérennisée, sans que la France ait la possibilité et le désir de s'y impliquer plus que par la reconnaissance de la Bessarabie de 1920 – qu'elle mit d'ailleurs plus de trois ans à ratifier.

### CONCLUSION

La coopération franco-roumaine face à la Russie lors du passage de Take Ionescu aux Affaires étrangères eut à souffrir de certaines insuffisances: la fatigue des combattants, un système centre-européen pas assez cohérent – en proie à des dissensions nationales qui aveuglaient certains sur le danger communiste –, le souci d'une Realpolitik du gouvernement Averescu furent autant de facteurs d'une convergence parfois approximative des visions française et roumaine sur la question russe.

Toutefois, la présence de Take Ionescu à la tête de la diplomatie roumaine représenta un élément précieux pour le Quai d'Orsay, sous deux aspects: face aux Bolcheviks, il affermit la volonté roumaine d'hostilité dans la neutralité et d'appui logistique à la Pologne; à l'arrière, en Europe centrale, le ministre roumain participe pleinement à la stabilisation de la nouvelle Europe des nationalités au sein d'une entente des vainqueurs, qu'il voulait la plus large possible et, à terme, ouverte même à certains anciens vaincus.

<sup>73</sup> Tél. de de Peretti à Daeschner, 20/12/21, 55-187.

# **MFN REGAINED: BUCHAREST AND WASHINGTON, 1989-1994**

**JOSEPH F. HARRINGTON**  
(Framingham State College, U.S.A.)

From 1975 through 1988, Romanian products had MFN status. However, in February, 1988, Nicolae Ceaușescu told the American Deputy Secretary of State, John Whitehead, that Romania was no longer interested in receiving MFN. The handwriting was on the wall, the American Congress had no intention of renewing Romanian MFN because of Bucharest's record of human rights violations. Rather than having Congress deny Romania, Ceaușescu decided to "cut his losses" and abrogate the agreement himself.<sup>1</sup> On February 26, 1988, the State Department announced Romania's decision and noted that MFN would expire on July 3, 1988. In addition, effective July 3, Romania would be ineligible for any United States government export credits through programs such as the Commodity Credit Corporation of the Eximbank.<sup>2</sup>

The loss of MFN and especially the loss of export credits had seriously affected American-Romanian trade. In 1988, the two countries exchanged a total of \$940 million worth of goods, in 1989, the figure dropped to \$509.<sup>3</sup> Therefore, on January 9, 1990, the foreign ministry indicated that Bucharest wanted to establish economic relations with Washington based on the return of most-favored-nation status.<sup>4</sup> The National Salvation Front's immediate call for the return of MFN made sense. But how could it be achieved? Since Romania received her MFN status in 1975 under the provisions of Title IV of the Trade Act of 1974, and had lost MFN under the same terms, Bucharest had to apply for MFN under the terms of Title IV. The process had two elements: (1) Romania had to comply with the requirements of the 1974's Trade Act freedom-of-emigration amendment, known as the Jackson-Vanik amendment, and (2) conclude and receive American congressional approval of a trade agreement which provided MFN status. Romania and America could

<sup>1</sup> Author interview with Corneliu Bogdan, January 11, 1989. Bogdan was Romania's Ambassador to the United States from 1967-1976.

<sup>2</sup> Joseph F. Harrington and Bruce Courtney, *Tweaking the Nose of the Russians: Fifty Years of American-Romanian Relations. 1940-1990* (Boulder, Colorado: East European Monograph [published by Columbia University Press, 1991]), p. 582. For a summary in Romanian see Joseph F. Harrington and Bruce Courtney, "Anii '80. În spatele ușilor închise, la București și Washington," *Magazin Istoric*, Serie Nouă, December, 1993, pps. 49-55.

<sup>3</sup> "Trade Statistics," *BLOC: The Soviet Union and Eastern Europe Business Journal*, Vol. 1, No. 1 (1989), p. 42; U.S. Department of Commerce, *U.S. Trade With Romania, 1987-1991*.

<sup>4</sup> *Rompres Dispatch*, Foreign Broadcast Information Service, *Daily Report, East Europe*, January 9, 1990, p. 62. Hereafter cited as FBIS, EEU.

have a trade agreement without MFN, as was the situation since 1988.<sup>5</sup> Little did Bucharest know that it would take nearly four years to regain MFN.

From January, 1990 until the summer of 1992, American-Romanian relations resembled a roller-coaster. Consistency appeared impossible. Washington was skeptical of the outcome of the December, 1989 Revolution. For every positive step Bucharest made, it took one step backward. In 1990, the American Secretary of State, James Baker visited Bucharest on February 11. Although he promised President Ion Iliescu humanitarian aid, he emphasized that the future of American-Romanian relations rested on Bucharest's willingness to move rapidly toward greater democratization, religious freedom, protection of human rights and the rights of minorities.<sup>6</sup> Five weeks later, hundreds of Romanians attacked Hungarians in the Transylvanian city of Târgu Mureş.<sup>7</sup> In May, Romanians went to the polls to vote in a free election for the first time in over forty years. Many viewed this as the first step in Romania's road to democratization. However, a month later, the newly elected government called in miners from the Jiu Valley to remove student demonstrators from Bucharest protesting the recent elections. The miners arrived clad in overalls, wearing their hard hats and lamps, and wielding clubs, iron bars and coal picks.<sup>8</sup> The result was that on June 14, President Bush denounced Bucharest's actions as "government inspired vigilante violence" which departed from the "commonly accepted norms of democracy and the rule of law."<sup>9</sup> The White House decided to immediately suspend all non-humanitarian aid to Romania.<sup>10</sup> Further,

<sup>5</sup> The Jackson-Vanik amendment can be complied with by either a Presidential determination that a country is not in violation of the requirements of the amendment (which is freedom of emigration), or by a Presidential waiver of the requirement. The waiver method was the one followed with Romania from 1975-1988 and it was the method pursued in 1989 and subsequent years. The only hardship for Romania with the waiver method is that it requires annual renewal, and hence MFN is an annual renewal process. Over the years, this mechanism enabled the United States Congress to have some influence over Romania's internal policies concerning human rights, and this was precisely the reason that Ceauşescu rejected the process in February, 1988.

<sup>6</sup> *Rompres*, FBIS, EEU, February 12, 1990, pps. 52-54; *The Boston Globe*, February 12, 1990, p. 10. On March 13, Washington and Bucharest signed two food aid agreements. The first provided for a United States grant to cover the purchase of approximately 315,000 tons of feedgrains and 7,500 tons of butter. The second accord provided for a 26 year low-interest loan of \$20 million for the purchase of additional foodstuffs (FBIS, EEU, March 19, 1990, p. 76).

<sup>7</sup> *Manchester Guardian Weekly*, April 1, 1990, pps. 7, 13; Radio Free Europe/Radio Liberty Soviet/East European Report, April 1, 1990, p. 1. Hereafter cited as RFE/RL, S/EER. One of causes of the outburst could have been the result of an Hungarian celebration on March 15 in honor of the Hungarian nationals who had died in the 1848 Revolution. The Hungarians wanted to lay a wreath at the statue of Nicolae Bălcescu, a Romanian national hero and revolutionary of the 1848 Revolution since it was the only monument in town. Romanian nationalists took offense and this possibly contributed to the clash a couple of days later. FBIS, EEU, March 16, 1990, p. 53.

<sup>8</sup> FBIS, EEU, June 14, 1990, p. 51.

<sup>9</sup> *Weekly Compilation of Presidential Documents* (Washington, D.C. U.S. Government Printing Office), June 18, 1990, p. 949. For a *Rompres* response to Bush's actions see FBIS, EEU, August 2, 1990, p. 35.

<sup>10</sup> FBIS, EEU, June 18, 1990, p. 79. Humanitarian aid was continued by the United States principally through funding the United Nations Population Fund and the International Planned Parenthood's efforts to establish family planning in Romania, curb abortions and reduce the incidence of AIDS. For the debate on this in the House of Representatives, see U.S. *Congressional Record*, 101st Cong., 2nd Sess., Vol. CXXXVI, H 4253-4267. The debate focused mostly on the issue of abortion, rather than on granting aid to Romania. In the end, amendment supporting the funding passed.

while Bush agreed to renew the American-Romanian trade agreement for three more years, he did so without recommending Romanian products for MFN status. While Romania would receive Western approval for her support at the United Nations during the Iraqi-Kuwaiti War, Bucharest would lose support in Washington due to stories which focused on the black-marketing of Romanian babies,<sup>11</sup> and continued reports of anti-semitism.<sup>12</sup> The net effect was that while Congressmen were willing to consider MFN for Bulgaria and Mongolia,<sup>13</sup> they were not willing to include Bucharest.

American-Romanian relations in 1992 revolved around Romania's elections, both the local on February 9, and the national, which in spite of promises to the contrary, continued to be postponed. While the February local elections received high marks for honesty by international observers, the continued delay and later postponement of the national elections caused concern in Washington. On May 12, DeConcini told the American Senate that Romania had to "pay careful attention to the preparations and administration" of the upcoming elections if Bucharest was interested in attaining MFN product status.<sup>14</sup> This view was confirmed by a letter from Senator Edward Kennedy to the author on May 19. Two weeks later, the United States Deputy Secretary of State, Lawrence Eagleburger, visited Romania and emphasized the same point to Romanian officials.<sup>15</sup>

On May 30, the United Nations Security Council voted to institute economic sanctions against Yugoslavia. Romania agreed to cooperate, although aware that by endorsing the embargo, she would suffer considerable economic damage since Yugoslavia was Romania's chief Balkan trading partner. The Foreign Ministry anticipated that Romania would lose at least \$550 million in trade.<sup>16</sup> And this figure was especially significant since Romania's industrial production had already dropped almost 18% in the first five months of 1992 compared to the preceding year.<sup>17</sup> However, by supporting the United Nations' sanctions, Romania received support from the West. On June 3, President George Bush notified Congress that he had determined to waive the restrictions of the Jackson-Vanik amendment for Romania.<sup>18</sup> Three weeks later, the President asked Congress to approve on April 3, 1992, trade agreement between Washington and Bucharest which would grant Romania MFN.<sup>19</sup> The President argued that the treaty was good

<sup>11</sup> U.S. Congress, House Committee of the Judiciary, Hearing Before the Subcommittee on International Law, Immigration and Refugees, *Romanian Adoptions*, 102nd Cong., 1st Sess., June 5, 1991.

<sup>12</sup> U.S. *Congressional Record*, 102nd Cong., 1st Sess., Vol. CXXXVII, S 9033.

<sup>13</sup> *Ibidem.*, 1st Sess., Vol. CXXXVII, E 2551.

<sup>14</sup> *Ibidem.*, 2nd Sess., Vol. CXXXVIII, S 6522.

<sup>15</sup> FBIS, EEU, May 29, 1992, p. 27.

<sup>16</sup> FBIS, EEU, July 6, 1992, p. 30.

<sup>17</sup> *Wall Street Journal*, June 26, 1992, B 6:3.

<sup>18</sup> U.S. Congress, House Document 102-341, 102nd Cong., 2nd Sess., *Extension of Waiver Authority, Message from the President of the United States* (Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1992) p. iii.

<sup>19</sup> U.S. Congress, House Document 102-347, 102nd Cong., 2nd Sess., *Extending Nondiscriminatory Treatment to the Products of Romania*, Communication from the President of the United States, June 22, 1992 (Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1992), pp. 1-45.

for America's economy and it would "help to reinforce political and economic reform in Romania." However, Bush noted that his recommendation assumed that Romania would continue to "strive for a democratic, pluralistic society, particularly through the conduct of early, free and fair national elections."<sup>20</sup>

Congress responded quickly and within hours, Representatives Richard Gephardt of Missouri and Robert Michel of Illinois introduced House Joint Resolution 512 extending MFN treatment to Romanian products.<sup>21</sup> On June 22, the House referred the bill to the Committee on Ways and Means, and three days later the Subcommittee on Trade issued a press release requesting public comments by July 16. The letters received from business organizations strongly supported MFN, while several Congressmen and some human rights organizations urged the House to defer actions pending the outcome of the September 27 Romanian elections. On July 23, the Subcommittee favorably reported the bill back to the full committee and on the 29th, the Committee favorably reported the Resolution to the House.<sup>22</sup>

As the election date approached, the White House and Congress repeatedly reminded Romania of the conditions for MFN renewal: fair and free elections, an independent media, civilian control of the Romanian Intelligence Service, and the protection of human rights and civil liberties, including the rights of ethnic minorities.<sup>23</sup>

On September 27, Romanians went to the polls. They made the Democratic National Salvation Front the majority party in parliament and gave 46% of their vote to Iliescu for president. Since this was less than the required majority, Bucharest announced a run-off election on October 11 between Iliescu and Emil Constantinescu, who had received 33% of the vote. The final parliamentary figures in both the Assembly of Deputies and the Senate indicated that the DFSN received about 28% of the vote, the Democratic Convention of Romania (CDR) received 20% and the FSN, 10%.<sup>24</sup>

On the day after the election, Bucharest announced that it would send two members of the CDR to Washington to lobby for MFN. Anticipating that Congress would adjourn within a few days, Chairman of the House Ways and Means Committee, Dan Rostenkowski of Illinois, asked that the House suspend the rules and pass Resolution 512 on Romanian MFN. Rostenkowski had tried to have the House consider the MFN issue prior to the September 27 election but without success. On September 22, he had argued that Romania had already proven her commitment to

<sup>20</sup> Ibid., p. 1.

<sup>21</sup> U.S. *Congressional Record*, 102nd Cong., 2nd Sess., Vol. CXXXVIII, H 5042, S 8659. In the Senate, George Mitchell of Maine and Robert Dole of Kansas introduced Joint Resolution 320, supporting MFN treatment for Romanian products.

<sup>22</sup> U.S. Congress, House of Representatives, 102nd Cong., 2nd Sess., *Extension of Nondiscriminatory Treatment to the Products of Romania*, Report 102-970, September 16, 1992, p. 3.

<sup>23</sup> CRS, Issue Brief, *Romania, Bulgaria, Albania: Recent Developments*, Updated January 13, 1993, by Sergiu Verona and Francis T. Miko, p. 7. See also U.S. *Congressional Record*, 102nd Cong., 2nd Sess., vol. CXXXVIII, S 10980, E 2257, S 12050. This also confirmed by letter from Senator Edward Kennedy to author, May 19, 1992.

<sup>24</sup> FBIS, EEU, October 9, 1992, p. 13.

political reform by calling for the elections. Tom Lantos challenged Rostenkowski. He argued that a vote in favor of MFN would be "considered a vote of confidence in a regime which still largely depends on the hated Securitate, the secret police, to stay in power."<sup>25</sup> The debate raged on, with only one significant difference. For the first time in several years, Frank Wolf of Virginia supported Romanian MFN. In his statement he noted that his daughter was on a mission project in Romania, and her reports of the deplorable conditions in Romania so moved the Congressman, that he would support MFN as a means to reduce the pain presently being suffered by the Romanian people.<sup>26</sup> However, Wolf went along with his colleagues who recommended that the House postpone its vote on MFN until after the September 27 elections. Rostenkowski failed to bring the resolution to a vote.<sup>27</sup>

At a press conference on September 28, the Romanian Foreign Ministry told its radio audience that "there are excellent chances" that the Romanian-American trade agreement, containing MFN provisions, would be ratified by a "great majority" of the American Congressmen.<sup>28</sup> On the following day the State Department sent Rostenkowski a letter urging the House to move ahead and approve Romanian MFN. The letter referred to reports from the American Embassy in Bucharest that the September 27 elections had met international standards of freedom and fairness.<sup>29</sup> On September 30, Rostenkowski tried again. However, by a vote of 283 to 88, the House voted not to suspend the rules to consider Romanian MFN.<sup>30</sup> This vote ended Romania's chances for MFN in 1992.

Why did the Congress reject Romanian MFN? Many were quick to blame Tom Lantos for the defeat. On October 1, the California representative cited the day's *Washington Post* editorial which noted that while nearly all of the other countries of the old Soviet bloc had showed some movement toward democratization, "Romanian communists have altered the forms but tended to cling to the reins" of power. Lantos argued that although the Romanian elections were judged fair by international standards, there "has been criticism about the lack of a fully free press, and free radio and television."<sup>31</sup> However, in an interview with the American Ambassador, John Davis, the reason the Congress refused to consider the resolution was not simply because of Tom Lantos. Rather, many in Congress believed that the Romanian government was not legitimate. Further, when Congressmen thought about Romania they thought about its press image which focused on the negative: the miner's violence in June, adoption blackmarketeering, and AIDS. These were sufficient reasons to deny Romania MFN.<sup>32</sup>

<sup>25</sup> U.S. *Congressional Record*, 102nd Cong., 2nd Sess., Vol. CXXXVIII, H 8851.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. H 8853.

<sup>27</sup> U.S. *Congressional Record*, 102nd Cong., 2nd Sess., Vol. CXXXVIII, H 8850ff.

<sup>28</sup> FBIS, EEU, September 29, 1992, p. 20.

<sup>29</sup> CRS Issue Brief, *Romanian Political Developments and U.S.-Romanian Relations*, February 3, 1993.

<sup>30</sup> U.S. *Congressional Record*, 102nd Cong., 2nd Sess., Vol. CXXXVIII, H 9883.

<sup>31</sup> *Ibid.*, 2nd Sess., Vol. CXXXIX, E 2880.

<sup>32</sup> Author's interview with Ambassador John Davis, March 25, 1994, Washington, D.C. Davis is America's Ambassador to Romania since March, 1992.

Romania's reaction was predictable. Official Bucharest was outraged. The government noted that election observers had praised the election process, and stated that even the United States Department of State had called the elections a "significant step in Romania's transition to full democracy."<sup>33</sup> Who was to blame? Tom Lantos, the Hungarian-born head of the anti-Romanian lobby in Congress. American Congressmen were unaware of the great strides being made in Romania. Religious and minority persecution were things of the past. Lantos and other Hungarian-Americans had misinformed the legislature about the true situation in Romania.<sup>34</sup> But not everyone agreed with this assessment. Conservative parties and the right-wing press stated that America's rejection of MFN was predictable. Romania would never receive MFN until her leadership was no longer made up of former and current communists.<sup>35</sup> However, this criticism did not alter the run-off presidential elections. On October 13, over 60% of the voters chose Iliescu to remain Romania's president.<sup>36</sup>

On November 4, Iliescu appointed Nicolae Văcăroiu, a Romanian economist, as the new Prime Minister. Receiving almost equal front page coverage in the Romanian dailies was the announcement of Bill Clinton, as America's newly elected President. *România Liberă* best described Romania's feelings. The paper hoped that Clinton would "take Romania out of the gray, if not entirely blank, zone in which Romania has been abandoned since December, 1989."<sup>37</sup> Without question, Romania's press agreed in hoping that Clinton and the new American Congress would grant Romania MFN.

The new foreign minister, Teodor Meleşcanu, met with Congressman Tom Lantos, who visited Romania on a fact finding mission in late November. Upon his return to the United States, Lantos indicated that Romania was making progress in human rights, but he would only support MFN if the Hungarian community was given "cultural autonomy."<sup>38</sup> Since this criterion was not one adopted by most Congressmen, the fact that Lantos was willing to say that there was some progress in human rights, was viewed by most as a step forward for Bucharest. To further improve her image, the Romanian Embassy in Washington held a party for Romanian children adopted by Americans. The purpose was to introduce children and parents to Romanian culture.<sup>39</sup> Although direct governmental exchanges were limited between Bucharest and Washington, because of the transition between Presidents Bush and Clinton, Romania continued to be successful in wooing American business. In December, Coca-Cola announced that it would invest \$21 million on

<sup>33</sup> FBIS, EEU, October 2, 1992, p. 24.

<sup>34</sup> Ibid., 1992, pp. 24-26.

<sup>35</sup> FBIS, EEU, October 5, 1992, p. 18.

<sup>36</sup> FBIS, EEU, October 16, 1992, p. 19; *L'Express*, October 23, 1992, 16:1.

<sup>37</sup> FBIS, EEU, November 5, 1992, p. 25.

<sup>38</sup> CRS Issue Brief, *Romanian Political Developments and U.S.-Romanian Relations*, Updated February 3, 1993, by Sergiu Verona, p. 13.

<sup>39</sup> *Washington Post*, December 13, 1992, B5.

operations in Romania,<sup>40</sup> while Coastal Corporation of Houston and Romania's biggest oil refinery, Arpechim SA, commenced negotiations for a joint venture.<sup>41</sup>

1993 continued the positive trend in American-Romanian relations. On January 6, Congressman Wolf introduced a Joint Resolution in the House to grant Romania MFN.<sup>42</sup> The House sent the resolution to its Committee on Ways and Means, and the legislative battle began anew. While this resolution gained little recognition in the Romanian press, President Clinton's inauguration produced a flurry of articles especially after Iliescu invited the 42nd President to visit Romania "as soon as possible."<sup>43</sup> Most of the Romanian press releases were congratulatory, but a couple went a bit further. *Adevărul* carried an article by Bogdan Chiriac noting that a favorable climate existed for Romania to receive MFN. The author attributed the September 1992 MFN defeat to a Congressional-White House fight. President Bush had vetoed a strings attached MFN status for China, in turn, Congress defeated Bush's proposal for Romanian MFN. *Rompres* hoped Clinton would recognize the geopolitical significance of Romania, as the dominant country between the Adriatic and the Black Sea.<sup>44</sup>

However, this geographic dominance sometimes carried a price tag, and in 1993, it would be Bucharest's willingness to continue to be the West's principal Balkan enforcer of the United Nations' embargo against Yugoslavia. In an effort to stop the newly formed Federal Republic of Yugoslavia's attempt to seize Bosnia, the United Nations had passed Resolution 757 on May 30, 1992. This called for sweeping international economic sanctions against Yugoslavia which not only curtailed foreign credits, but also foreign trade. Since Romania shared a border and the Danube River with Yugoslavia, the West looked to Bucharest to play a major role in preventing cross border trade and in blockading the Danube. In an effort to break the Danubian blockade, the Serbs sent oil filled barges up the River, threatening to set them on fire if they were attacked. The result would be an ecological disaster for the Danubian economies, including Romania. As the West, and especially the United States, urged Romania to tighten its blockade,<sup>45</sup> Bucharest worked to have its cooperation translate into tangible assets. And Bucharest was successful. The government repeatedly noted the economic impact the blockade had for Romania. As of December 31, 1992, the country had an external debt of over \$2 million, 91% of which had been spent on consumption, rather than for developing infrastructures as originally anticipated.<sup>46</sup>

In response, the Clinton administration offered to send gun-boats to the Danube to assist Romania in enforcing the United Nations' sanctions.<sup>47</sup> Further, Congress-

<sup>40</sup> NYT, December 3, 1992, D4:1.

<sup>41</sup> NYT, December 29, 1992, D5:1.

<sup>42</sup> U.S. *Congressional Record*, 103rd Cong., 1st Sess., Vol. CXXXIX, H 114.

<sup>43</sup> FBIS, EEU, January 21, 1993, p. 45.

<sup>44</sup> *Ibid.*

<sup>45</sup> *The Washington Post*, January 27, 1993, 15:1.

<sup>46</sup> FBIS, EEU, March 15, 1993, p. 18.

<sup>47</sup> NYT, March 12, 1993, 8:3.

woman Barbara Kennelly introduced legislation to provide Romania MFN for three years.<sup>48</sup> In her statement, she noted that Bucharest was playing a "significant role in diplomatic attempts to assure the political stability of Eastern Europe." Romania had joined the United States to prevent the war "from spilling into neighboring nations,"<sup>49</sup> and consequently, America should recognize this commitment and award Romania MFN for three years, rather than the one year renewal formula used by previous administrations. Romania's commitment to the boycott also received praise from the American Ambassador. John Davis noted that in spite of the fact that the embargo cost them "a lot," Romania had "done very well," there were "very few infractions by the Romanians."<sup>50</sup>

Ilieșcu aimed to capitalize on Romania's improving image in America. He sent a parliamentary delegation to the United States for a month long visit to assess Romania's image. *Rompres* noted that the visit itself was a start in improving that image since it was the first one by parliamentary members from an East European country.<sup>51</sup> The American weekly magazine, *Newsweek*, carried a 16 page advertising insert on "Romania: Rebuilding the Nation."<sup>52</sup> In mid-March, Ilieșcu accepted an invitation from leaders of the American-Jewish community to attend the opening of the Holocaust Memorial Museum in Washington, D.C., in spite of criticism by the extreme right in Romania.<sup>53</sup> This visit along with the arrival of American gun-boats for Danubian patrols<sup>54</sup> became the focus of American-Romanian relations throughout the Spring of 1993.

Ilieșcu worked diligently to capitalize on his visit to Washington. Not only would the trip give him an opportunity to meet President Clinton, but it would also address some of the criticism in the West that Romania was anti-semitic. Upon his departure from Otopeni Airport on April 19, Ilieșcu reminded the press that his visit was in response to an invitation to attend the opening of the Museum. His attendance was to remind people of the "tragedy" that was inflicted upon the Jewish people. "It is the task of human civilization to do away with the sources of such outbursts of primitivism."<sup>55</sup>

Leaders of 12 countries, whose histories were intimately connected to the Holocaust, attended the dedication of the Memorial Museum. Ilieșcu's remarks noted Romania's "long tradition of suffering and tolerance makes us more inclined

<sup>48</sup> U.S. *Congressional Record*, 103rd Cong., 1st Sess., Vol. CXXXIX, H 1641.

<sup>49</sup> *Ibid.*, E 779.

<sup>50</sup> Author interview with Davis, March 25, 1994.

<sup>51</sup> FBIS, EEU, April 16, 1993, p. 20.

<sup>52</sup> *Newsweek*, April 12, 1993.

<sup>53</sup> FBIS, EEU, March 25, 1993, p. 26. The *Evenimentul Zilei* carried a story analyzing the extreme nationalist opposition to Ilieșcu's visit (FBIS, EEU, April 21, 1993, pp. 23-24). For a fuller treatment of this issue see Katherine Verdery, "Nationalism and National Sentiment in Post-socialist Romania," *Slavic Review*, Vol. 52, No. 2 (Summer, 1993), pp. 179ff.

<sup>54</sup> The three boats arrived on April 17 in the port of Giurgiu (FBIS, EEU, April 19, 1993, p. 20).

<sup>55</sup> FBIS, EEU, April 20, 1993, p. 27.

to compassion and real understanding of the Jewish people's tragedy... May the sacrifice of the millions of people to whom this memorial is dedicated be the last and may mankind never again surrender to the forces of totalitarianism, be they political, racial or religious."<sup>56</sup>

Following the ceremonies each of the participants met briefly with President Clinton. Iliescu used his time to emphasize the steps Romania had taken toward developing democratic institutions and in making the transition to a market economy, two issues of special interest to the United States.<sup>57</sup> On the following day, Iliescu met with Vice President Gore, who indicated his support for Romanian MFN, and with representatives and senators. Several of these congressmen had concerns about Romania's orphans. Originally, their concern was about the adoption black-market, and Bucharest responded in 1991 with laws which virtually ended profiteering in children. However, the new concern involved some of the children with AIDS, particularly those who appeared to be abandoned – those who lived in orphanages without any hope of Romanian adoption, and due to the 1991 legislation, with little hope of foreign adoption. During March and April, several Congressmen introduced legislation to provide financial help for children with AIDS.<sup>58</sup> While this was easy for Iliescu to accept, Representative Bart Gordon of Tennessee introduced legislation linking MFN to improved conditions for Romania's institutionalized children.<sup>59</sup> Iliescu quickly responded. Upon his return to Bucharest, he urged parliament to review the present adoption laws and to establish regulations which would permit foreign adoptions provided the government determined that the parents had abandoned their child, and that no Romanian parent wanted to adopt the child. The time involved should be six months to a year.<sup>60</sup> In July, the Romanian parliament passed an abandonment law mandating a six month period during which careful record would be kept to prove parent abandonment. Once proven, the child was eligible for foreign adoption within three months.<sup>61</sup>

Before leaving Washington, the Romanian President also met with officials from the International Monetary Fund to clarify issues necessary for establishing a stand-by agreement for Romania, and with several members of the business community, including representatives from Boeing who were interested in establishing aircraft maintenance and repair programs with Bucharest.<sup>62</sup> In sum, the trip gave Iliescu the opportunity to tell American policy makers and business leaders that Romania was on the right road to democracy and a market economy, and would get there sooner with United States' help.

<sup>56</sup> FBIS, EEU, April 23, 1993, p. 26; *The Washington Post*, April 21, 1993, p. A9.

<sup>57</sup> FBIS, EEU, April 23, 1993, p. 26.

<sup>58</sup> U.S. *Congressional Record*, 103rd Cong., 1st Sess., Vol. CXXXIX, H 1550, S 4433.

<sup>59</sup> U.S. *Congressional Record*, 103rd Cong., 1st Sess., Vol. CXXXIX, H 1894; *The Washington Post*, May 15, 1993, D:8.

<sup>60</sup> U.S. *Congressional Record*, 103rd Cong., 1st Sess., Vol. CXXXIX, E 110.

<sup>61</sup> *Ibid.*, Vol. CXXXIX, H 7680.

<sup>62</sup> FBIS, EEU, April 26, 1993, p. 17.

During the next two months, the Romanian Embassy in Washington, and the liberal forces in Bucharest tried to influence Congress to approve MFN. Iliescu's "charisma" certainly did no harm,<sup>63</sup> nor did the fact that Romania had lost over \$8 billion in trade because of implementing the United Nations' sanctions against Yugoslavia.<sup>64</sup> The Romanian press noted that the most recent report of the Helsinki Final Act for the period April 1, 1992 through March 31, 1993, indicated that Romania had fared extremely well, especially in the area of human rights which improved "significantly."<sup>65</sup> Congress too was aware of this report as well as the State Department findings included in the *Country Reports on Human Rights Practices for 1992*, which was released in February, 1993. This report noted that "respect for human rights continued to improve in 1992" and Bucharest "expressed willingness to comply with Western human rights norms."<sup>66</sup> This determination was in striking contrast to the 1988 Country Report which noted that "human rights continued to be widely restricted in 1988," and there were numerous examples of torture and cruelty.<sup>67</sup> That was the year Romania lost MFN.

Bucharest's efforts to improve its image in the West succeeded. In May, the Council of Europe began discussion of Romania's application for membership.<sup>68</sup> Six weeks later, Senator Dan Coats of Indiana introduced a joint resolution approving the extension of MFN to Romanian products.<sup>69</sup> On the following day, July 2, President Clinton resubmitted to Congress the trade agreement of April, 1992, along with a request for fast track approval and restoration of MFN status.<sup>70</sup>

Congress responded quickly. Representative Richard Gephardt of Missouri introduced Joint Resolution 228 approving the extension of nondiscriminatory treatment with respect to the products of Romania.<sup>71</sup> Two days later, Barbara Kennelly again urged her House colleagues to support Romanian MFN. She reviewed the progress Romania had made during the past year in the areas of human rights, democracy and the transition to a market economy.<sup>72</sup> On July 20, her words were echoed by Steny Hoyer from Maryland. However, unlike Kennelly, who normally

<sup>63</sup> Author interview with Munteanu, January 28, 1994. According to Munteanu, one of reasons Iliescu was elected President was because of his "charisma." Aurel Munteanu was Romania's Ambassador to the United States from 1992 through April 30, 1994.

<sup>64</sup> FBIS, EEU, May 11, 1993, p. 15.

<sup>65</sup> FBIS, EEU, June 14, 1993, p. 25. The newspaper was the *Tineretul Liber*.

<sup>66</sup> U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices for 1992*, Report submitted to the Committee on Foreign Relations, U.S. Senate, and the Committee on Foreign Affairs, U.S. House of Representatives, February, 1993, p. 877.

<sup>67</sup> U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices for 1988*, Report submitted to the Committee on Foreign Relations, U.S. Senate, and the Committee on Foreign Affairs, U.S. House of Representatives, February, 1989.

<sup>68</sup> FBIS, EEU, May 12, 1993, p. 19.

<sup>69</sup> U.S. *Congressional Record*, 103rd Cong., 1st Sess., Vol. CXXXIX, S 8525.

<sup>70</sup> CRS Issue Brief, *Most-Favored-Nation Policy of the United States*, Updated November 8, 1993, p. 5.

<sup>71</sup> U.S. *Congressional Record*, 103rd Cong., 1st Sess., Vol. CXXXIX, H 4573.

<sup>72</sup> U.S. *Congressional Record*, 103rd Cong., 2nd Sess., Vol. CXXXIX, E 1787-88.

supported Romanian MFN, Hoyer had openly opposed the proposal and had been instrumental in the defeat of Romanian MFN in September, 1992. Now, the Co-Chairman of the Commission on Security and Cooperation in Europe, endorsed the proposal and believed that the "time for restoring MFN to Romania has come."<sup>73</sup>

Ilieșcu could not have agreed more, and under his leadership, Romania continued to improve its image in the West. In July, his party, the Democratic National Salvation Front, changed its name to the Social Democracy Party.<sup>74</sup>

Later, Bucharest welcomed an American military delegation which was part of a joint Romanian-American military cooperation project known as MIL TO MIL.<sup>75</sup> In September, *The New York Review of Books* carried a lengthy article entitled "The New Romania." The authors, David and Sheila Rothman, were asked by Helsinki Watch to investigate the conditions of the institutionalized children as well as the current state of the medical profession in Romania. The Rothmans had done a similar report in 1990 which described deplorable conditions in Romania. This article was a striking contrast. Orphanages, hospitals and the medical profession at large, had all improved dramatically. While there were still problems, most of them were not because of a lack of effort on the part of the Romanian government. Since Helsinki Watch had commissioned the report, its findings were believed by Western readers, and served as further evidence that there was a new Romania – one deserving of MFN.<sup>76</sup>

On September 20, the Subcommittee on Trade of the House Ways and Means Committee received written comments concerning the Administration's proposal to approve the trade agreement and extend Romanian MFN. The evidence presented was overwhelmingly in favor of restoring MFN to Romania. Reminiscent of the mid to late 1970s, big business returned to lobby for MFN. Over 60 firms sent letters in support of Romanian MFN, while none opposed. Human rights groups were far fewer than in the 1980s, and even among them there was no unanimity. True, there was some opposition, but only from well identified quarters. Father Calciu's Romanian Faith and Freedom Coalition continued its decade long opposition to MFN, while Laszlo Hamos's Hungarian Human Rights Foundation revived the late 1980s call for a six-month delay. But there were some surprises, most noticeably, Z. Michael Szaz, formerly of the American Hungarian Foundation, and now President of the National Confederation of American Ethnic Groups, Inc. Szaz had been nearly as adamant in the 1980s in his opposition to Romanian MFN as had Fr. Calciu. However, in 1993, Szaz wrote that he would not oppose MFN. In summary, when reviewing all of the correspondence, over 90% supported the immediate restoration of MFN.<sup>77</sup>

<sup>73</sup> U.S. *Congressional Record*, 103rd Cong., 2nd Sess., Vol. CXXXIX, E 1817. The other Co-Chairman, Senator Dennis DeConcini of Arizona, also supported Romanian MFN (*Ibid.*, S 9119).

<sup>74</sup> This was done on July 10, 1993. Earlier, the National Salvation Front, a splinter of the DNSF, changed its name to the Democratic Party.

<sup>75</sup> FBIS, EEU, July 15, 1993, p. 25 and August 27, 1993, p. 32.

<sup>76</sup> *The New York Review of Books*, September 23, 1993, pp. 56-57.

<sup>77</sup> U.S. House of Representatives, Subcommittee on Trade of the Committee on Ways and Means, *Written Comments on a Trade Agreement Between the United States and Romania*, September 20, 1993.

On September 28, the Council of Europe approved Romania's request for membership.<sup>78</sup> While the significance of this was little appreciated in America, membership meant that the Romanian government agreed to adopt Western human rights standards. Further, it meant that any aggrieved party could request review by the Council of Europe.<sup>79</sup> On the following day, the State Department urged Congress to approve Romanian MFN.

On October 7, the Committee on Ways and Means reported the Gephardt resolution to the floor of the House. Five days later, Dan Rostenkowski of Illinois asked the House to suspend the rules and pass the joint resolution extending MFN to Romania.<sup>80</sup> Bill Thomas of California supported the resolution, arguing that the effect of the bill was to "extend a helping hand to the people of Romania," as well as to expand American trade opportunities. Barbara Kennelly continued her endorsement noting the importance of Romania's recent admission to the Council of Europe. And Congressman Wolf again lent his support as he had in 1992.<sup>81</sup> However, part of his reasons for supporting Romania, had little to do with Bucharest. Wolf noted that the debate over Romania should send a message to China. The message was that it was far easier to gain MFN than it was to lose it and try to have it restored. China should realize that if its human rights record does not improve, it too could forfeit MFN, and it too would require years for restoration.<sup>82</sup> While there was some opposition to granting Romania MFN, one of its leaders switched sides. Tom Lantos, whom Bucharest saw as the architect of its failure to receive MFN in 1992, told his colleagues that "in view of improvements in human rights conditions, I shall not oppose MFN for Romania for one year."<sup>83</sup> With this "cautious" support,<sup>84</sup> the representatives called for a voice vote and Joint Resolution 228, supporting MFN, easily passed.

On the following day, the bill went to the Senate. Christopher Smith of New Jersey, normally an opponent of Romanian MFN, supported the legislation. He noted that the resolution called for annual renewal, which meant that Congress could monitor Romania's progress in human rights and democratization.<sup>85</sup> The Senate sent the bill to its Finance Committee which quickly returned it on the 21st. The Finance

<sup>78</sup> FBIS, EEU, September 29, 1993, p. 37.

<sup>79</sup> Author interview with Cristian Popișteanu, November 9, 1993, Boston, MA. Popișteanu is the editor of the Romanian publication, *Magazin Istoric*.

<sup>80</sup> U.S. *Congressional Record*, 103rd Cong., 1st Sess., Vol. CXXXIX, H 7678ff.

<sup>81</sup> According to Stephen Fischer-Galati, Wolf's newly-found support for MFN, in contrast to his near decade of opposition, was in part due to the decline of the Jewish lobby, a group whom Wolf often represented. Israel had become a supporter of Romania, and this undermined those who argued that Romania was anti-semitic. Remarks by Stephen Fischer-Galati, New College, March 27, 1993, at a roundtable discussion at the Fifth Biennial Conference on Eastern Europe sponsored by New College.

<sup>82</sup> U.S. *Congressional Record*, 103rd Cong., 1st Sess., Vol. CXXXIX, H 7680.

<sup>83</sup> *Ibid.*, H 7681.

<sup>84</sup> This was the adjective used by the Romanian Ambassador Munteanu in describing Lantos's support. Author interview with Munteanu, March 25, 1994.

<sup>85</sup> U.S. *Congressional Record*, 103rd Cong., 1st Sess., Vol. CXXXIX E 2422.

Committee unanimously approved the bill, and was undoubtedly influenced by its chairman, Max Baucus from Montana who believed that "MFN is an outdated tool...It is an anachronism and the time has come to put it behind us for good."<sup>86</sup>

The Senate debate was *pro forma*. This house normally supported the administration in foreign policy, and Romanian MFN would be no exception. While there was some dissent, mostly focused on persecution of the Hungarian minority,<sup>87</sup> the Senate overwhelmingly supported the resolution by voice vote and submitted it the President for signature. On November 2, the bill became Public Law No. 103-133, and Romania regained its MFN effective November 8, 1993.

In analyzing the difference between the votes in 1992 and in 1993, several issues become clear. According to Ambassador Davis, in 1992, those supporting MFN assumed that it was a "sure thing." There was no concern about the outcome of the vote. They promoted their legislation between Romanian elections, and at the same time that Chinese MFN was under consideration. As Congressmen began to think about Romania, the image they saw was distasteful – it was full of miners whacking people with clubs, the black-marketing of Romanian babies, the "unsalvageable" AIDS children, and the rhetoric and commitment of Tom Lantos, who described Bucharest as a government which discriminated against Hungarians, Jews and other minorities.<sup>88</sup>

In 1993, there was a different image, and new reasons for supporting MFN. The image of the June, 1992 miners' violence was either forgotten, or paled in comparison to the daily accounts of violence in Bosnia. Bucharest had solved the problem of black-market babies, had significantly improved the lives of people with AIDS, and even Tom Lantos had to concede that Romania had made measurable progress in the area of human rights. The result was a positive image for Romania. However, there were other reasons as well. Frank Wolf's comparison with China was well founded according to Ambassador Munteanu. He believed that the difficulty involved in the MFN restoration process could "well have been a message for China."<sup>89</sup> He credited the State Department, especially the desk officer, Mr. Kiesling, who had "an understanding of Romania that I very much respect." The Ambassador also cited his counterpart's role in restoring MFN, noting that Davis was "very, very good...He knew how to maintain balance." Lastly, Munteanu believed that the Administration supported Romania in order to strengthen the liberal forces in Bucharest, those who wanted change and progress. He believed that some of the opposition to MFN came from the conservative forces in Romania, who opposed change and hoped that an MFN defeat would discredit the liberals. If America did not view the liberals as creditable, why should Romanians.<sup>90</sup> While agreeing with Munteanu on the position

<sup>86</sup> *The Washington Post*, January 29, 1994, C7:3. Baucus made this remarks when questioned about extending MFN to China.

<sup>87</sup> U.S. *Congressional Record*, 103rd Cong., 1st Sess., Vol. CXXXIX, S 14217-14230.

<sup>88</sup> Author interview with Davis, March 25, 1994.

<sup>89</sup> Author interview with Munteanu, January 28, 1994.

<sup>90</sup> Author interview with Munteanu, March 25, 1994. Munteanu viewed the anti-liberal forces in Romania as those who opposed alignment with the West. Munteanu fears that Russian influence will once again hold power among government leaders, and enable Russia to establish a Balkan Bloc with a Belgrade-Bucharest Axis. Ambassador Davis does not share this view and does not see Bucharest leaning toward Moscow (Author interview with Davis, March 25, 1994).

of the conservative forces in Romania, Ambassador Davis attributed the 1993 vote to Romania's changing image and to Tom Lantos's visit to Bucharest. Davis accompanied the Congressman and showed him the reality of Romania, not the image created by reporters and lobbyist.<sup>91</sup> Romania had also won support from the West and from Washington by its steadfastness in implementing the United Nations' sanctions against Iraq and Yugoslavia in spite of considerable economic loss. Finally, some Congressmen undoubtedly shared Alan Green's thought. The former American Ambassador to Romania believed "they deserved it considering the other nations" who had MFN with a far less creditable human rights record.<sup>92</sup>

Romania had regained its MFN, but what was its significance? Was it simply "a point to be ticked off their agenda," a phrase used by an *Azi* reporter to describe the view from Washington,<sup>93</sup> or did it have special import to Bucharest? Without question, MFN brought credibility and credits to Romania. From the political perspective, Washington's actions helped legitimatize Iliescu's government. Foes could no longer question why the villainous Ceaușescu regime had MFN, and the present government did not. Further, MFN put an end to what Romanian officials described as a "status of inequality" with other East European countries. MFN also gave Romania considerable economic advantages, at least on paper. MFN opened new and extended old credit lines to Romania. The customs duties on Romanian products fell drastically. Without MFN, products could be assessed duties up to 70%, in contrast to about 5% with MFN. Romanian Ministry of Trade anticipated profits of between \$60-75 million in the first year of MFN. The Department also anticipated that two-way trade would approach \$600 million in 1994, in contrast to the less than \$400 million in 1993.<sup>94</sup>

This optimism, however, may not be well founded. Initial figures for January and February, 1994, show a decline in two-way trade compared to 1993. While Romanian exports increased by 10%, her imports declined by nearly a third.<sup>95</sup> The reason for this decline is clear. When MFN ended in 1988, many of America's commercial partners in Romania had to find new vendors. In 1993, Germany and Italy were vying to be Romania's leading trading partner, followed by the United Kingdom and the United States. Turkey was sixth followed closely by South Korea and Japan who were competing for Romania's electronics trade.<sup>96</sup> The development

<sup>91</sup> Author interview with Davis, March 25, 1994.

<sup>92</sup> Author telecon interview with Alan Green, April 12, 1994. Green was America's Ambassador to Romania from December, 1989 until January, 1992.

<sup>93</sup> FBIS, EEU, November 4, 1993, p. 18. The phrase was used by Radu Alexandru in his article "Is the Most-Favored-Nation Status a Political or Economic Bonus?"

<sup>94</sup> Author telecon with Department of Commerce, East European Business Desk, March 18, 1994; FBIS, EEU, October 29, 1993, p. 19.

<sup>95</sup> Author telecon with East European Business Desk, State Department, May 11, 1994. Total United States exports to Romania for January and February, 1994, was \$30 million and imports from Romania was \$15 million, in contrast to \$42 million exports and \$13 million imports in January and February, 1993.

<sup>96</sup> Author interview with Vasile Pușcaș, March 25, 1994. Pușcaș is Deputy Chief of Mission at the Romanian Embassy in Washington, D.C. and part of the interview included the ambassador, Aurel Munteanu.

of Romania's infrastructure, especially in transportation and telecommunications, is done by joint ventures with foreign companies, primarily from Germany and Italy. American business will have a difficult time regaining a significant market share of Romanian commerce. And while MFN appears to be an advantage, its annual renewal will cause many companies to be cautious; the nonrenewal of MFN in 1988 still lingers in America's corporate memory.

American MFN did improve Romania's image in dealing with other Western countries, and international organizations. Bucharest had sought additional help from the IMF, but without success. In September, the IMF refused to approve additional loans until Romania altered its tax system and reduced government subsidies.<sup>97</sup> Within a month of receiving MFN, the IMF approved a \$695 million loan, the first IMF money since 1991.<sup>98</sup> While there was no necessary connection between the loan and MFN, MFN meant that Washington would be more willing to support Romania in international organizations than she would without MFN. Washington also agreed to reduce COCOM restrictions on exports of strategic goods and technologies to Bucharest. Further, this action would place Romania in a good position to become a member of the new Euro-Atlantic organization, which would replace COCOM in April, 1994, and oversee the member's exports of military and strategic materials throughout the world.<sup>99</sup> Finally, Romania hoped that MFN would be one more asset in Bucharest's efforts to join NATO, its primary foreign policy objective with the West.<sup>100</sup>

While only the future will tell how economically important MFN is to Romania, the fact remains that its restoration is a definite sign of Western political acceptance. In a November, 1993 article, Nestor Ratesh, Radio Free Europe's senior correspondent in Washington, wrote that "almost four years after the fall of the dictatorship, Romania is still deprived of two basic symbols of Western acceptance – namely membership in the Council of Europe and most favored nation status in the United States."<sup>101</sup> At least by this criteria, Romania has acquired legitimacy in the West.

As for the future of American-Romanian relations, they will be subordinated to Bucharest's principal goal, to enter the "European House" as announced by Iliescu in January, 1990. Nothing has changed to alter Iliescu's focus, as is evidenced

<sup>97</sup> FBIS, EEU, September 23, 1993, p. 30.

<sup>98</sup> *Wall Street Journal*, December 10, 1993, A8:4.

<sup>99</sup> FBIS, EEU, December 9, 1993, pp. 19-20. Begun in November, 1949, representatives from Britain, France, Italy, Belgium, the Netherlands and the United States formed a Consultative Group, known as CG, to control exports primarily to Communist countries. To facilitate its operations, the CG appointed a Coordinating Committee and this became known as COCOM.

<sup>100</sup> On January 26, Romania became the first nation to enroll in NATO's "Partnership for Peace," a program available to former Warsaw Pact countries. While participation in "Partnership for Peace" does not give a country NATO membership, it does begin a cooperative relationship with NATO (*NYT*, January 27, 1994, A8:1). When Iliescu's government asked Ambassador Davis his advice on whether or not to join, Davis told them "up there in front of the line" (Author interview with Davis, March 25, 1994).

<sup>101</sup> Nestor Ratesh, "Romania: Slamming on the Brakes," *Current History*, November, 1993, p. 394.

by his willingness to have Romania "first in line" to join the "Partnership for Peace." However, many of the steps Romania will have to take to meet Europe's demands for entry can also accommodate America's purposes in Romania. The West will expect Bucharest to continue on its road toward greater democratization and its transition to a market economy. Iliescu has already announced that "1994 is going to be the year of a sustained process of launching grand-scale privatization." Of the 6,000 enterprises yet to be privatized, one third should be completed by the end of the year.<sup>102</sup> However, privatization will not occur until Romania adopts a functional tax structure. The loss of state assets through privatization has to be offset by taxes,<sup>103</sup> and this transition will best be bridged by an infusion of Western capital, which will stabilize the Romanian government until tax revenues replace income from former state assets.

If this transition is successful, and the Bosnian-Yugoslavian conflict comes to an end, Romania will be extremely attractive to foreign investment. New companies, joint ventures, and the availability of the Rhine-Danube River route are certain inducements for long term business relations. According to Ambassador Davis, Romania could "do very well" in the future; it is a "bread basket country which just has to recover from recent shocks."<sup>104</sup> America's principal impediment in its relations with Romania is the annual review of MFN. Congresswoman Kennelly's efforts to grant Romania MFN for three years fell by the wayside with the passage of the Gephardt resolution. However, if American business wants to compete with Germany, Italy, the United Kingdom, Japan and Turkey, it will have to end its annual award of MFN. Washington will have to decide whether to accept Romania as it is, or forfeit economic competitiveness by insisting upon this annual ritual. From Bucharest's viewpoint, American business may not be worth this yearly test, especially since Romania's principal focus is to "return to Europe,"<sup>105</sup> and be part of NATO, the WEU and the European Union.

<sup>102</sup> FBIS, EEU, December 9, 1993, p. 19.

<sup>103</sup> Author interview with Pușcaș, March 25, 1994.

<sup>104</sup> Author interview with Davis, March 25, 1994.

<sup>105</sup> Remarks by Virgil Constantinescu at the American Association for the Advancement of Slavic Studies (AAASS) Annual Convention, November 24, 1991, in Miami. Constantinescu was Romania's Ambassador to the United States from January, 1990 until March, 1992. These remarks were part of a round table chaired by the author.

## LA PARENTÉ ROUMAINE DE VICTOR HUGO\*

MIHAI SORIN RĂDULESCU

Le domaine des liens généalogiques franco-roumains<sup>1</sup> nous réserve encore de nombreuses surprises. Cela nous paraît chargé d'une signification hautement symbolique qu'il y ait une consanguinité entre le plus célèbre poète de la France et une famille de boyards roumains, appartenant, donc, à une nation pour laquelle la France a représenté, à l'époque de la régénération, le pays-modèle par excellence. La parenté roumaine (par alliance) du grand poète a la valeur d'une liaison entre les deux cultures, à côté de tant d'autres liaisons que l'historiographie roumaine a mises en évidence. Pour l'instant je ne peux répondre à la question s'il y a eu quelque écho chez Victor Hugo, provoqué par le mariage de sa nièce Auguste Trébuchet avec le jeune Moldave Xenofon Eraclide, venu à Paris pour parachever ses études. Dans le stade actuel de mes investigations, je n'ai pu dépister de liens épistolaires entre le grand poète et sa nièce. Dans cette direction, les surprises des recherches futures ne sont guère exclues et le problème reste ouvert.

Ma démarche qui tient à une science auxiliaire de l'*histoire* – ne se propose donc pas d'apporter des précisions d'*histoire littéraire* – mais de décrire une alliance matrimoniale franco-roumaine d'un caractère particulier et de souligner sa descendance roumaine. Jusqu'à présent on n'a rien écrit sur les parents roumains de Victor Hugo. J'ai découvert ce lien surprenant de parenté en essayant de reconstituer la généalogie de la famille Eraclide qui a donné au siècle passé un juriste éminent, Constantin Eraclide. Cette parenté m'a été confirmée par une lettre de réponse du 21 novembre 1995, par Monsieur Henri Cazaumayou, conservateur-chef de la Maison de Victor Hugo de Paris (6, Place des Vosges). Il s'agit, donc, du fait que la mère du poète, Sophie née Trébuchet (1772 – 1821), l'épouse du général Léopold Hugo, avait eu un frère, Marie-Joseph Trébuchet (11 déc. 1778 Nantes – 19 déc. 1828 Nantes), dont le petit-fils, Auguste Trébuchet, donna naissance à une postérité en Moldavie. Avant de commencer la description de celle-ci, arrêtons-nous un peu sur l'ascendance maternelle de Victor Hugo qui coïncide avec les ancêtres français des descendants de l'officier Xenofon Eraclide et d'Auguste Trébuchet.

\* Communication présentée dans la séance du 7 février 1996 de la Commission Roumaine d'Héraldique, de Généalogie et de Sphragistique.

<sup>1</sup> Mihai Sorin Rădulescu, *Familii franceze stabilite în Tara Românească în secolul XIX* (Familles françaises établies en Valachie au XIX<sup>e</sup> siècle), dans «Arhiva Genealogică», nouvelle série, n<sup>o</sup> 1-2/1994, pp. 133-135.

Sur les ancêtres du côté maternel de Victor Hugo a persisté la légende qu'ils avaient appartenu à la bourgeoisie aisée de la ville de Nantes, où ils auraient été armateurs de père en fils. Des recherches approfondies dans cette direction ont montré qu'en réalité, la famille Trébuchet a été une famille de maîtres fondeurs originaires de Vendée, plus précisément de la région au nord d'Ancenis et autour de Châteaubriant<sup>2</sup>. La mère de Victor Hugo était le troisième des huit enfants du capitaine de navire Jean-François Trébuchet (+ 1783 dans l'Océan Indien) et de son épouse Renée-Louise née Lenormand du Buisson (née le 29 août 1748 à Nantes, + le 13 août 1780 à Nantes), fille de René-Pierre Lenormand du Buisson, procureur fiscal et «sénéchal» à Nantes<sup>3</sup>. Jean-François Trébuchet – le grand-père du côté maternel de Victor Hugo et l'ancêtre d'une branche de la famille moldave Eraclide – était le dernier des 13 enfants de Jean Trébuchet, maître fondeur à la Forge Péan, près de Moisdon, fils, à son tour, d'un autre maître fondeur<sup>4</sup>.

Sophie Trébuchet, la mère de Victor Hugo, a été accompagnée par son frère Marie-Joseph Trébuchet, lors de son voyage de mariage à Paris, en novembre 1797. En ce qui suit on ne va suivre brièvement que la lignée de la famille Trébuchet qui a eu une postérité roumaine. Il s'agit, donc, de Marie-Joseph Trébuchet qui a vécu à Nantes, où il a travaillé à la préfecture; il y est devenu chef du secrétariat général et archiviste du département de la Loire Inférieure<sup>5</sup>. Il a écrit des articles d'occasion dans la presse de Nantes. De son mariage avec Anne-Marie Liégaux (née le 8 juin 1779 à Paris, + le 5 mai 1820 à Nantes), qui a eu lieu le 19 mars 1801, à Nantes<sup>6</sup>, est issu, entre autres enfants, Adolphe Trébuchet (né le 11 déc. 1801 à Nantes, + le 6 oct. 1865 à Fontenay-aux-Roses). Entre Adolphe Trébuchet, cousin germain de Victor Hugo, et le grand poète français, il y a eu des liaisons étroites: entre mars et octobre 1822, durant ses études universitaires de droit à Paris, Adolphe Trébuchet et Victor Hugo ont habité ensemble, au n° 30, rue du Dragon, à Paris.

Leur amitié est décrite par André Maurois: "...il [Victor Hugo] dut quitter l'appartement de la rue de Mézières et aller loger dans un grenier, rue du Dragon, n° 30, avec un cousin de Nantes: Adolphe Trébuchet. Dans leur délaissement, les trois frères [Hugo] tentaient de se raccrocher à leur famille maternelle. Abel, Eugène et Victor écrivaient collectivement à leur oncle Trébuchet: «Mon cher oncle, permettez à votre famille de Paris de joindre ses vœux à ceux de vos parents de Nantes, pour vous féliciter le jour de votre fête, comme tous vos autres enfants... Nous qui vous connaissons dans Adolphe, nous sentons vivement que notre oncle manque à tous nos plaisirs... Cet Adolphe est si bon, si gai, si aimable...»"/"Victor et son cousin «avaient pris en commun une mansarde à deux compartiments. L'un

<sup>2</sup> Alain Decaux, *Victor Hugo*, Paris, 1984, p. 32; Simone Loidreau, *Les origines vendéennes de Victor Hugo. Légende ou vérité*, dans «Revue du Souvenir vendéen», juin-juillet 1981.

<sup>3</sup> Alain Decaux, *loc. cit.*

<sup>4</sup> *Ibidem*. Pour la famille Trébuchet, voir aussi Louis Guimbaud, *La mère de Victor Hugo*, Paris, 1930; André Maurois, *Olympio ou la vie de Victor Hugo*, Paris, 1954, p. 11.

<sup>5</sup> Victor Hugo, *Correspondance familiale et écrits intimes*, vol. I, 1802 – 1828, Paris, 1988, p. 964.

<sup>6</sup> *Ibidem*.

était leur salon de réception; sa splendeur consistait dans une cheminée de marbre Sainte-Anne, au-dessus de laquelle était un boyau mal éclairé et qui avait grand-peine à contenir deux lits... Les cousins avaient, à eux deux, une armoire. C'était beaucoup pour Victor, qui possédait en tout trois chemises»<sup>7</sup>.

Après avoir fini ses études de droit, Adolphe Trébuchet a été employé dans les services de salubrité de la Préfecture de police de Nantes: chef de bureau en 1830, membre du Conseil de la salubrité en 1838 et secrétaire de ce conseil en 1848 (il allait garder cette fonction jusqu'à sa mort). Il a publié quelques écrits sur la santé publique<sup>8</sup>. Adolphe Trébuchet a eu une fille, Auguste, qui est née à Paris, le 1<sup>er</sup> avril 1846. Elle s'est mariée le 12 août 1863, à Paris, au jeune Xenofon Eraclide, de la ville de Roman, et elle est décédée à Iași, le 10 mars 1871<sup>9</sup>. Dans les générations suivantes, le sang de la famille Trébuchet allait se perpétuer dans le coin du sud-est de l'Europe, loin de la Vendée d'origine.

Essayons de répondre à la question qui était celui qui entrait, par mariage, dans l'arbre généalogique du grand poète de la France. L'échanson Costandin Sion nous a laissé un témoignage drôle sur sa famille: «Eraclide. Calamité et malédiction abattue sur la Moldavie, Gheorghe [sic] Eraclide, un Grec puant et dévergondé, et puis laid comme le diable, de son métier enseignant, venu au temps du Prince Scarlat Calimah, est venu se nicher à Roman, s'est marié toujours à une fille de Grec, qui était jardinier à l'évêché, avec laquelle il a eu quelques enfants; au temps du prince Mihai Sturza, ayant fait du capital à la suite de la possession des terres, il s'est acheté un rang de boyard et après sa mort, le prince Grigorie Ghica et le «vornic» Grigorie Cuza étant ministre de l'Église, ils ont envoyé leur nichée à Paris aux frais de l'État, comme des hommes vils; d'où ils les firent revenir bourrés de科学, l'aîné Costandin étant ensuite nommé professeur et «cilen» (membre) au tribunal de Bacău, et, tambour battant, président et «spătar», et devenant complètement fou, il se fit le représentant du pays, en publiant une brochure intitulée *Dorințele fării Moldovei* [Les désirs de la Moldavie]<sup>10</sup>. Les renseignements donnés par C. Sion sont confirmés par un document du 5 février 1843, signé par le «paharnic» (échanson) «Ioan Eraclidi», document dans lequel on fait mention de son activité d'enseignant et de ses priviléges obtenus de la part du prince Scarlat Callimachi<sup>11</sup>. Dans le texte de Sion est mentionné le futur juriste Constantin Eraclide (1820 – 1873)<sup>12</sup> qui a rempli la fonction de ministre de la Justice entre 2 – 15 novembre 1868, en tant que membre d'un cabinet dirigé par Nicolae Golescu. Constantin

<sup>7</sup> André Maurois, *op. cit.*, pp. 89-90.

<sup>8</sup> Victor Hugo, *op. cit.*, p. 963.

<sup>9</sup> Les dates de naissance, de mariage et de décès d'Auguste Eraclide née Trébuchet m'ont été communiquées par dr. Mihai Eraclide (Bucarest), son arrière-petit-fils, que je remercie ici aussi pour son amabilité.

<sup>10</sup> Paharnicul Constantin Sion, *Arhondologia Moldovei*, avec une préface analytique par Gh. Ghibănescu, Iași, 1892, pp. 104-105.

<sup>11</sup> Arh. St. Buc. (Les Archives de l'Etat de Bucarest), fonds *Documente istorice*, CDI/113, document du 5 février 1843.

<sup>12</sup> G. Bezviconi, *Necropolă Capitalei* (La nécropole de la Capitale), Bucarest, 1972, p. 123.

Eraclide fut l'un des premiers pénalistes roumains; son renom dans le domaine du droit est fondé sur son ouvrage *Studii practice asupra dreptului criminal* (Études pratiques sur le droit criminel), paru en 1865<sup>13</sup>. On va revenir à ce personnage après avoir essayé de répondre à la question concernant l'origine de sa famille.

Dans la «vidamostia» (recensement) des boyards moldaves de 1829, transcrète par feu Alexandru V. Perietzianu-Buzău, est mentionné «Ioan Iraclidi Grecu [le Grec], paharnic, né en Morée, âgé de 43 ans, fils de Vasili Iraclidi, il habite la ville de Roman»<sup>14</sup>. Le même personnage – le «paharnic Iancu Eraclide», que Sion appelle de manière inexacte «Gheorghe Eraclide» – est mentionné aussi dans une liste du 15 mars 1842, avec les «boyards qui ont les qualités nécessaires pour être élus en tant que députés», à la ville de Roman<sup>15</sup>. Iancu Eraclide (Iraclide) n'a pas été le seul porteur de rang de boyard dans sa famille: son fils, Costache Eraclide, a été fait «căminar», par le prince Grigore Alexandru Ghica<sup>16</sup>.

Constantin (Costache) Eraclide est devenu ensuite professeur à la Faculté de Droit de Bucarest et conseiller à la Cour de Cassation<sup>17</sup>. Il est peint à l'intérieur de l'église Visarion de Bucarest, église élevée en 1913, par son épouse Elena Eraclide née Stârcea (1836 – 1922)<sup>18</sup>. C'est elle qui a fondé aussi une école de ménage à Bucarest, rue Mihail Moxa, ainsi qu'un hôpital militaire, Calea Plevnei. Constantin et Elena Eraclide n'ont pas eu d'enfants.

Une sœur de Constantin Eraclide, Smaranda, a épousé, en juillet 1847, le «stolnic» Dimitrie Morțun<sup>19</sup>.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

<sup>13</sup> Pierre Ionesco-Muscel, *Sur le Droit Pénal en Roumanie. Constantin Eraclide, C. Costafuru, I. Tanoviceanu. Actuel et futur code Pénal*, extrait de la «Revue positive pénale et pénitenciaire», n° 4-5, Bucarest, 1929, pp. 4-5.

<sup>14</sup> Alexandru V. Perietzianu-Buzău, *Vidomostie de boierii Moldovei aflați în țară la 1829* (I) (Recensement des boyards de Moldavie qui se trouvaient dans le pays en 1829 (I)), dans «Arhiva Genealogică», n° 1-2/1994, p. 280.

<sup>15</sup> Bibliothèque de l'Académie Roumaine (B.A.R.), section des Manuscrits, ms. roum. 8, f. 243v (position 22) (signalé par feu Alexandru V. Perietzianu-Buzău).

<sup>16</sup> Ibidem, ms. roum. 5374, *Arhondologia Moldovei de la 1851 la 1856* (Le livre des rangs de Moldavie depuis 1851 jusqu'en 1856), transcrit par Alexandru V. Perietzianu-Buzău, f. 30.

<sup>17</sup> Parmi les publications du juriste Constantin Eraclide, qui se trouve à B.A.R., on peut encore mentionner: *Despre elementul monarhic în sistemul reprezentativ* (Sur l'élément monarchique dans le système représentatif), Iași, 1860; *Pledoierul roșii în ședința publică a Curței Priniciare din 2 decembrie 1861 în procesul de presă a majorităței Curței de Apel în contra d. advocat Ioan Fătu pentru broșura sa intitulată Faimoasa otărâre etc.* (Plaidoyer prononcé dans la séance publique de la Cour Princière du 2 décembre 1861 dans le procès de presse de la plupart de la Cour d'Appel, contre Monsieur l'avocat Ioan Fătu, pour sa brochure intitulée La farmeuse décision etc.), Iași, 1861; *Curtea de întărituri și notariatul* (La cour de confirmations et le notariat), Iași, 1862; *Femeia și misiunea ei în familie și în societate...* (La femme et sa mission dans la famille et dans la société...), Bucarest, 1870; *Explicațiune teoretică și practică a codicelui civil* (Explication théorique et pratique du code civil), 3 volumes, Bucarest, 1873.

<sup>18</sup> Cf. l'inscription de fondation de l'église Visarion, à Bucarest.

<sup>19</sup> Ioan Nădejde, *V. G. Morțun. Biografia lui, genealogia și albumul familiei Morțun* (V. G. Morțun. Sa biographie, la généalogie et l'album de la famille Morțun), Bucarest, 1924, pp. 82-83.

Les deux branches de la famille Eraclide qui se sont perpétuées jusqu'à nos jours<sup>20</sup>, descendant des frères Leon et Xenofon Eraclide, petits-enfants du «paharnic» Iancu Eraclide. Leon Eraclide (+ 1892), sénateur, propriétaire à Gherăești (dans le district de Neamț), a eu, de son premier mariage, avec Pulcheria Atanasiu (+ 1868), une fille et trois fils; de son second mariage, avec Maria Manole, sont nés trois fils et dix filles. Parmi ces nombreux enfants il faut mentionner Constantin (II) Eraclide (1866 – 1932), avocat, secrétaire général du Sénat<sup>21</sup>, ainsi que le sénateur Xenofon (II) Eraclide<sup>22</sup>. L'une des filles de Leon Eraclide et de sa seconde épouse, a été Elena Eraclide, institutrice, mariée à Constantin Botez, ayant quatre enfants. L'un d'entre eux, Constantin (1911 – 1976), est devenu violoniste; il s'est marié en 1939, à Bucarest, à Lucia Nicolescu, ayant comme fils le futur mathématicien et politologue Mihai Botez (1940 – 1995), et une fille, Viorica (née en 1943), aujourd'hui la directrice de la maison d'édition Litera, à Bucarest. Son époux, l'ingénieur Nicolae Oancea, est le descendant d'une sœur du haut magistrat Constantin Sărățeanu, l'un des membres de la Régence de Roumanie en 1929 – 1930.

La parenté avec Victor Hugo se trouve dans l'autre branche de la famille Eraclide, celle qui descend de l'officier Xenofon Eraclide. Celui-là a fait ses études à l'«Ecole Impériale d'Etat-Majeur de Paris», comme l'on apprend de la couverture de son manuel publié à Iași, en 1871, intitulé *Introducere la arta și istoria militară pentru întrebuițarea subofițerilor* (Introduction à l'art et à l'histoire militaire pour l'usage des sous-officiers)<sup>23</sup>. Du mariage de Xenofon Eraclide avec Auguste Trébuchet – la nièce de Victor Hugo – sont nés trois filles et un fils: Profira – mariée, à Roman, à Mihail Livezeanu, capitaine d'artillerie –, Josefina – devenue l'épouse du docteur Christea Buicliu, d'origine arménienne –, Eliza – mariée à l'officier d'artillerie Petru Frunză, devenu ensuite général – et Gheorghe, fonctionnaire de police<sup>24</sup>. Du mariage de Profira Eraclide avec Mihail Livezeanu est né un fils, Mihail, avocat, habitant à Galați (avec des descendants). Josefina

<sup>20</sup> Pour la reconstitution de la généalogie de la famille Eraclide j'ai bénéficié des données communiquées par Madame Lucia Botez (Bucarest), la mère du mathématicien et politologue Mihai Botez; j'ai utilisé également des actes d'état civil, mis à ma disposition, par le docteur Mihai Eraclide, ainsi que des notes généalogiques par Alexandru V. Perietzianu-Buzău.

<sup>21</sup> Pour Constantin (II) Eraclide, secrétaire général du Sénat roumain entre le 1 juin 1924 et le 1 avril 1931, voir Arh. St. Buc., fonds *Senatul*, dossier 13315, f. 11; dossier 14156, f. 119, 120; dossier 14432, f. 12-14, 37; dossier 15662, f. 58 (c'est de là que l'on apprend sa date exacte de naissance: le 21 octobre 1866); dossier 15361, f. 142v-151; dossier 15952, f. 3, 8, 10, 11, 146, 148, 150, 153, 154, 160, 161, 162 (références communiquées avec amabilité par Monsieur Valeriu Stan, chercheur historique). À B.A.R. se trouve sa thèse de licence, soutenue à la Faculté de Droit de Bucarest, intitulé *Despre separațunea puterilor* (Sur la séparation des pouvoirs), Bucarest, 1891 (côte II 141824).

<sup>22</sup> Xenofon (II) Eraclide fut sénateur dans les premières législatures de la période de l'entre-deux-guerres (par exemple dans la session de 1923/1924, 1924/1925, 1927/1928, 15 octobre 1928 – 10 novembre 1928; il a fait partie du bureau du Sénat en tant que questeur – données communiquées par M. Valeriu Stan).

<sup>23</sup> À B.A.R., côte I 120026.

<sup>24</sup> Cf. des notes généalogiques par Gheorghe Eraclide (dans les archives du docteur Mihai Eraclide).

Eraclide a eu de son mariage avec le professeur Christea Buicliu (1857 – 1918), personnalité de la médecine roumaine<sup>25</sup>, médecin du roi Carol I, un fils, Ștefan, décédé sans postérité. La maison du docteur Buicliu existe à Bucarest, rue actuellement appelée George Enescu (ancienne rue Cosmonauților, ancienne rue Alexandru Lahovari), au n° 11.

Le nom "Eraclide" s'est perpétué – ainsi que la consanguinité avec Victor Hugo – par les enfants de Gheorghe Eraclide<sup>26</sup> et de sa femme Maria née Manoliu<sup>27</sup>, originaire de Roman (qui se sont mariés, le 15 juillet 1889, à Roman)<sup>28</sup>. Des 13 enfants nés de ce mariage, ont vécu huit: Augusta, Gheorghe, officier, Xenofon, fonctionnaire, Socrate, officier, Ioan, officier, Alexandru, fonctionnaire de douane, Constanța et Josefina. Le seul mariage dans le milieu des boyards dans cette génération a été conclu par Josefina Eraclide, avec Alexandru Rallet, fils du professeur de mathématiques Ioan D. Rallet et de sa femme Elena née Filitti. Une sœur d'Alexandru Rallet, Maria, a été l'épouse du philologue Alexandru Rosetti.

Dans la génération suivante de la famille Eraclide se sont distingués le médecin Mihai Eraclide (né en 1924), auteur de deux volumes de poésies (*Adevărul pentru care iubim*, Bucarest, 1986; *Ora ceaiului*, Bucarest, 1990), et sa cousine germaine, la femme peintre Xenia Vreme-Eraclide (née en 1930).

Dans l'arbre généalogique de la famille Eraclide on rencontre des ingénieurs, des avocats, des professeurs, des officiers, des institutrices, etc. Les alliances matrimoniales des membres de cette famille se trouvent dans la bourgeoisie moldave; il y a aussi quelques noms de boyards (Morțun, Negrucci, Rallet). Les membres de la famille Eraclide ont conclu quelques mariages avec des Grecs roumanisés (Orest Panu, Panaite Pavlu); il y a aussi une alliance matrimoniale avec une personne d'origine bulgare<sup>29</sup>. On rencontre aussi des mariages valaques<sup>30</sup>, mais c'est les Moldaves qui prédominent dans la famille. Bien que la persistance des prénoms grecs dans cette famille illustre la conscience et – pourquoi pas ? – la fierté de l'origine grecque, l'évolution de cette famille met en évidence la capacité d'assimilation de la société roumaine au XIX<sup>e</sup> siècle.

<sup>25</sup> G. Brătescu, *Christea Buicliu, înaintaș al neuropsihiatriciei românești* (Christea Buicliu, précurseur de la neuropsychiatrie roumaine), dans «Neurologia, psihiatria, neurochirurgia», X, n° 3, mai – juin 1965, pp. 277 – 281; *Istoria medicinei românești* (L'histoire de la médecine roumaine), rédigée par V. L. Bologa, G. Brătescu, B. Duteșcu, Șt. M. Milcu, Bucarest, 1972, pp. 248 – 249.

<sup>26</sup> Acte de naissance, La mairie de Iași, L'office de l'état civil, extrait du registre des actes de naissance pour l'année 1868, n° 378, concernant la naissance de Gheorghe Eraclide, le 28 mai 1868, à Iași, rue Codrescu, fils du capitaine «Xenofont» Eraclide, âgé de 27 ans, et de madame Augusta née «Trebiusé» (sic), âgée de 21 ans (dans les archives du docteur Mihai Eraclide).

<sup>27</sup> Extrait du registre de naissances pour l'année 1868, La mairie de la ville de Roman, n° 78, vol. II, concernant la naissance de Marița Manoliu, le 23 avril 1868, à Roman, la quatrième fille de Iancu Manoliu, âgée de 36 ans, «employé», et d'Anica Manoliu, âgée de 24 ans (dans les mêmes archives privées citées dans la note précédente).

<sup>28</sup> Extrait du registre d'état civil pour mariages, pour l'année 1889, La mairie de Roman, n° 44, vol. I, p. 100, concernant le mariage de Gheorghe Eraclide avec Marița Manoliu, le 15 juillet 1889, à Roman (dans les mêmes archives privées citées dans les deux notes précédentes).

<sup>29</sup> Xenofon (II) Eraclide, le fils de Leon Eraclide (+ 1892), tous les deux des parlementaires, s'est marié à Sofia Papazoff (d'origine bulgare).

<sup>30</sup> Florica Eraclide, l'une des filles de Leon Eraclide (+ 1892), s'est mariée à l'ingénieur Pompiliu Sărăjeanu.

## LA PARENTÉ ROUMAINE DE VICTOR HUGO

JEAN TRÉBUCHET

Maître fondeur à la Forge Péan (près de Moisdon)  
=FRANÇOISE LOUVIGNÉ

JEAN-FRANÇOIS TRÉBUCHET

Capitaine de navire + 1783 dans l'Océan Indien  
= 22.IX.1767 RENÉE-LOUISE LENORMAND du BUISSON  
n. 29.VIII.1748 Nantes  
+13.VIII.1780 Nantes

SOPHIE TREBUCHET

n.1772 Nantes +27.VI.1821

=15.XI.1797 Paris,

LÉOPOLD-SIGISBERT HUGO

n. 1773 Nancy, +28.I.1828

Général

MARIE-JOSEPH TREBUCHET

n.11.XII.1778 Nantes

+ 19.XII.1828 Nantes

Fonctionnaire à la Préfecture de Nantes

=19.III.1801 Nantes, ANNE-MARIE

LIÉGAUX n.8.VI.1779

Paris, + 5.V.1820 Nantes

VICTOR HUGO

n. 26.II.1802 Besançon

+23.V.1885 Paris

Écrivain (etc.)

ADOLPHE TREBUCHET

n.11.XII.1801 Nantes

+ 6.X.1865 Fontenay-aux-Roses

Avocat

AUGUSTE TREBUCHET

n.1.IV.1846 Paris

+ 10.III.1871 Iași

= 12.VIII.1863, Paris,

XENOFOON ERACLIDE, n. 1841

+ 12.IV.1875 Iași, Officier

Une branche de la famille

ERACLIDE

BCU Cluj / Central University Library Gluji

ERACLIDE(la branche apparentée  
à Victor Hugo)XENOFON ERACLIDEn. 1841 + 12.IV.1875 Iași  
Etudes militaires à Paris,  
colonel1 = 12.VIII.1863 Paris, AUGUSTE TRÉBUCHETn. 1.IV.1846 (la nièce de Victor Hugo)  
+ 10.III.1871 Iași

2 = ANTOANETA ... (sans postérité)

(1)

PROFIRA  
=Roman, MIHAIL  
LIVEZEANU  
Capitaine d'artillerie

JOSEFINA  
= Roman, Prof. dr.  
CHRISTEA BUICLU  
n. 1857 + 1918

ELIZA  
= PETRU FRUNZĂ  
Général d'artillerie (s.p.)

MIHAIL LIVEZEANU  
Avocat (Galați)

ȘTEFAN CHR. BUICLU  
(Bucarest)

= ...  
4 enfants

AUGUSTA  
1=ȘTEFAN BĂDULESCU  
(div.) Officier  
2=CHRİSTACHE IONESCU

GHEORGHE  
Officier  
= EUFROSINA  
IORDĂNESCU

XENOFON  
n. 1893 + 1977  
Bucarest  
Enterré au  
cimetière  
“Sf. Vineri”  
à Bucarest  
Fonctionnaire  
au Ministère  
de l’Agriculture  
et des Domaines  
=EVANTIA  
DUMITRESCU  
n. 1896 Ohrida  
+ 1960 Bucarest  
Enterré au même  
cimetière que  
son époux  
Institutrice

MIRCEA  
BĂDULESCU  
(Tg. Mureș)  
= ...

ELISABETA  
=SEVER  
SOFICAN  
Fonctionnaire  
au Ministère  
des Finances

ION  
Fonction-aux  
Chemins  
de Fer  
=CRISTINA  
CRĂCIUNESCU

CONSTANTIN  
Fonctionnaire  
= ... s.p.

Postérité

GABRIELA  
SOFICAN  
=CORNEL  
NICOLAE  
Ingénieur  
s.p.

MIHAELA  
Ingénieur  
agronome  
célib.

SILVIA  
Juriste  
=ION-ADRIAN  
DOBRESCU  
Ingénieur

MIHAI  
n. 1924 Chișinău  
Médecin, poète  
=MARIA VIERU  
Pharmacienne  
  
MANUELA-DOINA  
n. 1954 Conducteur-  
architecte  
= RADU-MIRCEA  
RĂDULESCU (div.)  
  
CĂTĂLIN  
n. 1980

BCU Cluj / Central University Library Cluj

GHEORGHE

n. 28.V.1868 Iași

+ ... Enterré à Turnu Severin

Fonctionnaire de police

=15.VII.1889 Roman, MARIA MANOLIU

n. 23.IV.1868 + ...

SOCRATE  
Capitaine  
d'infanterie  
1=Sibiu, NELI  
VASILICHI  
(div.)  
Fonctionnaire  
2= HENRIETA  
BURSCH

IOAN  
Capitaine  
d'artillerie  
=PAULA  
MARX

ALEXANDRU  
Fonctionnaire  
de douane  
à Brăila  
1=LUCRETIA  
TIMBLOSKI  
(div.)  
2= ELENA  
BELIZARIE  
s.p.

CONSTANȚA  
Fonctionnaire  
=CONSTANTIN  
PETRESCU  
Fonctionnaire  
s.p.

JOSEFINA  
=ALEXANDRU I.  
RALLET  
Prêteur dans  
le district  
de Iași

MIOARA  
RALLET  
(U.S.A.)  
1=G.H.  
TEODORU  
(div.)  
2=ARNOLD  
AUERBACH  
s.p.

ANGELA  
(Timișoara)  
= ...  
|  
Un fils

XENIA  
n. 4.IX.1930  
Timișoara  
Femme-peintre  
=LEON VREME  
Peintre  
|  
2 fils

## LE XVIII<sup>e</sup> CONGRÈS INTERNATIONAL DES SCIENCES HISTORIQUES ET LA PARTICIPATION DES HISTORIENS ROUMAINS

Entre le 27 août et le 3 septembre 1995 s'est déroulé à Montréal le XVIII<sup>e</sup> Congrès International des Sciences Historiques. Environ 2500 historiens provenant de 80 pays ont pris part à cette importante rencontre des historiens du monde qui a lieu tous les cinq ans. Evidemment, lors de semblables congrès «l'Amérique n'est pas découverte», mais ce qui est important c'est la rencontre entre spécialistes, leurs essais d'aborder ensemble une thématique répondant à un intérêt général, les liens qui s'établissent entre historiens venus de tous les coins du monde!

Le Congrès de Montréal a eu lieu dans le Palais des Congrès de Montréal, très moderne, où ont été mis à la disposition des congressistes des salles de dimensions variées, dotées de tous les moyens techniques. On doit féliciter le comité d'organisation du Congrès et surtout le secrétariat qui ont travaillé d'une manière excellente. La réunion a représenté dans son ensemble un succès.

Dès la séance inaugurale ont été soulignés l'actualité de l'histoire dans le monde contemporain, son rôle d'enseignant de l'humanité. Le Congrès a mis en évidence une fois de plus la valeur pratique de l'histoire, le fait que «*historia magister vitae*» reste encore une devise valable et qui correspond surtout aux nécessités des hommes. Dans son message adressé au Congrès, M. Jean Chrétien, premier ministre du Canada a montré que les sciences historiques représentent «un élément fondamental de la mémoire collective» et il n'a pas hésité à souligner l'importance de l'histoire pour une meilleure compréhension des problèmes du monde contemporain. On doit remarquer que les travaux du Congrès dans leur ensemble ont réussi à mettre en évidence la valeur pratique de l'histoire. Des messages très intéressants ont été adressés aux participants à la réunion par le président Mitterrand, par le secrétaire général de l'UNESCO, M. Federico Major, par l'historien dissident polonais Gieremek, qui tous ont répondu aux questions qui leur ont été posées par M. François Bédarida, secrétaire général du Comité International des Sciences Historiques. Le président Mitterrand soulignait entre autres le fait essentiel que «le futur ne peut exister que par le passé», tandis que M. Major mettait en évidence «la responsabilité énorme» des historiens.

Inauguré par cette séance d'ouverture, très riche et se déroulant sous le signe de la mondialisation, le Congrès a continué au long de toute une semaine. Les participants se retrouvaient dans une salle ou dans une autre par centaines ou par dizaines, la réunion présentant le spectacle d'une ruche d'abeilles en pleine activité! Les thèmes majeurs ont porté sur les sujets suivants: *Nations, peuples et Etats; Le rapport masculin/féminin dans les grandes mutations historiques et Les diasporas: origines, formes et signification*. 16 thèmes spécialisés ont constitué un riche ensemble problématique, la majorité répondant aussi, tout comme les thèmes majeurs, à des nécessités de l'humanité contemporaine et non seulement à l'intérêt des historiens: *Le pouvoir et la liberté de la recherche historique et ses moyens de diffusion; Fiction, narrativité, objectivité; La décadence comme concept historique; L'histoire orale: bilan d'un quart de siècle de réflexion méthologique et de travaux; Repenser les révolutions scientifiques; Les mouvements religieux entre le prosélytisme, l'intolérance et la liberté; Vieillesse et vieillissement; L'enfance dans l'histoire; La chute des empires: perspectives comparatives; Guerre et culture; Châtiment, justice, prison à travers l'histoire; Le développement du sous-développement: l'expérience du tiers monde; La*

*banque et son influence sur le capitalisme commercial et industriel en Europe, en Amérique et en Asie, etc.*

Plus de trente tables rondes ont offert la possibilité aux historiens présents à prendre part à des débats variés d'un marquant intérêt. Nous en citons seulement quelques-unes: *Structures et cultures de la bourgeoisie européenne au XIX<sup>e</sup>; La rôle politique de la classe ouvrière; La construction des identités sociales; Etat, société et maladie: les politiques de santé publique; Les rapports entre l'Europe occidentale et le monde byzantin au Moyen Âge; La question des minorités nationales dans les sociétés de type libéral et soviétique; La fin des régimes totalitaires contemporains: Europe du Sud, Europe de l'Est et Amérique latine; Le fascisme: fascisme italien, «nazifascisme», autres fascismes; Les utopies dans l'histoire; La transformation du concept de «système» dans les relations internationales; Devenir et avenir des revues d'histoire, etc.* Les travaux ont été complétés par les sessions de 18 organismes internationaux affiliés et de 11 Commissions internes, certaines de ces sessions représentants des «micro-congrès». Nous citons parmi les plus importantes réunions celles de la Commission internationale des mouvements sociaux et des structures sociales, du Comité international de la Seconde Guerre mondiale, de la Commission internationale d'histoire de l'historiographie, de la Commission internationale d'études slaves, de la Commission internationale pour l'histoire des assemblées d'état, de la Commission internationale pour l'histoire des Universités, de la Commission internationale pour l'histoire des villes, de l'Association internationale des études sud-est européennes.

Plus d'une vingtaine d'historiens roumains ont pris part aux travaux du XVIII<sup>e</sup> Congrès International des Sciences Historiques et parmi eux trois étudiants des Universités de Bucarest, de Jassy et de Cluj-Napoca. L'Académie Roumaine a été représenté par ses délégués: le président de la Section des Sciences Historiques et d'Archéologie Dan Berindei et par Madame Cornelia Bodea, membre titulaire de l'Académie. En tant que délégués du Ministère de l'Enseignement ont pris également part les professeurs Gheorghe Platon et Ștefan Ștefănescu, membres titulaires de l'Académie Roumaine, ainsi que le professeur Pompiliu Teodor, membre correspondant. Le groupe d'historiens délégué par le Ministère de l'Enseignement a été le plus nombreux, étant, par ailleurs, dirigé par le professeur Liviu Maior, ministre de l'Enseignement. En dehors des personnes composant ce groupe déjà mentionnées, on doit signaler encore la présence des professeurs Constantin Bușe, Nicolae Bocșan, Viorica Moisuc, Zoe Petre, Andrei Pippidi, Vasile Pușcaș et Vasile Vesa. Au Congrès ont pris encore part le professeur Ioan Scurtu, directeur général des Archives de l'Etat, M. Cristian Popișteanu, rédacteur en chef de la revue «Magazin istoric», le docteur Simion Retegan de l'Institut d'Histoire de l'Académie Roumaine de Cluj-Napoca, Madame Maria Dogaru, maître de conférences, le lieutenant-colonel Ștefan Pâslaru, le commandant Mircea Dogaru et Dumitru Preda, en tant que délégués de l'Institut de théorie et d'histoire militaire, M. Dorin Matei, rédacteur de la revue «Magazin istoric».

Le Professeur Alexandru Duțu, directeur de l'Institut d'Etudes Sud-Est Européennes de l'Académie Roumaine, qui n'a pas pu participer personnellement au Congrès a rédigé l'un des rapports du premier thème majeur, l'intitulant *Solidarités organiques et solidarités organisées dans le nationalisme sud-est européen*. Lors des discussions sur ce thème a pris la parole aussi le prof. Dan Berindei. Le prof. Andrei Pippidi a soutenu la communication *The Western Views of the Ottoman Decline* dans laquelle il a présenté le concept de la décadence de l'Empire Ottoman de la Renaissance au Siècle des Lumières. Toujours M. Pippidi a soutenu un corapport à la table ronde consacrée au problème des minorités nationales, tandis que le prof. Zoe Petre a pris part à la table ronde consacrée à la Cité grecque avec une communication intitulée *Structures du réel, structures de l'imaginaire: après une crise politique*. Le prof. Pompiliu Teodor a soutenu une communication dans le cadre de la Commission internationale de l'histoire des relations internationales. Des communications ont été aussi présentées par les participants roumains (Dan Berindei, Dorin Matei, Cristian Popișteanu, Ioan Scurtu et Ștefan Ștefănescu) lors de la discussion du thème *Les changements dans l'Europe du Sud-Est à partir de 1985. Analyses et perspectives*. Dan Berindei a rédigé un corapport en vue de la rédaction du rapport général *Mouvements sociaux et culture* de la Commission internationale des mouvements sociaux et des structures sociales, prenant part aussi aux débats de cet organisme à Montréal, tandis qu'Andrei Pippidi a soutenu la

communication *Skin-deep Marxism and Reactions to it. Romanian Historiography. 1945-1995* dans la Commission d'histoire de l'historiographie.

Les historiens roumains ont assisté à divers débats et maintes fois se sont aussi impliqués à ceux-ci. Madame Cornelia Bodea, membre titulaire de l'Académie Roumaine, a eu des interventions à la table ronde concernant le rôle des émigrés dans l'Europe centrale et orientale au XX<sup>e</sup> siècle et à celle sur le problème des minorités nationales dans les sociétés de type libéral et soviétique; à cette dernière ont pris part aussi par des interventions les professeurs Dan Berindei, Viorica Moisuc et Vasile Vesa. Le professeur Ștefan Ștefănescu a eu des interventions à la table ronde concernant l'Europe médiévale et le monde byzantin et aussi dans le cadre de la Commission internationale de démographie historique. Le professeur Constantin Bușe a pris la parole lors des discussions du thème spécialisé concernant le développement du sous-développement, le professeur Vasile Pușcaș a pris la parole à la table ronde concernant la transformation du concept de relations internationales et également dans le cadre des débats de l'Association internationale de l'histoire contemporaine de l'Europe. Le docteur Cristian Popișteanu, qui a été le modérateur de la session de l'Association internationale des études sud-est européennes a participé aussi par une intervention au débat de la table ronde sur les revues d'histoire. Madame Maria Dogaru a pris la parole dans le cadre de la Commission internationale de diplomatique, ou elle a fait l'analyse diplomatique et historique du registre d'Oradea du début du XIII<sup>e</sup> siècle.

En faisant un bilan du XVIII<sup>e</sup> Congrès international des sciences historiques, on doit constater sa richesse problématique, ainsi que le nombre bien plus grand de thèmes ayant un caractère actuel. Par contre, on doit exprimer certains regrets quant au temps pratiquement très réduit réservé pour la discussion, ainsi qu'au fait que certains rapporteurs n'ont pas été présents...ou ont été présents par l'intermédiaire des vidéos! Un regret doit être aussi exprimé concernant le nombre relativement réduit des historiens appartenant aux autres continents (inclusivement les Européens), la majorité des congressistes étant des Américains, surtout des Etats-Unis et du Canada; on doit aussi signaler le nombre important de Japonais. Toutefois, le Congrès a offert un terrain très propice aux rencontres scientifiques et personnelles et il a été une fois de plus une réunion des plus grandioses de la communauté œcuménique des historiens.

Dan Berindei

Princesse JEANNE BIBESCO

## LETTRES À ÉMILE COMBES

Avec une préface de Gabriel Merle et une postface de Michel Mohrt  
de l'Académie française  
Paris, Gallimard, 1994, 285 p.

Sur la manchette attachée au livre figure un sous-titre publicitaire qui se réfère au caractère très surprenant (et un peu sensationnel) de la relation entre Jeanne Bibesco et Émile Combes: «le diable et la carmélite». En effet, Émile Combes (1835–1921), homme politique connu, président du Conseil des Ministres en France, entre 1902–1905, est entré dans l'histoire par sa politique fortement anticléricale. Il se distingua par ses décisions concernant la dissolution des congrégations religieuses, ainsi que par la loi de séparation des Églises et de l'État, dont il fut l'auteur.

Le début de la liaison épistolaire entre Jeanne Bibesco et Émile Combes est représenté par l'audience du 11 mai 1903, quand Jeanne Bibesco, princesse d'origine roumaine, a été envoyée par l'archevêque d'Alger au président du Conseil des Ministres de la France pour soutenir la cause de son couvent, c'est-à-dire pour obtenir l'autorisation de fonctionnement du couvent. Jeanne Bibesco reçut cette charge parce qu'elle était la fondatrice et la prieure du couvent des carmélites à Alger; en cette qualité elle portait le nom de «La Mère Bénie de Jésus». Ainsi commença une amitié qui eut comme conséquence le fait que son couvent ne fut pas dissolu; malgré cela on ne peut parler d'un changement de la politique d'Émile Combes envers l'église. Les lettres de Jeanne Bibesco s'échelonnent sur 17 années (1903–1920) et leur relation est très difficile à définir, aussi parce qu'il n'y a que dix lettres d'Émile Combes envoyées à elle. Il s'agit plutôt d'un amour incompli et qui ne se manifeste que dans les lettres qui datent de 1903.

Le livre contient quatre chapitres formés par les lettres de Jeanne Bibesco à Émile Combes, les lettres d'Émile Combes à Jeanne Bibesco, celles envoyées par la carmélite à Marie et à Germaine Combes et aussi par les lettres de divers correspondants adressées à Émile Combes et à Jeanne Bibesco.

C'est de la lettre-réponse de Jeanne Bibesco qui date du 9 juin 1903 que l'on voit le fait qu'Émile Combes avait demandé à la princesse roumaine de quitter le couvent d'Alger et qu'il l'avait indoctrinée contre l'église de Rome, mais sans succès. Ensuite ils se sont rencontrés tant à Paris qu'à Barcelone. Émile Combes était âgé de 68 ans, tandis qu'elle avait 34 ans. C'est peut-être aussi la séduction du pouvoir qui a enflammé la passion de la carmélite, malgré cette grande différence d'âge. Dans les lettres on voit l'évolution de la relation – de l'amour à l'amitié – qui se concrétise en un certain éloignement. Amie de Marthe Bibesco, avec le mari de laquelle Jeanne Bibesco était cousine germaine, la carmélite semblait partager avec elle la persévérance dans la poursuite d'un but.

On regrette l'absence de références au pays d'origine de Jeanne Bibesco, dans ses lettres. Ce volume de correspondance n'apporte malheureusement pas de témoignages sur l'histoire roumaine. Cependant il faut remarquer la beauté du style des lettres de Jeanne Bibesco, dont la personnalité est ainsi restituée. On peut également regretter l'absence totale dans le volume, des éclaircissements généalogiques concernant la princesse-carmélite. Les éditeurs n'ont pas senti le

besoin de faire de telles précisions, malgré l'utilisation du titre de «princesse». Les données généalogiques auraient été sans doute nécessaires pour expliquer la position sociale de la carmélite, dont la mère avait été une Française, petite-fille du Maréchal Ney, Jeanne Bibesco (1873-1945), avec son nom entier Jeanne-Marie-Louise-Philomène-Bénédicte-Magdalène Bibesco, était la fille du «beyzadé» (fils d'hospodar) Nicolas Bibesco (1830-1889), et de son épouse Hélène née Ney d'Elchingen, tous les deux enterrés dans le parc du palais de Mogoșoaia, près de Bucarest. Petite-fille de Gheorghe Bibesco, prince régnant de la Valachie entre 1842-1848, Jeanne Bibesco était la cousine germaine de la comtesse Anna de Noailles, de Georges-Valentin Bibesco (l'époux de Marthe Bibesco), des frères Antoine et Emmanuel Bibesco, amis de Proust.

Jeanne Bibesco faisait partie d'une vieille famille de boyards d'Olténie qui s'est distinguée au XIX<sup>e</sup> siècle par ses alliances matrimoniales avec la haute aristocratie occidentale. La relation de Jeanne Bibesco avec un homme politique français ne doit, donc, pas surprendre, car les liaisons avec la haute société française étaient fréquentes dans sa famille. Jeanne Bibesco a eu quatre sœurs: Hélène, mariée à Dimitrie Cesianu et ensuite au marquis de Belloy; Catherine, épouse d'un parent à elle, Dimitrie Bibesco; Marie, mariée en premières noces à Julien Noc et ensuite à Alexandru Darvari; et Geneviève, épouse du comte polonais Leonard Starjensky. Dans un arbre généalogique de la famille Bibesco, rédigé par l'historien Dan Pleșia, figure aussi un fils illégitime de Jeanne Bibesco, Alexandre (né en 1898), officier d'aviation, marié à l'actrice Hélène Rey. La liberté de mœurs de l'amie d'Émile Combès semble être confirmée de cette manière.

Ce cas de Jeanne Bibesco peut illustrer une fois de plus l'ouverture européenne de la famille dont elle était issue. Descendante directe du Maréchal Ney, Jeanne Bibesco pourrait également être un exemple des interférences culturelles entre la France et la Roumanie à cette époque-là.

*Mihai Sorin Rădulescu*

BCU Cluj / Central University Library Cluj  
JEAN-YVES MOLLIER et JOCELYNE GEORGE

## LA PLUS LONGUE DES RÉPUBLIQUES. 1870-1940

Paris, Fayard, 1994, 872 p.

Cette monographie de la Troisième République mérite tous les éloges. Les deux auteurs font preuve de leur savoir et en même temps de leur capacité de synthèse. On rencontre des détails surprenants d'un grand intérêt et à la fois le processus est présenté dans son essentiel. Après cette lecture, on peut se considérer «un connaisseur» de l'histoire d'une étape des plus importantes de l'histoire de France.

L'histoire de la Troisième République débute par une défaite et finit par une autre, mais elle démontre la force d'une grande nation, car les soixante-dix ans de son existence démontrent que cette république a été, comme le remarque d'une manière pertinente Jean-Yves Mollier, «le plus grand dénominateur commun des Français dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle et le premier du suivant» (p. 7). Les deux auteurs bénéficiant d'une ample information, reflétée, par ailleurs, dans les notes et la bibliographie, se déplacent dans «un pays de connaissances», sans hésiter, en faisant à la fois preuve de leur équilibre dans les jugements. Ce qu'ils ont réalisé c'est une «histoire globale», dont ils affirment à juste raison l'importance, «son caractère irremplaçable dans un monde dont les significations échappent au plus grand nombre» (p. 13).

C'est l'histoire de la plus longue des républiques françaises – car la première n'a connu que douze ans, la seconde quatre et la quatrième quatorze ans! – au cours de laquelle la France

moderne s'est définitivement installée dans ses habits républicains, mais a aussi connu de graves moments de crises, la dernière – la défaite de 1940 – conduisant à la chute de cette Troisième République. Le livre a aussi le mérite d'«éviter le parisianisme» et d'être ainsi une véritable histoire complexe d'histoire française, évidemment tout en gardant à Paris sa place légitime et dominante.

Les deux premiers chapitres traitent les moments difficiles, surtout à leurs débuts tragiques, de l'installation de la République. L'histoire politique, militaire et sociale – la Commune marquant sa place importante – de cette étape, où le triomphe des républicains face aux tentatives de restauration monarchique représente peut-être le moment essentiel, car c'est ainsi que la République gagne sa place dominante et non contestée pendant le demi-siècle suivant. Le troisième chapitre est consacré à l'économie des dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, à l'industrie, à l'agriculture et aux marchés, mais aussi, évidemment, aux banques; les krachs non plus ne sont oubliés! Le quatrième chapitre s'occupe entre autres du boulangisme, du scandale de Panama (sur lequel Jean-Yves Mollier a écrit un autre beau livre) et l'affaire Dreyfus est aussi présente (d'ailleurs le titre de ce chapitre est significatif: *La politique et les mouvements d'humeur!*).

Le problème colonial – y compris le moment Fachoda –, mais aussi le coût humain (des deux cotés, français, mais aussi de ceux qui ont été colonisés) de ce processus, ainsi que le bilan socio-politique de la France en 1900, avec les diverses mutations, le syndicalisme, le socialisme et l'affirmation du parti radical font l'objet de deux autres chapitres. Le septième s'occupe des phénomènes culturels et artistiques, Paris étant déclaré à juste raison «capitale culturelle du monde»; on insiste aussi sur l'évolution des publications périodiques et sur le fait essentiel d'une évidente tendance vers une culture de masse, ce qui se reflète, entre autres, dans des tirages très importants – les suppléments illustrés des grands quotidiens nationaux atteignant le million d'exemplaires après 1900 – et aussi dans la croissance du nombre des journalistes (1 000 pour Paris en 1885 et 2 800 entre 1895 et 1900!).

Les chapitres suivants sont consacrés aux décennies de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. On y retrouve la même manière de traiter l'histoire globale! La seconde industrialisation et l'adaptation économique «au monde moderne», la montée du radicalisme, mais aussi du nationalisme sont ainsi présentées, mais on n'oublie pas non plus l'examen des changements et mutations qui ont eu lieu dans la vie de la nation et dans celle de ses citoyens.

Un chapitre est consacré à la Grande Guerre et on doit en féliciter l'auteur pour l'analyse sociale de ce moment. Des sacrifices humains énormes sur les champs de bataille (60 000 morts mensuels en 1914, 31 000 en 1915 et 21 000 en 1916!), mais aussi les souffrances et la misère des familles des combattants, les troubles sociaux, toute la complexité de ces dures années peuvent y être retrouvés.

L'histoire de la France pendant l'entre-deux-guerres est analysée toujours d'une manière complexe, qui contribue à donner à la fresque réalisée une force particulière. On y retrouve les contradictions sociales, surtout le problème ouvrier, les problèmes d'économie, les guerres coloniales au Maroc et en Syrie, y compris les évolutions des forces politiques. D'une manière très suggestive est présenté Paris – dans tout un chapitre – mais aussi – dans un autre – le village et la petite ville dans leur immobilisme, la vie des villes de provinces, le problème des immigrés, le comportement politique et on n'oublie pas les colonies et le rôle qu'elles ont dans la vie des Français. La quatrième décennie, dont les chapitres qui lui sont consacrés sont intitulés «le temps des ruptures» et «la grande peur des possédants», nous conduisent vers le drame de 1940. On y retrouve tout un évantail d'aspects: une crise qui se manifeste non seulement en économie, mais aussi en culture, en politique, dans les conflits sociaux, la guerre d'Espagne, le Front populaire et surtout le désarroi des forces politiques qui gouvernent face à la montée du fascisme. Deux sous-chapitres du XIV<sup>e</sup> chapitre portent des titres suggestifs: «L'abdication: Munich, septembre 1938» et «L'ouverture aux dictatures».

Le dernier chapitre résume aussi la fin de cette Troisième République: «Une tragédie française (1939-1940)». L'analyse économique, politique et surtout militaire nous conduit vers «le désastre militaire» et «l'effondrement national».

Evidemment, la Troisième République s'est effondrée et le moment fut l'un des plus durs, car au moins en 1870-1871, toute suite après la défaite, la France commença à travailler à son

redressement et même à sa revanche, tandis qu'en 1940 elle devint la prisonnière de l'Allemagne pour encore près d'une demi-décennie. Toutefois, la Troisième République a représenté une étape de construction, de progrès et d'affirmation, même si sa fin a été tragique et son histoire intéressante naturellement au plus haut degré.

Une chronologie, la liste des présidents de la Troisième République, d'amples notes, une bibliographie et un index complètent cet important livre, le meilleur sur le sujet en cause.

*Dan Berindei*

### PIERRE PÉAN

#### UNE JEUNESSE FRANÇAISE. FRANÇOIS MITTERRAND. 1934-1947

Paris, Fayard, 1994, 616 p.

A l'heure où François Mitterrand s'éloigne, on ne retiendra les outrances ni dans l'éloge, ni dans la démolition. Un exemple dans le premier sens serait un certain ouvrage de M. Jean Daniel, traduit en roumain à l'occasion de la visite du Président à Bucarest. La fin du second septennat a été marquée par toute une littérature où s'éaltaient largement la haine et les rumeurs. En revanche, quelle heureuse surprise de découvrir une véritable biographie, admirablement documentée, écrite avec une subtilité qui convient bien au sujet et que le Président lui-même, soucieux de style comme chacun sait, ne désavouerait pas. Un journaliste, romancier à ses heures, a été tenté par le nouveau genre de «l'investigation historique» – souvent douteux, si l'on regarde ses résultats – et s'est attaqué, sans égard pour les tabous, aux années les plus obscures de la vie de François Mitterrand. Il suit le personnage depuis ses dix-sept ans, quand, en 1934, le jeune Gascon ambitieux était accueilli à Paris par les pères Maristes, pour ne s'en séparer qu'au moment où, à trente ans, il est nommé ministre pour la première fois.

Pierre Péan ressuscite l'étudiant catholique qui prenait des cours d'art oratoire et qui, pendant le temps passé à Sciences-Po, participait aux manifestations de la droite. Il était alors engagé dans le mouvement du colonel de La Rocque et plutôt royaliste – en 1939 il ira même en Belgique visiter le comte de Paris. Ses lectures préférées étaient Mauriac, Claudel et Montherlant, le Montherlant de *Service inutile*. Une ambition forcenée le caractérise, avec un certain cynisme froid. Ce garçon ira loin: la plupart de ses proches semblent en être déjà persuadés. Le biographe fait justice des racontars qui exagéraient les rapports que François Mitterrand a pu avoir alors avec la Cagoule, organisation paramilitaire d'extrême droite, quoique l'un de ses amis ait trempé dans un assassinat politique. L'expérience du front et celle d'un camp de prisonniers en Thuringe, où il s'est retrouvé après avoir été blessé, seront décisives. Trois évasions, dont la dernière le ramène à Paris.

Commence un autre épisode qui, considéré après coup, s'avère significatif. L'affectation de François Mitterrand à la Légion française des combattants fut due à des relations de famille. N'empêche qu'il est, comme d'autres prisonniers rapatriés, vite saisi par un milieu pétainiste et que, pendant toute l'année 1942, il va rester fonctionnaire de Vichy. Une audience du Maréchal, dont fait preuve la photo publiée en couverture du livre, et la fameuse décoration, la Francisque, qui lui a été attribuée par ses amis en haut lieu, sont ce qu'il y a de plus gênant dans cette étape vichyssoise d'une biographie qui va bientôt basculer dans la Résistance. Poursuivi par la Gestapo, François Mitterrand – nom de guerre «Morland», ayant alors une tête de beau ténébreux dans le

genre des acteurs de cinéma de l'époque – a couru de grands risques dans ses activités clandestines. Celles-ci l'ont entraîné à connaître des gens douteux et des situations embrouillées. Il y a notamment tout un chapitre pour expliquer une histoire écœurante dont Marguerite Duras a eu le courage de faire un roman.

Manifestement, François Mitterrand était un personnage balzacien qui croyait à son étoile. Il faut l'entendre déclarer, à vingt-sept ans: «Je ne puis aimer les hommes et agir sur eux qu'en bloc. Le détail de chaque être me lasse et me découvre un champ trop minutieux d'erreurs ou d'inutilités, mais qu'une foule, mais qu'un peuple soit à ma portée et je sais que je puis discerner leur vérité, leur histoire et leur ressort... Je ne puis être un chef que par la ruse ou par la terreur», etc. D'abord attiré par le général Giraud, il se rend à Londres. Mais en décembre 1943 il est déjà à Alger, reçu par de Gaulle. Accueil, on le sait, sans cordialité. À la suite de cette rencontre, il reviendra en France comme chargé de mission. C'est du printemps 1944 que datent ses premiers affrontements avec les communistes, qu'il essaie de soumettre à son autorité. Le parcours de la Révolution nationale à la Libération est bref, tout comme la transition personnelle de François Mitterrand vers des idées de justice sociale qui devaient être partagées par beaucoup de ces prisonniers de guerre, près d'un million et demi, dont il assume désormais la responsabilité. Ceci lui vaudra de siéger brièvement dans le premier gouvernement insurrectionnel dans le Paris libéré. Des références nouvelles qui font leur apparition sous sa plume, Jaurès et même Lénine, sont insuffisantes pour rassurer les communistes. Sa faiblesse envers eux le fait soupçonner de complicité avec les agitateurs et lui attire une rude réprimande de de Gaulle.

En cette année 1945, François Mitterrand a échoué – qui l'eût cru? – à un magazine féminin, *Votre Beauté*, où il écrit sous pseudonyme des lettres adressées aux «chères lectrices». Mais le plus embarrassant c'est de découvrir, dans les dernières pages de cet ouvrage, comment le futur Président s'y est pris pour se faire élire, avec l'appui des châteaux et des monastères, député d'un département, la Nièvre, auquel il était parfaitement étranger. En 1946 il annonçait qu'il allait s'opposer à «la bolchévisation du pays». Mais il était déjà assez critique à l'égard des Etats-Unis, où il avait trouvé la vie chère et la culture décevante.

Un grand nombre de témoignages inédits cautionnent ce récit dont se dégage un personnage étrange et fascinant. Le titre du livre dit bien ce qu'il fallait comprendre, que l'homme, avec ses contradictions, est tel que l'ont fait les circonstances: «une jeunesse française», oui, finalement assez typique. On s'est fourvoyé, on s'est repenti, en faisant semblant de rien, sans confession publique. On a subi quelques amitiés compromettantes, comme ce Roger-Patrice Pelat, résistant communiste, un ancien d'Espagne, qui est devenu un riche industriel et un intime de l'Élysée, mais que la presse a accusé des affaires les plus troubles. Un certain passé aura pesé lourdement sur les faits et gestes du Président. Ainsi, questionné en 1992 au sujet de la collaboration: «Doit-on, selon vous, juger aujourd'hui les serviteurs de Vichy?», il répondait avec une froide réserve: «De mon propre mouvement, je n'y incline pas». Car, ajoutait-il, «on ne peut pas vivre tout le temps sur des souvenirs ou des rancœurs» – cité par Eric Conan et Henry Rousso, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Fayard, 1994, pp. 116-117. Ceux qui seraient tentés de lui donner raison, tout en reconnaissant la mauvaise conscience qui a peut-être ajouté à cette réponse un accent personnel, feront bien de réfléchir à la différence entre une justice qui a épargné quelques coupables et une autre, celle, disons, d'un pays délivré depuis peu de la dictature, qui refuse en bloc d'enquêter sur les crimes de la collaboration.

Andrei Pippidi

# INDEX ALPHABÉTIQUE

Tome XXXIV, 1995

## HISTOIRE DU MOYEN ÂGE

DANIEL BARBU, L'Église et l'empereur au XIV <sup>e</sup> siècle selon le témoignage de la peinture murale de Valachie .....	131
FLORIN CURTA, How To Do Things with Saints: On the Iconography of St. Mercurius's Legend .....	109
CORNELIA PAPACOSTEA-DANIELOPOLU, L'imprimerie grecque des Pays roumains et la défense de l'Orthodoxie aux XVII <sup>e</sup> et XVIII <sup>e</sup> siècles .....	11
ANNA TAMBAKI, La diaspora grecque en Roumanie. État actuel de la recherche et ses perspectives .....	3

## HISTOIRE MODERNE

DAN BERINDEI, Programmes et plate-formes socio-politiques de la révolution roumaine de 1848 .....	67
DAN BERINDEI, La mission de Baser à Signaringen (août 1916) .....	189
VIRGIL CÂNDEA, De Roumanie en Alaska: les limites euroaméricaines du courant philocalique au XVIII <sup>e</sup> siècle. Un épisode oublié de la christianisation de l'Amérique ..	55
TREVÖR J. HOPE, The Importance of the Ottoman Empire to British Interests in the Late Eighteenth Century .....	141
BEATRICE MARINESCU, VALERIU STAN, England and the Romanian Political Crisis of 1866 (I) .....	165
BEATRICE MARINESCU, VALERIU STAN, England and the Romanian Political Crisis of 1866 (II) .....	351
STELIAN MÂNDRUȚ, Die rumänische Intelligenz und die Wiener Universität, 1867-1918. Allgemeine Betrachtungen .....	97
VLADIMIR MISCHEVCA, (Chișinău), Considérations sur la genèse de la «question bessarabienne» (1812) .....	337
ELENA SIUPIUR, Les intellectuels roumains du XIX <sup>e</sup> siècle et la réorganisation de la classe politique et du système institutionnel .....	75

## HISTOIRE CONTEMPORAINE

GHEORGHE BUZATU, La Roumanie face à l'écroulement de ses frontières en 1940: isolement et auto-isolement .....	253
FLORIN CONSTANTINIU, L'Allemagne, l'Union Soviétique et l'amputation territoriale de la Roumanie (1940) .....	331
NEAGU DJUVARA, Souvenirs de l'exil de 1948 .....	17
VALERIU FLORIN DOBRINESCU, Romania in the Summer of 1940. The Evacuation of Bessarabia and Northern Bucovina. (June 1940) .....	271

RADU R. FLORESCU, King Ferdinand I (1865-1927): An Intimate View .....	181
JOSEPH F. HARRINGTON (Framingham State Colledge, U.S.A.), MFN regained: Bucharest and Washington, 1989-1944 .....	383
CRISTIAN POPISTEANU, The End of the Balkan Entente .....	247
TRAJAN SANDU (Paris), La coopération franco-roumaine face à la Russie lors du passage de Take Ionescu au Ministère des Affaires Étrangères (juin 1920-décembre 1921) .....	367
IOAN SCURTU, Les mutations politiques en Roumanie dans la première moitié de l'an 1940 .....	239

## NOTES ET DISCUSSIONS

RADU G. PĂUN, Les «Valachs» de Montaigne. Les métamorphoses d'un mot .....	207
ANDREI PIPPIDI, Un tableau représentant Sobiecki et sa cour et une mission diplomatique en Pologne en 1684 .....	213
ANCA POPESCU, Termes roumains dans les dispositions commerciales ottomanes du Qanunname de Brăila (1570) .....	201
MIHAI SORIN RĂDULESCU, La parenté roumaine de Victor Hugo .....	399
DAN ȘLUŞANSCHI, Princess Olena's conduct through Poland and Lithuania (1482) ..	195

## LA VIE SCIENTIFIQUE

The 4th Symposium of Genealogical Studies, Jassy 1994 ( <i>Mihai Sorin Rădulescu</i> ) .....	223
Le XVIII <sup>e</sup> Congrès International des Sciences Historiques et la participation des historiens roumains ( <i>Dan Berindei</i> ) .....	409

BCU Cluj / Central University Library Cluj  
COMPTES RENDUS

L'état des lieux en sciences sociales, textes réunis par Alexandru Duțu et Norbert Dodille, Paris, 1993 ( <i>Mihaela Matei</i> ) .....	229
Princesse JEANNE BIBESCO, Lettres à Emile Combes, avec une préface de Gabriel Merle et une postface de Michel Mohrt de l'Académie française, Paris, Gallimard, 1994 ( <i>Mihai Sorin Rădulescu</i> ) .....	413
CAROL IANCU, Bleichröder et Crémieux. Le combat pour l'émancipation des Juifs de Roumanie, Montpellier, 1987; Idem, L'émancipation des Juifs de Roumanie, 1913-1919, Montpellier, 1992; Idem, Le combat international pour l'émancipation des Juifs de Roumanie, documents et témoignages, I, 1913-1919, Tel-Aviv, 1994 ( <i>Andrei Pippidi</i> ) .....	232
ALBRECHT LUTTENBERGER, Kurfürsten, Kaiser und Reich. Politische Führung und Friedenssicherung unter Ferdinand I und Maximilian II, Mainz, 1994 ( <i>Ileana Căzan</i> ) .....	227
JEAN-YVES MOLLIER et JOCELYNE GEORGE, La plus longue des Républiques. 1870-1940, Paris, Fayard, 1994 ( <i>Dan Berindei</i> ) .....	414
PIERRE PEAN, Une jeunesse française. François Mitterrand. 1934-1947, Paris, Fayard, 1994 ( <i>Andrei Pippidi</i> ) .....	416
SERGIU SELIAN, Istoria unui genocid ignorat, București, 1994 ( <i>Paul Cernovodeanu</i> ) ..	230



La REVUE ROUMAINE D'HISTOIRE publie des articles d'un niveau scientifique supérieur dans les domaines de l'archéologie, de l'histoire médiévale, de l'histoire moderne et contemporaine, de l'histoire de la culture, etc. Les rubriques «Notes et discussions», «Comptes rendus», «La vie scientifique» contiennent des commentaires sur les publications de l'étranger traitant de l'histoire roumaine, de brèves mentions par lesquelles sont portées à la connaissance des lecteurs certaines manifestations scientifiques du domaine de l'histoire (symposiums, colloques, commémorations et anniversaires) aussi bien que l'activité scientifique de la Section des Sciences Historiques et d'Archéologie de l'Académie Roumaine, de ses Instituts d'histoire, etc.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

## **REVUES PUBLIÉES AUX ÉDITIONS DE L'ACADEMIE ROUMANIE**

- REVISTA ISTORICĂ
- REVUE ROUMAINE D'HISTOIRE
- STUDII ȘI CERCETĂRI DE ISTORIE VECHE ȘI ARHEOLOGIE
- DACIA, REVUE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE ANCIENNE
- STUDII ȘI CERCETĂRI DE ISTORIA ARTEI
  - SERIA ARTĂ PLASTICĂ
  - SERIA TEATRU – MUZICĂ – CINEMATOGRAFIE
- REVUE ROUMAINE D'HISTOIRE DE L'ART
  - SÉRIE BEAUX-ARTS
  - SÉRIE THÉÂTRE – MUSIQUE – CINÉMA